



CHARLES BAUDELAIRE
 UN REGARD RAFRAÎCHI

STÉPHANIE ROZA
 FIDÈLE AUX LUMIÈRES

Supplément
 LE MONDE
 DES LIVRES

Législatives : un RN puissant, une dynamique à gauche

▶ Le 30 juin, l'extrême droite pourrait doubler son score du premier tour des législatives de 2022, selon notre enquête électorale

▶ Quatre Français sur dix souhaitent la victoire du RN et de ses alliés, indique cette étude Ipsos-Cevipof-Institut Montaigne-Fondation Jean Jaurès

▶ Le Nouveau Front populaire s'impose comme le premier adversaire du parti de Jordan Bardella, devançant de près de 10 points le bloc central

▶ A gauche, 62 % des électeurs disent vouloir voter pour la coalition PS-LFI-PCF-EELV par adhésion et non pas seulement pour faire barrage au RN

▶ Le taux de participation pourrait retrouver le niveau de ceux des scrutins de la fin des années 1990, signe de la mobilisation

PAGES 2-3

Campagne

Mélenchon en voie de bunkérisation

Contesté au sein du Nouveau Front populaire, le leader de La France insoumise tente de garder la main en resserrant le cercle de ses fidèles

PAGE 4

Portrait

Eric Ciotti, un ralliement sans états d'âme

L'élu des Alpes-Maritimes assume son alliance avec le RN, qui lui a valu sa mise au ban du parti Les Républicains, assurant que c'était le seul moyen de « sauver » son camp

PAGE 6



ENQUÊTE
 LA PEUR D'UNE
 CONTRE-RÉVOLUTION
 CULTURELLE

▶ La perspective d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite inquiète les milieux de la culture

▶ Les professionnels craignent notamment que la création soit sacrifiée au profit du patrimoine

PAGES 20-21

Programmes

Les services publics négligés malgré les besoins

PAGE 9

Idées

Les transfuges de la droite, un vivier de compétences pour le RN

PAGE 25

Economie

Le mal-être au travail, carburant de l'abstention et du vote contestataire

PAGES 10-11

Parlement

Ce que disent les votes du RN à l'Assemblée depuis 2022

PAGE 5

Nouvelle-Calédonie

Protestations après le transfèrement en métropole de militants kanak

PAGE 15 ET ÉDITORIAL PAGE 28

Commerce

Les pays du Sud tentent de limiter les importations de produits chinois

PAGE 17

Culture

Bronze, béton et pixels investissent sept quartiers du Havre

PAGE 22

Italie

Un big bang des institutions contesté

Déjà approuvé au Sénat, le projet de révision constitutionnelle de la dirigeante Giorgia Meloni entend faire élire le président du conseil italien au suffrage universel direct et doter l'exécutif de pouvoirs élargis, dans l'objectif affiché d'en finir avec l'instabilité politique. L'opposition dénonce une dérive autoritaire

PAGE 12

Royaume-Uni

Les tories menacés d'effacement lors des législatives du 4 juillet

PAGE 13

VU PAR URBS (FRANCE)

CARTOONING FOR PEACE

DIMANCHE 30 JUIN, 20 H00



Trois grands blocs largement menés par l'extrême droite

Le premier tour des élections législatives, le 30 juin, semble sur le point de consacrer la force acquise aux européennes par le RN, selon la dernière enquête électorale d'Ipsos

Inédites, les élections législatives des 30 juin et 7 juillet suscitent un énorme intérêt, mêlé d'incompréhension, de peur et d'espoir. Elles placent en tête un bloc d'extrême droite renforcé par les élections européennes, en second la gauche et les écologistes rassemblés autour du Nouveau Front populaire (NFP), suivie d'un bloc macroniste affaibli, puis des survivants de la droite républicaine. A grands traits et à trois jours du premier tour, c'est ainsi que se profile le vote, selon la sixième vague de l'enquête électorale menée par l'institut Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le centre de recherches politiques de Sciences Po, l'Institut Montaigne, Radio France et France Télévisions.

Ce sondage, réalisé en ligne selon la méthode des quotas auprès d'un large échantillon de 11 820 personnes représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, augure d'une forte participation. Environ 61 % à 65 % des répondants à notre enquête prévoient d'aller voter dimanche, bien au-delà de la participation enregistrée aux législatives il y a deux ans, de 47,5 %. Les Français semblent répondre présents à ce scrutin convoqué à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron le 9 juin, au soir d'élections européennes n'attribuant que 14,6 % des voix à son camp.

Comme au soir du 9 juin, les candidats du Rassemblement national (RN) sont largement devant dans notre enquête, avec 32 % des intentions de vote (pour une marge d'erreur de 1,1 point), un score sensiblement proche de celui des élections européennes (31,4 %), auquel il faut désormais ajouter l'apport des candidats Les Républicains (LR) adoubs par le RN, en vertu de l'accord passé entre Eric Ciotti et Marine Le Pen. Ces derniers

sont crédités de 4 % des suffrages, ce qui porte à 36 % le niveau d'intention de vote pour le parti lepéniste allié à Eric Ciotti (marge d'erreur : 1,1 point). C'est un niveau relevant du jamais-vu pour cette famille politique, qui ne rassemblait « que » 18,7 % des voix au premier tour des élections législatives, il y a deux ans.

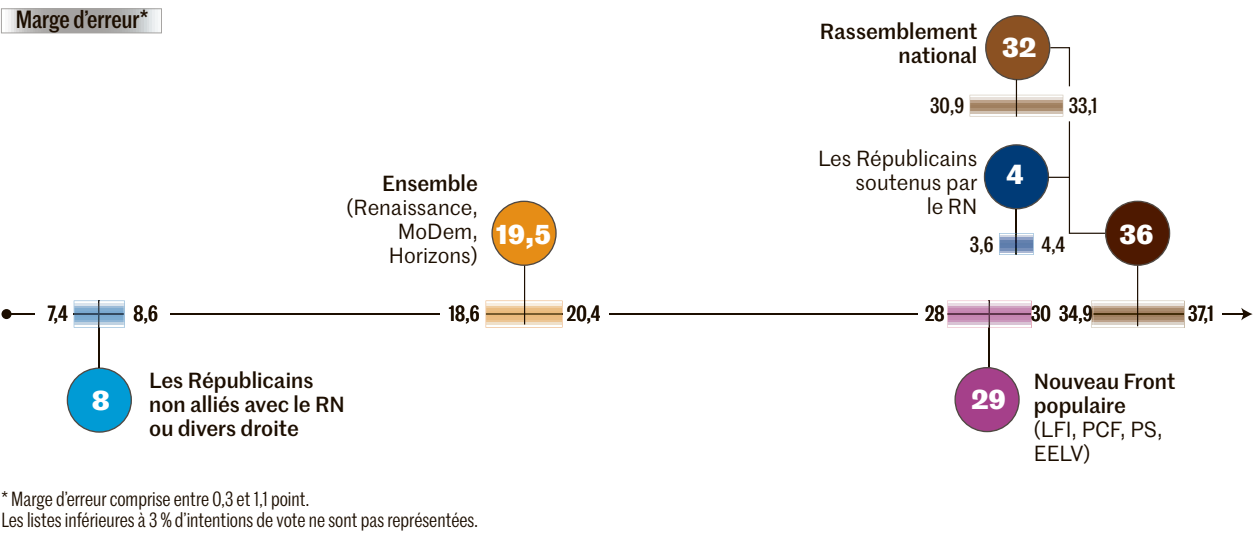
« **ADHÉSION AUX VALEURS ET AUX IDÉES** » De ce point de vue, la bombe politique envoyée par Emmanuel Macron en dissolvant l'Assemblée nationale a tout du marchepied pour l'extrême droite. En trois semaines, « *les grandes dynamiques ne vont pas s'inverser* », relève Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, évoquant « *un bloc RN incroyablement puissant* ». La gauche, incarnée par l'alliance du Nouveau Front populaire entre le Parti socialiste, La France insoumise, les Verts et le Parti communiste français, s'établit en deuxième position, à 29 % des intentions de vote (marge d'erreur : 1 point). Troisième, la coalition présidentielle Ensemble, formée par Renaissance, le MoDem et Horizons, accuse presque 10 points d'écart avec la gauche, à 19,5 % d'intentions de vote (marge d'erreur : 0,9 point). La droite LR non alliée avec le RN, ou divers droite, engrange 8 % d'intentions de vote (marge d'erreur : 0,6 point).

Cet instantané, à trois jours du premier tour, prête le flanc aux comparaisons. Avec les élections européennes du 9 juin, avec les élections législatives de juin 2022. Le RN conserve ses forces par rapport au 9 juin et gagne plus de 10 points par rapport au premier tour de 2022. Sur le fond, il bénéficie de la forte adhésion exprimée il y a trois semaines pour le bulletin Bardella, le vote RN n'étant plus que secondairement un vote « contre ». Preuve en est, 56 % des électeurs de la liste menée par Jordan Bardella le 9 juin l'ont fait « *par adhé-*

Le Rassemblement national et ses alliés font la course en tête

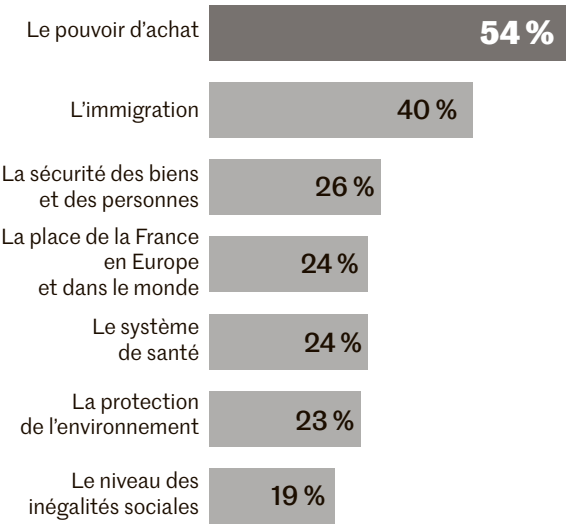
Dans votre circonscription, pour quel candidat y a-t-il le plus de chance que vous votiez au premier tour des élections législatives, dimanche 30 juin ?

En % des personnes certaines d'aller voter



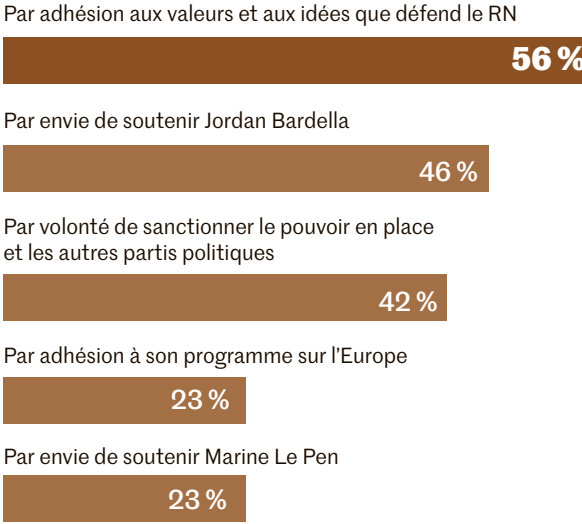
Les raisons du vote RN aux élections européennes

Parmi les sujets suivants, quels sont les trois dont vous avez tenu le plus compte dans votre choix de vote pour les élections européennes du dimanche 9 juin ?



Enquête Ipsos pour Le Monde, Sciences Po, Radio France, l'Institut Montaigne, France Télévisions et la Fondation Jean Jaurès effectuée du 21 au 24 juin auprès d'un échantillon de 11 820 personnes, interrogées par Internet et représentatives de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

Pour quelles raisons avez-vous voté pour la liste du Rassemblement national (RN) conduite par Jordan Bardella aux élections européennes du 9 juin ?



Des européennes aux législatives, l'inconnue de l'abstention

L'enjeu de la participation sera majeur au soir du premier tour, analysent Anne Muxel et Kevin Arcenaux, du Cevipof

L'abstention aux élections s'impose comme une variable d'ajustement de la légitimité comme de la bonne santé d'un système démocratique. Symptôme d'une crise généralisée de la représentation politique ou d'un nouveau vecteur de vigilance citoyenne, elle est l'objet d'une tentative de plus en plus pressante pour nombre de citoyens et introduit de fait une part d'aléa quant aux arbitrages et aux choix électoraux qui seront rendus.

Ce nouveau rôle d'arbitre démocratique apparaît crucial dans le cas de la séquence électorale inédite que le pays traverse, voyant se conjuguer des élections européennes faiblement mobilisatrices, une dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives qui, depuis la réforme du quinquennat en 2001, nous avaient habitués à mobiliser peu et à être utilisées comme des élections de

confirmation de la présidentielle s'étant jouée un mois auparavant. Cet agenda inattendu débouche sur l'enchaînement de deux élections, une première « intermédiaire », pour laquelle le ressort de l'acte électoral est au premier chef de sanctionner le pouvoir en place, une seconde de statut particulier pour des législatives sous la V^e République, les premières législatives post-européennes.

Comment voteront les nombreux abstentionnistes au scrutin du 9 juin ? L'indice de participation pour le premier tour des législatives (63 %) enregistre une progression de + 11,6 points par rapport aux européennes, et de + 15,5 points par rapport aux législatives de 2022, se rapprochant des niveaux de participation, pour ce type de scrutin, de la fin des années 1990. Une mobilisation est donc visible dans la plupart des segments de la population, même

si elle reste moins marquée parmi les jeunes et les catégories populaires. Un jeune sur deux (51 %) de moins de 35 ans déclare être certain d'aller voter le 30 juin ; parmi les plus de 60 ans, ce sont les trois quarts (72 %) qui sont dans la même disposition. Les ouvriers et les employés se montrent plus tentés par l'abstention (- 9 points et - 8 points respectivement sur l'indice de participation par rapport à la moyenne).

Pour comprendre les ressorts de cette mobilisation, il faut prendre en compte la réponse électorale exprimée lors des européennes. On peut différencier quatre groupes d'électeurs. Le premier est constitué des votants constants, qui ont voté aux européennes et qui se disent certains de voter au premier tour des législatives (59 %). Le second rassemble les abstentionnistes constants, en retrait des deux scrutins (15 %).

Deux autres groupes méritent une attention particulière car ils sont au cœur de l'inconnue des effets induits par une mobilisation différenciée des électors potentiels. L'un est constitué des votants aux européennes mais qui ne sont pas certains de se rendre aux urnes au premier tour législatif (21 %). Ils représentent un volant d'incertitude significatif pour les résultats du scrutin. L'autre réunit les électeurs n'ayant pas voté pour les européennes, mais qui sont certains de voter le 30 juin (5 %).

Rentrer dans le jeu

Le premier dispose d'un réservoir de voix favorable au Rassemblement national (RN) mais peu mobilisé, comptant 41 % d'intentions de vote contre 26 % pour le Nouveau Front populaire (NFP), 19 % pour Renaissance et la majorité présidentielle et, enfin, 8 % pour Les Républicains non affiliés au

RN. Le second plus mobilisé, car décidé à rentrer dans le jeu pour le scrutin du dimanche 30 juin, réunit ses suffrages de façon plus équilibrée : 31 % pour le NFP, 30 % pour le RN, 28 % pour Renaissance et la coalition présidentielle et 8 % pour Les Républicains. On y compte davantage de femmes que d'hommes (57 % contre 42 %). C'est dans ce groupe que l'on observe la mobilisation la plus significative pour le camp présidentiel.

Les motivations de ces deux groupes d'électeurs intermittents, à l'instar des électeurs constants, expriment majoritairement une volonté de faire gagner le candidat ou la coalition sur lesquels se porte leur choix plutôt que de faire barrage à un autre candidat ou coalition (respectivement 56 % des votants aux européennes, mais hésitants à voter aux législatives, et 54 % des abstentionnistes aux européennes, mais décidés à

voter au premier tour des législatives). Le RN apparaît comme le bloc politique auquel ils souhaiteraient d'abord faire barrage. Pour les premiers, le RN arrive en tête (44 %), devant le NFP (33 %), et bien avant Renaissance et la coalition présidentielle (17 %). Pour les seconds, l'ordre est le même mais amplifié : 57 % veulent faire barrage au RN, 32 % au NFP et 11 % pour Renaissance et la coalition présidentielle.

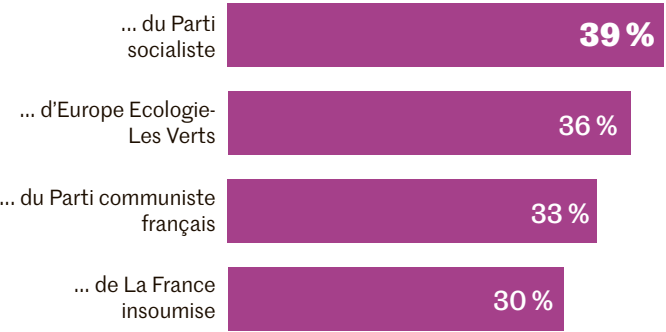
Entre adhésion et rejet, l'inconnue de la participation n'échappe pas à la polarisation de cette séquence électorale aux deux extrêmes de l'échiquier et ne sera pas sans participer aux arbitrages qui seront rendus au soir du premier tour. Il y a des réserves dans l'abstention mobilisable. Aucune force politique, à commencer par le RN, n'a épuisé celles-ci. ■

KEVIN ARCAUX (DIRECTEUR DU CEVIPOF) ET ANNE MUXEL (DIRECTRICE DÉLÉGUÉE DU CEVIPOF)



La gauche divisée malgré l’union

Dans votre circonscription, voteriez-vous pour la coalition de gauche, le Nouveau Front populaire, si le candidat était... ?
en % de oui

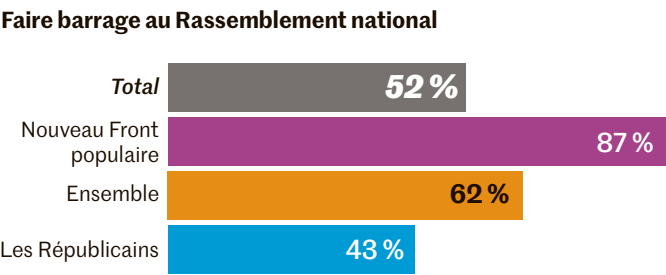


Le souhait de faire barrage

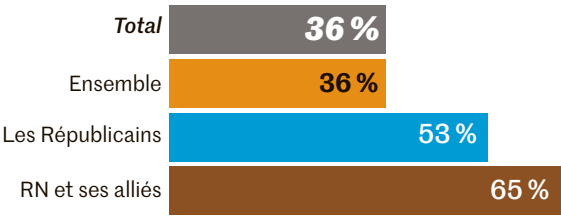
Quels sont les candidats ou les coalitions auxquels vous souhaitez faire barrage ?

En % des personnes qui votent avant tout pour faire barrage.

Selon l'intention de vote



Faire barrage au Nouveau Front populaire



Infographie Le Monde

tion présidentielle, quant à elle, accuse un rétrécissement accéléré: de 25,7 % au premier tour des législatives de 2022, elle décroche de 6 points, et passe à la troisième place dans l'ordre des forces politiques. Cependant, elle bénéficie d'un rebond par rapport à des élections européennes particulièrement calamiteuses, lié d'une part au retour d'une partie de son aile gauche ayant voté pour Raphaël Glucksmann, de l'autre à l'apport d'électeurs de François-Xavier Bellamy (LR).

FORMATION DE BARRAGES TOUT AUTRES

Le peuple de droite, quant à lui, semble désorienté, en période de recomposition: les électeurs de Valérie Pécresse de 2022 choisissent pour un quart un vote Ensemble aux législatives, pour un autre quart un vote RN-LR, pour 43 % un candidat LR ou divers droite. Ceux qui ont voté François-Xavier Bellamy le 9 juin sont 61 % à désapprouver le choix d'alliance avec le RN opéré par Eric Ciotti, mais la situation sème le doute chez eux. En effet, 44 % des sondés prévoyant d'aller voter pour un candidat LR-divers droite préviennent que leur choix reste incertain, quand, par contraste, les partisans du NFP et du Rassemblement national apparaissent extrêmement sûrs de leur choix. Le fait qu'un candidat LR soit soutenu par le RN apparaît comme un motif de rejet pour un peu plus d'un quart (27 %) de sympathisants LR interrogés sur ce point. Dans toutes les familles politiques, sauf la gauche, prévaut le sentiment que le pays se dirige vers une victoire, partielle ou entière, de l'extrême droite. C'est le cas logiquement du côté des électeurs potentiels du parti lepéniste, qui sont 95 % à pronostiquer une victoire du RN, mais aussi chez ceux qui s'apprêtent à voter LR (62 %), et Ensemble (48 %). Isolés dans leur scénario, les électeurs du NFP sont 66 % à prédire une victoire de la gauche. Cette anticipation d'une victoire du RN va de pair avec la fin des automatismes quant à la formation d'un «barrage républicain» contre lui. Si la formation d'extrême droite reste celle qui suscite le plus d'attitudes de barrage, notamment chez les électeurs de gauche, des barrages tout autres se forment ailleurs, contre le NFP, chez les électeurs du RN ou même de la coalition présidentielle. ■

JULIE CARRIAT

Pour le Nouveau Front populaire, un premier tour prometteur et un second tour incertain

La gauche a constitué un bloc solide en son sein mais qui peut être répulsif pour le reste de l'électorat, selon Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean Jaurès

Très bon premier tour, incertain second tour: voilà, schématisée, la situation du Nouveau Front populaire (NFP) telle qu'elle ressort de l'analyse des résultats de la sixième vague du panel électoral menée par l'institut Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le centre de recherches politiques de Sciences Po, l'Institut Montaigne, Radio France et France Télévisions.

Avec 29 % d'intentions de vote, le NFP atteint un niveau élevé. D'abord, il devance de 9,5 points la coalition présidentielle et constitue de ce fait l'alternative au Rassemblement national (RN). Ensuite, le score du NFP marquerait une progression de près de 5 points si on le compare à la Nupes en 2022.

Enfin, le passage en quelques jours de listes séparées et divisées, aux élections européennes, aux candidatures uniques et au programme commun des élections législatives, s'est réalisé sans dommages excessifs. Séparées, les listes de gauche ont recueilli au total 32 % des voix le 9 juin; unies, elles peuvent rassembler 29 % aujourd'hui – la déperdition n'est pas nulle (16 % des électeurs de Raphaël Glucksmann, tête de liste pour le Parti socialiste, et 13 % des électeurs de l'écologiste Marie Toussaint, disent vouloir voter pour Ensemble, la coalition présidentielle), mais elle était presque deux fois plus importante en 2022 entre l'élection présidentielle et les élections législatives.

Au-delà du niveau, le positionnement de cet électorat souligne le décalage entre les qualificatifs de la bataille politique – l'assimilation du NFP à l'«*extrême gauche*» – et la représentation qu'il se fait de lui-même. Invités à se si-

tuer sur une échelle idéologique, 74 % des électeurs du NFP choisissent en effet la «*gauche*» et, ironiquement, sont presque aussi nombreux à choisir le «*centre*» (7 %) que l'«*extrême gauche*» (9 %). De la même manière, invités à indiquer de quel parti ils se considèrent le plus proche, les électeurs du NFP choisissent davantage le PS (32 %) que LFI (27 %) et Les Écologistes (13 %).

Vote d'adhésion et vote d'espoir

Dernière série d'enseignements qui documentent la solidité de ce score de premier tour, il s'agit d'un vote d'adhésion et d'un vote d'espoir. Vote d'adhésion parce qu'une nette majorité (62 %) déclare vouloir «*faire gagner*» son camp plutôt que «*faire barrage*» à un autre bloc, et parce que le programme est jugé par 60 % de ses électeurs à la fois désirable et crédible. Vote d'espoir, parce que, de manière surprenante, les électeurs du NFP font à 66 % le pronostic que le NFP va gagner les élections. Ce faisant, il est logique de constater que 84 % des électeurs du NFP considèrent que «*leur choix est définitif*» – c'est 8 points de plus que pour les électeurs de la coalition présidentielle.

La gauche pourrait donc réaliser un bon premier tour, ce qui voudrait dire, concrètement, se qualifier pour le second tour bien au-delà des 384 circonscriptions où elle a pu le faire en 2022. Et c'est là que l'incertitude commence. Ce qui menace la gauche, c'est le risque d'une mauvaise transformation des voix en sièges. Plusieurs signaux clignent à l'orangé et convergent autour d'un même constat: la gauche a constitué un bloc solide à l'intérieur mais qui peut être répulsif pour l'extérieur

CE QUI MENACE LA GAUCHE, C'EST LE RISQUE D'UNE MAUVAISE TRANSFORMATION DES VOIX EN SIÈGES

– et cet extérieur est déterminant dans un second tour.

Quand on analyse ce que pensent les électeurs d'Ensemble ou des Républicains (non ralliés à Eric Ciotti), on mesure qu'il y a souvent quasi-équivalence entre le NFP et le RN. Pour n'en donner qu'une seule illustration, et au-delà des programmes qui sont rejetés dans les mêmes proportions, à qui pensent les électeurs qui déclarent voter pour «*faire barrage*»? Pour ceux d'Ensemble, à 62 % au RN, mais aussi à 36 % au NFP; pour Les Républicains, à 53 % au NFP, devant le RN, à 43 %.

La première cause de cette situation tient à la présence – à l'omniprésence – de Jean-Luc Mélenchon et les résultats du panel apportent des informations éclairantes. Quinze personnalités, sur le spectre le plus large, ont été testées pour savoir si ce serait une bonne ou une mauvaise chose qu'elles deviennent premier ministre. S'agissant de Jean-Luc Mélenchon, dans l'ensemble de la population, 11 % considèrent que ce serait une «*bonne chose*» – il est en dernière position – et 78 % une «*mauvaise chose*» – il est en première position (90 % des électeurs d'Ensemble estiment même que ce serait une «*très mauvaise chose*»).

Mais, plus éclairant encore, au sein même de l'électorat du NFP,

Le RN suscite un vote d'adhésion

Le vote de mécontentement existe toujours à l'extrême droite, mais ce moteur est devenu secondaire, analyse le directeur général délégué d'Ipsos, Brice Teinturier

parmi lesquels dominent l'espoir (45 %), le soulagement (12 %) et même la joie (6 %).

La dissolution a tout simplement offert une perspective d'alternance à un électorat qui pensait devoir attendre encore trois ans. Cette espérance est d'autant plus forte qu'elle est consolidée par la certitude d'une victoire: 95 % des électeurs du RN et de ses alliés estiment qu'il va gagner, dont 50 % avec une majorité absolue et 45 % une majorité relative. Aucun autre électorat ne pense que la coalition de son choix va l'emporter dans de telles proportions.

«Souhaitable et réaliste»

Le deuxième ingrédient de la bonne tenue de l'électorat RN est la puissance du souhait de victoire auprès de ses électeurs: non seulement 40 % des Français souhaitent la victoire du RN et de ses alliés, contre 31 % pour le NFP et 29 % pour la coalition présidentielle, mais ce chiffre monte à 97 % chez les sympathisants RN. Le temps est loin où l'on votait Front national pour manifester son mécontentement sans souhaiter sa victoire.

Interrogés sur les raisons profondes de leur vote, 56 % déclarent «*par adhésion aux valeurs et aux idées que défend le RN*», 46 % «*pour soutenir* [le président du parti] *Jordan Bardella*» et 42 %

«*pour sanctionner le pouvoir en place et les autres formations politiques*». Le vote de mécontentement existe toujours mais ce moteur est devenu secondaire.

Le troisième ingrédient tient au rapport qu'entretiennent les électeurs en général aux questions programmatiques, et les électeurs du RN en particulier. Tout d'abord, le programme du RN et de ses alliés est jugé comme le plus souhaitable par les Français: 45 %, contre 40 % s'agissant de celui d'Ensemble et 39 % pour celui du NFP. Il est ensuite perçu comme le plus «*souhaitable et réaliste*», même si les chiffres sont faibles pour toutes les formations: 25 % pour le RN, 19 % pour Ensemble, 17 % pour le NFP.

Enfin, s'il était au pouvoir, 32 % des Français déclarent que le RN ferait mieux que le pouvoir actuel, contre 22 % s'agissant du NFP et 15 % de LR. L'avantage est donc du côté du RN et de ses alliés en termes d'attractivité et de crédibilité générale. Mais ce n'est pas tout: pour contrer le RN, ses adversaires insistent sur le manque de crédibilité budgétaire. Or, autant cette dimension est «*décisive*» chez les électeurs Ensemble et LR, respectivement à 69 % et 64 %, autant elle ne l'est qu'à 43 % chez les électeurs RN.

Le quatrième ingrédient de la bonne tenue du RN et de ses alliés

on mesure l'étendue du handicap que fait peser Jean-Luc Mélenchon: une majorité nette d'entre eux (54 %, contre 25 %) considère que ce serait davantage une mauvaise chose qu'une bonne chose qu'il soit premier ministre – et l'écart avec Raphaël Glucksmann comme avec François Rufin, député LFI sortant de la Somme, est spectaculaire puisque, dans ce même électorat, l'un comme l'autre est plébiscité dans les mêmes proportions (57 %, contre 18 %). La deuxième cause du problème potentiel de second tour pour le NFP tient à la place de LFI et, là encore, les résultats du panel sont éclairants en ce qu'ils permettent de documenter les différences d'attitude des électeurs selon l'étiquette partisane du candidat du NFP. Ainsi, par rapport à un candidat LFI, un candidat PS augmenterait de 9 points la probabilité de voter pour lui et diminuerait de 6 points l'impossibilité de le faire – des écarts considérables.

Il serait pourtant hâtif d'en conclure que le second tour sera nécessairement mauvais pour la gauche, car nul ne peut anticiper les conséquences du choc des résultats du premier tour si le RN est à 36 %: seuls 3 % des électeurs du NFP et d'Ensemble pronostiquent en effet une majorité absolue pour le RN. Si la menace devenait concrète, il ne s'agirait plus de savoir s'il y a équivalence des dangers entre LFI et le RN (ou entre Macron et Le Pen), mais de savoir quel est le danger le plus imminent. Il s'agirait simplement de prendre les adversaires dans l'ordre dans lequel ils se présentent. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)

est évidemment son incarnation: elle existe en la personne de Jordan Bardella, alors que la coalition de gauche ne présente personne et tente de se dépeîtrer de la présence de Jean-Luc Mélenchon, particulièrement impopulaire (78 % de rejet). Il s'agit, de plus, de l'incarnation la plus appréciée, puisque 36 % des Français jugent que ce serait une bonne chose qu'il devienne premier ministre, soit le niveau le plus élevé de toutes les personnalités testées.

Malgré tous ces éléments, le RN peut être confronté à trois éléments qui pourraient limiter son succès: l'idée d'une victoire tellement acquise d'avance qu'une partie de ses électeurs ne se mobiliserait pas; la persistance d'un vote «*pour faire barrage à une coalition*», certes limité (35 %, contre un vote de soutien à 65 %) mais qui, quand il existe, s'exerce davantage contre le RN que contre le NFP (52 % contre 36 %), y compris chez les électeurs d'Ensemble (62 % contre 36 %). Enfin, troisième limite au vote RN: dans des logiques de report de voix au second tour, notamment de la part des électeurs LR «canal historique», ceux-ci sont plus attentifs aux enjeux de crédibilité budgétaire et économique, et cela peut évidemment jouer. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)

Mélenchon ou la stratégie de la « rupture »

Le fondateur de LFI assume de continuer à cliver, exclure, mais aussi de rassembler les radicalités

Vendredi 14 juin au soir, lors d'une conférence au siège du Parti ouvrier indépendant (POI), à Paris, Jean-Luc Mélenchon mesurait la brièveté de cette campagne des législatives. « *Quinze jours, ça va vite, mais en même temps, c'est moins de temps pour la calomnie, et c'est assez de temps pour qu'on puisse prévoir très solidement les choses* », disait-il.

En trois semaines, les gauches et les écologistes se sont unis puis désunis, dans deux mouvements contradictoires qui auront coexisté. Sans pouvoir tout à fait défaire le Nouveau Front populaire, ils augurent d'une gauche tenaillée. Face à Raphaël Glucksmann, son antithèse sociale-démocrate, Jean-Luc Mélenchon construit un pôle de gauche radicale, au prix d'exclusions, de remplacements militants et de mains tendues à l'extrême gauche.

Pour construire, détruire ; pour renforcer, épurer. Car « *le parti se renforce en s'épurant* », selon la maxime mise en exergue par Lénine, utilisée dans toute la galaxie de la gauche communiste pendant des décennies, et notamment sous le mandat de Maurice Thorez, l'autre artisan du Front populaire de 1936. Vendredi 14 juin, l'exclusion de cinq députés La France insoumise (LFI) sortants a commencé par la suppression de la boucle de communication des élus à l'Assemblée. Dans la soirée, les exclus ont découvert leur absence sur la liste des investis. Dans le même temps, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a obtenu de LFI une circonscription de l'Aude pour Philippe Poutou.

Offensive militante

Autre nouveauté, Raphaël Arnault, de la Jeune Garde antifasciste, à Lyon, candidat en 2022 dans la ville avec le soutien du NPA, est parachuté à Avignon. Au grand dam de la gauche locale. Mais LFI tient au signal envoyé à la jeunesse antifasciste. Les jeunes LFI en reprennent les codes, eux qui ont lancé le 18 juin un appel à la création d'un « *réseau antifasciste insoumis* ». « *A la fin, ce sera eux [l'extrême droite] ou nous* », clame depuis longtemps Jean-Luc Mélenchon. La situation politique, qui voit les forces autour



Jean-Luc Mélenchon, lors d'un meeting à Montpellier, dimanche 23 juin. SYLVAIN THOMAS/AFP

d'Emmanuel Macron se réduire, est pour lui une confirmation. Seulement, le NFP lui échappe... Lundi 24 juin, les chefs de parti du Parti communiste (PCF), du Parti socialiste et d'Europe Ecologie-Les Verts ont encore martelé leur refus de le voir accéder à Matignon.

Alors, tout en se réclamant de cette union, Jean-Luc Mélenchon a commencé à construire la suite, en se défaisant des « *générateurs* ». En premier lieu, François Ruffin. Ce dernier « *a pris la responsabilité d'une rupture* », a affirmé le fondateur de LFI sur France 5, samedi 22 juin. Investi, le député sortant de la Somme est désormais au cœur d'une offensive militante visant à l'assimiler à une gauche « *de droite* », « *sociale-démocrate* », voire raciste et colonialiste. Mardi 25 juin, sur TF1, François Ruffin acte son désaccord avec LFI, assume tout haut ce qu'il dit depuis longtemps déjà : chez lui, Jean-Luc Mélenchon est un repoussoir.

Adrien Quatennens, l'ancien dauphin de M. Mélenchon, lui répond sur X : « *Si belle soit-elle, la Picardie n'est pas le pays. Rejoins le RN direct ! On gagnera du temps et de l'énergie.* » Les couteaux sont sortis. Dans cette offensive qui oppose le premier cercle de Jean-Luc Mélenchon à ceux qui étaient hier les figures les plus médiatiques de son mouvement, le POI sert de bras armé. C'est d'abord dans *Informations ouvrières*, le journal du parti trotskiste qui fonctionne en partenariat avec *L'Insommission*, bulletin de la galaxie « *insoumise* », que peut se lire la critique de ceux qui s'émancipent, dès le 17 juin, dans un article intitulé « *François, Clémentine, Alexis et les autres...* »

A Paris, les militants du POI sont l'une des forces du comité d'accueil de Céline Verzeletti dans la 15^e circonscription, où LFI a demandé à la syndicaliste de la CGT de candidater face à la députée

MÉLENCHON A COMMENCÉ À CONSTRUIRE LA SUITE EN SE DÉFAISANT DES GÉNÉRATEURS, RUFFIN EN PREMIER LIEU

sortante Danielle Simonnet. Les responsables de la commission électorale ont attendu d'avoir un « *oui* » au téléphone de M^{me} Verzeletti, jeudi 13 juin, pour lui préciser quelle épineuse circonscription parisienne lui était réservée. Adhérente du PCF jusqu'en janvier, M^{me} Verzeletti confie être partie sur des désaccords de fond, notamment sur la question des violences policières et, plus récemment, sur la participation du

PCF à la manifestation contre l'antisémitisme aux côtés de l'extrême droite, le 12 novembre.

Elle juge légitime la nécessité d'avoir un « *groupe parlementaire très soudé, bien ferme sur la ligne portée face à l'extrême droite* ». La direction de LFI assume désormais une guerre ouverte contre tous ceux qui, comme Danielle Simonnet, sont accusés d'avoir « *trahi* » ou de s'approprier à le faire. L'avenir dira si effectivement, les exclus de LFI ont les moyens d'inventer autre chose, à commencer par un groupe parlementaire. Selon les informations du Monde, certains d'entre eux ont déclaré un rattachement financier auprès du PCF au moment de déposer leur candidature, une manière d'éviter d'abonder les caisses de M. Mélenchon en cas de victoire.

Cette bataille se joue aussi en justice. Mardi 25 juin, les tribunaux de Paris et de Bobigny se sont déclarés incompétents pour

déterminer si les candidats dissidents avaient le droit d'utiliser le logo du Nouveau Front populaire dans leur campagne pour les législatives, un revers temporaire pour LFI qui voulait faire valoir la propriété de l'expression et du logo. Ailleurs, d'autres forces vives servent la direction dans son combat. Autant de strates militantes cultivées et valorisées par Jean-Luc Mélenchon, habile pour faire monter, à chaque élection, de nouveaux représentants qui lui doivent presque tout.

Vivier constant de talents fidèles

A Rennes, où le député sortant Frédéric Mathieu n'est pas reconduit, c'est la jeunesse étudiante tendance Louis Boyard qui prend la relève : sa proche Marie Mesmeur y est investie. A Montreuil (Seine-Saint-Denis), face à Alexis Corbière, désormais « *dissident* », LFI mobilise une recrue encore plus récente pour soutenir sa remplaçante, Sabrina Ali Benali. Sans être candidate, la juriste et nouvelle eurodéputée Rima Hassan est montée sur scène lors du premier meeting du NFP dans la ville pour dénoncer une gauche « *coloniale* », et fustiger ceux qui croient se faire les « *porte-parole* » des quartiers populaires et parler à la place des minorités. Ainsi va le cours des choses à LFI, les derniers arrivés sont les plus zélés...

Ce renouvellement assure à Jean-Luc Mélenchon un vivier constant de talents fidèles. Elle l'enferme aussi dans une conflictualité et des postures loin du désir de rééquilibrage et de consensus du Nouveau Front populaire.

Les chercheurs associés à l'Institut La Boétie, le think tank de Jean-Luc Mélenchon, ont pris la plume dans une pétition pour déplorer « *un immense gâchis, désespérant* » : « *Refuser d'investir les sortants critiques de Jean-Luc Mélenchon, quelle que soit notre position par rapport à leurs orientations, sera indéniablement perçu comme un règlement de comptes lié à des ambitions plus ou moins personnelles* », écrivent une vingtaine d'intellectuels proches. D'autres regrettent de le voir construire une force qu'ils jugent par essence isolée. Les 30 juin et 7 juillet, les législatives diront ce qu'il en est. ■

JULIE CARRIAT

A Massy, la bataille des deux gauches entre Guedj et son ex-suppléante

Le socialiste investi par le Nouveau Front populaire, opposé à LFI, rejette ce logo, alors que la candidate non investie se réclame de l'alliance

Galy, Galy, Galy, il est où Galy ? Ah, le voilà ! » Dans l'entrée d'un bâtiment, rue de Rome, à Massy (Essonne), Jérôme Guedj parle pour lui-même devant une série de boîtes aux lettres. Des heures que le député sortant de l'Essonne joue les facteurs dans son quartier d'enfance. Il a fait imprimer des milliers de lettres et d'enveloppes personnalisées pour les personnes âgées, celles qui participent le plus aux élections.

En sortant de l'immeuble, l'élusocialiste croise son père. « *Je fais toutes ses campagnes depuis 1998, dit en souriant le kinésithérapeute à la retraite. Cette fois-ci, j'ose espérer qu'il passe dès le premier tour.* » « *Mon père est d'un irrémédiable optimisme* », commente l'intéressé, bien plus prudent. C'est que la partie se révèle complexe. Cette fois-ci, Jérôme Guedj n'a pas pour adversaires principaux les macronistes qui l'avaient battu en 2017, mais une

femme de son propre camp. Jusqu'à la dissolution de l'Assemblée nationale, l'écologiste (Génération.s) Hella Kribi-Romdhane était même sa suppléante.

Depuis quinze jours, rien ne va plus entre eux. Au cœur de la dispute, le Nouveau Front populaire (NFP). Jérôme Guedj a beau avoir été investi par cette coalition de gauche et en reprendre le programme, il refuse d'en porter les couleurs, pour ne rien devoir à La France insoumise (LFI) et à son ancien camarade socialiste Jean-Luc Mélenchon, un homme qui l'a traité ces derniers mois de « *lâche* », de « *délateur* » et l'a accusé de renier ses principes, avec des propos frôlant l'antisémitisme. Sur les tracts qu'il dépose dans les boîtes aux lettres, Jérôme Guedj se présente donc comme candidat du « *rassemblement de la gauche, des écologistes et des progressistes* », soutenu par tous les partis de gauche, sauf le Nouveau Parti anticapitaliste et LFI.

Hella Kribi-Romdhane, elle, défend au contraire bec et ongles le NFP et l'alliance avec LFI. Elle a d'ailleurs pris comme suppléant un ancien porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, Philippe Juraver. « *Moi aussi, j'ai des réserves à l'égard de Jean-Luc Mélenchon, explique la conseillère municipale. Mais il n'y a pas trente-six manières d'être majoritaires, il faut l'union de toute la gauche, y compris de LFI. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'être candidate, pour que le Front populaire soit représenté dans cette circonscription.* »

Faillies persistantes

Le résultat ? Une situation unique en France. Dans la sixième circonscription de l'Essonne, les électeurs ont le choix, le 30 juin, entre sept candidats, dont un, investi par le NFP, rejette ce logo, et une, qui n'a pas été investie, le revendique fièrement et l'utilise sur son matériel de campagne. « *Ma candidature est bien celle du Nou-*

veau Front populaire ! », affirme Hella Kribi-Romdhane. Jérôme Guedj a saisi la justice pour empêcher son ex-suppléante de se prévaloir de cette bannière. Sans succès. « *C'est un mauvais coup politique, doublé d'une trahison humaine* », peste-t-il. « *Depuis une semaine, je subis toutes les intimidations possibles pour retirer ma candidature, mais je tiens bon* », réplique sa concurrente. Un imbroglio révélateur des failles persistantes au sein de la gauche.

Emmanuel Macron a ajouté une dose de sel sur la plaie. Lors de sa conférence de presse du 12 juin, il a fait un appel du pied public à Jérôme Guedj, parlant de lui comme de quelqu'un qui n'a « *rien à faire avec LFI* ». Dans la foulée, les macronistes n'ont désigné aucun candidat dans cette circonscription, comme s'ils voulaient aider le socialiste à garder son siège. Un soutien troublant. « *Jérôme n'est pas favorable au rassemblement de toute la gau-*

che, et semble ouvert à une autre alliance », avance son ancienne suppléante. « *Je n'ai conclu aucun accord avec Macron, rétorque le député sortant. J'ai voté contre la réforme des retraites, contre la loi immigration, j'ai soutenu les motions de censure. Me présenter comme macroncompatible, c'est cocasse ! J'ai simplement rompu avec LFI, qui a trop brutalisé la vie politique.* »

Dix-huit heures. Après le porte-à-porte, les militants des deux rivaux de gauche se retrouvent à la sortie du RER, où se tient un petit marché. « *Contre l'extrême droite, on se mobilise ! Je compte sur vous dimanche* », entend-on. Tous utilisent les mêmes formules pour inciter leurs électeurs à voter. Dans cette circonscription, le risque d'un basculement à l'extrême droite paraît très mince. « *Ensemble, les candidats d'extrême droite ont tout de même obtenu 28 % aux européennes, donc il faut faire gaffe* », nuance Jérôme Guedj, re-

joint sur place par son épouse, la romancière Emilie Frèche.

Mais bien des questions les ramènent à la zizanie à gauche. « *Comment je peux voter pour vous en étant sûre de ne pas avoir Mélenchon premier ministre ?* », demande une salariée du ministère de l'intérieur, inquiète à l'idée de se retrouver aux ordres d'un ministre RN ou LFI. « *Moi, je peux vous assurer que je ne lui voterai pas la confiance* », répond le socialiste. « *Et sur les successions, qu'allez-vous faire ?* », l'interroge James Petit, un testeur de jeux vidéo. « *Vous avez raison, il y a une sorte de tétanie pour lutter à fond contre les inégalités de patrimoine. On va essayer d'aller plus loin* », répond-il. Puis un vieil électeur de gauche réclame des explications sur les candidatures rivales. « *C'est un peu chiant d'en être encore là, non ?* », lui lance le retraité. L'ex-député ne peut qu'opiner : « *Oui, c'est un peu chiant, je suis d'accord.* » ■

DENIS COSNARD



A l'Assemblée nationale, deux ans de vote RN loin de sa ligne sociale

Les députés d'extrême droite se sont surtout attachés, depuis 2022, à favoriser les propriétaires, les ménages aisés et les grandes entreprises

Durant deux ans, ils furent 88. Les députés d'extrême droite ont joué un rôle pivot à l'Assemblée nationale et été confrontés à des questions concrètes qu'ils n'avaient jamais abordées. L'épreuve du vote a fait se dégager une identité pour un parti jusqu'alors attrape-tout, soudain contraint de faire des choix. L'analyse de ces deux années d'activité parlementaire révèle la portion congrue réservée à la « ligne sociale » que prétend défendre le Rassemblement national (RN), et particulièrement Marine Le Pen.

Hégémonique au sein de l'électorat populaire qui se déplace encore pour voter, le RN se révèle en fait souvent favorable aux intérêts des grandes entreprises, des propriétaires immobiliers et des ménages aisés. Le parti a toutefois conservé l'essentiel de sa défense de l'Etat social.

Logement: priorité aux propriétaires Pour tenter de régler la crise du logement qui frappe durement le pays, le RN a fait le choix depuis deux ans de défendre les intérêts des propriétaires bailleurs, y compris au détriment des personnes en situation de mal-logement. La ligne a systématiquement été de prôner l'allègement de la fiscalité locative ou un retour en arrière sur les obligations de rénovation énergétique, en espérant que ces incitations se traduisent in fine par une détente sur le marché de la location. De fait, trouver un logement à louer en zone tendue est devenu une gageure, en premier lieu parce

que de très nombreux ménages ont dû renoncer à acheter et n'ont donc pas libéré la leur.

Le député de l'Aude Frédéric Falcon s'est élevé contre le « *fait d'imposer le DPE* [diagnostic de performance énergétique] *pour les locations de longue durée comme de courte durée* », en dénonçant un « *carnage* » et une « *mesure de dépossession immobilière* ». Or la crise du logement s'explique également par le succès fulgurant des locations saisonnières de type Airbnb, qui ont contribué à la flambee des prix de l'immobilier et ont siphonné le parc locatif. Les députés du RN ont pourtant, comme Les Républicains (LR), voté contre une proposition de loi transpartisane visant à « *remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue* » en donnant davantage de pouvoirs de régulation aux maires. Le RN a invoqué la défense de « *petits propriétaires bailleurs* », un argument qui fait fi de la part importante et croissante de multi-propriétaires parmi les détenteurs de meublés touristiques.

Les députés RN se sont aussi opposés au coup de rabot sur la niche fiscale dite « Airbnb », estimant qu'il relevait de « *la contrainte et [de] la punition des propriétaires* ». Pour ne pas « *terroriser des propriétaires* », ils ont aussi cherché à supprimer l'amende administrative de 15 000 euros infligée à ceux qui falsifiaient des documents lors de l'enregistrement électronique de leur meublé de tourisme.

Des députés RN ont par ailleurs déposé une proposition de loi (non examinée) visant à détricotter la loi solidarité et renouvelle-

ment urbains (SRU), qui oblige les communes en zone urbaine à proposer un taux minimal de logements sociaux.

Fiscalité: des baisses d'impôts bénéficiant aux plus fortunés Lors de l'examen des lois de finances, le RN a défendu les grandes lignes de son programme présidentiel de 2022. Dont les mesures de baisses d'impôts bénéficient souvent à un public très large... et aisé. Ainsi, la baisse de la TVA sur les carburants vise à alléger la facture des familles vivant loin de leur lieu de travail, mais profiterait à tous les conducteurs, y compris urbains et aisés, disposant de gros véhicules gourmands en essence. Le soutien aux détenteurs de SUV se retrouve dans la position adoptée contre le malus au poids pour les véhicules thermiques, en 2023: le RN s'y est opposé – comme LR – arguant qu'il s'agissait de « *l'outil de travail des Français* ».

De même, la baisse de la TVA sur les énergies bénéficierait aux occupants de grands logements. « *L'ensemble des taux réduits confèrent un gain en euros plus élevé aux ménages les plus aisés* », relevait la Cour des comptes en 2023 dans un rapport sur la TVA, soulignant l'inefficacité de la mesure. Cependant, le poids de la TVA dans le revenu disponible des ménages est par nature plus important pour les revenus modestes.

L'exonération d'impôts sur le revenu pour les moins de 30 ans et pour leurs entreprises bénéficierait, elle aussi, principalement aux ménages et aux entrepreneurs fortunés. Les ménages les

plus modestes ne sont en effet pas impossables. Selon une note du cabinet Asteres en 2022, les 10 % de moins de 30 ans les plus aisés capteraient les deux tiers de cette manne puisée dans le budget de l'Etat.

Le RN a également soumis des propositions propres à avantager les détenteurs de patrimoine, avec l'abrogation des droits de succession pour les héritages inférieurs à 150 000 euros et le remplacement de l'impôt sur la fortune immobilière par un impôt sur la fortune financière. Là encore, au bénéfice des plus aisés: selon la dernière étude de l'Insee, en 2018, moins de 15 % des Français transmettaient des héritages supérieurs à 100 000 euros et étaient donc soumis à l'impôt. Les bénéficiaires de cet amendement se trouveraient dans cette tranche de population. De même, la fin de l'impôt sur la fortune immobilière bénéficierait aux propriétaires.

Agriculture: contre toute forme de contrainte La vision agricole du RN consiste à pousser les feux de la production. Comme au Parlement européen, les élus d'extrême droite se sont le plus souvent exprimés en soutien à l'agrandissement des exploitations et à l'intensification, et contre toute forme de contrainte. Les députés RN ont voté contre l'inscription dans la loi d'objectifs à 2030 de surfaces en agriculture biologique, contre l'instauration de diagnostics climatiques lors de l'installation, contre la mise en place de stages de sensibilisation en cas d'atteintes à l'environnement. Au final, le RN a voté contre l'ensemble de la loi d'orientation agricole, l'estimant décroissante, bien que les mesures en faveur de l'installation ou de la formation étaient attendues par les syndicats agricoles majoritaires.

En matière de santé publique, le parti fait régulièrement passer les mesures de prévention après la défense des intérêts économiques. Les députés ont ainsi voté contre l'interdiction des nitrites dans les charcuteries, s'alignant avec la position des industriels charcutiers, malgré les preuves abondantes du rôle de ces additifs dans la survenue de cancers.

S'ils disent soutenir le « *manger français* », un de leurs slogans

pour les législatives, les élus du RN ont par ailleurs voté contre un amendement écologiste proposant un approvisionnement 100 % français pour la viande servie en restauration collective.

Social: un entre-deux qui penche à droite Sur l'emploi et le social, le RN a tenté de tenir une position d'équilibriste au prix d'un discours ambigu: une défense de certains acquis sociaux matinée d'une remise en cause de certains droits. Ce qui les conduit à défendre les plus modestes et les plus précaires tout en stigmatisant, comme le fait la droite depuis des décennies, les « *assistés* ». C'est ainsi que sur la réforme du revenu de solidarité active, les députés du RN ont voté contre le texte instaurant au moins quinze heures d'activité hebdomadaire en contrepartie du versement de l'allocation. Ce qui n'a pas empêché Jordan Bardella, quelques semaines plus tard, de juger nécessaire « *des contreparties aux prestations sociales de ce type* ».

Même chose sur les réformes de l'assurance-chômage du gouvernement depuis 2022. Les élus RN ont voté en faveur de la première, instaurant notamment le principe de contracyclicité qui durcit les règles d'indemnisation quand le chômage baisse et les assouplit quand le marché du travail se détériore. Lors de l'examen de ce texte, les députés d'extrême droite se sont alignés, voire sont allés plus loin que la droite, pourtant déjà très sévère avec les demandeurs d'emploi. Le RN a, par exemple, défendu la fin de l'indemnisation des chômeurs ayant refusé un CDI à la fin d'un CDD et voté avec LR pour assimiler les abandons de poste à des démissions.

Le parti d'extrême droite s'est systématiquement opposé à une augmentation du smic ou à l'indexation des salaires sur l'inflation. Comme la droite traditionnelle, le RN compte sur les exonérations de cotisations et le bon vouloir du patronat pour voir les rémunérations augmenter. Sa proposition de loi sur les salaires vise à permettre aux entreprises d'augmenter les salaires de 10 %, en les exonérant de cotisations patronales jusqu'à trois fois le smic.

Sur le monde du travail, le parti a plutôt montré une volonté de fa-

voriser la division entre employés, avec des amendements sur la représentativité syndicale, privant de droit de vote aux élections professionnelles les travailleurs précaires et les employés ne maîtrisant pas la langue française.

Réindustrialisation: un soutien aux entreprises, sauf celles engagées dans la transition énergétique Dans les mots, le RN veut, comme tous les autres partis, « *réindustrialiser la France* ». Dans les faits, le parti a tout fait pour faciliter la vie des grands industriels face aux objectifs climatiques et sanitaires. Lors de la mise en place du zéro artificialisation nette, le RN voulait en « *exclure les usines géantes* ». Sur la proposition d'interdiction des « *polluants éternels* » utilisés dans de très nombreux biens de grande consommation, ils se sont abstenus. Le RN entend poursuivre la baisse des impôts de production et la « *simplification* » des normes juridiques et environnementales. Des propositions qui vont dans le sens des attentes des industriels. Le RN a également voté la loi « industrie verte » présentée par le gouvernement, qui vise à soutenir la réindustrialisation, en simplifiant entre autres les procédures pour installer des usines.

Mais ce soutien ne va pas sans contradiction. La transition énergétique est un pilier de la réindustrialisation – or, le RN s'y investit peu, si ce n'est pour la freiner. La loi « industrie verte » vise notamment à accélérer le développement des technologies de décarbonation des secteurs industriels et celui d'une filière de fabrication de batteries pour véhicules électriques. Mais, dans le même temps, l'extrême droite prévoit de « *renoncer à l'interdiction* » de mise en vente de véhicules à moteur thermique à partir de 2035. Un choix qui pourrait ralentir le développement du secteur de la batterie électrique et contrecarrer les plans des constructeurs automobiles français. De même, le RN entend délaisser la filière éolienne, qui a besoin du soutien de l'Etat face à la concurrence asiatique. ■

BASTIEN BONNEFOUS, VÉRONIQUE CHOCRON, ELSA CONESA, MATHILDE GÉRARD, CLÉMENT GUILLOU, STÉPHANE MANDARD ET THIBAUD MÉTAIS

La macronisation de Bardella, la mélonisation du RN

Jordan Bardella multiplie les appels du pied à l'électeur macroniste et s'inspire de la gestion de la présidente du conseil italien Giorgia Meloni

ANALYSE

Depuis les élections européennes, Jordan Bardella a ajouté dans son bureau un élément de décoration, qu'il met en évidence sur ses vidéos pour les réseaux sociaux: la *Marianne* d'Obey, street-artiste américain. L'œuvre favorite d'Emmanuel Macron, qui décore son bureau de l'Elysée. Par de petites touches de moins en moins subtiles, l'aspirant au poste de premier ministre envoie des signaux à l'électorat macroniste, qu'il a toujours été convaincu de pouvoir séduire, au moins en partie. Lors de son débat télévisé face à Valérie Hayer, le 2 mai, comme l'avait repéré l'émission « Quotidien », il avait repris plusieurs formules d'Emmanuel Macron dans son débat de l'entre-deux-tours de 2017... face à Marine Le Pen.

Mais la volonté de mimer le Macron de 2017 ne s'arrête pas là. Comme le chef de l'Etat, M. Bardella juge que les partis sont une forme dépassée, nourrit une franche admiration pour les grands patrons et capitaines d'entreprise, a tenté de se forger une identité technophile – sans se

pencher sérieusement sur le sujet. Le jeune leader du Rassemblement national (RN) se revendique, sérieusement et sans rien renier de ses obsessions identitaires, « *candidat de la raison face aux extrêmes* », tout en portant un programme remettant en cause des points fondamentaux de l'Etat de droit, les traités européens ou l'équilibre budgétaire.

Surtout, ses emprunts à M. Macron sur la politique économique se multiplient: baisse des impôts, simplification des normes... Et leur seul vrai marqueur d'opposition économique – l'abrogation de la réforme des retraites – semble s'éloigner de jour en jour. Une ligne qu'il synthétise dans le *Financial Times*, quotidien économique britannique, qui lui a consacré un article le 26 juin.

Cette évolution ne doit rien au hasard. C'est le résultat du grand chambardement que la droite et l'extrême droite ont connu depuis près de quinze ans et l'arrivée de Marine Le Pen sur le devant de la scène: la droite parlementaire, sous pression de la progression du Front national, puis du RN, s'est de plus en plus alignée sur les propositions sécuritaires et anti-immi-

gration des lepénistes. Ces derniers devaient, eux, garder leur spécificité populiste pour se différencier de la « *vieille droite* » décrite comme élitiste et coupée du pays. Ce fut ainsi la marque de fabrique de M^{me} Le Pen. Sans jamais vouloir remettre en cause le système capitaliste, la prétendante à l'Elysée critiquait le « *mondialisme* », et notamment la liberté de circulation et les multinationales étrangères.

Inflexion sur la Russie Sauf que le rapport de force s'est inversé. Dominateur depuis 2022, le RN entrevoit désormais la possibilité d'arriver au pouvoir. Il doit rassurer l'électorat de droite traditionnelle et les milieux patronaux. En résumé: pour gagner en crédibilité, le RN de Jordan Bardella fait de nombreuses concessions à la droite sur les questions économiques et sociales, éternelles variables d'ajustement du programme lepéniste. Reste le substrat anti-immigration qu'on ne touche pas.

Emmanuel Macron n'est pas la seule source d'inspiration de M. Bardella, élu à la tête du RN en 2022. Le parti semble avoir tourné le dos au populisme d'extrême droite forgé par Marine

L'EXTRÊME DROITE EST À LA FOIS PLASTIQUE ET SE NOURRIT DE CERTAINES IDÉES DE SES ADVERSAIRES

Le Pen pour se rapprocher d'une gestion à la Giorgia Meloni. La présidence du conseil italien, venue du post-fascisme, veut incarner un libéral conservatisme qui sied aux partenaires européens. M. Bardella a modéré la ligne du RN sur la question russe et déploré une « *naïveté collective* » à l'égard de Vladimir Poutine. Il veut aussi rompre avec l'anti-atlantisme de l'extrême droite française. Dans son enquête sur Jordan Bardella, *Le Grand Remplaçant* (Studiofact Editions, 240 pages, 20 euros), Pierre-Stéphane Fort relatait comment il a pu proposer de renoncer à la sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN, toujours au programme du RN.

Incohérent? Pas pour l'extrême droite. Cette famille politique est à

la fois plastique – elle s'adapte selon le contexte et les opportunités politiques – et se nourrit de certaines idées de ses adversaires. « *Lorsque Giorgia Meloni était seule dans l'opposition au gouvernement de Mario Draghi [2021-2022], elle défendait une ligne de droite sociale, rappelle Caterina Froio, enseignante-chercheuse en science politique à Sciences Po, spécialiste de l'extrême droite. Mais quand elle arrive au pouvoir, elle modère ses positions, qui s'alignent sur le libéralisme économique, notamment la baisse de la dette. Cela lui permet d'envoyer un message à l'Union européenne [UE]: "On ne fera pas n'importe quoi en économie, laissez-nous faire notre politique sur l'immigration".* »

Deux mesures du gouvernement Meloni illustrent ce changement radical de cap: la suppression du revenu de citoyenneté (équivalent du RSA, destiné aux familles les plus fragiles) et le renforcement de l'autonomie budgétaire des régions pour les services publics de la santé et de l'éducation, qui creuse les inégalités entre les régions du Nord et du Sud.

Pour Steven Forti, historien spécialiste de l'extrême droite euro-

péenne et enseignant à l'université autonome de Barcelone, l'exemple de Giorgia Meloni n'indique pas nécessairement une modération. « *C'est du pragmatisme: elle sait qu'il y a des lignes rouges à ne pas franchir si elle veut conserver le pouvoir, l'atlantisme et des relations avec l'Union européenne. Entre 2014 et 2018, les extrêmes droites européennes voulaient sortir de l'UE. Désormais, elles veulent peser et y prendre le pouvoir.* »

L'universitaire estime que les récentes mues du RN et son remplacement progressif de la droite doivent s'analyser à l'aune de la scène européenne: « *Depuis quinze ans, les droites traditionnelles se sont radicalisées. Une dynamique d'union est à l'œuvre en Europe. L'idée est de travailler ensemble, de dire que, face à la gauche, ces forces ont plus de choses en commun que de différences.* » Une façon de dépasser les clivages traditionnels qui n'est pas sans rappeler la stratégie électorale du chef de l'Etat, en 2017, quand M. Bardella n'était encore qu'un très jeune conseiller régional d'Ile-de-France. ■

CL. GU. ET ABEL MESTRE

Eric Ciotti « fidèle » à lui-même et sans états d'âme

Confidences de l'homme qui a fait exploser la droite, avec son ralliement au Rassemblement national

NICE, SAINT-MARTIN-VÉSUBIE
(ALPES-MARITIMES) -
envoyée spéciale

La route escarpée, qui traverse la vallée de la Vésubie (Alpes-Maritimes), serpente entre les montagnes. Elle longe des parois rocheuses qui se dressent à pic, passe sous des tunnels étroits et sombres. Dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 juin, de violentes pluies ont causé d'importants dégâts dans le village de Saint-Martin-Vésubie, où Eric Ciotti a grandi. Les eaux sont brutalement montées, deux ponts ont été emportés. Un paysage désolé, à l'image de la droite qui a explosé, au lendemain de l'alliance électorale nouée de force par le président du parti Les Républicains (LR) avec le Rassemblement national (RN), contre l'avis de l'ensemble des barons de son parti. « Ça souffle fort », reconnaît l'intéressé devant nous mercredi 26 juin, à l'arrière de la voiture qui le redescend à Nice, après une rapide visite de soutien à son village natal.

Actant une « rupture historique », Eric Ciotti n'a pas d'état d'âme. Il assure même qu'il ne s'est jamais senti aussi bien, comme « libéré ». Après tant d'« acrobaties idéologiques » qui avaient fini par le « lasser », il est enfin « fidèle à [lui]-même ». « Les masques tombent », avait prédit Emmanuel Macron, le 12 juin. S'il a souvent changé de patron (Christian Estrosi, contre lequel il s'est retourné, François Fillon, Nicolas Sarkozy, puis à nouveau François Fillon...), l'ex-« M. Sécurité » de la droite, dans les pas de Charles Pasqua, a toujours défendu une ligne intransigeante en matière d'immigration et de sécurité.

« On va être broyés »

En 2021, alors qu'il concourait à la primaire de la droite, il avait multiplié les propositions chocs, alignées sur le RN : suppression du droit du sol, « préférence nationale » sur l'emploi et le logement, création d'un « Guantanamo à la française »... Il n'hésite pas non plus à assumer la théorie xénophobe du « grand remplacement ». Depuis son accord avec le RN de Marine Le Pen, le président de LR, que les autres dirigeants du parti veulent démettre de ses fonctions, doit faire des compromis, notamment sur les retraites. Il relativise : une fois au pouvoir, « un pragmatisme va s'installer ».

Militant du Rassemblement pour la République (RPR) depuis

l'âge de 16 ans, le député des Alpes-Maritimes a souvent évoqué le souvenir d'un grand-oncle corrézien, ancien résistant devenu conseiller municipal de Saint-Martin-Vésubie, qui lui a transmis son admiration pour le général de Gaulle et Jacques Chirac. A l'heure d'annoncer son alliance avec l'extrême droite, mardi 11 juin sur TF1, Eric Ciotti n'a pas une pensée pour l'ancien président, qui affirmait que « l'extrémisme dégrade et salit l'honneur de la France », son testament. « Je n'ai jamais été chiraquien », avance-t-il, rappelant qu'à la présidentielle de 1995, il a soutenu Edouard Balladur, qui trois ans plus tard, aux régionales de 1998, avait été tenté de nouer un accord avec le Front national de Jean-Marie Le Pen, sans y céder.

Solitaire et méfiant, Eric Ciotti a monté son « opération militaire » dans le plus grand secret. Les relations « courtoises » qu'il entretient avec Marine Le Pen se sont renforcées à l'Assemblée nationale, où la présidente du groupe RN et le questeur LR se croisent au sein des instances. Ils se voient aussi en tête-à-tête et l'idée d'un possible rapprochement entre leurs formations mûrit, même si tous deux

assurent qu'ils sont hostiles à l'union des droites. Depuis 2022, le RN a changé, affirme Ciotti. Ses 88 députés se sont « institutionnalisés », « intégrés ». « Le passé qu'on nous renvoie est révolu », veut-il croire, rappelant que le chasseur de nazis, Serge Klarsfeld, appelle désormais à voter RN contre La France insoumise (LFI). Quant à Jordan Bardella, les conseillers de l'Elysée n'ont eu de cesse de vanter sa jeunesse et son sérieux, après les rencontres de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où le président a réuni les chefs de parti, fin août 2023. « Macron a plus contribué à la diabolisation du RN que moi », s'amuse Ciotti.

En dépit de la bonne campagne de François-Xavier Bellamy, son score (7,2 %) confirme l'impasse dans laquelle se trouve LR. Dans ce contexte, la brutale dissolution est une catastrophe annoncée. « On est partis pour la gloire... », lâche Laurent Wauquiez le 9 juin, quand Eric Ciotti, lui-même prévenu par le président du Sénat Gérard Larcher, l'informe qu'Emmanuel Macron va dissoudre l'Assemblée. « On va être broyés, une boucherie ! », analyse, lui aussi, le président du parti, quand il comprend que la gauche va s'unir. « Une alliance électorale est le seul moyen de nous sauver », insiste-t-il.

Le départ de Dati, « un choc »

Dès le soir des résultats, il échange avec Marine Le Pen et Jordan Bardella. Lundi 10 et mardi 11 juin, il les reçoit plusieurs fois, « toujours ensemble », dans ses appartements de la questure, au sein d'une Assemblée désertée, pour finaliser l'accord. Eric Ciotti est géné d'évoquer le rôle – révélé par *Le Monde* – de Vincent Bolloré dans cette opération, ne voulant pas apparaître comme un obligé. Il admet qu'il a prévenu avant les autres l'industriel breton, qui met aussitôt à sa disposition son empire médiatique (CNews, Europe 1, etc.). « J'ai du respect pour Bolloré, assume Ciotti. Lui aussi a brisé des murs, dans les médias. »

Ses deux ans à la tête de LR l'ont renforcé dans la certitude que le parti était « en fin de vie ». Depuis son élection, fin 2022, il règne sur une armée de fantômes qui a fait 4,8 % à la présidentielle. Les militants ont fondu : 25 000 encartés seulement. L'électorat, aussi. Au

« LE SYSTÈME ÉTAIT
VERROUILLÉ.
LA MACHINE LR
PRODUISAIT
DE L'INERTIE »
ÉRIC CIOTTI
président des Républicains

premier tour de la présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy totalise 31,2 % des voix, et Jean-Marie Le Pen 10,4 %. Près de vingt ans plus tard, c'est l'inverse : LR obtient 7,3 % des voix aux européennes et le RN 31,4 %. Ciotti ne supporte plus les comités stratégiques du parti ou les déjeuners chez Larcher, que ce dernier terminait invariablement ainsi : « Bon, on fait comme on a dit... » « Comme on ne s'était rien dit, c'était pratique, ironise le président du parti. Le système était totalement verrouillé. La machine produisait de l'inertie. »

À LR, il se méfie de tout le monde, ou presque. De Larcher, qu'il suspecte de vouloir s'allier avec la Macronie. Du patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, qu'il a combattu pour la présidence du parti. De Laurent Wauquiez qui, accusé-t-il, avait installé un « système d'espionnage » interne pour le contrôler. Surtout, il ne supporte plus les silences et les évitements de celui qui entend représenter la droite en 2027 mais reste prudemment retiré dans sa région, le laissant seul aux manettes d'un bateau ivre qui prend l'eau.

En janvier, le départ de Rachida Dati, nommée ministre, est un « choc » pour LR, et un « coup terrible » pour lui. Symboliquement, c'est la fin des années Sarkozy. La fin des illusions, aussi. Les mois qui suivent sont une lente agonie : les députés LR, toujours coincés entre l'extrême droite et les macronistes, ne s'accordent pas sur l'opportunité de déposer ou non une motion de censure pour tenter de renverser le gouvernement. Ciotti vit la constitution de la liste aux européennes, qui a fait l'unanimité contre elle, comme un « calvaire ». Il est déçu aussi qu'en dépit du retour à ses côtés d'Emmanuelle Mignon, considérée comme le « cerveau » de la campagne de 2007, les idées pro-

duites par LR « n'impriment pas ». « Tout cela nourrissait de sombres perspectives », résume-t-il.

Pour le parti. Mais aussi pour lui. Car l'ambitieux Ciotti a pris goût à la lumière. A l'automne 2021, son score à la primaire de la droite, où par surprise il arrive premier, l'a fait « changer de statut », comme il le rappelle volontiers, le nez collé aux enquêtes d'opinion, où il voit alors sa cote de popularité s'envoler. Susceptible et inquiet, l'ex-collaborateur du maire de Nice, Christian Estrosi, a soif de respectabilité, blessé d'être perçu comme un éternel second. Depuis 2022, il entretient d'excellentes relations avec Elisabeth Borne, puis Gabriel Attal, qui apprécie sa finesse et son urbanité, et ont besoin des députés LR pour faire passer leurs textes à l'Assemblée. Mais il est déçu qu'Emmanuel Macron ne l'ait jamais appelé, préférant passer par Gérard Larcher pour sonder les intentions de la droite.

« Obligé de faire du Ciotti... »

Quinze jours avant les européennes, le Niçois déjeune avec un ancien ministre du gouvernement Borne. Devant ce dernier, il semble acter, avec regret, qu'un accord avec Emmanuel Macron, qu'il a pourtant souhaité, pour sortir de l'impasse, ne se fera pas. « Je vais être obligé de faire du Ciotti... », conclut-il, sibyllin. Un mois plus tard, le voilà assis à la droite de Marine Le Pen, vêtue d'une veste rouge sang, au premier rang du salon Elysée dans un centre de conférences de l'ouest parisien où Jordan Bardella présente le programme du RN à la presse, lundi 24 juin. Le futur possible premier ministre, âgé de 28 ans, multiplie les signes de révérence envers « le président Ciotti », son allié de 58 ans, devant un rideau de caméras. C'est le retour de la lumière, crue.

Eric Ciotti a acté la rupture avec les dirigeants du parti, qui l'ont tous désavoué au lendemain de son alliance avec l'extrême droite et lancé une procédure pour l'exclure définitivement de LR. Les critiques – « Petit Laval », « Benito », « traître »... – le laissent froid.

Une poignée de proches, tout en condamnant publiquement sa transgression, ont refusé de rompre. Son ami François Baroin, qui l'invite chaque été en juillet dans

sa maison de la Creuse, et avec lequel il aime chasser, lui a envoyé un SMS pour lui dire sa « tristesse » tout en lui réaffirmant son amitié, plus forte que les soubresauts politiques. Pour le reste, il se rassure sur le terrain où il reçoit, dit-il, d'innombrables messages de soutien : « Deux mots reviennent : "enfin" et "courage" ».

Son opération était risquée. « Il peut se retrouver avec un groupe riquiqui à l'Assemblée, faire moins que les LR "canal historique" », relève un élu LR. Comme Macron avant sa dissolution, Ciotti n'a pas compté ses soutiens. Il a obtenu de Marine Le Pen que les 61 députés LR n'aient pas de candidats RN face à eux, plus 60 circonscriptions « de conquête » en sus. Mais les intéressés le lâchent tous. L'accord, censé « sauver la droite », fait flop. « On aurait pu avoir un groupe de 80-100 députés », regrette l'intéressé, qui s'attendait à ce qu'une dizaine de députés sortants bénéficient du deal.

Créer un nouveau parti

Quand il retrouve Bardella, le 13 juin, chez Laurent, le restaurant du Tout-Paris des affaires, Ciotti doit admettre qu'une seule députée sortante, sur les 61, l'a suivi : sa protégée Christelle D'Introni, qu'il a fait élire en 2022 dans la 5^e circonscription des Alpes-Maritimes, où se trouve son fief de Saint-Martin-Vésubie. Au siège du parti, seuls 4 collaborateurs sur 57 lui sont restés fidèles. Au total, Ciotti parvient à investir 62 candidats « d'union nationale » pour les législatives, dont moins de la moitié est adhérents LR. « La marque LR est morte, tout le monde le sait », dit le président déchu, qui veut créer un nouveau parti.

S'il a échoué à faire basculer LR, Eric Ciotti a en revanche conforté sa position dans les Alpes-Maritimes, où il est certain de l'emporter le 7 juillet, sans candidat RN face à lui. Aux législatives de 2022, son adversaire d'extrême droite avait obtenu 13 % des voix. Deux ans plus tard, aux européennes, la liste de Jordan Bardella a totalisé 37,7 % des voix dans le département et celle de Marion Maréchal, 9,1 %. Un « socle énorme » s'il décidait de se lancer à la conquête de la mairie de Nice, en 2026, pour tenter d'y déloger son grand rival, Christian Estrosi.

En attendant, si le RN obtient la majorité absolue le 7 juillet, celui qui a toujours rêvé du ministère de l'intérieur fera enfin son entrée au gouvernement, où il pourrait placer d'autres proches. « On était engagés dans un éclatement mortifère à LR. Là, on retrouve une place, on peut gouverner à nouveau », s'enthousiasme-t-il, même si le « on » n'est plus qu'un « je ».

Il est près de 18 heures, le ciel s'est découvert. La voiture du député glisse sur la promenade des Anglais, en destination du port de Nice où est installé son QG. Il y a deux ans, Eric Ciotti avait attendu les résultats des législatives au premier étage, avec anxiété, redoutant d'être battu.

Une fois sa victoire acquise, il s'était écarté de la liesse militante, pour téléphoner à Laurent Wauquiez devant les bateaux immobiles, sur la mer sombre. Les deux hommes avaient envisagé un deal : si Wauquiez renonçait à briguer la tête du parti, alors Ciotti irait ; à lui de préparer ensuite le terrain à une candidature de son « ami », pour 2027. A LR, certains avaient mis en garde le patron de la région Auvergne-Rhône-Alpes : « Il va t'utiliser pour se faire élire à la tête du parti mais une fois élu, fais gaffe, la créature pourrait échapper à son maître. » C'est fait. ■

SOLENN DE ROYER



Eric Ciotti, lors de la présentation du programme du Rassemblement national, à Paris, le 24 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

CULTURES MONDE.



En partenariat avec
Le Monde

du lundi
au vendredi
11H – 12H

Julie Gacon

Mélanie Chalandon



L'esprit
d'ouverture

Paris, îlot de résistance à l'extrême droite

Les élections européennes ont confirmé le traditionnel faible score du Rassemblement national dans la capitale

C'est avec gravité qu'Anne Hidalgo, mercredi 19 juin, a analysé la situation politique, dix jours après la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, et moins de trois semaines avant une possible arrivée du Rassemblement national (RN) au pouvoir : « *Je suis la maire d'une ville pleine d'espérance, prête à se battre contre ceux qui voudraient voir refoulé loin d'elle son legs humaniste.* »

En préambule d'une conférence de presse consacrée à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, la maire de Paris a tenu à rappeler que « *Paris sera[it] toujours un rempart contre les assauts de la haine, un phare diffusant largement les valeurs humanistes et de liberté.* (...) *Dans cette ville, l'extrême droite n'a pas sa place. Elle y fait ses plus faibles scores. Je m'en félicite.* »

Sa fierté d'incarner cette exception culturelle, la maire de Paris l'appuie sur des résultats électoraux traditionnels dans la capitale, où le RN n'a jamais réalisé la moindre percée significative. Lors des élections européennes, la capitale et sa petite couronne sont les seuls départements de France métropolitaine qui n'ont pas placé en tête le parti de Jordan Bardella. Avec 8,5 % des voix, la liste parisienne RN, même si elle progresse de 1 point par rapport aux européennes de 2019 (7,2 %), émerge en sixième position, loin des 31,3 % réalisés au niveau national par le RN.

Loin, aussi, derrière Raphaël Glucksmann, soutenu par le Parti socialiste, en première position avec 22,9 % des voix. Suivent la

liste de Valérie Hayer pour le camp présidentiel (17,7 %) et celle La France insoumise de Manon Aubry (16,8 %). En additionnant avec la liste de Reconquête!, l'extrême droite pèse tout de même 14,5 %. La liste d'Eric Zemmour, portée par Marion Maréchal aux européennes, enregistre à Paris (5,9 %) quasiment le même score que dans le reste du pays (5,5 %).

« Terreau défavorable »

Paris, une bulle rose-vert dans un océan national bleu marine. Seulement trois bureaux de vote – sur 902 – ont placé le RN en tête, dans les 12^e, 13^e et 16^e arrondissements. Ce n'est pas une « surprise » pour Florent Gougou, enseignant-chercheur à Sciences Po Grenoble : « *Le RN s'est nettement renforcé dans ses zones de force et a très peu progressé, voire stagné dans ses zones de faiblesse. Le RN est structurellement faible à Paris en raison de la sociologie de la ville. Paris concentre des citoyens avec un très haut niveau d'instruction et des populations issues de l'immigration venue d'Afrique, deux segments de la population peu hostiles à l'immigration. Or, c'est encore aujourd'hui une condition nécessaire (mais pas toujours suffisante) pour voter RN.* »

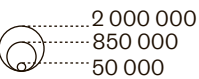
Un haut degré d'instruction corrélié à une concentration massive des richesses, des services publics, des centres de décision politico-économiques et des élites. « *Dans les grandes villes, connectées à la mondialisation, poursuit M. Gougou, on est dans la marche du monde. On ne partage pas le quotidien de ceux qui sont éloignés des commodités, sujets à des mobilités contraintes pour pou-*

Résultats aux élections européennes du 9 juin

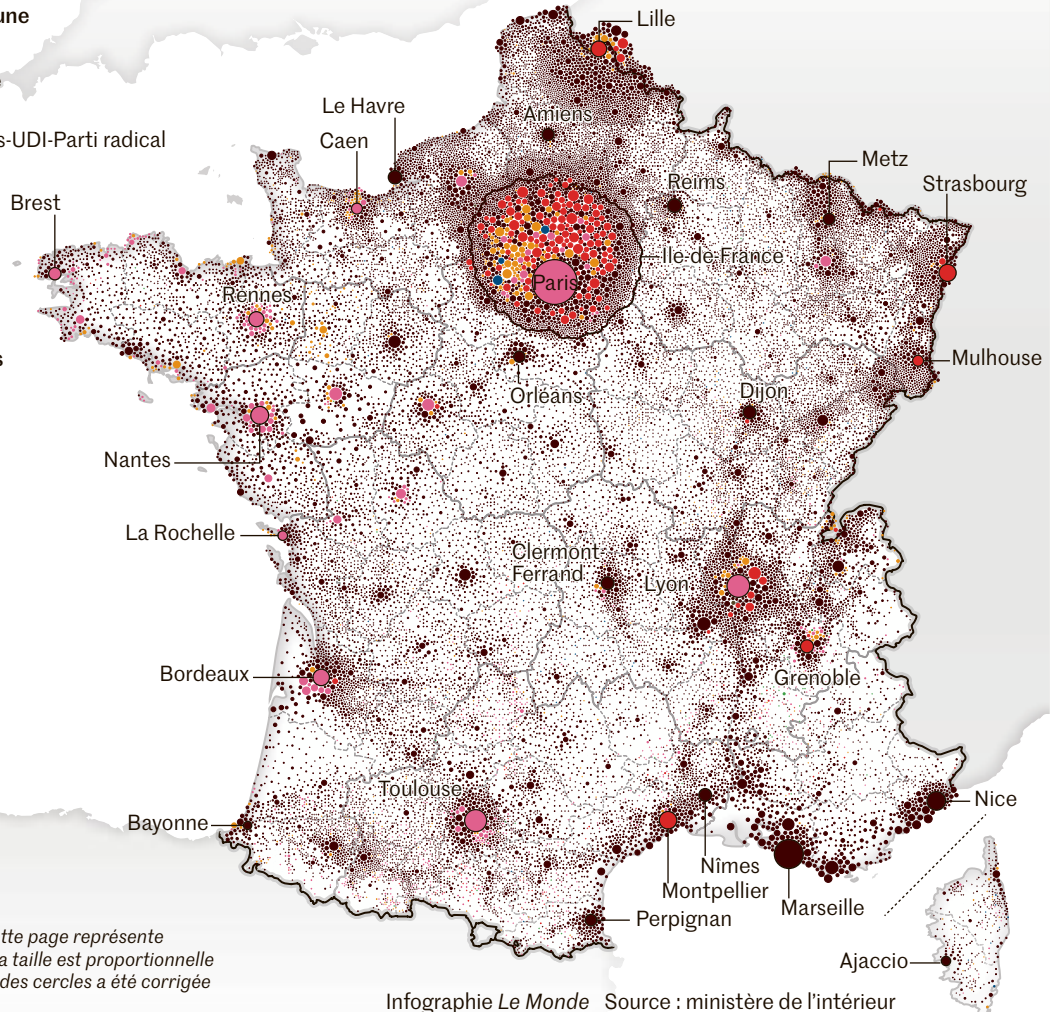
Parti arrivé en tête dans la commune

- La France insoumise
- Parti socialiste-Place publique
- Europe Ecologie-Les Verts
- Renaissance-MoDem-Horizons-UDI-Parti radical
- Les Républicains
- Divers droite
- Reconquête !
- Rassemblement national
- Autre extrême droite
- Divers

Population en nombre d'habitants



Note : le cartogramme de Dorling de cette page représente pour chaque commune un cercle dont la taille est proportionnelle à la population en 2023. La répartition des cercles a été corrigée pour éviter des superpositions.



Infographie Le Monde Source : ministère de l'intérieur

« LA VILLE CONCENTRE DES CITOYENS AVEC UN TRÈS HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION ET DES POPULATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION »

FLORENT GOUGOU
chercheur à Sciences Po Grenoble

devant Jordan Bardella (11,8 %). Un grand écart avec le 20^e arrondissement (7,6 % pour Jordan Bardella, 3,3 % pour Marion Maréchal).

En 2012, Marine Le Pen avait chargé Wallerand de Saint Just, un cadre historique du Front national (FN, ancêtre du RN), de creuser un sillon d'extrême droite sur cette « terre difficile ». « *Et j'avais triplé notre score aux élections municipales de 2014 [6,2 %],* » précise l'intéressé. « *Il fut un temps où nous n'étions pas*

aussi faibles. Jean-Marie Le Pen avait été conseiller municipal du 19^e arrondissement. On avait même eu, en 1990, un conseiller de Paris [le RN n'a plus d'élus au Conseil de Paris] », rappelle l'extrésorier du FN. Il constate que le parti « n'a cessé de décliner » depuis, pénalisé, pense-t-il, par le départ de nombreuses familles « pour des raisons financières ».

Car pour l'ancien conseiller régional RN d'Ile-de-France, l'explication de ce vote si faible est simple : « *Le RN puise surtout dans un électorat populaire qu'il ne trouve pas à Paris même. Je ne vais pas me lancer dans de la psychiatrie politique, mais ces catégories supérieures parisiennes sont plutôt en faveur du pouvoir en place, de la stabilité.* » M. de Saint Just veut y voir « *l'histoire éternelle de la bourgeoisie d'argent qui vote en fonction de son portefeuille et déteste tout ce qui peut changer. C'est pour ça qu'Emmanuel Macron a fait un score considérable à Paris en 2017 [34,8 % au premier tour].* »

Lors de sa conférence de presse, Anne Hidalgo n'entendait pas minimiser son rôle dans la permanence de cette particularité parisienne : « *Depuis dix ans, avec une équipe composée de femmes et d'hommes de gauche, écologistes et profondément humanistes, nous avons toujours combattu l'extrême droite par des politiques utiles et concrètes, notamment en investissant massivement dans les quartiers populaires et en assurant des services publics partout, pour que personne ne se sente abandonné et à la marge de la République.* »

Florent Gougou doute d'une telle influence : « *Anne Hidalgo se raconte un peu de belles histoires. Si elle était maire d'une petite commune avec un taux de chômage endémique et si elle avait eu un impact sur un reflux du RN, d'accord... Mais là, on est sur un terreau historiquement défavorable au RN. Sa gestion municipale n'est pas décisive.* » ■

LAURENT TELO

A Toulouse, le barrage contre l'extrême droite tient encore

Dans la ville militante et étudiante, cité historique des réfugiés espagnols, le RN ne parvient pas à séduire les électeurs, mais progresse

TOULOUSE - correspondant

No pasaran ! [“ils ne passeront pas”] » A Toulouse, depuis le milieu des années 1980, ce slogan symbolise la lutte contre les idées d'extrême droite, qui ne parviennent pas à s'y installer. Le 9 juin, la liste portée par Jordan Bardella (Rassemblement national, RN) a obtenu 13,6 % des suffrages. Un record, cependant, pour une élection dans la Ville rose, depuis l'existence du Front national (FN), puis du RN. Car, comme dans la plupart des grandes villes (Paris, Lyon ou Bordeaux), le RN ne parvient pas à franchir ce fameux plafond de verre chez les électeurs toulousains.

Au pays du rugby, de l'aéronautique et du cassoulet, « la ville est surtout très marquée par la culture espagnole, celle des réfugiés de 1936 qui avaient créé ici leur gouvernement en exil. Le “No pasaran” vient de là, des mouvements antifascistes des années

1930 », commente Jean-François Mignard, président de la Ligue des droits de l'homme de Haute-Garonne. Cet ancien enseignant et formateur rappelle que, en 1984, dans le sillage des mouvements anarchistes, apparaissent les Sections carrément anti-Le Pen (Scalp) qui donneront naissance au Réseau No Pasaran. Issu de la mouvance autonome, le Scalp prône la confrontation physique avec les membres des partis

« IL N'Y A PAS UNE SPÉCIFICITÉ TOULOUSAINE. LES GRANDES VILLES DE FRANCE REJETTENT LES IDÉES DU RN »

MARIE-CHRISTINE JAILLET
chercheuse au CNRS

ou groupes d'extrême droite. « *A l'époque, notamment dans les facs, les conflits étaient réguliers et violents avec les groupes identitaires, comme le GUD [Groupe union défense],* » se souvient M. Mignard.

En 2001, la liste Motivé-e-s, dans le sillage du groupe Zebda, entre au conseil municipal dans une mairie qui, après une longue période socialiste, est dirigée depuis 1971 par Pierre Baudis puis son fils Dominique dès 1983, de sensibilité centre droit. En 2002, après le premier tour de la présidentielle du 21 avril et l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour, les militants de Ras l'Front, créé à Paris en 1990, sont au côté de l'Union antifasciste toulousaine, pour dire « *Non au Flaine.* »

Villes de la première couronne

Depuis, lors des divers scrutins municipaux, le FN, puis le RN sont quasi invisibles dans la vie politique locale. Lors des municipales de 2014, Serge Laroze obtient 8,2 % des suffrages et,

en 2020, Quentin Lamotte, sous l'étiquette RN, plafonne à 4,31 % des voix. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Marine Le Pen ne dépasse pas les 10 %. Ville dynamique avec plus de 100 000 étudiants, portée par la très bonne santé de l'industrie aéronautique et spatiale, « *Toulouse est une ville prospère mais pas un ghetto de riches* », selon le maire actuel, Jean-Luc Moudenc, élu à trois reprises depuis 2004. Digne successeur de la famille Baudis, il a quitté Les Républicains (LR) en 2022, jugeant « *un parti qui se rétrécit trop à droite.* ». M. Moudenc défend un bilan qui « *a su intégrer des familles pauvres ou étrangères, avec des politiques de logement social très poussées, et une approche sécuritaire ferme.* ». « *Le vote RN prospère chez les gens qui se sentent délaissés, toute [ma] politique consiste à construire une ville homogène, qui évite les tentations extrêmes* », défend-il.

Jean-Luc Moudenc connaît certainement plus de difficultés

avec le Nouveau Front populaire lors des prochaines échéances, dont les municipales prévues en 2026. En 2022, Jean-Luc Mélenchon a obtenu l'un de ses meilleurs scores nationaux à Toulouse (37 %) et, dans la foulée, les candidats estampillés Nouvelle Union populaire écologique et sociale ont remporté six des dix circonscriptions du département. « *Je ne pense pas qu'il y a une spécificité toulousaine. Toutes les grandes villes de France rejettent les idées du RN,* » explique la chercheuse au CNRS Marie-Christine Jaillet, spécialiste des questions urbaines à l'université Jean-Jaures, à Toulouse. Selon elle, « *s'il y a bien un terreau militant, sociologique, culturel et économique favorable à Toulouse, l'inquiétude vient des votes dans les villes de la première couronne.* »

Le 9 juin, à Colomiers (Haute-Garonne), 40 000 habitants et siège de la plupart des usines Airbus, le vote pour la liste de Jordan Bardella, président du RN, est ar-

rivé en tête (24,4 %). « *Je ne me l'explique pas, car cette ville ne connaît pas le chômage, possède tous les services publics et transports nécessaires. C'est à analyser,* » conclut M^{me} Jaillet.

A Toulouse intra-muros, la percée des votes RN semble contenue, en attendant des élections législatives qui devraient confirmer ces résultats. D'autant que, récemment, deux nouveaux acteurs influents ont pris position. Tout d'abord, Antoine Dupont, le demi de mêlé du Stade toulousain et de l'équipe de France de rugby, qui a appelé à « *aller voter* » pour « *défendre des valeurs de diversité* ». Puis Olivier Ordonez, le rappeur du très populaire duo Bigflo & Oli, qui a pris position sur Instagram en appelant à voter contre le Rassemblement national. « *Mon père quitte l'Argentine pour l'Europe dans les années 1980. Si le FN avait été au pouvoir à cette époque, je pense que je n'aurais pas pu écrire ces lignes* », a-t-il posté. ■

PHILIPPE GAGNEBET



YASMINE GATEAU

Les Français sont-ils de plus en plus racistes ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE L'indice de tolérance, qui mesure l'évolution des préjugés, marque un recul « conséquent et rare », selon la CNCDH

C'est du jamais-vu dans l'histoire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Personne, à Matignon, n'a répondu à son invitation pour la remise de son rapport annuel sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, publié ce jeudi 27 juin. Un rendez-vous en principe incontournable pour le premier ministre depuis plus de trois décennies.

A la veille des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, les chiffres révélés dans ce rapport – fondé sur des entretiens menés en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de 1210 personnes – sont pourtant alarmants: l'indice longitudinal de tolérance, qui mesure chaque année l'évolution des préjugés

chez les Français sur une échelle de 0 à 100 (plus l'indice se rapproche de 100, plus le niveau de tolérance est élevé), fléchit de 3 points en un an, pour atteindre 62. Un recul « conséquent et rare », souligne le politiste Vincent Tiberj, professeur des universités et chercheur au Centre Emile-Durkheim, coauteur du rapport.

L'indice, en repli pour la deuxième année consécutive, reste malgré tout à un niveau parmi les plus élevés, loin de ceux enregistrés au début des années 1990 et 2010 (autour de 50). Sous l'effet de trois évolutions démographiques – l'élévation du niveau de diplôme, le renouvellement générationnel et la diversification de la population française –, le racisme « biologique », basé sur la conviction qu'il existe des races supérieures à d'autres, est devenu

marginal. Une écrasante majorité de Français sont aujourd'hui prompts à condamner les discriminations et 79 % considèrent qu'une « lutte vigoureuse contre le racisme est nécessaire en France ».

«Bruit politico-médiatique»

«Une majorité de citoyens restent ouverts, insiste M. Tiberj. Ouverts à la diversité, à l'immigration, capables de faire la distinction entre critique de l'islam et préjugés antimusulmans, mais beaucoup ne votent pas, tandis que les plus radicaux de droite, eux, se déplacent aux urnes.» Ainsi 54 % des sympathisants du Rassemblement national (RN) et 26 % des sympathisants Les Républicains se disent racistes. Et leur contingent grossit, tandis que l'image du parti d'extrême droite s'est améliorée auprès des Français.

Son succès électoral se nourrit aujourd'hui d'une xénophobie à plusieurs visages qui place l'immigré au cœur de toutes les intolérances. Au-delà des anciens stéréotypes, elle est également économique et sociale. «Dans un contexte de dégradation des services publics, notamment de santé, il y a le sentiment que les immigrés captent une partie des moyens alloués à la protection sociale», ajoute Emmanuel Rivière, spécialiste de l'opinion et enseignant à Sciences Po. A cela s'ajoute «le lien effectué par nombre de Français entre insécurité et immigration», explique Laurence de Nervaux, directrice exécutive du think tank Destin commun. Et enfin, il y a une tension autour de la question de l'islam et de son rapport aux valeurs de la République, notamment les droits des femmes et la laïcité ».

51% DES FRANÇAIS INTERROGÉS CONSIDÈRENT QU'« AUJOURD'HUI EN FRANCE, ON NE SE SENT PLUS CHEZ SOI »

que la France », soit une augmentation de près de 7 points.

Malgré l'émergence d'un « nouvel antisémitisme » chez les musulmans et une partie de l'extrême gauche « qui s'appuierait sur un antisionisme amalgamant et diabolisant "juifs", "Israéliens" et "sionistes" », les résultats du baromètre tendent à montrer que les opinions antisémites restent largement structurées par les vieux stéréotypes parmi l'ensemble des sondés. Ainsi, 37 % des personnes interrogées – un pourcentage relativement stable – pensent que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent » et 21 % – en hausse de 3 points – partagent l'idée selon laquelle « les juifs ont trop de pouvoir en France ».

Les sympathisants d'extrême droite restent plus enclins à être d'accord avec ces préjugés antisémites traditionnels (51 %), devant ceux d'extrême gauche (36 %) mais derrière les musulmans (60 %). «Quels que soient l'origine de la personne et son positionnement politique, le faible niveau de diplôme, l'insécurité économique, un âge élevé sont les facteurs-clés de l'antisémitisme... comme du racisme », commente M^{me} Mayer. «Dans ces temps très troublés, que le gouvernement fasse la sourde oreille malgré nos multiples relances envoie un signal inquiétant, se désole la secrétaire générale de la CNCDH, Magali Lafourcade. Notre rapport, qui analyse également les statistiques concernant le traitement judiciaire des affaires de racisme, confirme le désintérêt et le désengagement de l'Etat sur le sujet.» Les parquets ont orienté 17 % d'affaires à caractère raciste en moins que l'année précédente et mis en cause 16 % de personnes en moins pour des infractions à caractère raciste. «Les parquets ne poursuivent pas, ils ne forment pas leur personnel.»

«Certaines dignes ont sauté. Elles vont être dures à reconstruire. Est-ce que cette baisse de la tolérance est une baisse sans lendemain ou est-ce le début d'un mouvement plus large?», s'interroge Vincent Tiberj. On ne sait pas. ■

LOUISE COUVELAIRE ET JULIA PASCUAL

Des musulmans entre inquiétude et résignation face au RN

Les fidèles de la mosquée d'Evry-Courcouronnes déplorent le fait que les idées de l'extrême droite aient déjà infusé en France

Comme chaque vendredi vers 14 heures, lors de la prière la plus importante de la semaine, la mosquée d'Evry-Courcouronnes, l'une des plus grandes de France, est pleine à craquer. En ce 21 juin, Khalil Merroun, le recteur de cette institution appartenant à l'islam malékite, courant sunnite majoritaire en France, n'élude pas le contexte politique. «Je suis inquiet pour le vivre-ensemble et l'humanisme», lance-t-il dans son discours introductif, devant quelque 1500 fidèles. Refusant de donner une consigne de vote, il met en garde son auditoire: «L'abstention est le pire ennemi de la France. Si vous n'allez pas voter, vous ne pourrez pas dire après: je ne pouvais rien faire!»

En aparté, ce septuagénaire natif du Maroc, arrivé à Evry en 1972, tient à rappeler qu'il est «devenu français avant même que Bardella [Jordan Bardella, président du Rassemblement national, RN]

soit né». Alors qu'une forte majorité de musulmans auraient boycotté les urnes lors des européennes (59 %, selon l'Institut français d'opinion publique), Khalil Merroun assure vouloir «tuer l'abstention dans l'œuf».

S'il refuse de cibler uniquement le RN (car «il y a aussi une minorité violente à l'extrême gauche»), le recteur confie avoir «peur que les extrêmes arrivent au pouvoir, pas seulement pour les musulmans, mais pour la France». «Pointer l'islam du doigt ou tenir un discours antisémite apparaît aux yeux de certains comme la seule voie vers le pouvoir... Qu'est-ce que cela dit de leur capacité à défendre les Français? De leurs compétences économiques? De leur projet social?», interroge-t-il.

A la sortie de la mosquée, tout le monde ne semble cependant pas prêt à répondre à l'appel du recteur: «La politique ne m'intéresse pas», «de toute façon, ils sont tous

pareils, c'est l'argent qui gouverne», «Bardella ou pas, on verra bien ce que ça changera», glissent quelques fidèles pressés, refusant de s'épancher.

«Cela risque d'empirer»

«La foi nous rend optimistes, peu importe la situation. Et puis nous sommes des millions en France, ils ne pourront pas tous nous mettre dehors», relativise ainsi Amir Ben Majed. «Les discours antimusulmans, on a l'habitude, de toute façon», ajoute cet avocat de 36 ans, qui avoue tout de même craindre de voir ces idées «gagner en visibilité». «Aujourd'hui, il est déjà moins facile de s'appeler Mohamed que François lorsqu'on candidate à certains postes. Cela risque d'empirer...», reconnaît-il. Mais il déplore, déjà, «toute l'énergie et le temps que l'on met à critiquer l'islam dans le débat public. La France décline, perd de l'influence année après année. Au lieu de fédérer tous les

cerveaux et les talents pour changer cela, on préfère nous diviser».

«Qu'est-ce qu'ils vont faire? Tous nous mettre en prison?», interroge quant à lui Omar (il refuse de donner son nom de famille). Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, ils ne nous pousseront jamais à renoncer à notre foi. Pour nous, croyants, tout est l'œuvre de Dieu, même si l'extrême droite arrive au pouvoir...» Et cet aide à domicile de 37 ans de se hasarder à une comparaison: «A Gaza, Israël a la meilleure armée du monde et n'arrive pas à vaincre des femmes et des enfants en les bombardant. Pourquoi le RN arriverait-il à nous faire peur?»

Des conséquences concrètes pourraient néanmoins attendre les fidèles. Le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella a proposé, à diverses reprises par le passé, des mesures telles que l'interdiction de l'abattage rituel et de la vente de produits halal dans les

supermarchés, des prêches en arabe – la langue coranique – dans les mosquées ou du voile dans l'espace public. Si aucune n'est retenue dans le programme du RN pour les législatives, ses dirigeants veulent les remettre dans le débat après la présidentielle.

«Nous sommes peut-être déjà à un point de non-retour, redoute, de son côté, Zoulikha (invoquant le devoir de réserve, elle préfère modifier son prénom), 58 ans, fonctionnaire dans une mairie de l'Essonne. Les regards dans la rue changent, les discours se libèrent. Depuis quelques mois, les fachos se montrent sûrs d'eux, ils savent qu'ils vont gagner. Ils nous prennent tous pour des terroristes. En réalité, le RN est déjà en place.» Membre d'une association d'aide aux étudiants étrangers, elle assure que ces derniers «sont traités comme du bétail, par exemple lorsqu'ils se rendent en préfecture. Le racisme est déjà là». Elle qui se dit

«centriste», «opposée à l'assistanat», s'inquiète de voir son fils quitter l'Hexagone: «Il me dit que la France n'est plus celle que j'ai connue, qu'il n'a plus envie de rester...»

Né au Maroc, arrivé à Evry en 2000, Mohamed, agent de service de 50 ans (il refuse de donner son patronyme, pour «préserver [s]on employeur»), dit avoir perçu un changement, ces dernières années. «Quand j'étais jeune, au Maroc, la laïcité française était synonyme de liberté. Mais aujourd'hui elle sert à nourrir des discours d'exclusion et à justifier des mesures de plus en plus contraignantes», déplore-t-il. Ce fidèle de longue date de la mosquée d'Evry souligne l'ironie de la situation qu'il dit constater: «Plus on met la pression sur l'islam, plus des gens viennent ici pour se renseigner, démêler le vrai du faux sur ce qu'ils entendent au sujet des musulmans. Et beaucoup se convertissent.» ■

GAËTAN SUPERTINO



Services publics : une campagne peu ambitieuse

Santé, logement, solidarité... L'Institut Montaigne a chiffré les mesures des candidats aux législatives

L'enjeu des services publics est un thème central à chaque élection nationale. Les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet n'y font pas exception. Avec, en toile de fond, l'idée que la dégradation des services publics, notamment dans la ruralité et les zones périurbaines, serait un moteur puissant du vote en faveur du Rassemblement national (RN). Un moteur qui ne se retranscrit toutefois pas dans les débats de campagne. Comme le montre le chiffrage réalisé par l'Institut Montaigne, que *Le Monde* a consulté en exclusivité, sur ce sujet, contrairement à d'autres, les partis comptent dépenser de manière modérée – à part le Nouveau Front populaire (NFP) sur l'école, dont il veut la gratuité intégrale, estimée à 13 milliards d'euros par an. Le think tank libéral a analysé neuf mesures différentes du RN, d'Ensemble et du NFP. « On voit que les grandes thématiques ne se concentrent pas sur cette question, analyse Lisa Thomas-Darbois, directrice adjointe des études France de l'Institut Montaigne. Alors que la dégradation des services publics est justement un ressort du vote de mécontentement. »

Dans chaque camp, les propositions sont limitées et bien souvent floues et imprécises. « Le sujet des services publics est surtout traité sur la question de l'accessibilité, la façon dont l'Etat aide certains à se rapprocher de services, comment on s'adapte à de nouvelles réglementations liées à la transition écologique, etc. », ajoute l'analyste. En revanche, aucune réforme structurelle en vue, aucune réponse de long terme.

Sur la santé, alors que la situation de nos hôpitaux se dégrade sans cesse et que de plus en plus de territoires deviennent des déserts médicaux, les mesures semblent peu ambitieuses. Le RN propose, par exemple, d'exonérer d'impôt sur le revenu tous les médecins en cumul emploi-retraite. Une disposition que l'Institut Montaigne évalue entre 819 millions d'euros et 1,09 milliard



d'euros par an. Surtout, si elle peut être incitative pour les médecins retraités, sa constitutionnalité pourrait être mise en question à cause du principe d'égalité devant l'impôt.

Pour financer une telle exonération, le RN espère probablement s'appuyer sur les recettes générées par la suppression de l'aide médicale de l'Etat, qu'il entend remplacer par une aide d'urgence

« LE PROGRAMME D'ENSEMBLE EST DANS LA CONTINUITÉ DE L'ACTION DÉJÀ MENÉE »

LISA THOMAS-DARBOIS
chercheuse à l'Institut Montaigne

vitale. Le dispositif de couverture maladie réservé aux sans-papiers, qui a bénéficié à 466 000 patients en 2023, coûte près de 1 milliard d'euros à l'Etat. Mais sa suppression ne permettrait pas d'économiser autant puisqu'il faudra financer l'aide d'urgence vitale qui le remplacera. L'Institut Montaigne juge que ce marqueur du parti d'extrême droite générerait finalement une économie annuelle de 700 millions d'euros. Les auteurs du chiffrage précisent toutefois que « sa mise en œuvre pourrait générer des coûts supplémentaires non négligeables liés à une propagation des affections contagieuses » dans la population.

La coalition présidentielle Ensemble, de son côté, compte élargir la complémentaire santé solidaire en créant une offre de mutuelle publique à 1 euro pour des retraités, étudiants, indépendants ou chômeurs qui n'ont pas

de couverture complémentaire. Trois millions de personnes sont visées, pour un coût d'environ 470 millions d'euros pour les finances publiques.

Rénovation énergétique

Elle propose une autre mesure censée améliorer le versement des prestations sociales en mettant en place un dispositif de solidarité à la source. La prime d'activité, les allocations familiales, les allocations logement et le revenu de solidarité active seraient concernés. Mais, contrairement à ce qui était inscrit dans le programme d'Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2022, cette fois, les allocataires devront toujours remplir une déclaration pour bénéficier de la prestation, avec des démarches simplifiées. La mise en place du dispositif se ferait en deux phases. La seconde, qui verrait la prime d'activité et le

revenu de solidarité active versés de manière automatique sans demande préalable, nécessite une réforme d'ampleur des prestations sociales qui « équivaut à augmenter de l'ordre de 5 milliards d'euros » les allocations versées, estime l'Institut Montaigne.

Dans l'objectif de rénover 300 000 logements d'ici à 2027, Ensemble entend créer un « fonds de rénovation énergétique des logements ». Celui-ci serait notamment financé par une taxe sur les rachats d'actions. Ces derniers ont atteint 30,1 milliards d'euros en 2023. Une taxe de 1 % rapporterait donc 310 millions d'euros par an. Le budget nécessaire au fonds dépend du type de rénovation. Si

DANS CHAQUE CAMP, LES PROPOSITIONS SONT LIMITÉES ET BIEN SOUVENT IMPRÉCISES

l'objectif est de financer une rénovation d'ampleur (gain de deux classes énergétiques au minimum), la mesure coûterait 1,3 milliard d'euros (contre 403 millions d'euros pour des rénovations plus limitées). Déduction faite des recettes générées par la taxe sur les rachats d'action, l'impact sur les finances publiques serait donc de 90 millions d'euros à 1 milliard d'euros. « Le programme d'Ensemble est clairement dans la continuité de l'action déjà menée », souligne Lisa Thomas-Darbois.

Pas un jour ne passe sans que la promesse du RN de privatiser l'audiovisuel public ne soit commentée. Le parti d'extrême droite souhaite tout céder à l'exception de France Médias Monde (France 24, Radio France internationale et la radio française en langue arabe Monte Carlo Doualiya). Si l'on prend en compte le coût de l'audiovisuel public actuel, cela pourrait représenter 3,64 milliards d'euros en moins. Ce n'est toutefois qu'une valeur théorique, et la valeur de ces médias devrait baisser en cas de vente. L'Institut Montaigne juge donc que cette mesure pourrait générer une économie potentielle de 2 milliards d'euros, d'ici trois à cinq ans (le délai d'une procédure de privatisation). La potentielle privatisation de l'audiovisuel public pourrait aussi améliorer la dette publique d'environ 1,5 milliard d'euros. « La valorisation étant toutefois très incertaine », précise l'Institut. ■

THIBAUD MÉTAIS

Pour l'école, la gauche dépenserait 13 milliards d'euros, Ensemble 42 millions

L'Institut Montaigne a chiffré les mesures du Nouveau Front populaire, la « gratuité intégrale », et de la coalition présidentielle, qui cible les fournitures scolaires

Environ 13 milliards d'euros par an. C'est, selon le chiffrage réalisé par l'Institut Montaigne et que *Le Monde* publie en exclusivité, le coût moyen pour les finances publiques de la « gratuité intégrale à l'école » que souhaite mettre en place le Nouveau Front populaire (NFP). Le think tank libéral a évalué l'impact de deux mesures présentes dans les programmes du NFP et d'Ensemble pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

La gratuité intégrale à l'école est une mesure quasiment reprise d'une proposition du chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, lors de la campagne présidentielle de 2022. La gratuité, garantie sans condition de ressources, concernerait la cantine, les activités périscolaires et le transport scolaire, ainsi que les manuels et fournitures.

Aujourd'hui, ces deux derniers postes de dépenses peuvent déjà

être pris en charge, totalement ou partiellement, par des communes ou certaines régions. Les frais de cantine, de transport et liés aux activités périscolaires font, eux, l'objet de subventions et de tarifications selon le revenu.

Contexte de hausse des prix

L'Institut Montaigne a fait les calculs selon deux scénarios. Si la gratuité se limitait aux élèves scolarisés dans le public, cela représenterait une dépense publique totale de 11,8 milliards d'euros. En incluant les établissements privés sous contrat, le coût s'élève à 14,3 milliards d'euros. « En l'absence d'éléments plus précis sur le périmètre de la mesure, nous faisons le choix de retenir une valeur médiane » qui aboutit « à un coût de 13 milliards d'euros », écrivent les auteurs du chiffrage.

Pour réaliser son calcul, l'Institut Montaigne s'est appuyé sur une étude de l'éducation nationale de

2015 qui calcule les dépenses des parents pour la scolarité de leurs enfants (droits d'inscription, cantine, transport, fournitures scolaires) en les ajustant à l'évolution de l'inflation depuis 2015. Si l'Etat venait à prendre en charge toutes ces dépenses, cela représenterait une dépense de 8,7 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter les frais liés aux fournitures (3,02 milliards d'euros) et aux activités périscolaires (2,6 milliards d'euros). Le gouvernement de gauche qui se lancerait dans ce projet « devra prouver l'opportunité de la mesure », alors qu'existe l'allocation de rentrée scolaire, versée sous condition de ressources à 3 millions de familles.

La coalition présidentielle Ensemble compte également faire baisser le coût de la rentrée scolaire en proposant des achats groupés de fournitures scolaires aux familles, tablant sur une réduction de 10 % à 15 %. Une mesure dont le premier objectif est

d'endiguer la forte hausse du prix des fournitures en 2023 : + 9,4 % par rapport à 2022. Selon l'Institut Montaigne, le gouvernement peut recourir à plusieurs options, conclure un accord avec la grande distribution ou une baisse ciblée des prix discutée avec les fournisseurs. Quel que soit le scénario, les incidences budgétaires sont « relativement faibles », entre 0 et 42 millions d'euros de dépenses supplémentaires pour l'Etat. L'Institut Montaigne estime le montant des fournitures scolaires achetées pour la rentrée 2023 à 280 millions d'euros.

A volume d'achat constant, si l'Etat négociait une baisse globale des prix autour de 15 % en compensant à 100 % les pertes subies par les fournisseurs, l'impact pour les finances publiques serait donc de 42 millions d'euros – et 21 millions si l'Etat intervenait à hauteur de 50 %. ■

TH. M.

PORTAIT DE PHILANTHROPE



Maxime Kurkdjian,
président de la Fondation
ChoisyClub

« Je viens d'un milieu où on agit pour les autres ».

La philanthropie est souvent une affaire de famille. Pour Maxime Kurkdjian, elle est aussi une question de culture. « J'ai grandi dans la communauté arménienne où l'entraide est une valeur cardinale. J'ai vu mes parents faire des dons, aider ceux qui en avaient besoin. La conscience de l'autre a toujours été présente dans mon éducation ». Après une formation d'ingénieur, Maxime crée Oxalide, une entreprise de conseil dans le domaine de l'informatique qui absorbe tout son temps. En 2017, il décide de céder sa société et découvre alors le dispositif « cession-donation » qui permet de sanctuariser, dans une fondation, une partie du produit de la vente d'une entreprise. Ce sera le déclic. « Je disposais de temps libre et d'une importante somme d'argent. J'ai décidé d'en mettre une partie au service de l'intérêt général ». Créée en 2017 sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation ChoisyClub est fidèle à la philosophie de Maxime Kurkdjian. « Le monde dans lequel nous vivons ne me convient pas mais j'ai l'esprit d'entreprise et la conviction qu'on peut changer les choses. Grâce à cette fondation, je soutiens les causes sur lesquelles je pense pouvoir agir ». Prônant une vision assez neuve de la philanthropie, il privilégie les projets systémiques. « Je cherche moins à agir sur l'injustice que sur les causes de l'injustice. » Dans cet esprit, sa fondation s'engage dans deux grands domaines d'action. Elle lutte contre la corruption et l'évasion fiscale via des associations telles que Transparency International ou Sherpa ; elle défend la liberté d'expression et la démocratie via Reporters Sans Frontières, Acrimed ou Démocratie Ouverte. Très impliqué dans les associations qu'il soutient, Maxime Kurkdjian répond à leur sollicitation en participant à la réflexion sur leur stratégie. Il envisage également de rejoindre un collectif de fondations autour de la défense de la démocratie. L'esprit d'entreprise toujours, mais au service de la philanthropie...



Fondation de France
La Fondation de toutes les causes
www.fondationdefrance.org

Mal-être au travail, malaise dans les urnes

La dégradation des conditions d'exercice de son métier, avec perte de sens, manque de liens et déshumanisation, est un déterminant de l'abstention et du vote contestataire

De son propre aveu, Eliane (prénom d'emprunt), 52 ans, n'avait « *jamais été très politisée* ». « *Jusqu'à ce qu'on soit vendus de cette manière brutale* », explique-t-elle. En redressement judiciaire, son entreprise, La Halle, a été rachetée en 2021 par le Groupe Beaumanoir. Préparatrice de commandes dans l'Indre, elle fait partie de ceux qui ont conservé leur poste. « *Vingt ans de nuit ! Ce n'est pas de ça que je me plains. C'est de la façon dont on traite les salariés*, résume-t-elle. *Une entreprise, c'est normal qu'elle veuille gagner de l'argent, mais il y a des façons de faire !* »

Elle évoque ces actionnaires n'ayant « *pensé qu'à eux* », et pas aux 294 collègues qui, dans l'Indre, ont perdu leur emploi. Le décalage entre la réalité de l'organisation du travail et les discours quotidiens sur la bienveillance, « *le mot à la mode* ». « *C'est tout en façade. Ce qu'ils veulent, c'est de la productivité, même si la sécurité n'est pas là* », dit-elle, profondément indignée. Evoquant aussi comment une machine, le « *trieur* », a réduit toute initiative à son poste de travail. Autant de signes d'un « *manque de respect* » qui s'incarne aussi dans le fait de n'être « *jamais informée à temps* » de ce qui se passe dans l'entreprise. « *Il y a peu de temps collectifs*. »

Cette rage accumulée lui a fait, dit-elle, changer sa façon de voter. Pour la première fois, en 2022, au second tour, elle a choisi la candidate du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen. Contre Emmanuel Macron. Pour le premier tour des élections législatives, le 30 juin, et systématiquement désormais, affirme-t-elle, elle votera « *à gauche au premier tour, puis, s'il le faut, contre Macron* ».

Les raisons d'un vote ou d'une abstention ne s'ancrent pas seulement dans un territoire ou dans des difficultés de pouvoir d'achat. Comme Eliane, nombre des Français rencontrés ces dernières années, que *Le Monde* a recontactés depuis le 9 juin, estiment que leur mal-être au travail a pesé sur leur choix. « *Les gens ont une attente de justice démocratique dans le travail, ils veulent avoir leur mot à dire sur ce qui les concerne (sur l'organisation ou la répartition des profits...)*. Tout cela mobilise leur conception de ce qui est juste et injuste. C'est une expérience politique beaucoup plus forte que d'aller voter une fois tous les cinq ans », souligne Isabelle Ferreras, professeure à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et chercheuse associée au Center for Labor and a Just Economy à l'université Harvard (Etats-Unis). *Comment imaginer que le fait de ne pas se sentir respecté au quotidien dans son travail n'ait pas d'impact sur les choix politiques ?* »

Rares, pourtant, sont les études cherchant des corrélations entre vote et expérience au travail. Et ce, alors que la « *valeur travail* » est une antienne des discours politiques. « *C'est un peu un impensé en sciences politiques. Pourtant, quand on y réfléchit, c'est une évidence. L'être humain est soumis aux influences de son environnement, et avoir un milieu professionnel dans lequel la norme est la subordination ne peut qu'avoir des conséquences sur la façon dont on se représente les rapports sociaux dans la vie citoyenne* », explique Thomas Coutrot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Cet ancien statisticien au ministère du travail (Dares) a cherché à savoir si cette influence pouvait être mise en évidence en rapprochant les enquêtes sur les conditions de travail de 2016 et 2019 et les résultats électoraux de 2017 et 2019 au niveau communal.

Ses conclusions, publiées dans *Le Bras long du travail* (IRES), paru en février, montrent qu'on compte plus de salariés travaillant de nuit ou tôt le matin, ou soumis à des contraintes physiques dans les communes où l'abstention ou le vote RN prédominent. Et une faible

autonomie au travail est associée à l'abstention, au vote RN et au vote La France insoumise, alors qu'au contraire les votes Les Républicains (LR), La République en marche (puis Renaissance) et Europe Ecologie-Les Verts (désormais Les Ecologistes) sont associés à une plus forte autonomie opérationnelle.

Maître de conférences en sciences politiques à l'université de Lille, Tristan Haute s'est plongé sur les quelques données existantes dans des enquêtes de l'Insee. Pour lui, ce qui se joue dans l'entreprise a des conséquences en matière d'abstention : « *Au-delà de la catégorie socioprofessionnelle ou de la précarité de l'emploi, il y a un effet "conditions de travail". Le travail répétitif est un apprentissage d'une forme d'impuissance : "Mon poste est difficile, j'ai l'impression de ne rien pouvoir y faire, de n'avoir globalement pas prise sur mon destin, c'est ce qui va faire que je m'abstiens."* »

L'impuissance, c'est tout à fait ce que décrit Charles (il n'a pas souhaité donner son nom). Après son licenciement économique, il a retrouvé un poste de suremballeur aux trois-huit dans une usine de papier toilette de la Vienne, où « *tout est automatisé* ». Il ne vote plus, parce qu'il pense que « *ça ne va rien changer* » : « *Les politiques, ils n'ont rien fait pour moi, je ne ferai rien pour eux*. »

A 57 ans, Thierry (prénom d'emprunt) n'a plus envie, lui non plus, d'aller aux urnes. Licencié de son poste de préparateur de commandes en chambre froide à Argentan (Orne), il peine à retrouver un emploi adapté : « *J'ai retravaillé au drive d'un supermarché : il faut tout faire en même temps, servir, approvisionner, descendre les palettes, ouvrir les cartons... C'est très mal organisé. Comme j'ai fait ça dix-sept ans, j'ai essayé de leur donner des conseils, des idées, mais ils ne veulent pas en entendre parler. Il y a des matins, je me demande si je suis encore utile à quelque chose*. »

« TOUT LE MONDE DEVIENT REMPLAÇABLE »
Pour les chercheurs, le recul démocratique des vingt dernières années (montée de l'abstention comme du vote RN) est lié en partie aux mutations qu'a connues le monde du travail sur la même période. « *Bien sûr, il faut toujours faire attention à ne pas faire d'une corrélation une causalité*, dit Tristan Haute. *Mais c'est aussi significatif que de dire qu'il y a un lien entre âge et vote, ou revenus et vote*. »

L'autonomie au travail a diminué, et cela alors même que le niveau moyen d'éducation s'élève, constate M. Coutrot. Notamment depuis l'arrivée du *lean management*, cette méthode d'organisation visant la « *gestion au plus juste* ». « *Cela se traduit par un management par les chiffres, un reporting [compte rendu] permanent et participe d'une perte de sens, avec l'impression de n'être plus que le rouage d'une machine* », explique-t-il.

Dans *La Vraie Victoire du RN* (Presses de Sciences Po, 2022), Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po, voit également dans la mise en place d'une politique du chiffre, avec une gestion « *par le haut* », ignorant « *les savoir-faire et les régulations locales* », l'une des raisons de la hausse du vote RN dans la fonction publique.

« *Le lean management, c'est le cancer du travail* », s'emporte Alain Delaveau, qui a vu ces méthodes dégrader « *insidieusement* » les conditions de travail aux Fonderies du Poutou, où il était délégué CGT. « *On chiffre tout, on vous fait des procédures et des fiches de poste, tout le monde devient remplaçable. On ne vous paie plus pour réfléchir, mais pour faire ce qui est écrit... Derrière, on n'a pas pensé aux valeurs humaines ou au travail bien fait*. » L'arrivée des 35 heures, dit-il, a aussi participé à la réduction d'une certaine liberté au travail. « *On a alors vu arriver le concept du "temps de travail effectif"*. On s'est

« QUAND IL N'Y A PAS DE DIALOGUE SOCIAL, QU'ON N'EST PAS ASSOCIÉ AUX TRANSFORMATIONS, CELA DONNE L'IMPRESSION, AU QUOTIDIEN, QUE SA VOIX NE SERT À RIEN »

ISABELLE MERCIER
secrétaire national
de la CFDT



mis à tout chronométrer. Cela a réduit les moments de vie, d'échanges et provoqué une intensification du travail. »

Dans l'industrie automobile, les robots ont soulagé des tâches techniques les plus éprouvantes. « *Mais il faut bien que des hommes les alimentent en pièces. Le boulot est moins intense à la seconde, mais, au bout de la journée, vous avez fait plus de gestes* », souligne Patrice Zahn, militant SUD à Stellantis, à Poissy (Yvelines), qui voit le nombre de troubles musculo-squelettiques « *exploser* ». « *On est aussi dans la flexibilité à mort !* » Pour coller au plus près aux approvisionnements, à certaines périodes, les salariés doivent, à 16 h 30, appeler un numéro vert pour savoir s'ils travaillent le lendemain. « *Face à ça, vous mettez les 36 millions d'euros de salaire annuel de notre PDG... L'effet est terrible* », constate M. Zahn.

En miroir, sur la même période, les capacités des salariés, comme des agents de la fonction publique, à s'organiser pour faire entendre leur mécontentement et améliorer leurs conditions de travail se sont considérablement réduites. En cause, rappelle Tristan Haute, l'atomisation des collectifs de travail, détricotés par le recours massif à la sous-traitance, la multiplicité des statuts dans la fonction publique, la précarisation des emplois (CDD ou intérim). Mais aussi les ordonnances Macron de 2017 qui ont réduit le nombre de représentants du personnel et fait disparaître les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. « *Un recul catastrophique de la démocratie sociale* », selon la CGT. Le rapport d'évaluation de France Stratégie, en 2021, alertait entre autres sur la « *mise sous tension* » des élus, leur « *épuisement* », leur « *découragement* ».

« *Ces ordonnances furent une vraie dégradation, car ça a enlevé le lien direct qu'avaient les représentants syndicaux avec les salariés, déplore Isabelle Mercier, secrétaire nationale de la CFDT. Quand il n'y a pas de dialogue social, ou vite fait, qu'on n'est pas associé aux transformations, cela donne l'impression, au quotidien, que sa voix ne sert à rien.* » « *Tous les reculs qu'on a subis depuis des années, ça a créé un vrai ras-le-bol, quel que soit le bulletin dans l'urne* », renchérit M. Zahn.

Or le RN a su « *capoter cette demande de justice sociale et de dignité* », constate Luc Rouban dans ses enquêtes. « *La gauche et la droite n'ont pas tenu leurs promesses, le RN est le seul à qui on peut encore laisser le bénéfice du doute* », fait valoir Christine (prénom d'emprunt), employée à Auchan depuis trente ans, qui, le 30 juin, pense « *suivre tout le monde* », c'est-à-dire, pour la première fois, « *voter Bar-*

della ». Elle n'en peut plus de ses « *responsables incompetents* » qui ont décidé de privilégier les caisses en libre-service.

« *Normalement, on doit tourner, mais ils m'y laissent parfois neuf heures dans la journée. Debout tout le temps, on piétine, je me tape de ces maux de dos... Et les clients nous sollicitent beaucoup* », décrit sa collègue Angélique (elle n'a pas souhaité donner son nom de famille), 28 ans, qui votera comme elle. « *Les clients, ils deviennent méchants, déplore encore Christine. Quant aux chefs, avant, ils étaient avec nous dans le magasin, ils nous parlaient. Maintenant, on leur demande de mettre de la distance, comme pour rappeler qu'il y a une vraie différence entre la direction et les employés. On ne nous considère pas, on en a marre d'être le petit peuple juste là pour trimer.* »

« INANITÉ DE LA HIÉRARCHIE SOCIALE »

Ces dernières années, deux crises du monde du travail sont en venues aviver les plaies. « *Le Covid-19 a mis au jour l'inanité de la hiérarchie sociale, on le voit très bien dans les enquêtes* », indique M. Rouban, qui décrit le « *contraste indécent* » entre les premières lignes, qui prenaient des risques pour faire tourner l'économie, « *alors que la France d'en haut se calefaut dans ses maisons de campagne* ». Quand les premières grèves ont éclaté, fin 2022, dans les entreprises pour demander une meilleure répartition des bénéfices des confinements, Olivier Guivarch, secrétaire national de la CFDT, mettait déjà en garde dans *Le Monde* : « *Il y a un ressentiment fort chez les salariés des secteurs qui ont bénéficié de la crise, et des directions qui jouent avec le feu*. »

Les promesses de reconnaissance pour les travailleurs des confinements, grâce auxquels le pays « *a tenu tout entier* », comme disait Emmanuel Macron, en avril 2020, sont aussi restées lettre morte. Dans ce contexte, la réforme des retraites de 2023, reportant de deux ans l'âge de départ, pour tous, sans prise en compte de la pénibilité, a fait figure d'ultime trahison.

Eliane était parmi le million de Français dans les cortèges. « *Il va me falloir aller jusqu'à 67 ans pour une pension correcte, ça fait long quand même* », dit celle qui souffre d'arthrose aux épaules et aux cervicales, comme « *tous [ses] collègues* ». Elle dit avoir éprouvé alors le même « *mépris* » ressenti au travail : « *Ils n'ont pas écouté les gens. On leur dit qu'on va avoir du mal à faire ces années en plus, et ils n'écou- tent pas, ils décident pour nous, au 49.3 !* »

« *La retraite précoce faisait figure de véritable récompense de leur vie professionnelle dans un système qui ne les reconnaît pas à leur vraie*



valeur, ce qui explique cette réaction si forte», souligne M. Rouban. Pour lui, le manque de reconnaissance est majeur dans le choix du vote RN. Ce n'est pas qu'une question de salaire. Il se joue d'abord dans la dépréciation éprouvée quand on n'a plus le temps ni les moyens de bien faire son métier, la perte de sens, le manque d'autonomie ou l'impresion d'être interchangeable. « Si vous êtes bien payés mais que vous avez le sentiment de n'être pas reconnu, c'est une source majeure d'insatisfaction, même si vous êtes cadre. Ce qui explique qu'ils soient de plus en plus nombreux à voter RN. C'est 20 % aux [élections] européennes [du 9 juin] », rappelle M. Rouban.

«ILLUSION DE DÉMOCRATIE»
Maître d'hôtel dans l'événementiel, Tom (il n'a pas souhaité donner son nom), 59 ans, aime rappeler qu'il maîtrise la découpe à la cuillère, sur une sole ou un poulet. Un savoir-faire qu'il chérit, mais qui a perdu de sa valeur. « De plus en plus, on nous demande juste de porter des assiettes, avec des jeunes qui ne connaissent pas le métier. Mais les patrons s'en foutent, ce qu'ils veulent, c'est juste des gars qui acceptent de bosser quatorze heures d'affilée pour pas cher. On ne met plus le prix de la compétence », se désole-t-il.
Les réformes successives de l'assurance-chômage n'ont cessé de réduire le droit des «permittents» comme lui, ces travailleurs qui alternent intenses périodes de travail et périodes de chômage. « Je me trouve relégué dans la catégorie des profiteurs, qui bossent un peu mais touchent beaucoup d'allos ! C'est faux ! Il n'y a pas d'autre système, si vous voulez des maîtres d'hôtel disponibles au dernier moment pour une réception à l'Elysée. » Quand il sert les politiques, il ne manque pas de leur rappeler comment, durant le Covid-19, son métier a été « abandonné ». « On a fait des manifestations, des occupations, ça n'a servi à rien. C'est une illusion de démocratie. Donc je ne vois plus qu'un moyen de se faire entendre : j'ai voté RN aux [élections] européennes, et je le referai chaque fois. Il faut un "reboot", comme pour un logiciel. »
Pour Isabelle Mercier, ces raisonnements montrent l'urgence à « apporter des réponses, autour de l'expression des salariés, du partage du pouvoir dans l'entreprise. Sinon, il ne faut pas s'étonner que certains veuillent renverser la table ». Ce qu'Isabelle Ferreras traduit en un jeu de mots : « On parle de fin démocratique quand on voit le RN qui arrive au pouvoir, mais ça traduit, au fond, une faim des gens de vouloir peser sur leur vie. » ■

ALINE LECLERC

Entreprises : « La redistribution des richesses ne suffit pas, il faut redistribuer les pouvoirs »

Le chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales Thomas Coutrot invite à réfléchir « aux conséquences démocratiques du rapport de subordination » au travail

ENTRETIEN

Chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et auteur du « Bras long du travail » (*Document de travail de l'IRES*), Thomas Coutrot a mis en évidence des corrélations entre conditions de travail, vote et abstention.

On trouve nombre de travaux de recherche sur les liens entre vote et territoires, mais il semble y avoir peu de données sur le lien entre vote et expérience du travail...

L'idée que le travail puisse être déterminant des comportements électoraux n'est en effet pas du tout courante dans la littérature classique en science politique. C'est pourtant assez évident quand on y pense. Mais l'obstacle intellectuel vient du principe de subordination qui régit la relation salariale. C'est bien sûr revendiqué à droite, mais pas tellement contesté à gauche, on ne remet pas en cause ce rapport de subordination, comme si c'était dans la nature des choses que les gens acceptent d'obéir à des ordres et de laisser leur libre arbitre entre parenthèses pour que l'entreprise fonctionne. On ne réfléchit pas aux conséquences démocratiques de cet état de fait.

Pourtant, trois grandes expériences façonnent l'ethos politique, c'est-à-dire les valeurs, la conception que les gens se font des rapports entre les êtres humains : la famille, l'école et l'entreprise. Même Adam Smith, qui est un auteur libéral, mais qui avait une vision assez aiguë des enjeux moraux de l'économie, a évoqué l'impact négatif du travail répétitif sur l'intelligence ouvrière. Mais celle qui a été le plus loin sur le sujet est Carole Pateman, la théoricienne de la démocratie participative.

C'est elle qui théorise le « spill-over », ce débordement du travail sur le hors-travail...

Elle théorise bien la façon dont les rapports humains à l'intérieur d'une entreprise sont bien des rapports politiques, des rapports de commandement, de subordination, où certains décident pour les autres ce qu'ils vont devoir faire. Et ces rapports politiques ont des conséquences sur les représentations que les uns et les autres ont de leurs droits et de leurs devoirs dans la sphère publique.

Est-ce cette théorie que vous avez voulu mettre en évidence ?

L'idée m'est venue en écoutant l'économiste Daniel Cohen, qui présentait une étude du Cepremap [Centre pour la recherche économique et ses applications] sur le lien entre bien-être et vote. Il montrait que les électeurs du RN [Rassemblement national] étaient en moyenne plus malheureux que les autres. Je me suis dit : « Puisqu'on sait qu'un déterminant majeur du bien-être psychologique, c'est le travail, pourquoi ne pas regarder le lien entre les conditions de travail et le vote ? » J'ai construit des modèles économétriques à partir des données des enquêtes « conditions de travail » de la Dares [service des statistiques du ministère du travail] et de résultats électoraux communaux. C'était un pari, j'ai été très surpris de voir la force des résultats qui sont extrêmement significatifs.

Quels sont vos constats ?
Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire à catégorie professionnelle, diplôme, âge,

sexe, salaire égal, il y a un lien très net entre l'abstention et le manque d'autonomie au travail. C'est vraiment le cœur du modèle du spill-over qui fait que quand on se sent impuissant dans son travail, on se sent impuissant dans la vie politique. Quand on n'a pas de marge d'initiative, quand on a un travail extrêmement répétitif et cadré, on façonne une personnalité qui se sent impuissante à peser sur son destin et ne voit pas l'intérêt à se déplacer pour aller voter. Cela vaut aussi pour les catégories supérieures : l'érosion de l'autonomie est particulièrement nette chez les cadres, pris dans des systèmes d'objectifs chiffrés permanents jusqu'à la perte de sens.

Un deuxième résultat, c'est le lien entre le vote d'extrême droite et l'impossibilité de s'exprimer. Ne pas avoir de réunion où l'on peut discuter des questions concernant son travail est un facteur qui majore de façon très significative la probabilité d'un vote RN.

On peut aussi corrélérer horaires décalés et vote RN. Cela renvoie sûrement à l'enjeu symbolique capté par les politiques sur « la France qui se lève tôt », avec l'idée d'une certaine injustice dans ce sacrifice qu'est la vie à contre-courant du reste de la société. Cela

« NE PAS AVOIR DE RÉUNION OÙ L'ON PEUT DISCUTER DES QUESTIONS SUR SON TRAVAIL EST UN FACTEUR QUI MAJORE LA PROBABILITÉ D'UN VOTE RN »

fonctionne également avec les salariés qui indiquent avoir un travail pénible physiquement.

Si on vous écoute, on en déduit qu'il existe là, sur la qualité de vie au travail, des leviers pour réarmer la démocratie...

Le problème, c'est qu'on se heurte à un déni patronal très important sur ces questions. Ils [les patrons] voient bien qu'il y a des problèmes de démotivation, mais préfèrent se dire que « ce sont les jeunes qui ne veulent plus travailler » ou que « les Français sont râleurs ».

Au niveau politique, même dans le programme du Nouveau Front populaire, ce n'est pas cen-

tral. On note certes qu'ils proposent de réserver aux salariés un tiers des sièges dans les conseils d'administration, mais c'est bien loin du terrain et du travail réel.

Ce qui serait important, c'est de réfléchir à une nouvelle mouture des lois Auroux de 1982, lesquelles ambitionnaient d'instaurer un « droit d'expression ». Il faut tirer le bilan de leur échec, et mettre en place des institutions qui permettent véritablement de redistribuer le pouvoir de décision sur l'organisation du travail dans les entreprises, de façon qu'il y ait vraiment une participation réelle des salariés aux décisions importantes qui les concernent.

Avec l'élection de députés chargés d'organiser la discussion sur le travail et l'octroi d'un temps spécifique sur le temps de travail pour pouvoir mener cette discussion. Car même les anciens CHSCT [comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail] avaient finalement peu d'impact sur l'organisation du travail et les risques psychosociaux. La redistribution des richesses ne suffit pas, il faut redistribuer les pouvoirs. Ce sont des mesures qui, a priori, ne coûtent rien et peuvent changer la vie des gens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AL. L.



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

ROME - correspondant

La présidente du conseil national conservatrice Giorgia Meloni en a fait la « mère de toutes les réformes ». Objectif politique majeur de son mandat, la réforme des institutions est censée porter une transformation radicale des équilibres constitutionnels italiens au profit du chef de l'exécutif. Pour ses détracteurs, elle induirait une concentration des pouvoirs inédite dans l'histoire républicaine, voire une dérive illibérale susceptible de contraster avec l'image polie que la dirigeante venue du post-fascisme a, jusqu'à présent, projetée dans ses engagements européens et internationaux.

Approuvé en première lecture le 18 juin par le Sénat, le texte prévoit, selon une formule unique au monde, l'élection du président du conseil des ministres au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, en même temps que les élections législatives. Vainqueur des élections, le parti ou la coalition du chef de l'exécutif élu se verrait garantir une majorité absolue au Parlement sans qu'un seuil ait été pour l'instant défini, une loi électorale aux contours encore inconnus devant suivre. Un parti ayant remporté moins de 50 % des voix mais arrivé en tête pourrait ainsi, théoriquement, obtenir plus de la moitié des sièges, selon le nouveau système qui instituera une prime de majorité.

Pour M^{me} Meloni, il s'agit de rompre avec deux singularités de la vie publique italienne. D'abord, la réforme empêcherait les changements de majorité en cours de législature, un président du conseil perdant la confiance des parlementaires pouvant demander la dissolution du Parlement. Ensuite, le texte affaiblirait considérablement le rôle du président de la République, face à un président du conseil drapé dans sa légitimité populaire.

Perspective d'un référendum

Force modératrice, garant des valeurs de la Constitution et référence morale, le chef de l'Etat a actuellement son mot à dire sur la nomination des ministres et peut assurer, en cas de crise, la fonction de « moteur de réserve de la République », selon l'expression du constitutionnaliste Francesco Clementi. Il a pu ainsi nommer des chefs de gouvernement dits « techniques » pour faire face à des circonstances exceptionnelles. Ce fut le cas lors de la pandémie de Covid-19 avec l'ancien gouverneur de la Banque centrale européenne Mario Draghi appelé à la rescousse en 2021 par le président actuel, Sergio Mattarella, et aussi avec l'ex-commissaire européen, Mario Monti, au moment de la crise financière de 2011, sous la présidence de Giorgio Napolitano.

Jeune ministre ayant alors dû quitter son poste, Giorgia Meloni garde un souvenir amer de cet épisode. Pour elle, les souplesses de la démocratie italienne ne sont que des « jeux de palais » auxquels elle oppose la volonté du peuple. Le système qu'elle dessine, désigné par le vocable de « premierato », devra, selon elle, offrir aux gouvernements « l'horizon d'une législation » pour agir, appliquer un programme et consolider la crédibilité internationale de l'Italie. « Depuis 1948, nous avons eu soixante-huit gouvernements d'une durée moyenne de quatorze mois. L'instabilité nous a coûté cher. Cela fait quarante ans que la gauche et la droite tentent de changer la forme du gouvernement, qui ne fonctionne pas dans sa forme actuelle. Nous irons jusqu'au bout », déclare au Monde la ministre des réformes institutionnelles, Elisabetta Casellati (Forza Italia, centre droit).



La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, attend l'arrivée du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, au Palazzo Chigi, à Rome, le 24 juin. TIZIANA FABI/AFP

Giorgia Meloni veut métamorphoser la démocratie italienne

La dirigeante entend bâtir un pouvoir fort pour le président du conseil en le faisant élire au suffrage universel direct et en lui garantissant une majorité absolue

« Le Parlement risquerait de ne plus représenter le pays et de devenir une simple structure de service de la séparation des pouvoirs », se sont cependant alarmés, dans un appel publié le 18 juin, plus de 180 constitutionnalistes. Le constitutionnaliste Stefano Ceccanti, de l'université romaine de La Sapienza, non signataire car prônant une approche collaborative des forces politiques sur la réforme, s'inquiète tout de même d'un scénario selon lequel une « force extrémiste minoritaire mais soudée » puisse s'emparer du pouvoir grâce à une prime de majorité sans seuil. Pour M. Ceccanti, « le gouvernement de M^{me} Meloni n'a pas choisi la voie du dialogue. La majorité pense qu'elle peut gagner en offrant aux Italiens le slogan du "choix populaire du président du conseil" ». N'ayant aucune chance d'obtenir la majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption de la réforme, l'exécutif, qui critique l'obstruction des oppositions, se prépare à la défendre dans la perspective d'un référendum.

Au sein de la coalition de droite et d'extrême droite au pouvoir, la réforme institutionnelle est portée par Fratelli d'Italia (Fdl), le parti de M^{me} Meloni, ses deux alliés, la Ligue (extrême droite) et Forza Italia disposant aussi, chacun, de leur

réforme phare. Forza Italia, fondé par l'ancienne bête noire des juges, Silvio Berlusconi (1936-2023), a ainsi obtenu une réforme de la justice qui vise à mettre fin à des décennies de conflits entre la magistrature italienne et le monde politique, notamment de droite. Jouissant d'une autonomie très étendue et garantie par la Constitution de 1948, les procureurs et les juges italiens sont actuellement intégrés à un seul corps parcouru par des courants politiques et organisé par un Conseil de la magistrature (CDM) unique. Les carrières devront désormais être séparées, le CDM dédoublé et les procédures disciplinaires confiées à une nouvelle Haute Cour.

« La réforme vise à concrétiser pleinement le principe du procès équitable, fondé sur l'égalité entre les parties », explique Ermete Antonucci, spécialiste des questions de justice au quotidien *Il Foglio* et auteur de *La Repubblica giudiziaria* (« la République judiciaire », Marsilio, 2023, non traduit). Pour ses opposants cependant, ces mesures sont contraires à l'indépendance des magistrats, dont le corps unique a constitué, après l'affaiblissement des partis dans les années 1990, un puissant contre-pouvoir. Approuvé par le conseil des ministres, le texte doit commencer son parcours parlementaire avant de faire, lui aussi, vraisemblablement l'objet d'un référendum.

La réforme portée par la Ligue s'inscrit dans l'héritage autonomiste d'un parti un temps favorable à la sécession des prospères régions du Nord avant de se convertir, avec Matteo Salvini, à un souverainisme eurosceptique à visée nationale. L'« autonomie différenciée », approuvée de manière définitive par la Chambre des députés

le 19 juin, organise la possible dévolution de compétences dans plusieurs domaines aux régions italiennes. Bien que son application soit encore lointaine, des voix critiques de certains représentants de la majorité, notamment du Sud défavorisé de la Péninsule, s'inquiètent du risque d'augmentation des inégalités territoriales, déjà criantes, que ferait peser le texte. Des recettes fiscales pourraient en effet être demandées aux territoires concernés pour financer les fonctions transférées aux régions.

« Une logique de revanche »

« La réforme de la justice était en attente depuis trente ans. Le premierato et l'autonomie sont les deux faces de la même médaille avec de meilleures responsabilités pour les régions et un Etat central plus fort et plus stable », affirme au Monde, le ministre des relations avec le Parlement, Luca Cirianni (Fdl). On voit mal cependant la cohérence entre le régionalisme porté par la Ligue et le nationalisme de Giorgia Meloni. Au sein de sa coalition, l'autonomie différenciée était en réalité le prix politique à payer pour une réforme institutionnelle qui relève, pour Fratelli d'Italia, d'une bataille identitaire venue de loin. « Giorgia Meloni est l'héritière d'une tradition issue du néofascisme qui n'a jamais été à l'aise avec une Constitution et une culture politique républicaines qui se sont faites sans elle », explique Piero Ignazi, professeur à l'université de Bologne et spécialiste de la famille politique de la présidente du conseil. *Le rejet des partis, la marque du présidentisme, la volonté de faire advenir des leaders forts : tout cela se retrouve dans sa réforme qui rompt avec la République issue de l'antifascisme. »*

« Giorgia Meloni se sent étrangère à l'histoire de la Constitution née de la résistance au fascisme »

MARCO DAMILANO
journaliste

« Meloni veut fonder une nouvelle république. Quelle en sera l'idéologie ? Sûrement pas celle de la Constitution née de la résistance au fascisme. C'est une histoire à laquelle elle se sent étrangère. L'objectif n'est pas de revenir au fascisme d'il y a cent ans, mais de dire que le postulat idéologique de 1945 appartient à l'histoire, que la parenthèse est close, dans une logique de revanche », estime le journaliste Marco Damilano, analyste assidu des dynamiques profondes de l'histoire politique italienne. « L'objectif de Giorgia Meloni est de construire un grand parti conservateur ouvert vers le centre et de changer le système pour le rendre plus gouvernable », explique un compagnon de route de la présidente du conseil, qui a requis l'anonymat. *Le défi est de le faire sans insulter la Constitution, sinon cela ne marchera pas. »*

La réforme du premierato a pourtant déjà réveillé un patriotisme constitutionnel diffus qui s'exprime en opposition au projet de Giorgia Meloni. Le 14 mai, il a pris la voix de la survivante d'Auschwitz et sénatrice à vie Liliana Segre, 93 ans. Ses mots, alors qu'elle s'exprimait devant le Sénat sur le projet de réforme voulu par une extrême droite aux racines néofascistes, ont résonné avec une gravité singulière. « Tout ne

peut pas être sacrifié au nom du slogan "A vous de choisir le chef du gouvernement" ! », a-t-elle déclaré. Même les tribus de la préhistoire avaient un chef, mais seules les démocraties constitutionnelles ont la séparation des pouvoirs, des contre-pouvoirs, c'est-à-dire des digues pour éviter de retomber dans ces autocraties contre lesquelles toutes les constitutions sont nées. »

Son intervention a donné de l'élan aux oppositions, désormais réunies dans une posture de défense de la culture politique républicaine. C'est ainsi que le Parti démocrate (centre gauche) et les anciens antisystèmes du Mouvement 5 étoiles ont manifesté ensemble, à Rome, le 18 juin, contre les « menées sécessionnistes et autoritaires de la droite ». Au cours des débats parlementaires sur l'autonomie différenciée, les rangs de la gauche se sont couverts de drapeaux tricolores tandis que le gouvernement est accusé de reprise en main et de censure au sein de l'audiovisuel public, où une enquête du site d'information *Fanpage* a révélé l'adhésion à un folklore fasciste sans équivoque des jeunes militants de Fratelli d'Italia et où les conflits de mémoire sur le fascisme et l'antifascisme refont surface. La droite et l'extrême droite au pouvoir auraient donc offert à leurs adversaires le champ de bataille sur lequel ces derniers se sentent le plus à l'aise : celui des principes. ■

ALLAN KAVAL

Le rôle du président de la République serait très fortement affaibli, face au président du conseil

Au Royaume-Uni, les tories au bord de la déroute

Le Parti conservateur de Rishi Sunak pourrait subir une défaite historique lors des législatives du 4 juillet

LONDRES - *correspondante*

Les militants tory se présentent dans la jolie salle paroissiale de l'église anglicane Chelsea Old Church, au cœur de Chelsea, l'un des quartiers les plus chics de Londres, lundi soir 24 juin. Des dames bien mises et des messieurs en costume, des conseillers municipaux ou des conseillers ministériels : tous attendent patiemment Rishi Sunak. Le premier ministre doit tenter de leur remonter le moral : à dix jours des élections législatives du 4 juillet au Royaume-Uni, le Parti conservateur, au pouvoir depuis quatorze ans, a toujours 20 points de retard sur les travaillistes dans les sondages.

« On est tous sur le départ », glisse à un collègue le conseiller d'une ministre en vue de M. Sunak, qui se demande tout haut « à quoi ressemblera » un gouvernement Labour. L'ambiance n'est pas seulement plombée, elle est quasiment à la résignation dans les rangs de la droite britannique. Étonnamment enjoué, Rishi Sunak a beau assurer à l'assistance que les conservateurs ont « dix jours pour sauver le pays d'un gouvernement Labour » et lui enjoindre par trois fois de « ne pas capituler », sa seule présence dans l'Ouest londonien, ce soir de semaine, après une journée éprouvante (il était le matin en Ecosse et sort tout juste d'une interview avec des lecteurs du *Sun*), prouve à quel point la situation semble désespérée.

Un parti épuisé par le Brexit

Le dirigeant est venu soutenir son secrétaire d'Etat au commerce, Greg Hands, député sortant d'une circonscription, Chelsea et Fulham, jusqu'à présent considérée comme totalement bleue (tory), imprenable par les « rouges » du Labour. Mais, à en croire les derniers sondages, plus aucune circonscription n'est à l'abri de la vague travailliste qui pourrait déferler sur le Royaume-Uni le 4 juillet, même celles du sud de l'Angleterre, traditionnellement acquises à la droite. Les ministres les plus en vue sont sur la sellette : Penny Mordaunt, leader de la Chambre des communes, est menacée à Portsmouth North, James Cleverly, le ministre de l'intérieur, à Braintree (dans l'Essex), tout

comme le chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, élu du Surrey, le ministre de la défense, Grant Shapps, dans le Hertfordshire, et même Rishi Sunak dans son fief de Richmond, dans le nord du Yorkshire.

Une série de sondages a balayé les derniers espoirs d'une défaite honorable pour les conservateurs, dessinant un échec encore plus cuisant que celui de 1997, quand le New Labour et Tony Blair étaient arrivés au pouvoir, raflant 418 des 650 sièges de la Chambre des communes. Selon un sondage du cabinet Survation réalisé auprès de 22 000 personnes mi-juin, les tories risquent de ne conserver que 72 sièges (contre 365 remportés en 2019), alors que le Labour en récupérerait 456, les libéraux démocrates 56, le parti de droite populiste Reform UK 7, et les Verts 2. Si ce résultat se confirmait, il dépasserait de loin la plus cuisante des défaites tory, celle de 1906, quand les conservateurs n'avaient

sauvé que 156 sièges face aux libéraux démocrates, le grand parti d'opposition de l'époque.

Les experts évoquent désormais un scénario « canadien » pour l'autoproclamé « plus vieux parti au monde », fondé en 1834. En 1993, le Parti progressiste-conservateur canadien, au pouvoir depuis 1984, avait été presque rayé du paysage politique canadien, passant de 167 sièges au Parlement fédéral à seulement 2. Il avait été largement devancé par le petit parti de droite populiste Reform, qui finit par le remplacer. C'est précisément l'ambition du trublion Nigel Farage, le chef de file du parti populiste Reform UK (baptisé en référence au parti canadien), qui s'est lancé en extremis dans la campagne des législatives britanniques, fin mai, affirmant que son parti sera désormais la « véritable opposition » au Labour.

Les raisons de la catastrophe annoncée pour les tories sont connues : les électeurs en veulent

à Boris Johnson, qu'ils avaient porté au pouvoir en 2019, pour sa gouvernance chaotique et les scandales ayant émaillé son court mandat (surtout le « Partygate », ces fêtes à Downing Street pendant la pandémie de Covid-19). Liz Truss, qui lui a succédé, a détruit la réputation de sérieux économique des conservateurs. Le Brexit a épuisé le parti en luttes internes, ses membres les plus modérés (et souvent les plus brillants) étant forcés de le quitter.

Dans un ouvrage collectif baptisé *The Conservative Effect 2010-2024. 14 Wasted Years?* (« le bilan des conservateurs 2010-2014. 14 années perdues ? », non traduit), tout juste publié par Cambridge University Press, dont les médias britanniques ont extrait des bonnes feuilles, Anthony Seldon, un historien réputé, dresse un bilan dévastateur. A l'issue de ces quatorze années au pouvoir des tories, « la position de la Grande-Bretagne dans le monde s'est

affaiblie, l'Union [du royaume] est moins forte, le pays est moins égalitaire, la population moins bien protégée, la croissance plus lente avec des perspectives médiocres, les services publics sont sous-performants et n'ont pas été réformés, tandis que le respect des institutions (...) a baissé ».

Les ratés s'enchaînent

A son arrivée à Downing Street, fin octobre 2022, Rishi Sunak a certes stabilisé le navire et tenté de réinjecter du sérieux dans l'administration du pays. Mais le mal était fait dans l'opinion publique. Et sa décision d'avancer les élections parlementaires au 4 juillet (alors qu'elles auraient pu se tenir jusqu'en janvier 2025) n'a pas amélioré les chances de son parti, pris de court.

Quant à sa campagne éclair, elle a enchaîné les ratés. Un nouveau scandale éclabousse la réputation en lambeaux du parti. La Gambling Commission, l'autorité de

Plus aucune circonscription n'est à l'abri de la vague travailliste qui pourrait déferler sur le Royaume-Uni

régulation britannique des jeux d'argent, enquête sur des proches de M. Sunak, dont deux candidats tory, le directeur de campagne du parti et son responsable des data, pour avoir parié sur la tenue d'élections parlementaires en juillet peu avant l'annonce surprise par M. Sunak d'un scrutin anticipé. Le « Gambling gate » touche aussi le Labour, mais dans une moindre mesure : Keir Starmer, le chef de file du parti, a suspendu l'un de ses candidats, Kevin Craig, pour avoir parié sur son échec face à son adversaire tory le 4 juillet.

Le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, qui, jusqu'à présent, avait largement profité aux tories, pourrait aggraver leur mauvaise fortune. Ce système, selon lequel le candidat arrivé en tête au tour unique est élu, accentue la tendance bipartisanne du paysage politique britannique et donne un pouvoir de nuisance exorbitant au parti Reform UK. Au vu de son implantation récente, ce dernier n'a que des chances limitées de peser à la Chambre des communes. En revanche, ses candidats menacent de diviser les votes à droite, laissant dans de nombreuses circonscriptions ceux du Labour prendre la tête du peloton.

Que deviendra la droite britannique une fois dans l'opposition ? Beaucoup d'encre a déjà coulé sur la possibilité d'une dérive populiste encore plus accentuée, de nombreux collègues de M. Sunak s'étant distingués, en faisant campagne pour le remplacer, sur une ligne antimigrants. D'autres font déjà des appels du pied à Nigel Farage. L'avenir, avec un cap encore plus à droite ou, au contraire, un recentrage, dépendra de l'ampleur de sa défaite, mais surtout de qui réussit à se maintenir à la Chambre des communes... ■

CÉCILE DUCOURTIEUX



Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, et des employés de supermarchés, à Londres, le 14 mai. TOBY MELVILLE/REUTERS

Présidentielle en Iran : le camp réformateur tente de mobiliser

Parmi les cinq candidats en lice le 28 juin, Masoud Pezeshkian paraît le plus enclin à relancer les négociations sur l'accord nucléaire

La campagne électorale s'achève, avant l'élection présidentielle du 28 juin organisée en urgence après la mort d'Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, en mai. Mais, contrairement aux divers scrutins précédents, en 2021 et 2024, largement ignorés par les Iraniens, celui-ci pourrait attirer davantage d'électeurs. Selon le dernier sondage de l'IPSA, un institut proche du gouvernement, en date du 26 juin, plus de 53 % des électeurs pourraient se rendre aux urnes.

L'intérêt renouvelé pour cette élection s'explique en partie par la participation de Masoud Pezeshkian, le seul réformateur parmi les six candidats validés par le Conseil des gardiens de la Constitution. Interrogés par *Le Monde*, des experts et des électeurs joints par téléphone notent que sa candidature suscite un espoir de meilleure conduite des affaires nationales, et même d'une légère amélioration économique, face à une inflation galopante de 53 %, attribuée à une mauvaise gestion et aux sanctions internationales. Ces derniè-

res années, le camp réformateur a été marginalisé par le régime.

Parmi les quatre prétendants de l'aile dure en lice – l'actuel vice-président Amir Hossein Ghazizadeh Hashemi s'est retiré de la course mercredi soir, appelant à ce qu'un seul candidat du camp conservateur reste dans la compétition –, Mohammad Bagher Ghalibaf, ancien maire de Téhéran, et Saïd Jalili, ex-négociateur avec l'Occident pour le dossier du nucléaire, arrivent en tête des sondages aux côtés de Masoud Pezeshkian. A ce stade, aucun ne semble cependant pouvoir remporter une majorité absolue dès le premier tour. Certains experts et militants politiques spéculent sur la possibilité que Saïd Jalili, connu pour ses positions rigides et idéologiques, se retire en faveur de Mohammad Bagher Ghalibaf, technocrate soutenu par les gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays.

Quel que soit le candidat conservateur choisi, la base électorale de son camp, historiquement plus proche du Guide suprême, Ali Khamenei, reste constante. Mais

une participation électorale plus élevée a souvent bénéficié au camp réformateur en Iran. Le défi reste néanmoins grand pour ce dernier, car peu d'Iraniens pensent que le système est réformable et les blessures de la répression violente du mouvement de protestation Femme, vie, liberté, né après la mort en garde à vue de la jeune Mahsa (Jina) Amini en septembre 2022, restent vives.

A Téhéran, Pouya (le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité) discute avec ses amis abstentionnistes de la nécessité d'aller voter, alors qu'il a boycotté les élections de 2021 et de 2024.

Les blessures de la répression du mouvement de protestation Femme, vie, liberté restent vives

Agé de 35 ans, ingénieur travaillant dans une usine, il a pris part aux manifestations du mouvement Femme, vie, liberté et continue d'exprimer son mécontentement envers le régime sur les réseaux sociaux. « Je vais voter pour Pezeshkian parce que je suis fatigué de ce désespoir collectif qui nous étouffe depuis la mort de Mahsa Amini », explique-t-il. A ce stade, le renversement de ce régime est impossible, en partie en raison de l'absence d'une opposition structurée et efficace. De plus, le boycott des élections n'a eu aucun effet. »

Pouya se souvient des effets économiques positifs de l'accord sur le programme nucléaire de 2015 sous l'ancien président Hassan Rohani (2013-2021), qui avait permis une levée partielle des sanctions et offert un répit relatif à l'économie iranienne. « A l'époque, de grandes entreprises européennes nous contactaient, et nous avons même conclu des contrats avec certaines d'entre elles », se rappelle-t-il. La décision unilatérale en 2018 de l'ex-président américain Donald Trump de se retirer de

l'accord nucléaire a mis fin à cette période de détente. Les sanctions américaines ont été réimposées, et de nombreuses entreprises ont été fermées. « Ma belle-mère, atteinte d'un cancer, payait 250 euros pour ses médicaments de chimiothérapie sous Hassan Rohani, contre 400 euros aujourd'hui, alors que nos revenus n'ont pas augmenté », se désole Ali. Ses proches, confiant, votent pour éviter le retour au pouvoir des conservateurs, responsables, selon eux, de la détérioration de leur qualité de vie.

Approche prudente

Parmi les candidats, le réformateur semble le plus enclin à favoriser une ouverture et à relancer les négociations pour sauver l'accord sur le nucléaire. Pouya reste convaincu que des questions cruciales telles que le programme nucléaire et d'autres dossiers sensibles, comme les activités régionales de Téhéran, relèvent de la compétence du Guide suprême. Mais, estime-t-il, « la ligne politique du président peut influencer Khamenei et ses prises de position ».

A Ispahan, Ali (le prénom a également été modifié) remarque l'absence de réunions d'envergure en faveur de l'un ou l'autre des candidats. « Il n'y a pas d'ambiance électorale comme celle de 2017 [où la participation avait atteint 73 %] », observe-t-il. Pourtant, les membres de sa famille,

commerçants, fonctionnaires, femmes au foyer et enseignantes, ont décidé de voter, après avoir boycotté les urnes pendant sept ans. « Ma belle-mère, atteinte d'un cancer, payait 250 euros pour ses médicaments de chimiothérapie sous Hassan Rohani, contre 400 euros aujourd'hui, alors que nos revenus n'ont pas augmenté », se désole Ali. Ses proches, confiant, votent pour éviter le retour au pouvoir des conservateurs, responsables, selon eux, de la détérioration de leur qualité de vie.

Lors des cinq débats électoraux télévisés, Masoud Pezeshkian a adopté une approche prudente dans ses promesses, évitant de défier ouvertement Ali Khamenei. Il a tout de même envoyé des signaux positifs à ceux qui espèrent une détente avec l'Occident et une réactivation de l'accord sur le nucléaire, en choisissant Mohammad Javad Zarif, ancien ministre des affaires étrangères sous Hassan Rohani et architecte de l'accord, comme conseiller diplomatique. ■

GHAZAL GOLSHIRI

A Lviv, « les rues se vident » devant les recruteurs de l'armée

Dans la grande ville de l'ouest de l'Ukraine, des patrouilles traquent les hommes en âge de combattre

REPORTAGE

LVIV (UKRAINE) - envoyé spécial

La voiture file sur l'avenue baignée de soleil qui traverse le quartier dortoir de Sykhiv, à Lviv. Oleksandr Matsiouk est au volant. A ses côtés, Serhiy Furman, l'œil aux aguets, observe les allées et venues des passants. Il est un peu plus de 10 heures, ce mercredi 19 juin, et les deux collègues viennent à peine de quitter le centre de recrutement pour une de leurs patrouilles quotidiennes. Leur travail consiste à arrêter des passants afin de vérifier leurs documents militaires.

Les contrôles s'enchaînent. Il suffit d'un mot ou d'un acquiescement silencieux entre eux pour que le conducteur braque soudainement le volant et que lui et son collègue sortent du véhicule pour interpellé un piéton. Les hommes arrêtés sont identifiés sur des critères très simples : bien portants, ils ont entre 25 et 60 ans, l'âge légal pour être mobilisé dans l'armée. Il arrive aussi que certains changent de trajectoire à la vue des deux agents du centre de recrutement. Cela n'échappe pas à l'œil avisé d'Oleksandr Matsiouk. Avant de partir en patrouille, ce dernier avait d'ailleurs prévenu, dans un rire amer : « Là où on passe, les rues se vident et les habitants se cachent. »

Andriy, un premier civil repéré à côté d'un arrêt de bus, se dirigeait vers son travail lorsque les deux hommes se sont arrêtés à son niveau. Officier de réserve après être sorti diplômé d'une académie militaire en 2015, il aurait dû mettre ses documents à jour. Ce qu'il n'a pas fait. Oleksandr Matsiouk et son collègue lui demandent donc de les rejoindre dans la voiture. Andriy commence par refuser, arguant du non-respect de ses

droits. « Vous allez m'envoyer à l'armée directement, lâche-t-il, dépit. Je le sais, tous mes amis ont été forcés. » Après de longues négociations, l'homme monte dans la voiture. Comme tous les autres, il sera envoyé devant une commission médicale qui jugera de ses capacités à prendre les armes.

Les deux agents recruteurs avisent ensuite un homme athlétique, la trentaine. Celui-ci vient soudainement de rebrousser chemin. Serhiy Furman sort, prêt à l'interpeller, tandis qu'Oleksandr Matsiouk opère un demi-tour en voiture afin de le suivre dans une ruelle. Après avoir jeté un discret regard derrière lui, le passant finit par s'enfuir en courant à travers une zone piétonne. Il ne sera pas poursuivi. « J'ai honte pour eux », souffle simplement Oleksandr Matsiouk, employé du centre de recrutement depuis un an après avoir été soldat dans une unité de la défense territoriale, au début de l'invasion russe de février 2022. « Certains ne comprennent pas que nous allons perdre cette guerre si nous ne nous mobilisons pas, dit-il. Nous nous battons pour l'existence de notre pays. »

« Pénurie de soldats »

Cela fait plus de six mois que les autorités alertent sur l'importance de mobiliser de nouvelles recrues, alors que les forces armées souffrent d'une pénurie de soldats. Il faut remplacer les tués et les blessés, mais aussi offrir des rotations à des militaires épuisés par deux ans et demi de guerre. Après des mois de blocage au sommet de l'Etat, plusieurs textes de loi ont été promulgués en avril et en mai afin d'accélérer le processus.

L'âge légal des mobilisables est passé de 27 à 25 ans, les conditions physiques pour le service ont été revues à la baisse, les prérogatives

des centres de recrutement élargies... En outre, depuis la mi-mai, tous les hommes âgés de 18 à 60 ans ont pour obligation de mettre à jour leurs documents militaires. L'initiative vise à donner une vue d'ensemble des moyens humains dont dispose le pays et à faciliter le processus de sélection pour les autorités.

Les autorités n'ont pas tardé à vanter les résultats de telles mesures. Le 19 mai, le député Roman Kostenko, membre de la commission parlementaire chargée de la sécurité nationale et de la défense, assurait au média *Ukrainska Pravda* que l'état-major se disait « vraiment satisfait du rythme de la mobilisation ».

Reste que si de nombreux civils ont rejoint l'armée ces derniers mois la mobilisation demeure laborieuse du point de vue des centres de recrutement. Dans le quartier de Sykhiv à Lviv, le constat est amer. « Beaucoup de gens dans notre société, particulièrement à l'ouest, ne comprennent pas qu'il y a une guerre », se désole Volodymyr Lisovskiy, 44 ans, engagé dès le début de l'invasion russe, désormais à la tête d'une cellule chargée du soutien psychologique et moral au centre de recrutement. « Les gens ont peur de mourir », souffle-t-il pour expliquer le manque de volontaires.

Pour remplir les rangs, les employés de ces centres chargés de la

mobilisation n'ont d'autre choix que d'employer des méthodes très impopulaires, afin d'arrêter les civils tentant d'échapper au service. Les contrôles et les arrestations dans les lieux fréquentés et les transports en commun se sont presque normalisés. La pratique est devenue tellement courante que les Ukrainiens lui ont donné un nom, entré dans le langage commun : la « busification », soit la mobilisation après avoir été détenu dans la rue et emmené en bus. A l'échelle du centre de recrutement du quartier de Sykhiv, selon l'officier de presse Volodymyr Molodiy, entre 25 à 30 personnes seraient ainsi arrêtées dans les rues chaque jour.

Pour y échapper, de nombreux réfractaires consultent des chaînes Telegram fonctionnant sur un modèle participatif qui indiquent les déplacements des agents recruteurs dans les villes. Ces dernières comptent parfois des centaines de milliers d'utilisateurs. D'autres encore évitent les

zones fréquentées. Certains, aussi, ne sortent plus de chez eux. Alors que la loi martiale en vigueur interdit aux hommes âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays, des milliers d'entre eux ont pris la fuite en passant illégalement les frontières de l'ouest du pays, à travers les montages et les rivières, parfois au péril de leur vie.

Les agents des centres de recrutement ne sont pas légalement autorisés à arrêter des civils. C'est la raison pour laquelle ils sont souvent suivis par des policiers. Lorsque ce n'est pas le cas, comme lors de la patrouille du 19 juin que *Le Monde* a suivie, leur travail consiste à tenter de les « convaincre » de les suivre, explique Oleksandr Matsiouk.

« Pourquoi j'ai dû me battre quand d'autres restent chez eux ? »

ANDRIY (DIT « GIDA »)
agent recruteur

« D'un côté, je comprends que les civils ne devraient pas être forcés » à rejoindre l'armée, reconnaît Andriy, 41 ans, « Gida » de son nom de guerre, un employé du centre de Lviv, ancien soldat de la 24^e brigade mécanisée gravement blessé dans la bataille de Bakhmout. Mais, d'un autre côté, ajoute-t-il avec amertume, « pourquoi est-ce que moi j'ai dû me battre quand d'autres restent chez eux ? Le soir, à Lviv, tu sors, et tu as l'impression qu'il n'y a pas de guerre ».

Engagé dans la 80^e brigade d'assaut aérien dès 2019, Grigory, 25 ans, « Gekman » de son nom de guerre, blessé dans un bombardement de missiles S-300 en février à côté de Bakhmout, désormais occupée par l'armée russe, confie ne plus voir ses amis d'avant l'invasion russe, à l'exception d'un seul. « Ils vivent dans leur propre réalité imaginaire. Ils ne veulent pas comprendre, dit-il. Je n'arrive plus à parler la même langue qu'eux. » ■

Ressentiment

Si la plupart de ces interpellations se déroulent de manière pacifique, celles effectuées avec violence reviennent régulièrement dans les médias et les réseaux sociaux et ont un fort impact sur la réputation, déjà mauvaise, des recruteurs. Certaines vidéos, parfois sorties de leur contexte, montrent, en effet, des agents frappant et forçant des civils à monter dans leurs voitures. Oleksandr Matsiouk et Serhiy Furman reconnaissent souffrir du ressentiment dont ils sont l'objet. Il n'est d'ailleurs pas rare que des passants les insultent. « Les gens qui

ont des proches à la guerre nous soutiennent, veut croire Serhiy Furman. Mais ceux qui n'en ont pas ne comprennent pas ce que nous faisons. »

THOMAS D'ISTRIA

Kenya : le président Ruto réprime puis retire une loi contestée

Au moins 22 personnes sont mortes, mardi, lors de manifestations contre des augmentations de taxes qui ont tourné à l'émeute

NAIROBI - correspondance

Le 25 juin 2024 restera une date-clé dans l'histoire du Kenya, ont souligné, mercredi 26 juin, les journaux de ce pays d'Afrique de l'Est, réputé pour son dynamisme économique et sa démocratie relativement stable. La veille, une foule largement pacifique, inédite par son ampleur et par sa jeunesse, a défilé dans les grandes villes pour dire son opposition aux nouvelles taxes de la loi de finances votée ce jour-là.

A Nairobi, la capitale, sur fond de violences policières, le rassemblement a tourné à l'émeute contre les symboles du pouvoir, des milliers de manifestants parvenant à s'introduire brièvement dans le Parlement. Ils y ont déclenché des incendies, jeté des drapeaux à terre, volé des iPad et mis à sac la coquette buvette. Certains élus n'ont eu d'autre choix que de s'enfuir par un tunnel.

Depuis les manifestations qui ont débuté mi-juin, c'est tout l'Etat kényan qui fait face à une défiance inédite, bien au-delà de la loi budgétaire 2024-2025. Dans les cortèges, des pancartes ont grimaqué les députés en « cochons », eux qui figurent parmi les parlementaires les mieux payés au monde. L'exécutif n'est pas épargné, surtout le président William Ruto, élu il y a deux ans en promettant des millions d'emplois et une vie moins chère. Ce riche homme d'affaires, parti de rien, s'est érigé en incarnation des « hustlers », ce petit peuple des débrouillards qui forment l'essentiel de l'économie. Mais depuis son arrivée au pouvoir en 2022, il a multiplié les nouvelles taxes pour faire face à la dette (67 % du PIB). « Ruto must go » (« Ruto doit partir », clament les manifestants.

Mercredi, le président a retiré la loi contestée, déjà allégée de nombreuses mesures (comme une TVA de 16 % sur le pain et une taxe

de 2,5 % sur les véhicules personnels). « Je m'incline et je ne promulguerai pas le projet de loi de finances 2024, a-t-il déclaré, la mine grave entouré de parlementaires. Le pays a été témoin d'une large expression de mécontentement à l'égard du projet de loi tel qu'il a été adopté, qui a malheureusement entraîné des pertes de vies humaines et des destructions de biens »,.

Un allié des Occidentaux

Le ton tranche avec celui de la veille. Mardi soir, le chef de l'Etat avait prononcé un discours aux accents militaires, prônant la fermeté face « à la violence et l'anarchie ». « Il n'a même pas mentionné les morts, il n'a pas parlé des personnels de santé visés », déplore Rohin Rajani, 30 ans, qui boursicote en ligne. Il estime que le président était sur la voie d'être « la-bellisé comme un dictateur ».

Au moins 22 personnes sont mortes mardi, selon la Commission nationale des droits hu-

ains (KNHRC), un organisme officiel qui a aussi recensé « plus de 300 blessés et plus de 50 arrestations ». La branche locale d'Amnesty International a évoqué une vingtaine d'« enlèvements ».

La réaction sécuritaire des autorités a réveillé des souvenirs douloureux. « De telles informations font écho aux événements vécus pendant le combat pour l'indépendance et pour la deuxième libération [qui a mis fin à deux décennies de régime autoritaire dans les années 1980 et 1990], a écrit le journal *The Standard* à propos des enlèvements. Or, le chef de l'Etat – qui fut sous le coup d'une enquête pour crimes contre l'humanité de la Cour pénale internationale à la suite des violences électorales des années 2007-2008, avant d'obtenir un non-lieu en 2016 –, est devenu un allié précieux des capitales occidentales en Afrique.

Faisant entendre sa voix sur l'urgence climatique, ce quinquagénaire charismatique et dynami-

que a opéré un virage vers l'Ouest, délaissant Pékin pour Washington, tandis que le FMI et la Banque mondiale venaient au secours de la dette kényane. Ironie de l'histoire, ce 25 juin a aussi marqué l'envoi d'un premier contingent de forces kényanes pour une mission internationale visant à rétablir la sécurité à Haïti.

Le régime est d'autant plus déstabilisé dans sa réaction que la mobilisation échappe, dans sa forme, à ses grilles de lecture. Le mouvement est parti de la Génération Z (née après 1997, ultraconnectée), avant de s'élargir à leurs aînés, les millennials. Les manifestations kényanes sont traditionnellement organisées par des partis politiques prompts à payer des participants venus des quartiers déshérités. Ici, le mouvement est non seulement apolitique, socialement mixé et non tribal, mais décentralisé. Et au-delà des mesures fiscales, cette jeunesse est outrée du train de vie

jugé dispendieux de l'Etat. L'opulence des élites n'a rien de neuf au Kenya, pays inégalitaire et corrompu, mais cette génération ne la supporte plus comme ses aînés. Elle abhorre encore plus l'arrogance de cette classe politique. « Demandez à n'importe lequel de ces jeunes pourquoi ils s'opposent à la loi de finances et il vomira de la propagande », avait déclaré le ministre du tourisme, Alfred Mutua.

Après la mobilisation devant le Parlement, la prochaine appelait, jeudi, à « occuper » le palais présidentiel. Mercredi, avant même le retrait de la loi, des organisateurs insistaient plutôt sur une marche blanche en mémoire des victimes. « C'est une victoire pour le pays, mais ce n'est évidemment pas la fin », estime Rohin Rajani, qui ira marcher « pour les vies perdues ». ■

MARION DOUET

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus



Une banderole en soutien aux indépendantistes arrêtés, à Nouméa, le 22 juin. DELPHINE MAYEUR/AFP

Nouvelle-Calédonie : une justice d'exception ?

Le placement en détention provisoire en métropole de sept militants indépendantistes interpelle les avocats

NOUMÉA - correspondance

Une telle décision n'avait pas été prise par la justice en Nouvelle-Calédonie depuis la tragédie d'Ouvéa, en 1988, quand les Kanak accusés d'avoir pris en otage des gendarmes et tué quatre d'entre eux, à l'acmé des « événements », ont été incarcérés en métropole. A l'époque, quarante personnes avaient été inculpées du chef d'assassinat, une procédure close par une amnistie générale, en 1989.

De vives réactions ont ainsi suivi le placement en détention provisoire dans l'Hexagone, samedi 22 juin, de sept militants indépendantistes de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), l'organisation accusée d'avoir commandité les émeutes qui détruisent le Grand Nouméa depuis le 13 mai. L'Union calédonienne (UC), principale et radicale composante du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui a créé la CCAT fin 2023 pour mobiliser contre la réforme du corps électoral, a immédiatement accusé l'Etat de procéder à « une déportation politique ». « L'Etat français et sa justice néocoloniale veulent réduire toute la mobilisation pacifique et la révolution qui s'est enclenchée le 13 mai au soir à des actes de terrorisme », avait ajouté la CCAT, qui tient là ses martyrs. En précisant : « Les prisonniers politiques ont fait appel. »

Animées par un sentiment d'injustice mêlé de haine de l'Etat parmi les Kanak, des violences ont de nouveau éclaté dimanche, cette fois sur tout le territoire. « Aujourd'hui, les mobilisations s'étendent vers le nord et les îles sans plus aucune maîtrise », avertissait le communiqué de la CCAT. Hippolyte Sinewami Htamumu, le président du conseil des grands

chefs coutumiers, s'est exprimé, mercredi, pour « dénoncer le manque de transparence et d'impartialité de la justice dans la gestion de ce conflit », « condamner les éléments de langage utilisés par le procureur de la République en Nouvelle-Calédonie, qualifiant d'un côté les « émeutiers » et de l'autre les « voisins vigilants », questionnant ainsi l'impartialité de la justice », et pour « dénoncer l'envoi en France de prisonniers politiques rompant leur lien à la terre et à leur famille ».

« Véritable opération militaire »

« Ce à quoi on assiste aujourd'hui est inédit. Cela va appeler des décisions de justice inédites, des plaidoiries en défense inédites », indique au Monde Pierre Ortet, conseil de Christian Tein, incarcéré à Mulhouse (Haut-Rhin). M. Tein, porte-parole de la CCAT et commissaire général de l'UC, avait été invité par Emmanuel Macron aux discussions politiques qu'il a menées, le 23 mai, à Nouméa. « On parle de plus d'un millier de faits qui vont être reprochés. Concrètement, il va avoir un travail de titan à réaliser. Il va falloir travailler avec une pluralité d'avocats et en synergie, vu que certains des clients seront en métropole », poursuit M^e Ortet.

L'avocate de Joël Tjibaou, lui aussi placé en détention provisoire, mais à Nouméa, confirme l'ampleur de la tâche : « Il y a des tonnes et des tonnes de procédu-

res », selon Claire Ghiani. Onze indépendantistes ont été présentés au juge d'instruction, samedi matin, à des fins de mise en examen. Ils sont accusés, notamment, de « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime » ou « d'un délit », « vol en bande organisée avec arme », « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradation de biens ». Aucune qualification terroriste n'a été retenue.

Neuf d'entre eux ont ensuite été présentés au juge des libertés et de la détention, qui a refusé la publicité des débats. Dans la nuit, à la stupeur de leurs avocats, qui assurent ne pas avoir été avisés de cette perspective avant la toute fin de ces audiences, décision a été annoncée de faire embarquer immédiatement sept des mis en examen pour Paris. Un avion avait été prépositionné. Les détenus ont été répartis dans sept maisons d'arrêt métropolitaines : Christian Tein à Mulhouse, Guillaume Vama à Bourges, Frédérique Muliava à Riom (Puy-de-Dôme), Yewa Erwan Waetheane à Nevers, Brenda Wanabo à Dijon, Steve Unë à Blois, et Dimitri Tein-Qenegei à Villefranche-sur-Saône (Rhône).

« C'est une véritable opération militaire qui a été montée samedi soir, avec des détenus qui prennent des vols vraiment spéciaux, avec un atterrissage à Istres [Bouches-du-Rhône], c'est-à-dire sur une base militaire française. Et ça, nous ne le supportons pas », indique au Monde l'avocat de Gilles Jorédié (écroué à Nouméa, mardi), Stéphane Bonomo. M^e Ghiani insiste : « Avoir été mis devant le fait accompli, découvrir que les mis en examen étaient envoyés aux quatre coins de la France, a été très difficile pour les avocats. » Cité par l'Agence France-Presse, Thomas Gruet, avocat de

Brenda Wanabo, chargée de la communication de la CCAT et animatrice de la radio kanak Djiido, s'était dit « extrêmement choqué et abasourdi ». Sa cliente est mère de trois enfants, le plus jeune âgé de quatre ans. Elle « n'a jamais appelé à la violence », selon lui.

Face aux accusations de justice politique, la chancellerie, sollicitée par le Monde, s'est contentée de répondre selon la formule consacrée : « Nous ne pouvons commenter cette décision prise par un magistrat du siège, totalement indépendant, qui décide du placement en détention provisoire et du lieu de l'incarcération en fonction des nécessités de l'information judiciaire et sur des critères définis par le code de procédure pénale. »

« Pression inacceptable »

« Il a été ordonné une affectation dans un établissement pénitentiaire en métropole pour les sept personnes placées en détention provisoire, dont Christian Tein, en raison de la sensibilité de la procédure et afin de permettre la poursuite des investigations de manière sereine, hors de toute pression ou concertation frauduleuse », avait justifié le procureur de la République, Yves Dupas. Les avocats des deux autres militants mis en examen, Gilles Jorédié et Joël Tjibaou, présentés en dernier, ont pu demander un débat différé devant le juge des libertés et de la détention. Leurs clients ont été placés sous contrôle judiciaire avant la décision, prise mardi, de les incarcérer à Nouméa.

Des acteurs proches du dossier néo-calédonien, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat, jugent cette décision « beaucoup plus critiquable qu'en 1988 », dans un contexte de « fuite en avant » du gouvernement à Paris, après la dissolution de l'Assemblée. La détention de M. Tein « à 17 000 kilomètres de sa famille » est une

**La CCAT
« a été éparpillée
par petits bouts »,
écrivait,
le 24 juin,
« La Voix du
Caillou », journal
des loyalistes**

« aliénation de ses droits et une grossière et dramatique erreur politique », a jugé dès samedi sur X le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. « La résolution des conflits en Nouvelle-Calédonie passe par une solution politique. Pour cela, la justice doit aussi prendre garde à se montrer impartiale dans son traitement des enquêtes et instructions », a réagi la Ligue des droits de l'homme.

Les responsables non indépendantistes, Sonia Backès, Nicolas Metzdorf et Virginie Ruffenach, se sont réjouis de la nouvelle. Ils n'avaient pas hésité à exercer une pression politique en manifestant avec leurs sympathisants, le 7 juin, sur les marches du palais de justice de Nouméa, pour réclamer la condamnation des « organisateurs » de la CCAT. Les chefs de la cour d'appel ont dénoncé « une pression inacceptable ». Mais le procureur, Yves Dupas, a reçu les manifestations. « Le procureur nous l'avait indiqué : la justice ne tremblera pas. Elle n'a pas tremblé », s'est satisfaite, le 24 juin, Virginie Ruffenach, présidente du groupe Le Rassemblement au congrès néo-calédonien. La CCAT « a été éparpillée par petits bouts façon puzzle », écrivait le même jour La Voix du Caillou, journal des loyalistes.

L'Union nationale pour l'indépendance (UNI-Palika), la composante modérée du FLNKS dont re-

lève le chef du gouvernement calédonien, Louis Mapou, a vu depuis le 13 mai ses responsables déconsidérés, voire directement menacés par la CCAT. Le parti a malgré cela pris position en faveur des mis en cause, le 24 juin. Jean-Pierre Djaiwé, président du groupe au Congrès, dénonce le fait de « criminaliser les interlocuteurs reconnus dans leur fonction ». Selon lui, la décision judiciaire « constitue une entrave au processus de désescalade engagé depuis la visite du président de la République française il y a un mois et dont les premiers effets étaient perceptibles ». L'UNI souligne « une disproportion dans le traitement des dossiers », alors que « dans d'autres procédures pour meurtre, notamment, à la suite des événements récents, des personnes poursuivies ont été placées sous bracelet électronique ».

Les avocats des mis en cause ne cachent pas leurs inquiétudes. Le fait que son client, Gilles Jorédié, soit incarcéré à Nouméa ne soulage qu'à moitié M^e Bonomo. « Face à l'indignation mondiale que la déportation en France de détenus kanak a provoquée, la justice est revenue à plus de sérénité en envisageant une détention provisoire sur les terres qui les ont vus naître. Parce que les Kanak sont attachés à leur terre, les mettre dans des geôles françaises, c'est les tuer à petit feu. »

Le parallèle avec les détenus corses a vite été fait. « L'une des seules références que l'on ait sur des détenus dans des affaires sensibles, c'est l'affaire Yvan Colonna [assassin du préfet Erignac, en 1998], indique M^e Bonomo. Et chacun sait comment il a terminé [il a été agressé par un codétenu en mars 2022 et est mort de ses blessures]. Les détenus kanak ont très peur d'avoir le même sort. Parce que l'administration française ne protège pas. » ■

MATHURIN DEREL
ET NATHALIE GUIBERT (À PARIS)

A l’université, l’antisémitisme sous-estimé

Un rapport sénatorial établit des recommandations afin de combattre ce fléau « latent »

Un antisémitisme « latent » et largement « sous-estimé » dans les établissements : voilà les deux principaux constats de la mission d’information sénatoriale consacrée à l’antisémitisme dans l’enseignement supérieur, lancée quelques jours après l’occupation, mi-mars, d’un amphithéâtre de Sciences Po Paris lors d’une mobilisation palestinienne ; les travaux ont été menés par les sénateurs Pierre-Antoine Levi (Union centriste, Tarn-et-Garonne) et Bernard Fialaire (Rassemblement démocratique et social européen, Rhône).

Après la présentation du rapport, mercredi 26 juin, les sénateurs ont fustigé d’emblée tout « calcul politique », en faisant référence à la date de publication des résultats, alors que le premier tour des élections législatives anticipées aura lieu le dimanche 30 juin et que les accusations d’antisémitisme de certains membres de La France insoumise, notamment, ont émaillé les débats.

Plus d’une soixantaine d’auditions, dont certaines furent particulièrement tendues, ont été conduites – des sénateurs de droite pointant du doigt le « déni » des responsables d’universités qui, eux, ont dénoncé, dans une tribune publiée dans *Le Monde* le 25 avril, l’instrumentalisation politique des universités. Elles ont permis aux sénateurs d’établir onze recommandations sur trois axes : améliorer la détection des actes antisémites, prévenir les

dérives, et enfin poursuivre et sanctionner les auteurs. Le rapport a été voté à l’unanimité mercredi 26 juin dans la matinée.

Pour les rapporteurs, les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, puis la riposte israélienne à Gaza, ont mis en évidence un « antisémitisme latent » et qui se diffuse à l’université : entre le 7 octobre 2023 et début mai, 67 actes antisémites ont été recensés par France Universités, soit le double de ceux qui avaient été enregistrés sur l’ensemble de l’année universitaire 2022-2023. Interrogée dans le cadre de cette mission sénatoriale, le 29 mai, la ministre de l’enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a actualisé les données, faisant état de 76 actes antisémites depuis le mois d’octobre 2023.

Des « zones grises »

Ces chiffres masquent toutefois des manifestations d’hostilité hétérogènes, du tag anonyme à la diffusion de messages sur des groupes en ligne, pouvant aller jusqu’à l’agression physique. Le rapport dénonce aussi un « antisémitisme d’atmosphère », plus difficile à appréhender : des étudiants mis de côté lors de la constitution de groupes de travail, ou encore des changements de place dans les amphithéâtres. Un climat « intolérable » qui contraindrait certains étudiants juifs à ne plus fréquenter les campus, souligne le rapport.

Les chefs d’établissement interrogés ont affirmé se sentir « dému-

Trois axes ont été définis : améliorer la détection des actes, prévenir les dérives, poursuivre et sanctionner les auteurs

nis » quant à la qualification juridique de certains actes. Ils soulignent le difficile distinguo entre « la critique politique légitime du gouvernement israélien », protégée par la liberté d’expression, et « des déclarations antisémites » constitutives de délits. Durant leurs auditions, ils évoquent des « zones grises », comme les soirées étudiantes et les messageries en ligne. Le rapport indique que « tous les faits portant atteinte au bon fonctionnement de l’université peuvent et doivent être poursuivis ».

MM. Fialaire et Levi déplorent également un dispositif de signalement des actes antisémites « largement inopérant ». Pour remédier à cela, ils recommandent d’inscrire dans la loi les obligations qui incombent aux établissements en matière de détection des actes antisémites – ce qui fera l’objet d’une proposition de loi à l’automne – et souhaitent une généralisation des vice-présidences vouées à la lutte contre le racisme

et l’antisémitisme – ce qui fera également l’objet de propositions de loi à l’automne. Ils notent un manque d’identification de ces référents par la communauté étudiante ainsi qu’un déficit de confiance à leur égard par les victimes et les témoins. Pour rétablir ce lien, les rapporteurs proposent de diversifier les processus de signalement en y incluant les acteurs associatifs.

Responsabilisation

Une fois les actes qualifiés, il faut également poursuivre et sanctionner les auteurs. Si le nombre d’agissements antisémites mesurés dans les établissements est sous-estimé, ceux qui font l’objet de poursuites le sont encore davantage. Seuls six saisines de commissions disciplinaires et quatorze signalements auprès des procureurs de la République ont ainsi été enregistrés entre le 7 octobre 2023 et début mai.

De leur côté, les chefs d’établissement regrettent ne disposer d’aucune information sur les suites données à leurs signalements par les parquets. Les sénateurs recommandent donc la généralisation des conventions de partenariat entre les établissements et les parquets locaux afin de faciliter le partage d’informations. Ils estiment de plus que la voie disciplinaire doit être « prioritairement activée » et s’accompagner de mesures de responsabilisation pour les auteurs, la justice pénale ne pouvant avoir qu’« un rôle complémentaire ».

Des réponses qui devraient déjà être, en partie, apportées par l’application Dialogue, annoncée par la ministre de l’enseignement supérieur lors de son audition fin mai. Cette plate-forme, qui devrait se déployer dans tous les établissements d’ici à janvier 2025, permettra un suivi « en temps réel » des actes signalés aux procureurs et de leurs suites judiciaires. Le ministère précise qu’elle est en cours de test dans les universités volontaires depuis le 18 juin. Une mesure qui peut faire partie des solutions mais qui est en attente d’être éprouvée, détaillent les rapporteurs.

Enfin, les auteurs proposent la mise en place d’actions de prévention « obligatoires et ciblées » sur certains moments-clés de la vie universitaire, comme lors de la demande d’agrément des associations étudiantes. Ils appellent aussi à la systématisation de la formation de tous les acteurs : équipes dirigeantes, cadres administratifs, enseignants-chercheurs.

« Nous n’aurions jamais pensé devoir conduire un tel rapport en 2024 et en France », déplorent les deux sénateurs, qui rappellent l’urgence pour le gouvernement et les chefs d’établissement de prendre des mesures effectives avant la rentrée universitaire. Si le rapport se concentre davantage sur l’enseignement supérieur public, ces recommandations s’appliquent aussi aux formations privées. ■

MINH DRÉAN

JUSTICE
La justice valide le mandat d’arrêt français visant Bachar Al-Assad

La cour d’appel de Paris a validé, mercredi, le mandat d’arrêt visant le président syrien, Bachar Al-Assad, accusé de « complicité de crimes contre l’humanité » pour les attaques chimiques d’août 2013 imputées au régime, une décision « historique » ouvrant la voie à un procès, selon les parties civiles. – (AFP)

Décision le 4 juillet dans le procès de l’ex-maire de Canteleu

Le tribunal correctionnel de Bobigny rendra sa décision le 4 juillet dans le procès du narcotrafic à Canteleu (Seine-Maritime) où comparaissaient 18 personnes, dont l’ex-maire socialiste Mélanie Boulanger, soupçonnée d’avoir transmis certaines informations aux trafiquants de drogue et d’être intervenue auprès de la police. Une peine d’un an de prison avec sursis a été requise contre elle pour « complicité de trafic de stupéfiant ». – (AFP)

L’ancien maire d’Agde remis en liberté

L’ex-maire d’Agde (Hérault) Gilles d’Ettore, mis en examen pour « prises illégales d’intérêts » et « corruption », a été remis en liberté, mercredi, tandis que la figure centrale de cette affaire, une « voyante » ventriloque également en détention, sera fixée vendredi. Les juges d’instruction chargés du dossier ont tenu compte « notamment de [sa] démission de tous ses mandats d’élu », a indiqué le procureur de Béziers, Raphaël Balland. – (AFP)

Derrière l’explosion dans le Val-d’Oise, une campagne de sabotage de Moscou

Le Russo-Ukrainien de 26 ans blessé le 3 juin à Roissy-en-France alors qu’il préparait une bombe projetait de viser un magasin Bricorama

La cible du Russo-Ukrainien blessé, le 3 juin, alors qu’il confectionnait un engin explosif dans sa chambre d’hôtel sur la commune en Roissy-en-France (Val-d’Oise), n’était pas stratégique. Selon les informations du *Monde*, les premiers éléments de l’enquête indiquent qu’il s’apprêtait à commettre un attentat contre un magasin Bricorama situé dans une zone commerciale du nord de la capitale. Cette action s’inscrirait toutefois dans une vaste campagne de sabotage orchestrée depuis Moscou et visant plusieurs pays européens.

Le 3 juin, en fin d’après-midi, un solide gaillard de 26 ans, de nationalité ukrainienne et russe, était transporté dans un hôpital de l’Oise par les sapeurs-pompiers pour des brûlures sur le haut du corps, au visage et à la tête. Elles auraient été occasionnées, dit-il dans un premier temps, par une explosion accidentelle. Mais les conditions curieuses de l’incident et le profil suspect du personnage conduisent les secours à signaler l’affaire à la gendarmerie, qui saisit rapidement la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Interpellé dans sa chambre d’hôpital et placé en garde à vue, il va d’abord nier toute intention délictueuse. Mais les saisies réalisées dans sa chambre d’hôtel vont contredire ses déclarations. Les enquêteurs mettent la main sur de faux papiers, des produits et matériels destinés à la fabrication d’engins explosifs, des téléphones portables et trouvent des traces de nitrate d’ammonium. L’homme est mis en examen et écroué le 7 juin, pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle », « détention de subs-

tance ou explosif en vue de préparer une destruction ou une atteinte aux personnes, en relation avec une entreprise terroriste ».

Les investigations lèvent ensuite le voile sur l’opération avortée. Il entendait, selon une source proche de l’enquête, placer sa bombe artisanale aux premières heures du matin sur le site d’un Bricorama, avant l’ouverture. Une précision qui attesterait sa volonté de ne causer que des dégâts matériels et éviter toute perte de vies humaines.

D’autres opérations en Europe

Arrivé quelques jours plus tôt sur le sol français, il aurait préparé son attentat sans aide visible de l’extérieur. Malgré son absence de connaissance de la langue française, il a lui-même acheté ses téléphones et le matériel nécessaire à la fabrication de son engin explosif. Le suspect a été blessé par le déclenchement intempestif de l’explosif artisanal, fabriqué à base de TATP, un produit très instable, associé à un téléphone portable.

Originaire du Donbass, Maxime, dont le prénom a été confirmé au *Monde* par son avocat, M^e Louis Gloria, qui n’a pas souhaité faire davantage de commentaires, aurait passé deux ans au sein des troupes séparatistes prorusses dans la partie est de l’Ukraine occupée par les forces de Moscou depuis 2014. Les conditions de son recrutement comportent encore des zones d’ombre. Mais l’analyse de ses communications sur la messagerie cryptée Telegram viendrait conforter l’idée d’une opération téléguidée de l’étranger.

Les enquêteurs font en effet le lien avec d’autres opérations réalisées en Europe. Selon des élé-

ments recueillis par les services de renseignement français, Sergueï Kirienko, chef adjoint du cabinet de l’administration de la présidence russe, pourrait jouer le rôle de coordonnateur d’une campagne de déstabilisation des pays hostiles aux intérêts russes, notamment en Ukraine. Il s’agirait d’une stratégie établie au nom des « directives contre les pays inamicaux », selon la terminologie russe.

Après la guerre informationnelle de 2022 et 2023, viendrait donc le temps du sabotage. Dans la nuit du 12 mai, le vaste centre commercial Marywilska, dans le quartier de Białoleka, à Varsovie, était détruit par un incendie, alors que d’autres foyers étaient recensés dans la ville. Fin mai, trois personnes étaient interpellées en lien avec ces affaires. Le ministre polonais de la justice, Adam Bodnar, déclarait alors que la Russie pourrait être directement impliquée.

Dans la nuit du 8 mai, l’entrepôt du centre Ikea, à Vilnius, qui était la proie des flammes. Le feu s’est déclaré vers 3 heures. Début juin, une tentative d’incendie visait un entrepôt abritant des bus de la société de transport de Prague. Des faits attribués à Moscou par les autorités tchèques dès la semaine suivante.

Le 18 avril, les autorités allemandes avaient annoncé l’arrestation de deux Russo-Allemands pour des tentatives de sabotages visant notamment des « installations des forces armées américaines ». Enfin, mi-avril, à Londres, des incendies criminels avaient également frappé des entrepôts par lesquels transitaient du matériel destiné à l’Ukraine, notamment du matériel de la société Starlink. ■

JACQUES FOLLOROU

PARTEZ EN VACANCES AVEC LÉNINE, CHURCHILL, ÉLISABETH II, DE GAULLE...

Sous la direction de François Reynaert

LES VACANCES DE L'HISTOIRE

Reines, dictateurs et présidents comment les puissants passent leurs étés.

Flammarion **Nouvel Obs**

Si l'Histoire ne prend jamais de vacances, tous les puissants d'hier et d'aujourd'hui en ont pris ! François Reynaert et sa bande vous emmènent pêcher la crevette à Pornic avec Lénine, plonger dans la Méditerranée avec Sissi... Bienvenue dans les drôles de vacances des grands de ce monde.

Illustrations © Stéphane Tager

La Chine inonde aussi les pays émergents

Pour protéger leurs économies, les pays du Sud multiplient les barrières douanières

La Chine, contre le reste du monde. Après l'Union européenne et les États-Unis, qui ont mis en place des barrières douanières contre l'importation de véhicules électriques chinois, c'est au tour des pays émergents de craindre un déferlement de produits en provenance de la deuxième puissance économique du monde. Un secteur en particulier cristallise leurs inquiétudes, celui de la sidérurgie.

Avec des chantiers de construction à l'arrêt, la Chine, dont la consommation d'acier représentait à elle seule près du quart de la demande mondiale, cherche à écouler ses stocks à l'étranger. En 2023, les prix ont chuté et les exportations chinoises d'acier ont augmenté de 33 %, conduisant le Chili, le Brésil et le Mexique à aussitôt relever leurs droits de douane. D'autres, à l'instar de l'Inde, des Philippines, du Vietnam ou encore de la Turquie ont lancé des enquêtes antidumping.

Le soja, autre secteur qui souffre de surproduction en Chine à cause d'une baisse de la consommation de porc, s'exporte aussi massivement. Sur les quatre premiers mois de l'année 2024, les quantités exportées ont atteint les 600 000 tonnes, en hausse de 500 % par rapport à la même période en 2023. « *De nombreux secteurs sont en surcapacité, analyse Camille Boullenois, directrice associée au cabinet d'études Rhodium Group, et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle pour les pays en développement qui exportent moins vers la Chine, et subissent une baisse des cours mondiaux.* »

Balance commerciale

Avec une consommation intérieure en berne, les exportations chinoises, mesurées en dollars, ont bondi de 7,6 % en mai par rapport au même mois en 2023, alors que les importations n'ont progressé que de 1,8 %. « *Au sortir de la pandémie de Covid, la Chine a remis le turbo dans le développement de son industrie manufacturière pour prendre le relais d'un secteur de la construction en panne* », explique Sébastien Jean, titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Dans une note publiée en mai, la banque japonaise d'investissement Nomura constate que la relation commerciale entre la

Chine et l'Asie « *est en train de connaître un changement structurel* », avec des exportations chinoises vers l'Asie en hausse et des importations qui diminuent.

La balance commerciale des pays de la région vis-à-vis de Pékin ne cesse de se dégrader. Le déficit s'est creusé à 192,6 milliards de dollars en 2023 (180,44 milliards d'euros), alors que dix ans plus tôt, en 2013, l'excédent était de 24,5 milliards de dollars. Récemment, Ong Kian Ming, l'ancien ministre adjoint du commerce de Malaisie, s'est inquiété que les surcapacités industrielles de la Chine transforment le reste du monde en un « *vaste dépotoir de [ses] produits* ».

Trois raisons principales expliquent ce retournement de situation, selon les analystes de Nomura : la surcapacité industrielle de la Chine, une demande

En 2023, les prix ont chuté et les exportations chinoises d'acier ont augmenté de 33 %

asiatique dynamique et la reconfiguration des chaînes de valeur. Depuis la montée des tensions entre Pékin et Washington, les entreprises chinoises relocalisent leurs usines dans des pays tiers, comme en Asie du Sud-Est, pour contourner les barrières douanières américaines.

Alors que les marchés occidentaux se ferment, « *nous devrions envisager de nous tourner vers les*

pays en développement », déclarait mi-juin Huang Yiping, économiste à la banque centrale chinoise, suggérant même de leur proposer un « *plan de développement vert du Sud global* ».

Position dominante

En Afrique aussi, la vague des exportations chinoises ne cesse de monter. Quasiment inexistantes il y a trente ans, elles ont atteint les 164 milliards de dollars en 2022, se rapprochant des 187 milliards d'euros d'exportations européennes sur le continent. Mais l'Afrique enregistre avec la Chine, contrairement à l'Union européenne, un déficit commercial de 40 milliards de dollars. « *Ce déficit pourrait être source de frictions à l'avenir, surtout s'il se creuse au même rythme que la production industrielle chinoise augmente* », estime Alicia

Garcia Herrero, l'économiste en chef de Natixis en Asie-Pacifique, qui ajoute au passage que « *la percée de la Chine sur les exportations de produits à haute valeur technologique menace les positions européennes sur le continent* ».

« *Pendant longtemps, on a cru au modèle de développement en vol d'oies sauvages, où un pays en développement s'envole et monte en gamme en laissant la place à un autre*, explique Sébastien Jean, du CNAM, *mais la puissance de l'industrie manufacturière chinoise ne semble laisser aucune place aux autres pays.* »

Cette position dominante risque de susciter des tensions au sein des pays du Sud global, dont Pékin se veut le porte-voix. Pour sa défense, le pays nie toute surcapacité industrielle, qu'il qualifie d'invention de l'Occident. Dans un éditorial publié le 16 jan-

vier 2024, le quotidien nationaliste *Global Times* attire l'attention sur la part élevée des produits intermédiaires dans les exportations chinoises vers les dix pays de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), lesquels « *permettent à l'industrie de se développer plutôt que de remplacer les produits fabriqués localement* ». De fait, les pays de l'ASEAN importent trois fois plus de produits intermédiaires que de produits finis. Le quotidien rappelle enfin qu'« *une partie des exportations vers l'Asie du Sud-Est sont en réalité destinées aux États-Unis* ».

A entendre Pékin, l'expansion commerciale de la Chine ne se fait pas au détriment des pays émergents. Leur part dans les exportations mondiales est en effet passée de 19,8 % à 20,4 % entre 2019 et 2022. ■

JULIEN BOUISO



Des tiges d'acier, dans un parc logistique de Huzhou (province du Zhejiang), dans l'est de la Chine, le 11 janvier. XIE SHANGGUO/VCG VIA GETTY IMAGES

Au Brésil, l'industrie sidérurgique « en état d'alerte »

En 2023, 2,9 millions de tonnes d'acier chinois sont venus occuper 26 % du marché brésilien. Des milliers d'emplois sont détruits

RIO DE JANEIRO - correspondance

Au Brésil, le secteur sidérurgique est l'un des derniers vestiges d'un âge d'or industriel révolu. Profitant d'importantes réserves de fer du pays, de nombreuses entreprises telles que la Compagnie sidérurgique nationale (CSN), Gerdau, Usiminas ou ArcelorMittal ont surgi au cours du XX^e siècle, faisant du Brésil le leader de l'acier en Amérique latine et le 9^e producteur mondial.

Mais, depuis la fin de 2022, le secteur est confronté à une menace existentielle : la concurrence de l'acier chinois. En Chine, une forte crise immobilière fait chuter la demande, poussant les entreprises sidérurgiques à chercher de nouveaux débouchés pour leur surplus de production.

En raison de la multiplication de barrières douanières aux États-

Unis et en Europe, ces dernières ont dû se tourner vers des marchés alternatifs. Le Brésil est alors apparu comme un substitut de choix : le pays est le plus grand consommateur d'acier en Amérique latine, en raison de la forte demande des constructeurs automobiles et des entreprises du bâtiment, particulièrement friandes de ce matériau.

En 2023, 2,9 millions de tonnes d'acier chinois sont venues occuper 26 % du marché brésilien, faisant bondir les importations : au total, celles-ci ont grimpé de 50 % entre 2022 et 2023, selon l'Institut Acier Brésil, qui représente les principales entreprises sidérurgiques du pays.

En conséquence, la production d'acier national a chuté de 6 % sur cette période. « *Plusieurs entreprises ont dû fermer des usines, licencier du personnel* [5 000 emplois

ont été détruits] *et interrompre leurs investissements* », s'inquiète Marco Polo de Mello Lopes, président exécutif de l'Institut Acier Brésil, depuis son siège, dans le centre de Rio de Janeiro.

Réponse « prudente »

« *Il est impossible de rivaliser avec la Chine* », assure Luis Fernando Martinez, directeur exécutif de CSN, la plus grande entreprise sidérurgique brésilienne. L'acier revêtu vendu par la multinationale, principalement utilisé pour la fabrication de canettes, coûte « *40 % de plus* » que son équivalent chinois, calcule M. Martinez. Assurant que la Chine subventionne ses entreprises sidérurgiques, CSN a fait une demande d'enquête pour « *dumping* » contre plusieurs produits chinois auprès du ministère du développement, de l'industrie, du commerce

extérieur et des services (MDIC) brésilien en mars.

L'Institut Acier Brésil a également réclamé au gouvernement de Lula, qui s'est engagé à « *réindustrialiser le Brésil* » sous son mandat, des mesures visant à protéger le secteur. Après plusieurs mois de négociations, le 23 avril, Geraldo Alckmin, le vice-président et ministre du MDIC, a finalement annoncé doubler, pendant un an, les droits de douane (de 10,8 % à 25 %) sur 11 des 273 produits d'acier (peu importe leur provenance).

Une mesure qu'il juge, selon ses déclarations devant la presse qui l'interrogeait sur les craintes de représailles de la Chine, « *prudente* » : la taxe n'est appliquée que lorsque le volume d'importation des produits concernés dépasse de 30 % la moyenne de leurs importations entre 2020 et 2022.

« *Le Brésil essaye de traiter cette question de manière mesurée* », analyse Rebecca Ray, économiste de l'université de Boston et spécialiste des relations entre la Chine et l'Amérique latine. Depuis le début de son mandat, en janvier 2023, Lula cherche à se rapprocher de Pékin, dans la perspective de renforcer les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et de construire un bloc issu du « *Sud global* », pour peser face aux États-Unis. En outre, « *les économies sont devenues très interdépendantes* », ajoute la chercheuse, qui rappelle qu'en 2023, le pays asiatique a importé 70 % du soja brésilien vendu à l'étranger. « *Il est très important de prévenir toute [contagion à] d'autres secteurs* » de l'économie.

La taxe suffira-t-elle pour empêcher l'industrie de s'effondrer ? Selon les prévisions de l'Institut Acier Brésil, elle devrait permet-

tre de réduire de 7 % les importations d'acier initialement prévues pour 2024. Mais elle n'a pas, pour l'instant, réussi à endiguer la vague de licenciements du secteur, qui emploie 122 000 travailleurs. « *Nous sommes toujours en état d'alerte* », se lamente Monica Velloso, vice-présidente de la Confédération nationale des travailleurs métallurgistes.

Le 1^{er} juin, le jour même de l'entrée en vigueur de la taxe, la multinationale Gerdau, qui avait déjà licencié 700 ouvriers le 7 novembre 2023, annonçait ainsi la suspension des contrats de travail de 50 employés pour cinq mois dans son usine à São José dos Campos, dans l'État de São Paulo. Quand il y a des difficultés économiques, « *c'est toujours l'emploi qui subit en premier les conséquences* », s'inquiète la syndicaliste. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

La France tente de combler son retard dans les biomédicaments

De la recherche à la production, la filière muscle son réseau pour faire de l’Hexagone un champion européen des biothérapies

Vaccins, anticorps monoclonaux, thérapies géniques ou cellulaires, antibiotiques... Les biomédicaments, ces produits dont les substances actives sont issues du vivant (cellules d'origine animale ou humaine, micro-organismes), et qui se distinguent des médicaments obtenus par synthèse chimique, sont en plein essor. Capables d'agir sur des cibles spécifiques, ces traitements ont déjà permis d'améliorer les pronostics de certains cancers ces dernières années, voire de guérir des maladies rares. Mais la France a raté le virage de ces innovations il y a plusieurs années et peine, depuis, à rattraper le retard accumulé.

L'Hexagone n'en produisait sur le sol national que huit en 2022 sur les soixante-seize autorisés à la commercialisation en Europe, notamment grâce à deux entreprises tricolores, Sanofi et le laboratoire public LFB, ainsi qu'au suisse Novartis. L'enjeu est pourtant loin d'être négligeable : 59 % des médicaments actuellement en développement dans le monde concernent des biothérapies.

« En 2020, les ventes mondiales représentaient 300 milliards de

dollars [280 milliards d'euros] sur un marché du médicament évalué à plus de 1100 milliards de dollars. Et les projections indiquent qu'ils pèseront le double en 2030. C'est un relais de croissance énorme pour l'industrie pharmaceutique », observe Laurent Lafferrère, directeur général de France Biolead, qui fédère les acteurs du secteur. Sans compter l'enjeu de souveraineté : 95 % des biomédicaments consommés dans l'Hexagone sont importés.

Favoriser les synergies

Lancée sous l'impulsion de l'Etat, en décembre 2022, l'association, qui rassemble plus d'une cinquantaine de membres qui interviennent sur tous les maillons de la chaîne du biomédicament, de la recherche à la production, s'attelle, depuis sa création, à structurer la filière, qui avançait jusqu'ici en ordre dispersé. Avec un objectif : faire de la France un futur champion européen.

Depuis dix-huit mois, elle s'est employée, entre autres, à répertorier les différents acteurs de l'écosystème en France pour rendre la filière plus lisible et favoriser les synergies, et s'apprête, le 5 juillet,

En six ans, les capacités de bioproduction tricolores ont augmenté de 60 %

à inaugurer une journée nationale destinée à promouvoir la filière auprès du grand public. Car le secteur recrute. Il ambitionne de doubler ses effectifs d'ici à 2030, pour atteindre 20 000 emplois.

En parallèle, l'association a lancé des travaux afin d'identifier les réponses à apporter aux grands enjeux du secteur, notamment en matière de simplification réglementaire pour encourager la compétitivité de l'industrie tricolore, ou sur les innovations technologiques dans les procédés de fabrication. « Nous devons nous assurer que ces biomédicaments, qui sont aujourd'hui très chers, auront un coût soutenable pour notre système de santé. Il faut pour cela améliorer les rendements pour produire plus, mieux et à moindre coût », explique M. Lafferrère. France Biolead travaille à la mise en place de consortiums pour mutualiser les efforts des industriels.

La filière tricolore s'est mise en ordre de bataille. Cela suffira-t-il à combler le retard ? Le 12 octobre 2021, le président de la République, Emmanuel Macron, fixait un cap clair à l'Hexagone. « L'objectif concret que nous devons nous donner d'ici à 2030, c'est d'avoir au moins vingt biomédicaments », détaillait-il à l'occasion de la présentation du plan France Relance 2030. Dans la foulée, l'Etat débloquent 800 millions d'euros, dont

338 millions à ce jour ont été alloués à 86 projets. « Aux Etats-Unis, ils ont mis 2 milliards de dollars pour la bioproduction, mais cela englobait aussi celle consacrée aux domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'énergie, etc. En France, c'est uniquement pour la santé. Cela montre la volonté de l'Etat sur ce sujet », souligne le patron de France Biolead.

Si l'objectif de vingt biomédicaments produits en France en 2030, jugé « très ambitieux » et même « peu réaliste », selon un rapport publié en octobre 2023 par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, est encore loin d'être atteint, l'Hexagone fait des progrès. En six ans, les capacités de bioproduction en France ont augmenté de 60 %, tandis que les investissements industriels atteignaient 2 milliards d'euros ces trois dernières années, souligne France Biolead. Avec 52 sites de bioproduction, dont 31 dévolus à la fabrication en sous-traitance pour des tiers, l'Hexagone se hisse aujourd'hui sur le haut du podium européen.

Cette position est à nuancer, le tissu de façonniers français étant composé d'une majorité de PME, aux capacités plus faibles, et par ailleurs très peu internationalisées, comparativement au reste du continent. Preuve, toutefois, de l'accélération de la filière, la France a regagné une place dans le classement des biomédicaments en développement. Elle en comptait 584 en cours de développement en 2023, soit environ 20 % du total européen, elle se situe désormais au deuxième rang dans la course, derrière l'Allemagne. ■

ZELIHA CHAFFIN



PERTES & PROFITS | E-COMMERCE
PAR PHILIPPE ESCANDE

Amazon tenté par le modèle chinois

Nul n'est à l'abri des désordres du monde, ni de la nécessité de les embrasser. Amazon en est un parfait exemple. Lors d'une conférence organisée par sa division spécialisée dans les services de cloud, Amazon Web Services (AWS), à Washington, mercredi 26 juin, la présentation du vice-président de la division secteur public, Dave Levy, a été interrompue par des manifestants pro-Gaza accusant l'entreprise de complicité avec Israël. La firme a remporté un contrat en 2021, le « projet Nimbus », avec le gouvernement et l'armée israélienne pour y migrer son infrastructure informatique sur les centres de données, comme Google, autre bénéficiaire de cet accord.

L'activité Amazon Web Services, qui entend désormais séduire les services publics du monde entier, touche du doigt la sensibilité de ce nouveau sujet bien loin de son activité traditionnelle de commerçant.

Métier difficile mais très rémunérateur, il tire les résultats de la firme et explique pour une large part l'explosion de la valorisation boursière du groupe. Ce dernier vient d'entrer dans le club très fermé des entreprises dépassant

2 000 milliards de dollars (1 870,3 milliards d'euros) de capitalisation. Un privilège qu'il doit à l'engouement pour tout ce qui touche à l'intelligence artificielle, dont les innombrables data centers d'AWS.

Mais son activité marchande n'échappe pas aussi aux changements géopolitiques et à la nouvelle donne économique qui s'installe, marquée par l'offensive commerciale chinoise. Dans son domaine, elle a deux noms : Shein, le roi de la mode à prix cassé, et Temu, le superdiscount d'Internet.

Tous deux changent les règles et menacent l'américain jusque dans son pays d'origine. C'est pourquoi, selon le site *The Information*, Amazon entend s'inspirer de leur modèle en aidant les vendeurs chinois qui utilisent sa plate-forme à expédier directement les produits achetés aux clients finaux sans passer par ses centres logistiques américains.

A la clé, une livraison plus rapide et des prix plus bas. Une manière de reprendre pied en Chine, au moment où les tensions se renforcent avec les Etats-Unis. La nouvelle mondialisation s'annonce musclée et cahoteuse. ■

L'Etat rachète la filiale de câbles sous-marins de Nokia

L'Agence des participations de l'Etat prend 80 % du capital d'Alcatel Submarine Networks

Malgré le contexte politique, les affaires continuent pour le ministère de l'économie. Bercy a annoncé, jeudi 27 juin, avoir signé avec Nokia une promesse d'achat portant sur 80 % du capital d'Alcatel Submarine Networks (ASN), la filiale de production et de pose de câbles sous-marins de télécommunications du finlandais.

L'opération valorise l'entreprise à environ 350 millions d'euros, dette comprise. Une fois celle-ci retranchée, l'Agence des participations de l'Etat (APE), qui mène la transaction, déboursa autour de 100 millions d'euros pour acheter ce bloc. La vente devrait être définitivement signée en fin d'année. Nokia conservera les 20 % du capital restant, mais l'Etat dispose d'options pour acheter, à terme, cette part résiduelle.

Le finlandais, qui avait hérité d'ASN en 2015 au moment du rachat d'Alcatel-Lucent, a engagé, il y a environ deux ans, des réflexions sur l'avenir de cette société dans son périmètre. « Les repreneurs potentiels ne nous convenaient pas totalement, c'est pourquoi nous avons décidé de réaliser cette acquisition en direct », explique Bercy, convaincu du caractère stratégique de cette société : 99 % du trafic Internet mondial transite par des câbles sous-marins et, avec sa façade maritime, la France est un centre névralgique du réseau.

Le sabotage, en 2022, du gazoduc Nord Stream, en mer Baltique, a montré la vulnérabilité potentielle des infrastructures sous-marines. Or, en plus de son usine de production de câbles de Calais (Pas-de-Calais), la plus importante d'Europe, ASN dispose d'une flotte de sept navires, dont deux spécialement destinés à des opérations de réparation ou de maintenance.

ASN, que Nokia avait déjà tenté de vendre fin 2018, a profité ces dernières années d'une explosion de son marché sous l'impulsion des géants du numérique, comme Google et Facebook, devenus les plus gros installateurs de câbles sous-marins au monde.

Son chiffre d'affaires a doublé en cinq ans (1,12 milliard d'euros en 2023), et le câblia a investi plus de 100 millions d'euros en 2021 et 2022 pour augmenter les capacités de production et de stockage de son usine calaisienne, où il emploie en direct un peu plus de 600 personnes et environ 400 salariés sous-traitants. ASN, qui dispose aussi d'une usine à Greenwich, près de Londres, se partage le marché avec l'américain SubCom et le japonais NEC.

«Aucun sujet sur les effectifs»

Ces derniers mois, les syndicats d'ASN s'inquiétaient des difficultés de la société à rentabiliser ces nouvelles lignes et d'un ralentissement du rythme de production. Même si le marché mondial des câbles est cyclique, « la société reste sur une trajectoire de croissance, et il n'y a, à ce stade, aucun sujet sur les effectifs », dit Bercy. ASN n'est pas concernée par le plan de départs volontaires en cours de négociations dans les autres filiales françaises de Nokia.

Même si les négociations avec Nokia ont commencé un peu plus d'un an avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, cette acquisition, « totalement dans le périmètre de ce que le gouvernement a le droit de faire, avec des crédits votés », peut servir d'argument électoral. Elle « démontre une attention aux questions de souveraineté bien supérieure à celle des précédents gouvernements », insiste le cabinet du ministre de l'économie, Bruno Le Maire. ■

OLIVIER PINAUD

Droits TV de la Ligue 1 : Vincent Labrune sur la défensive devant les sénateurs

Le président de la Ligue de football professionnel a été auditionné durant près de trois heures

Je ne crois pas à l'hypothèse du désastre. » Devant la mission d'information du Sénat sur les fonds d'investissement dans le football professionnel français, Vincent Labrune a péniblement tenté, mercredi 26 juin, durant près de trois heures, de convaincre son auditoire que les clubs hexagonaux ne sortiront pas exsangues du feuilleton à rallonge de la vente des droits télévisés de la Ligue 1 pour le cycle 2024-2029.

Veste bleue et fines lunettes, le président de la Ligue de football professionnel (LFP) a été auditionné par la mission d'information à un moment charnière. Faute d'accord de distribution entre les chaînes BeIN Sports et Canal+, la LFP n'a toujours pas trouvé de diffuseur pour la prochaine saison du championnat de France. Alors que le contrat de droits télévisés (2021-2024) expire le 30 juin, la Ligue planche dans l'urgence sur un « plan B » aventureux, qui consisterait à créer et à commercialiser sa proche chaîne avec l'intégralité des matchs de Ligue 1.

« On n'a pas réussi [à trouver un diffuseur], j'en prends ma part. Il y a un chemin qui sera sans doute moins bénéfique pour les clubs si on n'arrive pas à trouver un accord avec Canal+, a concédé M. Labrune. Mais il y a un chemin qui est tout simplement de faire d'une

contrainte théorique une opportunité (...), en essayant de créer notre propre média. »

Sous le feu roulant des questions du rapporteur de la mission, Michel Savin (Isère, Les Républicains), M. Labrune a admis ne pas être le « maître des horloges » dans ce dossier, soulignant le « sentiment de trahison » éprouvé par Canal+, propriété de Vincent Bolloré, depuis la défaillance financière de Mediapro et le rachat des droits télévisés de la Ligue 1, en 2021, par Amazon.

Dos au mur, M. Labrune a été principalement questionné sur la création, en 2022, par la LFP, d'une société commerciale, LFP Media, en vertu d'un accord avec le fonds d'investissement luxembourgeois CVC Capital Partners. Ledit accord prévoit la cession de 13 % du capital de LFP Media pour 1,5 milliard d'euros et le versement, en échange, à CVC de 13 % du bénéfice de la société commerciale.

M. Labrune a reconnu que la question de la « durée » de cet « accord exceptionnel avec CVC » ne s'était jamais posée lors des négociations avec le fonds. Devant un auditoire sceptique, il a loué un « modèle gagnant-gagnant », qui « protège les clubs énormément en cas de baisse des droits télévisés ».

Loin de partager son enthousiasme, les sénateurs ont mis en

avant le « décalage » entre le « plan d'affaires », les prévisions commerciales optimistes de la LFP en 2022 et « la situation financière et l'inquiétude de beaucoup de clubs », bien en peine « d'élaborer leur budget sans connaître le montant des droits » domestiques.

Sans masquer son agacement, M. Labrune a balayé le scénario d'un éventuel « crash », tout en soulignant le « doublement » du montant des droits TV internationaux et les autres sources de revenus de la LFP. « On n'est pas des court-termistes à la petite semaine (...). L'histoire et le temps jugeront », a-t-il assuré, écartant l'option d'un étalement des premiers paiements dus à CVC cet été.

Un bonus de 3 millions d'euros

Les sénateurs ont également interrogé M. Labrune sur le montant de sa rémunération (1,2 million d'euros brut annuel) ainsi que de ses « gratifications » (200 000 euros de remboursement de frais annuels). L'ancien communicant a justifié cette multiplication par trois de son salaire, votée en 2022 par le conseil d'administration de la LFP, par son « investissement » et « le succès de l'opération » avec CVC.

Une opération qui a donné lieu au paiement d'un bonus de 3 millions d'euros à M. Labrune, pris sur

une enveloppe de 37,5 millions d'honoraires versés aux banques d'affaires et au cabinet d'avocats impliqué dans l'accord avec CVC.

S'il affirme n'avoir jamais touché un « bonus fixe de 300 000 euros et un bonus variable », pourtant validés par le conseil d'administration de la LFP, M. Labrune s'est également engagé à « remettre à plat » une « indemnité forfaitaire de fin de mandat de plus de 5 millions d'euros », votée en octobre 2020 par les administrateurs de la Ligue sur la base d'une disposition déjà prévue pour les anciens directeurs généraux de la LFP.

M. Labrune a ainsi promis de « revoir », lors du « prochain » conseil d'administration de la Ligue, le montant de « cette clause de départ ou de non-réélection ». L'homme d'affaires a toutefois indiqué vouloir porter son projet « le plus longtemps possible, y compris lors de la mandature prochaine », à partir de septembre, ajoutant qu'il n'est « pas encore parti ».

« J'ai compris que vous étiez candidat à votre succession aujourd'hui », a ironisé M. Savin, qui doit rendre son rapport après l'été. L'avenir politique de M. Labrune dépend pourtant étroitement de l'issue de l'épineux dossier des droits télévisés. ■

RÉMI DUPRÉ



en vente
actuellement

En kiosque



Dès mercredi 26 juin



Dès mercredi 26 juin



Dès jeudi 27 juin



Dès jeudi 27 juin



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr





Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Marc AMBROISE-RENDU,
journaliste au *Monde*
de 1974 à 1995,
président d'honneur
d'IDF Environnement,
chevalier de la Légion d'honneur,

s'est éteint le 24 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Nous lui dirons adieu ensemble
le vendredi 28 juin, à 15 h 30, au
cimetière parisien de Bagneux (Hauts-
de-Seine).

De la part de
Catherine et Anne-Claude Ambroise-
Rendu,
ses filles,
Océane, Geneviève, Orphée, Iris,
Garance, Lorraine, Lys, Mathilde, Loup,
Marcel,
ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
La famille Ambroise-Rendu,
Gwen Lecoin
Et ses amis.

Le conseil de surveillance,
Le directoire
Et toute l'équipe de la Fondation
pour la Recherche Médicale (FRM),

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BESSIS.

Ils s'associent à sa famille pour lui
rendre hommage.

La Fondation Simone, Claude et Jean-
Pierre Bessis, créée en 1919, sous l'égide
de la Fondation pour la Recherche
Médicale, apporte un soutien essentiel
à la recherche sur la maladie de
Parkinson.

Jean-Claude Bernard,
son époux,
Jacques et Marieke, Valérie et Jean,
ses enfants et leurs conjoints,
Octave, Violette et Titien,
ses petits-enfants,

font part du décès de

**Françoise
DEBERDT-BERNARD**,
artiste peintre,

survenu le 22 juin 2024,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu ce jeudi
27 juin, à 11 h 30, au cimetière du
Montparnasse, Paris 14^e.

Françoise souhaitait que ses
obsèques soient pleines de couleurs.

Paris. Tunis.

M^{me} Nicole El Karoui,
née Schwartz,
son épouse,
Meriem et Jean-Philippe, Hakim et
Delphine, Nouredine et Elizabeth,
Khalil et Amélie, Imen et Florent,
ses enfants et leurs conjoints,
Ses seize petits-enfants,
Les familles Karoui, Ghalloussi,
Ben Salah, Khessaïri, Aounallah,
Ghorbel, Haddad et Schwartz,

ont la douleur de faire part du rappel
à Dieu de

Mohamed Fayçal EL KAROUI,
né le 26 juin 1937,
anthropologue et économiste,

le 13 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation a eu lieu le 15 juin,
à Sousse (Tunisie).

Catherine Fischhof,
sa nièce,
Sylvie Fischof,
Martine Lesage,
Pierre Fischof,
Michel Fischof,
ses nièces et ses neveux
ainsi que tous leurs enfants et petits-
enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Liliane FISCHHOF,

survenu à Paris, le dimanche 23 juin
2024, à l'âge de cent deux ans.

La cérémonie aura lieu le lundi
1^{er} juillet, à 13 heures, en la salle
Mauméjean du crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, 71, rue
des Rondeaux, Paris 20^e, suivie de la
crémation.

Le père Provincial de
la Compagnie de Jésus,
Sa communauté
Et sa famille,

font part du retour à Dieu du

père Pierre GIBERT,

décédé à Paris, le samedi 22 juin 2024,
dans sa quatre-vingt-huitième année
et la soixante-cinquième de sa vie
religieuse.

Les funérailles ont été célébrées le
mercredi 26 juin, à 14 h 30, en l'église
Saint-François-d'Assise, 92, rue Sadi-
Carnot, à Vanves (Hauts-de-Seine).

Paris.

Alain David,
président,
Les membres
du conseil d'administration
et du comité de direction
de la Fondation ACTION ENFANCE,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bruno GIRAUD,
administrateur,
secrétaire
du conseil d'administration
de la Fondation ACTION ENFANCE,

survenu le 21 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 28 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-
Dame-de-l'Assomption, Paris 16^e.

Solange Goguel, née Prim,
son épouse,
Jérôme, Perrine et Mathieu Goguel,
ses enfants et leurs conjoints,
Caroline, Elsa, Karla et Gaspard,
ses petits-enfants,
Ses frère, sœurs,
beaux-frères et belles-sœurs,

ont la tristesse d'annoncer le décès,
survenu le 18 mai 2024, à l'âge de
quatre-vingt-sept ans, de

Claude GOGUEL,
X 57,
administrateur de l'INSEE,
ancien secrétaire général
d'Alcatel-France.

Ses obsèques se dérouleront au
Temple de Mens (Isère), le 5 juillet, à
14 heures.

24, rue des Aigues Marines,
44210 Pornic.
jerome@goguel.eu
perrine.goguel@gmail.com

Guillaume, Marion, Vincent, Paul,
Pierre,
ses enfants,
leurs enfants et petits-enfants,
Corinne et Stéphanie,
ses nièces
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul LEROUX,
directeur de recherche au CNRS,
professeur émérite
à l'université René Descartes,

survenu à Paris, le 13 juin 2024, dans
sa quatre-vingt-neuvième année.

Nous lui rendrons un dernier
hommage le vendredi 28 juin, à
15 heures, au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Vincennes. Paris. La Ferrière.

Nathalie, Nicolas,
sa fratrie,
Alexandre,
son beau-frère,
Nausicaa, Georges, Achille,
ses neveux
Et Claudia,
son amie,

ont la grande douleur de faire part
du décès de

**M^{me} Anne-Sophie
OSTAPTZEFF**,

survenu le 20 juin 2024, à La Ferrière,
à l'âge de cinquante ans.

Anne-Sophie repose au funérarium
Bremand Rousseau, 3, rue des Landes
Clouées, à La Ferrière.

Une cérémonie civile a été célébrée
le mardi 25 juin, à 17 h 30, au
crématorium de Vendée, à Olonne-
sur-Mer.

Claire et Emmanuel Perrin,
ses enfants,
L'ensemble de sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christiane PERRIN,
née MASSARDIER,
retraîtée
de l'enseignement supérieur,

survenu à Paris, le 21 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le mercredi
3 juillet, à 14 h 30, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

M^{me} Olivier Puyplat,
née Dominique Cibié,
son épouse,
Vincent Puyplat,
Vanessa et Hervé Puyplat,
ses enfants,
Thomas, Arthur, Victor, Félix, Oscar,
Inès, Margot Puyplat,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part
du décès, en son domicile à Crans
Montana, de

Olivier PUYPLAT,
X 60,

survenu le 19 juin 2024.

Les obsèques seront célébrées en
l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-
Seine, 90, avenue du Roule, le vendredi
28 juin, à 10 h 30.

Dominique Puyplat,
Chalet Riant Coteau,
2, allée Katherine Mansfield,
Crans Montana,
3963 CH.
dominiquecibie@gmail.com

Maryse Bougain,
son épouse,
Barbara, Sébastien et Renaud,
ses enfants,
Layla et Clara,
ses petites-filles,
Patricia et Floria,
ses belles-filles,

ont la tristesse de faire part de la
disparition de

Michel ROMAGNAN,
professeur de SVT
et syndicaliste,

survenu le 10 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie d'adieux a eu lieu au
crématorium d'Annecy, le 19 juin.

Bruno Cotte,
président,
Bernard Stirn,
secrétaire perpétuel,
Et les membres de l'Académie des
sciences morales et politiques,

ont la tristesse de faire part de la
disparition de leur confrère,

Bertrand SAINT SERNIN,
membre de l'Institut,

survenue le 24 juin 2024.

Les obsèques seront célébrées le
lundi 1^{er} juillet, à 10 heures, en l'église
Saint-Louis de Brest, 51, rue Jean-Macé,
à Brest (Finistère).

Nadine Vasseur, Alain Vasseur,
Antoine Trojani-Vasseur,
ses enfants,
Sophie Trojani,
sa belle fille,

Emile, Louise, Benoit, Chloé,
Constantin,
ses petits-enfants,
Hortense, Victoire, Coline, Sacha,
ses arrière-petits-enfants,

Michel et Philippe Trétiack,
ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès de

Guy VASSEUR,

survenu le 22 juin 2024, à Paris, dans
sa quatre-vingt-dix-septième année.

Il fut un père et un grand-père
profondément aimé.

L'inhumation aura lieu le samedi
29 juin, à 11 h 30, au cimetière des
Batignolles, 8, rue Saint-Just, Paris 17^e.


Catherine, Agnès, Valérie, Sophie,
ses filles,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Claude WEILL,

survenu le lundi 24 juin 2024.

Un dernier hommage lui sera
rendu dans la plus stricte intimité.



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

avis de décès
condoléances
remerciements
avis de messe...



Le Carnet

Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr
Prix à la ligne : 30 € TTC.

Depuis 2017, le Suprême Conseil
de France, entouré de plusieurs
organisations maçonniques de rite
écossais, remet des prix à des thèses de
doctorat dont la nature ou les effets
peuvent stimuler la recherche autour
des valeurs du Rite écossais ancien
et accepté dans l'enseignement
supérieur.

Le mercredi 5 juin 2024 ont été
décerné le Prix 2024 et neuf accessits.

Le **Suprême Conseil de France** a
décerné son 8^e prix de thèse à :
M^{me} Pauline Ducret pour sa thèse de
doctorat en histoire ancienne : « La
dynamique du chantier. Construire à
Rome et dans le Latium du 4^e s. av.
J.-C. au 1^{er} s. ap. J.-C. », soutenue à
l'université Paris 8 (Saint-Denis).

Le **Suprême Conseil de France** a
attribué un accessit à : **M^{me} Anne
Lempicki** pour sa thèse de doctorat
en Arts du spectacle : « Poétique et
théâtralité de la chute des corps dans
les créations artistiques (Alain Platel,
Yoann Bourgeois, Philippe Ramette,
Kerry Skarbakka) », soutenue à
l'université Polytechnique des
Hauts-de-France (Valenciennes).

La **Grande Loge de France** a
attribué un accessit à : **M. Jean-Marie
John-Mathews** pour sa thèse de
doctorat en sciences de gestion :
« L'éthique de l'intelligence artificielle
en pratique. Enjeux et limites »,
soutenue à l'université Paris-Saclay.

Le **Suprême Conseil de Belgique** a
attribué un accessit à : **M. Julien
Decharneux** pour sa thèse de
doctorat en sciences des religions :
« Creation and Contemplation. The
Cosmology of the Qur'an and Its Late
Antique Background », soutenue à
l'Université libre de Bruxelles.

Le **Suprême Conseil du Bénin** a
attribué un accessit à : **M. Dominique
Leroy** pour sa thèse de doctorat
en sciences de l'information et de
la communication : « D'un secret qui
n'en serait pas un... Paradoxes
communicationnels du "secret
maçonnique" », soutenue à l'université
de Bourgogne Franche-Comté.

Le **Suprême Conseil féminin de
France** a attribué un accessit à :
M^{me} Marion Blancher pour sa thèse
de doctorat en philosophie : « Vivre
vraiment. Seuil et Persévérance, avec
Spinoza », soutenue à l'École normale
supérieure de Lyon.

Le **Suprême Conseil des cultures
et de la spiritualité** a attribué un
accessit à : **M. Grégory Moigne** pour
sa thèse de doctorat en langue,
littérature et culture bretonnes :
« Le druidisme en Bretagne :
militantisme celtique, spiritualité
paienne et naturalisme holistique »,
soutenue à l'université de Bretagne-
Occidentale.

La **Fédération française de l'ordre
maçonnique mixte international**
« Droit Humain » a attribué un
accessit à : **M. Marc-Antoine Pencilé**
pour sa thèse de doctorat en
philosophie : « Voir et pouvoir.
Apports et limites du concept de
surveillance pour la théorie sociale »,
soutenue à l'université Paris-
Nanterre.

Le **Grand Collège des rites écossais
du Grand Orient de France** a attribué
un accessit à : **M^{me} Pauline Guillemet**
pour sa thèse de doctorat en histoire :
« L'œil et la pierre. John Ruskin et le
Gothic Revival : le gothique comme
outil de la critique sociale (Grande-
Bretagne, 1837-1919) », soutenue à
l'université Gustave-Eiffel (Paris
Créteil).

L'**Institut Maçonnique de France**
a attribué un accessit à : **M. Étienne
Leterrier** pour sa thèse de doctorat
en littérature comparée : « L'histoire
et son remède. Cagliostro, mage et
charlatan : genèse, apogée et déclin
d'une figure mythique en Europe
(1775-1924) », soutenue à Sorbonne
Université.

<https://www.scdf.net>

Avec le RN, vers une contre-révolution culturelle

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DANS SES ŒUVRES 1/2 S’il devait arriver au pouvoir après les législatives des 30 juin et 7 juillet, le parti d’extrême droite provoquerait une rupture dans un secteur réputé de gauche, en favorisant notamment le patrimoine au détriment de la création

Le monde de la culture est en panique. Ça se voit sur les visages. Beaucoup le disent. « *Un coup de massue* », murmure un cadre du secteur. « *On n’ose même pas en parler entre nous tellement on est épouvantés* », ajoute un autre. Des créateurs « *épouvantés* » d’imaginer, dans quelques jours, une figure de l’extrême droite devenir ministre et s’asseoir dans le fauteuil d’André Malraux ou de Jack Lang.

Chacun se fait peur à imaginer tel patron de théâtre viré, telle subvention réduite. Que deviendra, parmi cent autres sujets, le projet de loi sur les restitutions de biens culturels à l’Afrique ? « *Je ne vois pas comment un texte reconnaissant la culpabilité de la France dans les spoliations coloniales pourrait passer* », murmure le sénateur communiste des Hauts-de-Seine, Pierre Ouzoulias.

La culture panique pour une raison simple. Depuis la création du ministère, en 1959, le secteur connaît tant bien que mal un consensus entre droite et gauche sur deux actions à mener : protéger le patrimoine et défendre la création. En s’appuyant sur des experts. Une rupture se profile, tant le Rassemblement national (RN) est hostile à un secteur réputé de gauche et produisant un art de gauche, qu’il juge bien-pensant et abscons. En retour, le monde culturel croque l’extrême droite en diable censeur. A partir de là, construire ensemble devient compliqué.

La culture a peur, tant le RN pourrait agir vite et fort s’il accède au pouvoir, « *faire un coup d’éclat et affirmer ses idées* », résume François Lecercle, vice-président de l’Observatoire de la liberté de création. Il n’y a pas besoin d’argent pour mener un combat qui sera d’abord identitaire. C’est la voie tracée par Giorgia Meloni dans la Botte : imposer des Italiens à la tête des musées ou des opéras et privilégier les œuvres favorisant un « *nouvel imaginaire national* ».

En France, il y a des précédents. Dans les années 1990, Jean-Marie Le Pen répétait qu’il fallait couper tout argent aux « *encultureurs* », et le théoricien culturel du mouvement, Bruno Mégret, confiait au *Monde* qu’au « *terrorisme intellectuel de la gauche* » il fallait opposer le triptyque « *racines, tradition, identité* ». C’est avec ce bréviaire que les maires Front national (FN, ancêtre du RN) de Toulon, de Marignane (Bouches-du-Rhône), de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et d’Orange (Vaucluse), au milieu des années 1990, ont détruit le paysage culturel de leur ville. Le retentissement fut énorme – surtout à Paris. La subvention aux Chorégies d’Orange est supprimée alors qu’il s’agit du festival d’art lyrique le plus populaire de France. A Vitrolles, la directrice du cinéma municipal est virée, la subvention au café-concert Le Sous-Marin est annulée, et sa porte murée. A Toulon, le directeur du théâtre de Châteauevallon est licencié pour avoir, entre autres, accueilli le groupe rap NTM, et une fontaine conçue par l’artiste René Guifrey est détruite au bulldozer. On estime à

plusieurs dizaines les associations culturelles liquidées dans ces quatre villes.

Marine Le Pen n’a jamais brandi cet épisode en modèle. Au contraire, dit aujourd’hui Louis Aliot, maire (RN) de Perpignan, au *Monde* : « *Le FN a beaucoup déconné avec la culture, et les maires des années 1990 se sont trompés en voulant imposer leur vision sur l’art. Il faut laisser ce qui existe et ajouter autre chose si on n’est pas content.* »

Cette « *positive attitude* » est mise en avant pour les élections régionales de 2015. Elle est incarnée par une recrue de droite, Sébastien Chenu, militant homosexuel (il est le fondateur de l’association GayLib), qui a des réseaux dans la mode, la culture, les médias. Présenté comme « *l’homo de Marine* », il crée le collectif Clic (« *culture, libertés et création* »), avec pour objectif de rassurer le secteur. C’est l’époque où Marine Le Pen dit son goût pour Victor Hugo ou la chanson française et écrit une lettre aux artistes : « *Je tenais à vous dire combien vous comptez à mes yeux.* »

LE PUBLIC CONTRE LES EXPERTS

Cette campagne de séduction n’est que vernis. Les mots doux sont contredits par d’autres, dénonçant des créateurs « *dérangés* » (Marion Maréchal) ou un « *art dégénéré* » (Stéphane Ravier, sénateur des Bouches-du-Rhône), expression empruntée au régime nazi. Et puis, un programme tarde à venir. Le 4 juillet 2021, lors d’un congrès du RN à Perpignan, Sébastien Chenu est chargé d’en parler. Le chercheur Nicolas Lebourg, spécialiste de l’extrême droite, est présent et il n’en revient toujours pas : « *Chenu n’a fait que dénoncer le wokisme sur Twitter. C’était extravagant.* » Nous revient une autre confidence de Bruno Mégret : « *La guerre culturelle, c’est dénoncer plutôt que défendre.* »

Nous en sommes encore là. Le projet culturel de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022 est mince. Nous avons alors épluché les déclarations d’élus RN à l’Assemblée nationale et dans les conseils régionaux. Ces derniers « *passent au crible les propositions, mais ne proposent rien de concret* », constate Caroline Reys, élue écologiste de la région Grand-Est.

Critiquer favorise les avis désordonnés. Marine Le Pen répète qu’elle ne touchera pas au régime des intermittents du spectacle alors que Marion Maréchal – qui a apporté son soutien aux candidats du parti pour les législatives du 30 juin et du 7 juillet – veut le supprimer, le jugeant « *ruineux* ». Les députés Jean-Philippe Tanguy (Somme) et Sophie Blanc (Pyrénées-Orientales) veulent que les mangas sortent de l’offre du Pass culture, mais d’autres sont plus hésitants. La privatisation de l’audiovisuel public est une priorité du mouvement, mais Jordan Bardella souhaite d’abord en étudier la faisabilité.

Quant aux emblèmes du pays, les théâtres, musées, monuments ou salles de musique, qui aspirent l’essentiel des subventions, il est impossible de savoir s’ils seront dans le collimateur. Ceux que nous avons contactés jurent ne pas avoir été approchés par des

« LE FRONT NATIONAL A BEAUCOUP DÉCONNÉ AVEC LA CULTURE, ET LES MAIRES DES ANNÉES 1990 SE SONT TROMPÉS EN VOULANT IMPOSER LEUR VISION SUR L’ART »

LOUIS ALIOT
maire (RN) de Perpignan

émissaires RN. Les maisons d’opéra sont associées par certains à un entre-soi élitiste, mais il y a un an, Sébastien Chenu leur a envoyé une lettre enjôleuse : « *Les opéras restent un des joyaux de notre culture et incarnent un héritage culturel.* »

Qui croire au RN ? Difficile de répondre. Au-delà des mots rugueux, il ressort néanmoins de vingt ans de programmes une continuité entre le FN du père et le RN de sa fille. Le patrimoine reste la grande priorité et l’outil du « *redressement moral du pays* ». Marine Le Pen propose d’en tripler les crédits pour les porter à 1 milliard d’euros, sans oublier une palette de mesures fiscales favorisant les propriétaires de châteaux ou de bastides et l’instauration d’un service national du patrimoine de six mois pour les volontaires de 18 à 24 ans. Le RN a même porté une proposition de loi visant à inscrire la protection du patrimoine dans la Constitution.

Les plus radicaux pensent que l’action culturelle de l’Etat doit se limiter à ce patrimoine, aux musées, au théâtre de répertoire français, aux bibliothèques, à la musique classique, qui participent d’une « *France éternelle* » et ont l’avantage de ne pas descendre dans la rue. Couvrir d’argent le patrimoine implique de brimer le secteur de la création, tout ce qui est vivant et actuel, mais jugé indocile et incontrôlable. Marine Le Pen a beau dire, le 15 avril 2022, sur France Bleu Vaucluse, que ce secteur « *n’a pas de raisons de s’inquiéter* » et qu’elle ne touchera pas aux festivals, le sociologue Emmanuel Négrier, spécialiste de la création, prend cet engagement « *avec une infinie prudence* ».

Les cadres du RN jouent en effet une carte qui peut faire mouche au-delà de leur électorat : incarner le goût du public contre celui des experts. Par exemple, assimiler l’art contemporain à une « *insulte au beau* ». Marie-Caroline Le Pen, sœur aînée de Marine et conseillère régionale d’Île-de-France, feraille sans relâche contre l’achat d’œuvres par le fonds régional d’art contemporain (FRAC), dont elle a voulu sabrer le budget d’acquisition de 305 000 euros. Elle s’indigne de voir « *des millions* » jetés par la fenêtre pour des toiles « *dormant depuis quarante ans dans des entrepôts* », suggère même d’en vendre certaines pour en tester la valeur – sous-entendu : celle-ci est nulle.

La directrice de ce FRAC, Céline Poulin, ne se fait pas d’illusions : « *L’objectif affiché du RN est l’arrêt de la collection, ce qui reviendrait à notre disparition pure et simple.* » La peur est la même chez la cinquantaine de centres d’art labellisés. Directrice de Bétonsalon, à Paris, Emilie Renard constate en effet des « *tentatives répétées du RN à censurer les œuvres* ».

Jouer le public contre les experts permet aussi de contester les subventions et les œuvres qui en profitent. Cet angle d’attaque préfigure un changement radical si le RN accède au pouvoir, reconnaît Louis Aliot : « *L’argent du contribuable ne peut pas servir à subventionner une seule culture, toujours dans le même sens.* »

Une autre culture est à chercher du côté de la création locale, des artistes régionaux, des oubliés de Paris et de ses stars mondialisées. C’est la même Marie-Caroline Le Pen qui, en décembre 2022, en appelle à la défense d’un courant artistique « *francilien* », à l’image de « *l’école de Barbizon pour la peinture paysagiste du XIX^e siècle* ». C’est Christelle Ritz, élue de la région Grand-Est, qui défend « *les vrais acteurs culturels de nos villes et de nos villages* », propose un festival ancré dans chaque département, vante « *les bâtisses alsaciennes ou les églises et maisons en pans de bois en Champagne* ».

L’ancrage local renvoie à un sujet dont Marine Le Pen est la première à s’emparer, en 2017, dans un discours au Mont-Saint-Michel : défendre le Patrimoine culturel immatériel. Ce champ est mis en valeur par l’Unesco en 2003 – fêtes et danses traditionnelles, artisanat, processions, costumes, chorales, recettes de cuisine – dans le but de contrebalancer un patrimoine matériel qui, lui, est jugé trop à l’avantage de l’Occident.

Le RN détourne le concept pour le réduire à un folklore rangé sous la bannière bleu-blanc-rouge. « *Désolant* », tranche un responsable de l’Unesco voulant rester anonyme. Mais efficace. Ce « *patrimoine* » modeste fait écho à un dada de l’extrême droite : porter haut nos couleurs, financer les artistes français d’abord, privilégier les œuvres qui racontent les grandes heures de notre histoire, défendre la langue française, la francophonie, étriller l’écriture inclusive.

LUTTER CONTRE LE « WOKISME »

C’est un gros point de friction avec un monde culturel ignorant les frontières. « *Presque JAMAIS nos impôts ne financent des films et séries valorisant les périodes glorieuses et héros de notre histoire, de Jeanne d’Arc à la France libre* », se désole, sur X, le député de Moselle Alexandre Loubet, en 2022. Le plus virulent est le député de l’Yonne Julien Odoul, qui multiplie les tweets assassins, par exemple quand il qualifie l’écriture inclusive de « *cancer* » propre à « *détruire l’héritage de la France* ».

Ces saillies cernent un projet culturel plus existentiel que programmatique. Il ne s’agit pas tant d’évoquer la place de la lecture, du théâtre, des musées ou de l’opéra dans la société que de lutter contre le « *wokisme* ». Le terme revient souvent, et sa définition par l’extrême droite est souple : des œuvres qui





BORIS SÉMÉNIAKO

sapent l'identité et la famille chrétienne, défendent l'islam et les migrants, font du prosélytisme LGBT, salissent la France, ses institutions, sa police... La liste est longue, manœuvre habile pour s'en prendre à la création et en limiter le financement.

Les cadres du RN, a contrario, tiennent leur modèle : le film *Vaincre ou mourir*, sorti en janvier 2023, qui raconte l'insurrection en 1793 des « valeureux » catholiques vendéens contre les « infâmes » républicains, qui plus est tourné sur le site du Puy du Fou, bastion de la famille de Villiers, avec un fort appui de Canal+ de Vincent Bolloré et 200 000 euros de la région Pays de la Loire.

Le combat antiwoke de l'extrême droite se traduit en des dizaines d'interventions dans les régions. Cette abondante littérature est condensée dans un amendement déposé il y a six mois par les élus de Reconquête !, le parti d'Eric Zemmour, au conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes. Ces derniers demandent de « couper définitivement tout lien avec des dépenses communautaristes, wokistes et LGBT dans le domaine de la culture ».

Le plus souvent, ces résolutions sont repoussées, à l'Assemblée nationale comme dans les régions. Pourtant, l'influence culturelle du RN est forte, le mouvement ayant des alliés redoutables, sous la forme d'associations et de groupes d'ultradroite visant à défendre les valeurs chrétiennes intégristes et la famille traditionnelle. Citons parmi d'autres l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (Agrif), dont la cible est l'art contemporain, Civitas, aujourd'hui dissous, qui visait le cinéma, ou Les Natifs, héritier de Génération identitaire.

Ces groupes bataillent dans la rue, les médias, au tribunal et surtout sur Internet. La chaîne CNews ou l'émission « TPMP » de Cyril Hanouna sont des relais précieux. « *Un "raid" culturel est souvent initié par un groupe d'extrême droite sur le réseau social X, puis il est relayé par des élus RN ou de Reconquête !, il est ensuite repris par des médias et prolongé par des particuliers se voyant acteurs d'un combat* », analyse David Doucet, coauteur de *La Fachosphère* (Flammarion, 2016).

Cette constellation vise d'abord à insulter des figures culturelles populaires, par exemple la chanteuse franco-malienne Aya Nakamura, qui pourrait interpréter une chanson d'Edith Piaf lors de la cérémonie d'ouverture

des Jeux olympiques de Paris, le 26 juillet. Le raid part du groupe identitaire Les Natifs, diffusant le 10 mars la photo de la chanteuse francophone la plus écoutée au monde avec la banderole : « *Ici c'est Paris, pas le marché de Bamako*. » Marion Maréchal prend le relais, le 12 mars : « *Elle ne chante pas en français*. » Suit Julien Odoul sur X, le 15 mars : « *Pourquoi devrait-on s'infliger de mettre en avant une apôtre de la décadence linguistique et culturelle ?* »

Les rappeurs sont d'autres cibles de choix. Le député (RN) de Moselle Laurent Jacobelli a exhorté, en avril, les élus de la région Grand-Est à ne pas voter une subvention à une salle de Nancy programmant Kalash Criminel, un rappeur qui « appelle des jeunes à tuer des policiers ».

MENACES SUR LE CINÉMA

On a beaucoup évoqué, l'hiver 2022-2023, le combat d'artistes et de féministes, résolument à gauche, pour faire annuler une exposition du dessinateur Bastien Vivès au festival de bande dessinée d'Angoulême, en raison de trois albums qu'elles assimilaient à de la « pédopornographie ». On oublie un peu que la personne qui a lancé la charge est Caroline Parmentier, députée (RN) du Pas-de-Calais, ex-rédactrice en chef du quotidien d'extrême droite à tendance catholique traditionaliste *Présent*, et devenue la plus proche conseillère de Marine Le Pen.

C'est la même Caroline Parmentier qui a ferrailé contre le tableau *Fuck Abstraction !*, de l'artiste suisse Miriam Cahn, exposé au Palais de Tokyo en 2023, estimant qu'on y voyait un enfant faire une fellation à un adulte. Les réseaux sociaux ont pris le relais, jusqu'à ce qu'un ancien élu FN asperge la toile d'encre fuchsia. Marine Le Pen a condamné le vandalisme, alors que Caroline Parmentier est restée muette.

« *Le RN veut nous endormir en prétendant être devenu respectable, mais son vrai visage, c'est la censure* », confie au *Monde* l'ancienne ministre de la culture Rima Abdul Malak, régulièrement prise à partie par le groupe RN à l'Assemblée nationale. François Lecercle abonde : « *Ce mouvement essaie de se respectable, mais le groupe de fanatiques qui les soutient se sent les coudées franches. On peut craindre le pire s'ils arrivent au pouvoir*. »

Prenons le cinéma. La Société des réalisateurs français (SRF) constate, depuis deux ans, des « pressions fortes » de l'extrême

droite contre des films de fiction comme des documentaires. D'abord au moment de leur financement par les régions, avec des élus RN faisant alliance avec la droite pour réduire les subventions. Ensuite lors de la sortie en salle. S'invite ici la plate-forme AlloCiné, où les spectateurs notent les longs-métrages. « *Des films sur les migrants ou qui s'interrogent sur les violences policières font l'objet de raids massifs de l'extrême droite, délivrant des notes épouvantables afin qu'ils soient peu vus* », assurent les cinéastes Fleur Albert et Christophe Cognet, chargés par la SRF de piloter une cellule de veille.

Ces derniers citent *Quelques jours pas plus*, de Julie Navarro, sorti le 3 avril, où un ancien journaliste (Benjamin Biolay) cherche à séduire Mathilde (Camille Cottin), qui aide des migrants. Dès la mise en ligne de la bande-annonce, bien avant la sortie en salle, le film fait l'objet de 971 commentaires haineux sur la page Facebook du distributeur. La campagne s'est ensuite reportée sur AlloCiné, avec des notes désastreuses entre 0 et 1 sur 5.

Le destin de ce film reprend celui, six mois auparavant, d'*Avant que les flammes ne s'éteignent*, de Mehdi Fikri, qui raconte le combat d'une femme (Camélia Jordana, cible récurrente de l'extrême droite) dont le frère a été tué par la police : des assauts racistes sur AlloCiné, puis des attaques venant de la chaîne CNews, enfin les mots moqueurs de Christelle Ritz sur un film militant à la subvention haute et aux entrées basses.

La SRF s'inquiète plus largement de menaces que l'extrême droite fait peser sur des salles de cinéma, des producteurs et des distributeurs, afin que des films aux sujets « problématiques » soient raréfiés. « *C'est toute la culture qui est attaquée* », préviennent Fleur Albert et Christophe Cognet.

Cédric Siré, patron de Webedia, maison mère d'AlloCiné, s'inquiète de raids communautaires en hausse, visant à « détruire » l'image d'un film. « *Nous sommes très vigilants et veillons à annihiler ces attaques*. » Mais il ajoute : « *Attention à ne pas fantasmer l'importance d'Internet pour expliquer le succès ou l'échec d'un film*. »

Il faudra surveiller ce qui se passe, le 21 août, lors de la sortie du très attendu *Emilia Perez*, de Jacques Audiard. Parmi les quatre actrices ayant reçu conjointement le Prix d'interprétation féminine à Cannes figure la trans Karla Sofia Gascon, qui joue un baron de la drogue

mexicain ayant changé de sexe. Or, Marion Maréchal a déploré sur X que ce prix cannois soit allé « à un homme ». La remarque est dans le ton du débat qui a eu lieu, un an auparavant, quand la région Ile-de-France a attribué une subvention au film d'Audiard. Wallerand de Saint Just, dirigeant historique du FN et ancien avocat de Jean-Marie Le Pen, désormais élu RN à la région, s'y est opposé, estimant que « *le transgenrisme semble présenté comme une sorte de rédemption* ». La même année 2023, il s'est opposé au financement du documentaire *La Belle de Gaza*, qui raconte une transition de genre entre la ville palestinienne et Tel-Aviv, trouvant le propos « *indécent et dérisoire compte tenu de la situation* ». Wallerand de Saint Just ajoute aujourd'hui : « *On dilapide l'argent des Franciliens sur des sujets qui ne les intéressent pas*. » Et quand on lui demande quelles thématiques pourraient les intéresser, il reste interdit.

RARES PRISES DE GUERRE

Selon l'Observatoire de la liberté de création, les tentatives de censure de la culture par l'extrême droite sont en forte hausse, sous la pression d'associations croisant intégrisme catholique et enracinement identitaire. En avril 2023, une soirée de rap et d'électro prévue sur les toits de Notre-Dame de Fourvière, à Lyon, est annulée sous la pression de Civitas. Au même moment, le concert de Bilal Hassani, prévu dans une église désacralisée de Metz, est supprimé après une campagne d'une violence inouïe ciblant l'orientation sexuelle du chanteur. Le mois suivant, à Carnac (Morbihan), une soixantaine de militants de Civitas bloquent les portes d'une église où devait se produire l'organiste Kali Malone. La mort dans l'âme, le maire (sans étiquette) Olivier Lepick annule : « *Les élus RN n'ont pas moufté. Je crois qu'ils ne sont pas assez stupides pour cautionner ce genre d'action, quand bien même elle émane d'une partie de leur électorat*. »

C'est dans ce paysage pour le moins tumultueux que le monde culturel se demande quelle figure du RN pourrait devenir ministre de la culture. Il lui faudra définir un programme, fédérer les turbulents élus régionaux et essayer de contrôler les associations radicales. Sébastien Chenu est le candidat naturel, d'autant qu'il incarne la notabilisation du mouvement, mais il a pris une telle importance qu'il peut espérer plus. Le député sortant de la Moselle Laurent Jacobelli, qui a travaillé à TF1 et TV5Monde, est cité pour mettre en place la délicate privatisation de l'audiovisuel public – si elle reste d'actualité. La députée Caroline Parmentier est très offensive sur la culture, à la fois hypertradi et fan de la Palme d'or *Anatomie d'une chute* (2023), de Justine Triet. Ces trois figures n'ont pas voulu répondre à nos questions.

Le RN pourrait chercher un candidat hors de ses rangs. Mais les prises de guerre sont rares. Déclarer sa flamme peut plomber une carrière. Abonné aux seconds rôles dans les films comiques, l'acteur Franck de Laperonne a connu cette disgrâce après avoir défendu Marine Le Pen en 2017, puis Florian Philippot. « *La plus grosse bourde de ma vie* », a-t-il confié la même année dans *L'Express*, avant de réapparaître dans *Mon crime* (2023), de François Ozon.

Fin 2021, Sébastien Chenu a tenté de rapprocher Jean-Jacques Aillagon et Marine Le Pen autour d'un déjeuner dans le 8^e arrondissement de Paris. « *Elle a vite compris qu'il n'y avait pas de conquête possible, tant de choses m'éloignent de ce parti, à commencer par ma vision de l'Europe* », confie l'ex-ministre de la culture.

Peut-être que le RN trouvera des alliés dans le vaste champ du patrimoine, ses musées, monuments ou châteaux, parmi les agents du ministère aussi. Dans le secteur de la création, recruter sera bien plus difficile. Tout juste apprend-on par la revue en ligne *Glitz* que l'actrice Mathilde Seigner organiserait depuis un an des dîners réunissant autour de Jordan Bardella des acteurs, chefs cuisiniers et sportifs. Louis Aliot prévient : « *Il y a beaucoup de personnes, autour de nous, que vous ne voyez pas et qui vont sortir*. » Pour le monde culturel, le plus tard sera le mieux. ■

ROXANA AZIMI ET MICHEL GUERRIN

Prochain article Dans les villes gérées par le RN, des élus en quête de crédibilité culturelle

Au Havre, une saison de bronze, béton et pixels

La huitième édition de la manifestation « Un été au Havre » investit différents quartiers de la cité portuaire

ARTS

LE HAVRE (SEINE-MARITIME)

Sur la façade de la piscine Les Bains des Docks au Havre (Seine-Maritime), et avec l'accord de son concepteur, l'architecte Jean Nouvel, l'artiste malgache Joël Andrianomearisoa (lui aussi architecte) a inscrit, en lettres capitales dessinées avec des néons, la phrase énigmatique « *Sur la vague infinie se joue le théâtre de nos affections* ». Amusant contraste : de l'autre côté du bassin de l'Eure, qui la sépare de la piscine, la façade de l'Ecole nationale supérieure maritime affiche depuis longtemps en lettres géantes un plus pragmatique – dans la mesure où il ne s'agit pas d'une œuvre d'art – mais aussi plus encourageant « *Rejoignez la marine marchande* » !

Joël Andrianomearisoa a également investi un mur de la bibliothèque universitaire, proche de la gare, avec la phrase « *Sur le crépuscule du temps se dessinent nos promesses éternelles* », et publié, sous le titre ambigu *La Vague affection*, une longue lettre adressée au Havre, sous forme de poèmes – hélas pas exempts de fautes d'orthographe –, qui développe à loisir ses inscriptions murales.

Mais qu'on arrive au Havre par mer ou chemin de fer, le ton est donné. Celui d'une rencontre avec la ville, découverte pour certains, redécouverte pour d'autres, voulue depuis 2017 par le maire, Edouard Philippe (Horizons) : une manifestation d'art public baptisée « Un été au Havre ». Dotée d'un budget annuel de 3 millions d'euros, dont environ 20 % de mécénat, elle est gérée par un groupement d'intérêt public (GIP), créé en 2014 pour porter les projets et dirigé par Stéphanie Bacot-Pathouot. Le succès est là : 950 000 visiteurs en 2021, 1,3 million en 2022, mais 760 000 seulement en 2023 à cause, plaide la directrice du GIP, d'une météo peu clémente...

Onze artistes dans sept quartiers

Elle fut d'abord pilotée par Jean Blaise, qui a aussi revivifié Nantes, puis, depuis deux ans, elle a été confiée à Gaël Charbau. Le directeur artistique de la huitième édition d'« Un été au Havre » poursuit dans sa volonté affirmée en 2023 de déployer les installations artistiques dans différents quartiers de la ville, certains incontournables comme la plage et le port de plaisance, qui s'étendent de Sainte-Adresse jusqu'au Musée d'art moderne André-Malraux ou encore les Jardins suspendus, où l'artiste argentine Ad Mi-

noliti a installé une œuvre colorée, mi-tableau, mi-nichoir à oiseaux, et des bancs tout aussi joyeux pour la contempler.

D'autres artistes ont préféré des zones moins prisées des touristes : sept quartiers en tout ont été investis par onze artistes. Dont un, qu'on peut désormais qualifier d'habitué, Grégory Chatonsky, pionnier de l'usage artistique de l'intelligence artificielle – il l'utilise depuis 2009 –, qui avait déjà, lors de la précédente édition, disposé des bâches sur les pignons aveugles de logements sociaux (il y en a vingt-cinq à ce jour), mêlant des images anciennes à d'autres générées par ordinateur. Il montre cette fois-ci, dans la galerie du Théâtre de l'Hôtel de Ville, un extrait d'un film généré par une IA, *La Ville qui n'existait pas*, lequel imagine une submersion de la cité, tant par la mer que par des formes étranges de couleur violette. Celles-ci sont déclinées en sculptures, également dispersées dans la cité. Ce

Sur la plage, Stéphane Vigny a recréé une barrière « épi » en rocaillage, sur 40 mètres de long

ne sont pas les seules œuvres pérennes, chaque édition de la manifestation en laissant une ou deux, comme le reflux peut le faire d'objets sur la plage. On en compte dix-huit à ce jour.

Bientôt plus, puisque c'est le sort promis à l'œuvre de Stéphane Vigny, qui remet au goût du jour la technique ancienne du rocaillage (ou rustication), imaginée au XIX^e siècle par des jardiniers pour imiter le bois, notamment des barrières (en en voit de beaux exemples aux Buttes-Chaumont) avec ce qui s'avère être le précurseur du béton armé. Or, le syndi-

cat mixte du littoral avait prévenu Gaël Charbau du démantèlement du dernier « épi » du Havre, ces constructions de bois de charpente destinées à contenir le mouvement des galets sur la plage. Stéphane Vigny l'a recréé en rocaillage, sur près de 40 mètres de long, clin d'œil tant au passé maritime qu'à celui de la reconstruction de la ville par Auguste Perret (1874-1954), pour lequel le béton n'avait pas de secret... Une œuvre à la fois pertinente et imposante.

Sièges girouettes

C'est au bronze qu'a fait appel pour sa part Edgar Sarin, qui a créé une colonne « *sans fin* » à la manière de Brancusi, mais en utilisant la forme d'amphores empilées, sinon l'ancêtre du conteneur du moins le récipient le plus utilisé pour le commerce maritime dans l'Antiquité. Posée sur le quai de Marseille, elle peut aussi servir d'amer aux marins. Enfin, la lune, non pas dans le caniveau, mais dans un bassin d'eau du square

Saint-Roch, imaginée par Arthur Gosse, montrée durant l'édition de 2021, n'était pas supposée être pérenne. Les habitants en ont décidé autrement, qui l'ont adoptée. A leur demande, il a fallu la refaire dans des matériaux plus durables, puis elle a retrouvé sa place d'origine. Quelle meilleure preuve de succès pour l'art public qu'un tel plébiscite ?

Reste qu'« Un été au Havre » exige de bonnes chaussures : sans véhicule – on peut toutefois emprunter les « bateaux-bus » (les bateaux, des navires emblématiques du Havre comme le paquebot *Normandie*, sont peints sur les bus) de l'illustratrice Cosmo Danchin-Hamard –, arpenter l'ensemble de la manifestation s'avère presque impossible. Le marathon en vaut toutefois la peine, tant il est vivifiant : les profondeurs des « passages Perret » (dans le quartier du Perrey!), ces couloirs peu engageants qui relient les cours de certains immeubles à la rue, sont magnifiés par les lumières bleues de Josselin

Desbois, dont l'intensité varie selon la force du vent animant l'anémomètre qui les alimente en énergie ; l'architecture-jardin éphémère en plein ciel (au cinquième et dernier étage des docks Vauban) conçue par le collectif Sur le toit est littéralement décoiffante, battue qu'elle est par l'air marin, tout comme les sièges girouettes d'Emmanuelle Ducrocq plantés en hauteur sur un bout de pelouse négligé de l'avenue Foch.

Enfin, la très rigolote maison sur pattes de Max Coulon, intitulée *No Reason to Move*, implantée sur le quai Michel-Féré, a déjà été adoptée par les clients du bar PMU d'en face, mais aussi par Edouard Philippe qui, la citant dans le dossier de presse, souligne que, « *quand une ville reste en mouvement, constamment embellie et transformée, [il n'y a] aucune raison de la quitter* »...

HARRY BELLET

« Un été au Havre », jusqu'au 22 septembre 2024.

Wael Shawky revisite Pompéi au LaM de Villeneuve-d'Ascq

Le Musée d'art moderne et contemporain de la métropole lilloise présente le film « I Am Hymns of the New Temples », de l'artiste égyptien

ARTS

VILLENEUVE-D'ASCQ (NORD)

Les vidéos de Wael Shawky sont toujours la promesse d'un voyage à la forme envoûtante, entre danse et mélodie, dans le temps et dans les tréfonds des identités. Né en 1971, l'artiste égyptien, qui vit entre Alexandrie et Philadelphie (Pennsylvanie), s'était fait connaître au tournant des années 2010 avec sa trilogie des *Cabaret Crusades*, dans laquelle il remettait en scène, avec des marionnettes, des conflits médiévaux entre musulmans et chrétiens, à partir du livre *Les Croisades vues par les Arabes*, d'Amin Maalouf (JC Lattès, 1983).

A la Biennale de Venise, où l'artiste pluridisciplinaire représente l'Egypte cette année, il se penche, avec *Drama 1882*, sur un épisode clé de l'histoire égyptienne – la révolution nationaliste d'Urabi – dans une lancinante et splendide comédie musicale aux décors et costumes stylisés. *I Am Hymns of the New Temples* (« Je suis les hymnes des nouveaux temples »), film tourné à l'été 2022, sorti en 2023 et présenté actuellement au LaM – Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut, à Villeneuve-d'Ascq (Nord) –, se révèle tout aussi original et hypnotique. Point de marionnettes, d'enfants ni de chanteurs-acteurs,

cette fois – mais une foule en mouvement de danseurs masqués, évoluant dans les vestiges de Pompéi. Au cœur de la narration, le temple d'Isis, témoignage de la survivance de rites égyptiens dans le monde romain, cristallise le perpétuel décentrage des regards que Wael Shawky propose dans ses recherches artistiques. Fasciné par le syncrétisme religieux et culturel, l'artiste a imaginé une épopée autour de la déesse du panthéon égyptien Isis, qu'il transforme en Io, une jeune prêtresse poursuivie par les ardeurs de Zeus et que Héra, la femme de ce dernier, mue en génisse pour se venger. Royaume des Titans et des dieux de l'Olympe, la ville antique de-

vient le théâtre en plein air d'une grande fresque poétique traversée par les mythes fondateurs et la riche iconographie du site. Formes et sens sont en glissement permanent, tandis que l'incarnation des personnages est mise à distance par quelque quatre-vingts masques en céramique et papier mâché inspirés de la tragédie grecque comme de la farce campanienne, et une voix off.

Grande fable

Relecture de récits ancestraux et restitutions épiques s'enchevêtrent, traçant des contours culturels poreux entre réalité et fiction, et par-delà tout clivage entre l'Occident et l'Orient.

« *Tout est fluide et atmosphérique* », souligne Sébastien Delot, l'ancien directeur du LaM, parti au Musée Picasso. C'est lui qui a programmé cette coproduction entre le parc archéologique de Pompéi et le ministère de la culture italien, l'une des premières commandes du projet Pompeii Commitment – Archaeological Matters, le nouvel et ambitieux programme d'art contemporain du site, dont l'historien d'art Andrea Viliani, co-commissaire de l'exposition de Marisa Merz, la tête d'affiche du LaM cet été, est l'un des responsables.

Dans cette grande fable aux airs de rêve vibrant, dieux, déesses, hommes, femmes et animaux,

qui défilent, entraînés dans une danse mystérieuse, jouent le lent processus par lequel le monde a toujours cherché à créer son propre équilibre au milieu des conflits et des catastrophes naturelles, dans un cycle implacable de création et de destruction du monde, de mort et de renaissance de l'humanité. Al'image du site archéologique, cité redécouverte après avoir été ensevelie par les cendres du Vésuve en 79... et en écho au monde actuel. ■

EMMANUELLE JARDONNET

I Am Hymns of the New Temples, à Villeneuve-d'Ascq (Nord). Du mardi, au dimanche, jusqu'au 29 septembre.

A Montpellier Danse, deux spectacles envoûtants

Les chorégraphes Wayne McGregor et Saburo Teshigawara ont impressionné, aux premiers jours du festival

DANSE MONTPELLIER

Enchaîner deux leçons d'écriture chorégraphique n'est pas une affaire courante. Dans le flot de divertissements tendance sucres rapides qui se diluent illico dans le sang, la lecture de spectacles consistants et complexes devient presque une anomalie. Elle exige une attention et une concentration auxquelles la vitesse de consommation des réseaux sociaux nous déshabitude peu à peu.

Le parti pris affirmé par le festival Montpellier Danse, sous la direction affûtée de Jean-Paul Montanari, qui signe ici sa quarante-quatrième, et ultime, édition, de défendre les auteurs et autrices de la danse contemporaine se révèle une excellente occasion de lire des œuvres aussi savantes que stylées. Il a tapé très fort dès l'ouverture de la manifestation, le samedi 22 juin. Le Britannique Wayne McGregor, tête de proue des artistes high-tech, et le japonais Saburo Teshigawara, chacun avec sa gestuelle curieusement ondulée et immédiatement reconnaissable, ont mis d'emblée la barre haut devant un public adhérent à leurs univers envoûtants.

Dans l'imposante salle de l'Opéra Berlioz, au Corum, Wayne McGregor, qui a ici travaillé à partir d'un système d'intelligence artificielle (IA) élaboré depuis plusieurs années dans ses studios londoniens, a entraîné très loin les 2 000 spectateurs avec *Deepstaria*. Sous ce titre évoquant une méduse géante qui se régénère sans cesse et vit dans les profondeurs des océans, il explore l'attraction du vide et de l'obscurité. Avec neuf danseurs, il déploie un incroyable panoramique dont les tableaux se fondent comme des plans cinématographiques. Sons rocaillieux ou stridents imaginés par le concepteur sonore Nicolas Becker et le producteur musical LEXX, dramaturgie lumineuse de rideaux laser qui s'ouvrent et se referment, pluie électronique,

Deepstaria est un livre d'images ultra-sophistiquées.

La gestuelle des interprètes, tous des bombes de technique, se fait liquide au fil de la pièce, comme leurs costumes, blancs gazeux tels des voiles. Plus que jamais, McGregor met sous haute pression la virtuosité. Sa syntaxe segmentée au miroir d'un corps dont chacun des membres semble vouloir exprimer quelque chose d'opposé ou de contradictoire aux autres éclate.

Particulièrement musclée, quasi gymnique même, avec des battements à la verticale, des écarts extrêmes, des pliés rase-mottes, son écriture insatiable ne connaît pas de point final et tire à la ligne. Manque également, dans ce haut débit, l'émotion qui irradiait notamment dans son spectacle pour quarante interprètes *The Dante Project*, créé en 2023 à l'Opéra national de Paris sur la musique luxuriante du compositeur Thomas Adès.

Récit énigmatique

Plus ramassée et interiorisée, la création *Voice of Desert*, de Saburo Teshigawara, met en scène un trio régulièrement affolé par deux personnages échevelés déboulant telles des toupies. Sur le plateau vide, les silhouettes ultraminces et tout en noir des interprètes exacerbent cet art de la calligraphie vivante typique de l'artiste. Deux femmes aux cheveux argentés gravitent autour d'un homme (Teshigawara). Elles sont les muses du chorégraphe à différentes époques de son parcours : Kei Miyata a cofondé sa compagnie en 1985 et Rihoko Sato collabore avec lui depuis 1996. Tandis que le héros masculin s'agite et grimace tel un pantin, l'une chute et s'effondre, l'autre s'étire dans des arcs au gré de déplacements rapides et légers.

La narration trouée de *Voice of Desert* engendre un récit énigmatique. Si les contacts sont peu nombreux, comme souvent chez Teshigawara, l'espace vibre, la communication opère dans l'in-



« Voice of Desert », de Saburo Teshigawara, à l'Agora de Montpellier, le 21 juin. MARIKO MIURA

visible. Les gestes s'appuient sur l'air, enveloppent les danseurs dans le vent de leurs déplacements. Saburo Teshigawara et Rihoko Sato valsent à distance et leurs ondes nous emportent. Sur une bande-son mêlant orages et musique classique, les titres de certaines séquences, déclinés dans le programme, ouvrent des pistes de rêverie : « *Will you shout like blood, Will you smile like water, Will you lament like iron...* » (« Vas-tu crier comme le sang, sourire comme l'eau, te lamenter comme le fer... »)

Comme pour de nombreux « écrivains » de la danse, voir Saburo Teshigawara évoluer, c'est avoir d'emblée des clés de com-

Les silhouettes des interprètes exacerbent cet art de la calligraphie vivante typique de Teshigawara

préhension pour pénétrer dans la moelle de son geste. Il est ce qu'il danse. Le contempler encore et toujours, à l'âge de 70 ans, vif et volubile, nerveux dans ses changements d'humeur, est une chance. Ses torsions, sa façon de

se percher sur demi-pointes pour filer, son penchant pour les mouvements secs et coupants qui semblent le surprendre lui-même sont uniques.

Aux antipodes, *The Cloud*, d'Arkadi Zaides, émerge au carrefour du documentaire et de l'image. Il s'inscrit dans la continuité de *Necropolis*, présenté en 2021 à Montpellier Danse, qui dessinait une cartographie autour des tombes de milliers de migrants disparus. Témoignant de huit ans de recherche, *The Cloud* propose, en lien avec l'IA, une enquête sur l'artiste qui croise une investigation sur Tchernobyl, située à une centaine de kilomètres de sa ville natale, Gomel, en Biélorussie. Emigré

avec sa famille en Israël à l'âge de 11 ans, Zaides est retourné visiter des amis à Gomel et questionne l'ampleur de la catastrophe.

Posé au centre du plateau, encadré par deux immenses écrans sur lesquels son texte lu en direct se trouve illustré par des archives, Zaides superpose le « nuage » radioactif et le « cloud » informatique. Si visuellement le télescopage des films et des informations fonctionne, le manque d'incarnation pèse, sans empêcher cette performance – plus proche d'une installation – d'être captivante. ■

ROSITA BOISSEAU

Montpellier Danse, jusqu'au 6 juillet

L'héritage familial de Boulou et Elios Ferré

Le duo manouche se produit vendredi au Festival Django Reinhardt de Fontainebleau

MUSIQUE

Constitué en 1978, le duo des frères Ferré, Boulou et Elios, nés tous deux en 1951, est d'une complicité à toute épreuve : sûr, exigeant, novateur, et surtout porteur d'une légende familiale qu'il ne cesse d'augmenter. Les voir, les attendre en leur jardin, au Festival Django Reinhardt (Fontainebleau, Seine-et-Marne), est une promesse ouverte. Distinction, maîtrise, improvisation...

Boulou et Elios sont les fils de Matelo Ferret (1918-1989). Comme leur père, leurs oncles, Baro et Sarane, ont accompagné Django Reinhardt (1910-1953), le plus illustre des Manouches, et Stéphane Grappelli (1908-1997), au sein du Quintette du Hot Club de France. Les Manouches sont les Tziganes d'Alsace et du nord du Bassin parisien. Comme les Gitans, Tziganes du Sud, les Manouches naissent où ils veulent. Là où se trouve la verdine (la roulotte des fameux « gens du voyage »). Django, ce fut en Belgique, du côté de Charleroi.

Les frères Ferré sont formés de haute école : « *Matelo Ferret nous faisait travailler les gammes à longueur de journée, les articulations, la technique, les modes harmoniques complexes, répétant*

sans cesse : "Soyez d'abord une oreille... Une journée sans jouer sera une journée que vous ne vivrez plus." »

A 6 ans, Boulou chante des solos de Dizzy Gillespie. Il donne son premier récital deux ans plus tard. Où ? Sur la scène ravissante du Musée Grévin, à Paris, en présence de la reine de Belgique, Paola. Premier album, sous le titre *Boulou*, à 12 ans. Sur la pochette, on voit un garçon joufflu, regard tendu vers la musique.

Sessions à New York

Réputation fulgurante, il participe au Festival d'Antibes en 1965, en première partie du quartette de John Coltrane. Il rencontre les meilleurs musiciens de la place, et enregistre avec Eddy Louiss (orgue), Michel Gaudry (contrebasse) et André Arpino (batterie). Dans les mondes parallèles, il travaille la technique classique, et suit les cours de composition et d'harmonie d'Olivier Messiaen (1908-1992).

Il alterne guitare acoustique et électrique (comme Django en ses dernières sessions). Swing, rock, musique contemporaine, recherches personnelles, Boulou forme le très expérimental Corporation Gypsy Orchestra (1974), remarqué par Santana et Zappa. Il enregistre beaucoup (à New York, avec son

frère, George Cables et Billy Hart), croise des musiciens de tout style : Gunter Hampel, Dexter Gordon, Barney Wilen, Chet Baker, Dizzy Gillespie...

Apte à jouer le blues avec T-Bone Walker – sept nuits mémorables, aux Trois Mailletz, club légendaire du Quartier latin. Un soir de ces années-là, à Saint-Tropez, Duke Ellington vient l'écouter trois heures durant : « *Boulou, tu es un génie dans l'arc-en-ciel de Django.* »

Elios quitte le piano pour la guitare, rencontrant de son côté des partenaires prestigieux (Larry Coryell, Olivier Hutzman, Lee Konitz...). Le duo, bardé d'oncles et de frères en guitare (Christian Escoudé, Biréli Lagrène, Babik Reinhardt), et d'invités de luxe (Michel Gaillier, Riccardo Del Fra, Alain

Jean-Marie), fait plusieurs fois le tour du monde. Instrumentiste accompli, Elios est, comme Boulou, un compositeur raffiné (*Rue des Trois-Frères*).

En 2006, Boulou dirige trois concerts à l'Opéra de Montpellier, *Il était une fois les frères Ferré*, avec nombre d'invités : Didier Lockwood, Philip Catherine, les frères Belmondo... Boulou et Elios reçoivent la même année un Django d'or après leur album *Parisian Passion*. Ils se sont produits plusieurs fois au Festival Django Reinhardt, à Samois-sur-Seine ou Fontainebleau.

Le vendredi 28 juin, avec Didier Ithursarry (accordéon), ils joueront. Tous leurs concerts ont un parfum spécial, identifiable, sans la moindre redite. « *Des valse swing, des hommages à la fratrie, des inédits de famille, des standards et des compositions de l'un ou de l'autre...* », dit Elios. Bref, ils joueront. Sans se la jouer, mais dans le respect le plus sincère de toutes les musiques. Boulou collectionne les partitions originales de Jean-Sébastien Bach. ■

FRANCIS MARMANDE

Festival Django Reinhardt, à Fontainebleau (Seine-et-Marne), jusqu'au 30 juin. Boulou et Elios Ferré en concert le 28 juin. festivaldjangoreinhardt.com

NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Désillusions au lycée professionnel

En Ardèche, récit de jeunes tiraillés
entre leurs rêves et la réalité

FRANCE.TV
À LA DEMANDE
DOCUMENTAIRE

Le bâtiment n'a presque pas changé : plus de vingt-cinq ans après, Alexandre Hilaire est retourné au lycée professionnel Marius-Bouvier, où il a fait sa scolarité, à Tournon (Ardèche), entre 1997 et 2000. A la périphérie de la ville, l'adolescent qu'il était alors découvre un environnement qu'il ne comprend pas, entre lieu de travail et univers scolaire. Il n'a pas choisi son orientation en BEP électronique : c'était la seconde générale, option cinéma, qui l'intéressait. *« Je suis en colère, mais je ne le montre pas »*, précise le réalisateur en voix off. Les images du cinéaste et de ses copains, coiffés et habillés à la mode des années 1990, sont les rushes de son premier film, *Meurtre noir*, thriller scolaire tourné entre couloirs et salles de classe, où il est question d'une ensei-

gnante psychopathe qui exécute les mauvais élèves. A l'époque, il avait pu compter sur les encouragements de toute l'équipe pédagogique. Malika, professeure de lettres-histoire qui enseigne toujours, l'aidait à écrire le scénario. Ces images d'archives permettent au réalisateur de déployer le dispositif du film : retrouver ses comédiens, devenus adultes, et croiser leurs témoignages avec ceux des élèves aujourd'hui en filière électronique dans le même lycée. Eux non plus n'ont pas toujours choisi d'être là.

« Un métier malgré moi »
On rencontre ainsi Valentin, 15 ans – bien plus jeune qu'Alexandre Hilaire et ses camarades à l'époque, puisque, aujourd'hui, comme le rappelle Malika, on ne redouble plus. Arrivé ici *« par hasard »*, mais décidé à faire carrière dans le sport, Valentin ne comprend pas les conseils qu'on lui donne. *« On me dit "tu ne peux pas faire*



Des élèves du lycée professionnel Marius-Bouvier, à Tournon (Ardèche).
FRANCE TV

Staps [sciences et techniques des activités physiques et sportives] parce que t'as pas le niveau", s'agace-t-il lors d'une séance d'aide à l'orientation. Mais comment vous savez que j'ai pas le niveau ? »

Les retrouvailles avec les vieux amis, souvent touchantes, racontent en creux la même chose. Si les anciens élèves rapportent que ça ne s'est pas si mal terminé pour eux, ils disent aussi leur sentiment d'impuissance devant des

choix que l'on a, bien souvent, plus ou moins faits à leur place. Et qui ont laissé des traces. Aydin, grand jeune homme à l'air timide sur les images tremblantes du Caméscope, a aujourd'hui sa propre société dans le bâtiment. Mais, à l'époque, il s'intéressait à la philosophie et rêvait d'études de psychologie. *« J'aurais préféré avoir une vie plus équilibrée, où je fais un métier que j'aime, regrette-t-il. Je fais un métier malgré moi. »*

Le lycée professionnel traverse aujourd'hui une crise existentielle que le film ne cherche pas à éviter. Régulièrement réformée, la « voie pro » a vu la part de l'enseignement général se réduire au profit du temps en atelier et des stages en entreprise. Malika en témoigne : avec le temps ont disparu les heures qui permettaient d'ouvrir les élèves à la culture et d'encourager leurs projets. Comme ce film, le tout premier

d'un lycéen devenu cinéaste, dont les images viennent clore ce joli documentaire. Et le réalisateur de se demander, dans une conclusion en forme de question : *« Est-ce que demain, au lycée pro, les élèves auront la même possibilité que nous ? La même liberté ? »* ■

VIOLAINE MORIN

Nos vies adultes, d'Alexandre Hilaire (Fr., 2024, 51 min). En replay jusqu'au 30 juin.

Loin d'Al Capone, des gangsters filmés comme des cow-boys

Dans l'Amérique de la Grande Dépression, Sam Mendes s'aventure avec simplicité sur la route sinueuse d'un homme de main en cavale

PARIS PREMIÈRE
VENDREDI 28 – 23 HEURES
FILM

La force du deuxième film américain du Britannique Sam Mendes réside dans sa simplicité. On ne parle ici que d'une chose : de pères et de fils, du fardeau qu'ils sont les uns pour les autres et des terribles façons qu'il y a de s'en affranchir. Quelque part dans la région des Grands Lacs, pendant la Grande Dépression, Michael Sullivan

(Tom Hanks) assure à ses deux fils et à son épouse une vie de confort. John Rooney (Paul Newman), son employeur, est aussi son père adoptif : pour lui, Sullivan – ancien combattant de 1914-1918 – collecte les dettes, perçoit loyers et redevances, usant de la force s'il le faut. Pour le vieux Rooney, face au fils d'élection, il y a le fils de sang, Connor (Daniel Craig), rejeton indigne du petit empire criminel qu'a construit son père, à l'ombre tutélaire d'Al Capone. Michael Sullivan Junior (Tyler Hoechlin) surprend

son père et Connor au travail, un soir où les choses tournent mal. Condamnés à mort pour indiscrétion, les deux Michael doivent fuir, poursuivis par un tueur à gages, Maguire (Jude Law).

Tendance à la stylisation
On le voit, le film suit une route (celle du titre original, *The Road to Perdition*) sans jamais s'égarer sur des sentiers. Il y a, dans le scénario comme dans la mise en scène, une tendance revendiquée à la stylisation. Alors que, de profession

et d'époque, les personnages à l'écran pourraient être sortis du *Scarface* de Hawks, ils sont filmés comme s'ils élevaient du bétail à l'ouest des Rocheuses. Rien à voir avec l'univers shakespearien des *Parrain* – le désir, la politique, le pouvoir... Sam Mendes, qui, pour *American Beauty* (1999), s'était vautré dans la perversion du rêve américain, le prend tout à coup très au sérieux et dit la geste de ces gens violents, de ces *outlaws* qui ont construit ce pays de la loi et de l'ordre.

A un bout de la chaîne, il y a Rooney, à qui Paul Newman prête une infinie majesté, inspirant dans le même plan la crainte, la dévotion et la pitié. A l'autre bout, Michael Jr., qui n'a pas la tête habituelle des enfants du cinéma américain, qui ressemble plutôt à un homme en miniature. Entre les deux, Tom Hanks, père idéal de force et d'autorité, mais qui ne parvient jamais à évoquer la part d'ignominie de son personnage. Au milieu du film, un dialogue nocturne réunit les deux Michael

pour l'une de ces conversations entre père et fils propres à tirer des larmes aux pierres. Refusant avec la même énergie le sentimentalisme et le second degré, Sam Mendes et ses acteurs parviennent, comme presque toujours au long de cette route, à redonner vie et innocence à des histoires usées par le cinéma. ■

THOMAS SOTINEL

Les Sentiers de la perdition, de Sam Mendes (EU, 2002, 116 min). Avec Tom Hanks, Jude Law.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 150
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur
jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 149

HORIZONTALEMENT I. Frigorifiant. II. Lagopède. Iao. III. Agni. Nerprun. IV. Go. Ce. Messi. V. Ouilleraï. Et. VI. RTL. Ain. Er. VII. NASA. Orsec. VIII. En. Atre. Rata. IX. Utérin. Radin. X. Référaient. **VERTICALEMENT** 1. Flagorneur. 2. Ragoûtante. 3. IGN. IIs. Ef. 4. Goï. Aare. 5. Op. Clé. Tir. 6. Renée. Orne. 7. Ide. Rare. 8. Fermais. Râ. 9. Peineraï. 10. Aïrs. Cade. 11. Nausée. Tin. 12. Tonitruant.

HORIZONTALEMENT

I. Il pourra toujours reprendre sa place. II. Grand coureur australien. Garderais pour moi. III. Sa chapelle est décorée par Matisse. Jeunes filles d'hier, elles ont mal tourné aujourd'hui. IV. Venue à Alger avec Rossini. Bas de gamme. V. En rouge. Enfile. VI. Prénom féminin qui pourrait venir du soleil. Laisée sur place. VII. Récompense théâtrale. Traversé sans se mouiller. VIII. En Hongrie, au pied des monts Matra. Etat fédéral d'Asie. S'opposent sur la girouette. IX. Négation. Points opposés. Volée de mauvais coups. X. Agents de surface pour cosmétiques.

VERTICALEMENT

1. Ne pose pas de problème si votre veste peut être retournée. 2. Etudie les motifs de renvoi. 3. En Thuringe sur la Saale. Point dans l'eau. 4. Alimentent les civils et les armées. 5. En peine. Négation. Dans les noix. 6. Conjonction. Pour un bon bouchage. 7. Remporte le trophée. Maîtrisa le sauvageon. 8. Agréables à côtoyer. Amateur d'os à moelle. 9. Mirent fin à la course. 10. Passe d'une rive à l'autre. Touché. Négation. 11. Ballade germanique. Va droit au chœur. 12. Evacuent les eaux.

SUDOKU

N°24-150

9	2	6	4	8	7	5	1	3
3	4	7	1	6	5	8	9	2
5	8	1	9	2	3	7	4	6
8	3	4	5	7	2	1	6	9
1	9	2	8	4	6	3	7	5
7	6	5	3	1	9	4	2	8
2	7	3	6	5	4	9	8	1
6	5	8	7	9	1	2	3	4
4	1	9	2	3	8	6	5	7

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



EN VENTE
CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendes-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendes-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

Safia Dahani « Au RN, les transfuges de la droite servent souvent d'élites vitrines »

La politiste analyse les mouvements des élus Les Républicains vers le parti d'extrême droite, où ils peuvent briguer rapidement de hautes fonctions

ENTRETIEN

Safia Dahani est docteure en science politique, postdoctorante en sociologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et au Centre européen de sociologie et de science politique. Codirectrice de l'ouvrage *Sociologie politique du Rassemblement national* (Presses universitaires du Septentrion, 2023), elle y a rédigé un chapitre sur les reconversions partisans.

Vous avez enquêté sur les « transfuges » au Front national (FN), devenu Rassemblement national (RN). De qui s'agit-il ?

Un transfuge, en politique, c'est quelqu'un qui quitte un parti pour en rejoindre un autre. Cela peut être un simple militant, un élu ou bien un cadre d'un parti. Les conversions au FN-RN ne sont pas nouvelles. Dans les années 1980-1990, on trouvait déjà des transfuges sur les listes frontistes pour les européennes. Ces trajectoires interrogent, car le FN a longtemps été stigmatisé, rendant les ralliements coûteux.

Aujourd'hui, avec les investitures croisées entre Les Républicains [LR] et le RN, l'idée d'un nouveau « Rassemblement pour la République », lancée [en 2023] par le transfuge Franck Allisio [ex-président national des « Jeunes actifs » de l'UMP, il avait été élu député RN des Bouches-du-Rhône en 2022], et le recrutement de

chroniqueurs, essayistes ou sondeurs issus de la droite, le débauchage se poursuit, au local comme au national. Cela participe à la légitimation du parti... Les barrières tombent : être élu au RN ou recruté dans son administration ne semble plus poser problème pour une partie de la droite.

Qu'est-ce qui pousse les transfuges à se rallier au FN-RN ?

Pour répondre à cette question, il faut se défaire, au moins pour un temps, des discours et justifications que mobilisent les transfuges eux-mêmes. Certains décrivent des « prises de conscience ». Il y a aussi les motifs idéologiques. Mais les ambitions individuelles ne sont jamais loin. De fait, les progressions [des transfuges] sont accélérées par rapport au parti d'origine, où ils devaient passer par des carrières politiques longues et très concurrentielles. Elles sont également plus rapides que celles des autres membres du FN-RN. Un exemple : en moyenne, les transfuges parviennent à intégrer le bureau politique deux fois plus vite que les dirigeants made in FN.

La plupart des transfuges ne suivent pas une carrière ascendante au FN-RN, du local au national. D'emblée, ils accèdent au « centre », par la grande porte : les instances dirigeantes, le cabinet de la présidence, la direction de fédérations importantes. Le tout en occupant très vite des postes d'élus locaux. Depuis 2011, le nom-

bre de postes « distribuables » s'est accru, avec des poussées frontistes aux élections locales, législatives et européennes.

Les récents succès du parti accélèrent encore la donne. En 2022, ce sont 89 députés RN qui font leur entrée à l'Assemblée nationale. Ces députés recrutent dans leur entourage des jeunes et moins jeunes issus de la droite – de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), par exemple. Avec la dissolution [de l'Assemblée], le RN est aux portes du pouvoir. Cela multiplie les opportunités pour d'éventuels transfuges : les députations sont vraisemblablement plus accessibles, comme les futurs entourages des nouveaux députés, qui auront besoin de main-d'œuvre compétente. Le tout dans un contexte où les partis traditionnels s'effondrent, en particulier LR. La tentation est forte...

L'alliance d'Eric Ciotti avec le RN illustre-t-elle ce phénomène ? Ciotti et ceux qui l'ont suivi sont-ils des transfuges ?

Tant qu'ils ne sont pas encartés au RN, il ne s'agit pas à proprement parler de transfuges. Mais la logique est similaire. Eric Ciotti cherchait à maintenir son groupe à l'Assemblée nationale. Guilhem Carayon, le président des Jeunes Républicains, fraîchement exclu du parti pour son ralliement à Ciotti, n'y était pas satisfait : « Je me suis fait avoir », aurait-il déclaré, d'après *Libération* [le 25 mai 2024], en apprenant sa neuvième position sur la liste LR des européennes, trop loin pour lui assurer un siège. Proximité idéologique ou enjeu de carrière ? Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui candidat aux législatives dans la 3^e circonscription du Tarn, avec le soutien du RN...

CERTAINS DÉCRIVENT DES « PRISES DE CONSCIENCE ». IL Y A AUSSI LES MOTIFS IDÉOLOGIQUES. MAIS LES AMBITIONS INDIVIDUELLES NE SONT JAMAIS LOIN

Pourquoi ce type de profil intéresse-t-il le FN-RN ?

Attirer les transfuges, c'est un choix délibéré au sommet du parti. De fait, les carrières rapides sont rendues possibles par l'organisation très centralisée du FN-RN. D'ailleurs, nombre de ralliements font suite à des rencontres informelles, en particulier avec Marine Le Pen. Les transfuges au FN-RN servent souvent d'« élites vitrines ». Grâce à eux, la professionnalisation du parti augmente et sa stigmatisation s'affaiblit.

Mais les promotions ne sont pas systématiques. Ce sont des profils spécifiques qui intéressent le RN. Il faut se pencher sur ce qui distingue les transfuges de leurs homologues frontistes. Sans grande différence avec le reste du champ politique, les membres du bureau politique appartiennent majoritairement aux classes supérieures. Les cadres et professions intellectuelles sont surreprésentés. Or, justement, les transfuges en sont da-

vantage issus. Au-delà de leurs positions professionnelles, les transfuges se démarquent surtout par deux éléments. Premièrement, par leurs titres scolaires importants (bac + 5, doctorats, doubles diplômes) et surtout prestigieux, ce qui reste rare au FN-RN. La plupart des dirigeants frontistes issus des « écoles du pouvoir » [ENA, Sciences Po, HEC...] sont des transfuges.

Deuxièmement, les transfuges peuvent faire valoir des compétences techniques propres au champ politique, acquises grâce à leurs expériences dans d'autres organisations. Ce sont d'anciens élus, conseillers politiques, collaborateurs parlementaires... Ces compétences scolaires et politiques seront cruciales si le Rassemblement national est amené à gouverner le pays.

Avez-vous quelques exemples ?

La numéro deux sur la liste de Jordan Bardella aux européennes, Malika Sorel, est un cas symptomatique. Un temps proche de François Fillon et de Nicolas Sarkozy, cette prise de guerre du RN avait d'abord tâté le terrain du côté de Renaissance : « Si vous peinez tant pour le casting, sachez que j'ai codirigé le groupe éducation-recherche des anciens de Sciences Po Paris », aurait-elle signalé au président de la République, d'après *Le Canard enchaîné*. Autre exemple, parmi bien d'autres : Jérôme Rivière, avocat, a été député UMP [le nom précédent des Républicains] avant d'adhérer au RN en 2016, de rejoindre le bureau politique en 2018 et d'être élu député européen en 2019. Avec le contexte politique, les cas vont certainement se multiplier. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ARIANE FERRAND

Pierre Birnbaum Le 17 mars 1808, des hauts fonctionnaires napoléoniens durent s'opposer à l'abolition du droit du sol

L'historien et sociologue revient sur le décret infâme institué par Napoléon I^{er} en 1808, discriminatoire à l'encontre des juifs, et sur la révolte des hauts fonctionnaires qui tentèrent, avec de très modestes résultats, de limiter son application

La scène où fut retirée la citoyenneté aux juifs mérite d'être contée en détail : le 29 juillet 1806, trois maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, Louis-Mathieu Molé (1781-1855), Joseph-Marie Portalis (1778-1858) et Etienne-Denis Pasquier (1767-1862), font leur entrée solennelle devant l'Assemblée des notables juifs convoquée par l'empereur Napoléon. Molé prend la parole et lance : « Vous allez voir, par un prince chrétien, votre sort fixé. Sa Majesté veut que vous soyez français ; c'est à vous d'accepter un pareil titre et de songer que ce serait y renoncer que de ne pas vous en rendre dignes. »

En un instant, la citoyenneté française des juifs acquise en septembre 1791 leur est brutalement retirée : pour eux, le droit du sol se trouve aboli, et, comme on dit parfois de nos jours de la citoyenneté, « elle se mérite ». L'Assemblée est ensuite confrontée aux questions ubuesques des trois maîtres des requêtes : « Les juifs peuvent-ils épouser plusieurs femmes ? », « Regardent-ils la France comme leur patrie ? », « Les Français sont-ils leurs frères ou sont-ils des étrangers ? », etc.

Interloqués, choqués, les notables répondent qu'ils sont français, que la loi du pays est la loi,

qu'ils respectent intégralement le code civil. Rien n'y fait. Napoléon, influencé par le très réactionnaire comte Louis de Bonald, souligne, le 30 avril 1806, devant le Conseil d'Etat, que les juifs forment « une nation dans la nation », qu'ils ont « remplacé la féodalité », que « ce sont de véritables nuées de corbeaux », des espions potentiels, qu'il faut limiter leur nombre en Alsace car « l'excédent se répandrait à son gré dans le reste de la France ».

Vision ethnique de la nation

Au-delà de l'appartenance religieuse, c'est donc bien d'une nation étrangère qu'il s'agit. Alors que, dans son célèbre discours de la Constituante du 23 décembre 1789, le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre refusait que les juifs forment une nation dans la nation mais se déclarait prêt à les y intégrer sans rien exiger d'eux au préalable, en ajoutant : « Y a-t-il une loi qui m'oblige à manger du lièvre et à en manger avec vous ? » (formulation dont il conviendrait de se souvenir par les temps qui courent), Napoléon tourne le dos aux idéaux des Lumières.

A la suite de la réunion de l'Assemblée des notables en 1806, et avant celle du Grand Sanhédrin

[cour suprême juive] l'année suivante, l'empereur a écrit, en novembre 1806, de sa propre main, une longue note. Il en ressort, par exemple, qu'« il faut arrêter le mal en l'empêchant ; il faut l'empêcher en changeant les juifs... Lorsque sur trois mariages, il y en aura un entre juif et Français, le sang des juifs cessera d'avoir un caractère particulier », en prônant une vision ethnique et non civique de la nation.

Au terme de longues délibérations durant lesquelles ceux-ci proclament leur fidélité à la

LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE CONSIDÈRE QU'ON « NE PEUT FAIRE UNE LOI D'EXCEPTION POUR LES JUIFS », QUE L'EMPEREUR ASSIMILE À UNE NATION ÉTRANGÈRE

France, soulignent le sang versé durant les guerres comme ils le feront à nouveau, vainement, plus tard, l'empereur impose brutalement, le 17 mars 1808, un ensemble de mesures dérogoires et coercitives. Elles constituent durablement, jusque sous la monarchie de Juillet, le « décret infâme », dont la logique menant à l'exclusion réapparaîtra différemment sous Vichy : suspension des prêts, des lettres de change, obtention des patentes autorisant l'ouverture d'un commerce laissée à l'appréciation des conseils municipaux, service obligatoire pour tous les juifs qui ne peuvent se faire remplacer, contrôle des allées et venues sur le territoire, etc. Le réveil est rude. D'un seul coup, la loi du pays n'est plus, pour eux seuls, la loi.

À la surprise et la colère de l'empereur, c'est l'Etat qui se dresse pourtant contre lui, un Etat qui entend rester fidèle à son fondement universaliste, un Etat fort qui refuse de servir une logique religieuse ou ethnique. Se croyant en confiance parmi les siens, Napoléon va déchanter : ces membres du Conseil d'Etat, qui incarnent la majesté de l'administration, se rebellent. Ainsi Michel Regnaud de Saint-Jean-d'Angély ose affronter l'em-

peur : comme le raconte le chancelier Pasquier, « M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély en avait combattu la proposition comme contraire aux principes de droit civil et comme portant atteinte à la liberté des cultes ; cette liberté n'était-elle pas manifestement violée du moment où un citoyen par cela seul qu'il professait la religion juive se trouvait privé de quelques-uns des avantages de la loi commune » ?

Inflexible

De même, le comte Pelet de la Lozère considère qu'on « ne peut faire une loi d'exception pour les juifs » que l'empereur assimile à une nation étrangère. Le chancelier Pasquier confirme que la citoyenneté française leur appartient « aux termes de lois rendues depuis la Révolution ; ils en supportaient toutes les charges, notamment celle du service militaire ». Profitant de l'absence de Molé qui soutient fidèlement l'empereur, des membres du Conseil d'Etat se réunissent presque clandestinement pour tenter d'atténuer l'application du « décret infâme ». Nombre de préfets vont s'efforcer eux aussi de convaincre l'empereur de revenir sur les conséquences de ce décret en écrivant de longs rapports favorables aux

juifs de leurs départements qui se comportent comme de véritables citoyens. Rien n'y fera, l'empereur demeure inflexible, acceptant seulement de reconsidérer l'application du décret dans tel ou tel département où les juifs se montrent « dignes ».

En cas de victoire de l'extrême droite, nous risquons de revivre un 17 mars 1808, quand des hauts fonctionnaires napoléoniens durent s'opposer à l'abolition du droit du sol. Cette leçon des hauts fonctionnaires qui servent un Etat fort, et qui doit se vouloir universaliste, aurait dû servir d'exemple durant les « années noires » [1940-1944]. Elle mérite aussi d'être retenue alors que Marine Le Pen, dans un discours du 5 février 2017, entend défendre un Etat « fort » mais « patriote », tandis que Jordan Bardella, dans une déclaration du 14 juin 2024, s'efforce maladroitement de rassurer « les Français d'origine étrangère ou de nationalité étrangère » sur les projets de son parti. ■

Pierre Birnbaum est historien et sociologue, spécialiste de l'histoire des juifs de France

William Marx Pour qui Don Quichotte voterait-il aujourd’hui ?

Le titulaire de la chaire Littératures comparées au Collège de France souligne que le génie de Cervantès est de laisser « le lecteur électeur libre de son choix », un point commun avec la démocratie

Il est un peu vain, sinon aberrant, de se demander quelles sont les préférences politiques des grands héros de romans, d'épopées ou de pièces de théâtre. Pour qui voteraient aujourd'hui Panurge, Hamlet, Ulysse, Emma Bovary ou Jacques le Fataliste ? Les conditions politiques et sociales actuelles, le régime démocratique et républicain, la division même entre droite et gauche n'ont rien à voir avec la vie et les idées des temps anciens. Souvent, les auteurs ne fournissent pas de matière suffisante pour qualifier l'orientation politique de leurs personnages. La surinterprétation s'ajoute à l'anachronisme et l'aggrave.

Il n'en va pas tout à fait de même pour *Don Quichotte*, qui forme un cas à part. L'œuvre est aussi complexe que monumentale. Elle a traversé les siècles en s'enrichissant à chaque époque de sens nouveaux. L'Espagne en a fait un emblème national. Surtout, les deux héros du roman tiennent des discours et accomplissent des actes de nature éminemment politique. Le vote de Sancho Panza est le plus facile à déterminer. Fraîchement promu écuyer et enrôlé au service de Don Quichotte sur la foi de promesses mirobolantes, il ne cesse d'en réclamer la réalisation ainsi que le salaire qui lui est dû. Il proteste amèrement contre un système d'exploitation dont il est la sempiternelle victime : c'est son côté syndicaliste et « gilet jaune ».

L'ancien valet de ferme est pétri de sens commun et de préjugés conformes à sa classe sociale. Privé de capital matériel, il se raccroche au capital identitaire et à son appartenance religieuse et nationale. Se targuant, face aux convertis de tout bord, d'être chrétien de souche (« *vieux-chrétien* »), il se montre antisémite, négrophobe et islamophobe, ce qui ne l'empêche pas, comme tout raciste qui se respecte, d'avoir un bon ami morisque (musulman converti au christianisme) qu'il va généreusement secourir.

Insoumis dans l'âme
Quand il obtient presque miraculeusement le gouvernement d'une île, il se proclame « *bien décidé à nettoyer cet archipel de tous ses vagabonds, ses fainéants et ses voleurs* ». Et il ajoute : « *Les désœuvrés et les paresseux sont dans la ville comme les bourdons dans la ruche, qui mangent le miel fait par les abeilles laborieuses. Mon intention est de venir en aide aux paysans, de laisser aux gentils-hommes leurs privilèges, de récompenser les gens vertueux, et surtout de respecter la religion et d'honorer les hommes d'Eglise.* »

Chasser les SDF, les étrangers et tous ceux qu'on accuse de voler le fruit du travail des honnêtes gens, respecter les puissances établies et la religion nationale : on croirait lire le programme d'une extrême droite conservatrice. Le cas de Don

Quichotte est plus compliqué. Intellectuel et gentilhomme déclassé, il ne partage aucun des préjugés racistes de son écuyer.

Il prodigue à ce dernier toute une série de conseils de bon gouvernement qui visent à protéger les plus faibles : « *Que les larmes du pauvre t'inclinent à plus de compassion – mais non à plus de justice – que les plaintes du riche. Efforce-toi de découvrir la vérité à travers les promesses et les cadeaux du riche, comme à travers les pleurs et les sollicitations du pauvre. Chaque fois que l'équité le permet, n'accable pas le délinquant de toute la rigueur de la loi, car un juge impitoyable n'a pas meilleure réputation qu'un juge compatissant. Si tu fais plier la verge de la justice, que ce soit sous le poids de la miséricorde et non sous celui des cadeaux.* » Toujours prêt à défendre la veuve et l'orphelin, l'auto-

proclamé chevalier errant est animé par un idéal de justice radical et libertaire tel qu'il n'hésite pas à s'opposer à l'autorité légitime de la loi et du roi : ainsi quand il délivre toute une troupe de forçats en route vers les galères au prétexte qu'ils sont emmenés malgré eux.

Cet insoumis dans l'âme n'a aucun respect des pouvoirs en place s'ils ne se conforment à son idéal. Il veut à toute force faire le bonheur des gens malgré eux, quitte à aggraver leur situation et à provoquer des catastrophes. Et si, par malheur, la réalité ne correspond pas à son discours, il est toujours prêt à invoquer l'action occulte d'hypothétiques enchanteurs qui transforment les apparences, mais préservent sa propre vision du monde : c'est le mécanisme même du complotisme.

Intemporalité de certaines attitudes
Don Quichotte est, à bien des égards, le précurseur d'un « *monde moderne plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles* », formule par laquelle G. K. Chesterton voulait dénoncer le socialisme et le communisme. On l'aura compris : si Sancho Panza vote sans conteste pour l'extrême droite, l'ingénieux hidalgo penche, quant à lui, du côté de l'extrême gauche.

En dédaignant les spécificités historiques de l'Espagne du siècle d'or, l'exercice d'exégèse auquel je viens de me livrer ne saurait dissimuler ses

limites évidentes. Le fait même qu'il soit possible désigne pourtant l'intemporalité de certaines attitudes politiques de base non moins que la stupéfiante modernité du roman de Cervantès et sa capacité à faire sens quels que soient l'époque et l'univers du lecteur. Or, justement, dans cette histoire, où se situe Cervantès lui-même ? Entre le vote du sot et celui du fou, c'est-à-dire entre les deux extrêmes, que choisit-il ? Le génie du roman est justement de laisser le lecteur électeur libre de son choix : il fait rire assurément des excès et des inconsciences des deux héros, mais les rend tellement humains qu'on ne peut s'empêcher de comprendre leurs raisons et de les partager, au moins provisoirement.

Contre les extrêmes, Cervantès prêche en bon aristotélicien la vertu de l'empathie, de la raison et du juste milieu, comme celle de l'imagination. Serait-ce là ce qu'on nomme l'« en même temps » ? Pour en décider, il n'est pas inutile de relire le *Quichotte* avant d'aller dans l'isoloir. ■

William Marx est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Littératures comparées, auteur d'« *Un été avec Don Quichotte* » (*Equateurs – France Inter*, 240 p., 14,50 €)

“
L'AUTOPROCLAMÉ
CHEVALIER ERRANT
EST ANIMÉ
PAR UN IDÉAL
DE JUSTICE RADICAL
ET LIBERTAIRE

Nicolas Delalande La coalition des peurs n'est pas une fatalité

Le professeur au Centre d'histoire de Sciences Po explique que conservateurs, nationalistes et centristes ont toujours dénoncé un « chaos fiscal et économique » avant l'arrivée de la gauche au pouvoir

“
LA PEUR FISCALE
QUE LA GAUCHE
SUSCITE REMONTE
AU XIX^E SIÈCLE,
À UNE ÉPOQUE
OÙ RADICAUX
ET SOCIALISTES
ÉTAIENT ENCORE
DANS L'OPPOSITION

Depuis quinze jours, une nouvelle coalition des peurs s'est cristallisée. Elle ne vise plus d'abord le Rassemblement national (RN) et son programme nationaliste et xénophobe, mais le Nouveau Front populaire, accusé de tous les maux et de toutes les inepties. Des intellectuels, des économistes, des patrons, des responsables publics, des consciences morales l'affirment désormais sans ambages : les « extrêmes » se rejoignent et, à tout prendre, mieux vaudrait s'accommoder de trois années de RN au pouvoir plutôt que de soutenir le programme d'une gauche réformatrice et redistributrice.

Les voix qui alimentent cette coalition des peurs, en écho à la stratégie politique désastreuse suivie par le gouvernement depuis de longs mois, portent une responsabilité historique ma-

jeure. Celle qui consiste à banaliser et à minimiser les effets d'une arrivée au pouvoir imminente de l'extrême droite, au nom du danger supérieur qu'incarnerait la présence de La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire.

L'unité réalisée en quelques jours à peine après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, a d'abord suscité de l'espoir, puis réactivé un vieux réflexe historique que l'on avait un peu oublié, celui de la peur qu'inspire la gauche lorsqu'elle défend un programme... de gauche. Chaque fois qu'elle est parvenue, depuis la fin du XIX^e siècle, à présenter un front uni, rassemblant de manière aussi large que possible ses sensibilités réformatrices et radicales, une triple peur s'est dressée pour faire barrage à la gauche : celles de l'impôt, du chaos économique et de la guerre civile.

Mobilisation tous azimuts
La peur fiscale que la gauche suscite remonte au XIX^e siècle, à une époque où radicaux et socialistes étaient encore dans l'opposition. En décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte se fit élire président de la II^e République en dénonçant « *l'impôt des 45 centimes* » que le gouvernement provisoire avait dû faire adopter dans l'urgence pour répondre à la crise des finances publiques. Trois ans plus tard, le 2 décembre 1851, il abattait la République par la force.

Après l'installation de la III^e République dans les années 1870, radicaux et socialistes plaident en faveur de la création d'un impôt progressif sur le revenu, pour

alléger les taxes qui pèsent sur la consommation des classes populaires. La grande bourgeoisie libérale et conservatrice s'offusque et se mobilise tous azimuts. Taxer les revenus et les patrimoines (on parle à l'époque de taux compris entre à peine 2 % et 5 %...) serait une menace pour les libertés, voire pour la « civilisation ». En protégeant ses intérêts au nom de la défense des petits propriétaires paysans et des commerçants (un schéma classique que l'on retrouve à l'œuvre aujourd'hui), la grande bourgeoisie parvint à ses fins : l'impôt sur le revenu fut sans cesse repoussé, de 1848 jusqu'à la première guerre mondiale.

Chaque fois que la gauche a exercé le pouvoir au XX^e siècle, les nationalistes, les conservateurs et les centristes ont crié au chaos fiscal et économique. Sous le Cartel des gauches, entre 1924 et 1926, ce fut la peur de « *l'impôt sur le capital* » et l'appel à la fuite des capitaux (le fameux « mur d'argent »). En 1936, le Front populaire fit adopter une révision du barème de l'impôt sur le revenu, pour mettre davantage à contribution les plus aisés et financer ses réformes sociales et l'effort de réarmement face à la montée des périls. La droite ne le pardonna jamais à Léon Blum.

En 1954, Pierre Mendès France fut confronté à la révolte des petits commerçants et artisans, galvanisés par Pierre Poujade dans sa croisade contre la tyrannie du fisc. C'est alors qu'apparut sur la scène politique le jeune Jean-Marie Le Pen, élu député en 1956, contre la gauche et le péril communiste, pour l'Algérie française

et la réhabilitation du régime antisémite de Vichy. En 1981, la gauche fit voter l'impôt sur les grandes fortunes, que la droite s'empressa d'abroger en 1986, avant qu'il soit réinstauré sous la forme de l'impôt de solidarité sur la fortune en 1988. Jusqu'à sa réduction à peau de chagrin par la création de l'impôt sur la fortune immobilière par la majorité élue en 2017.

Une seule alternative crédible
Que les milieux d'affaires, les économistes libéraux et les grands propriétaires aient peur de la redistribution par l'impôt n'est pas une nouveauté. La priorité donnée depuis dix ans à la baisse des contributions des plus aisés, au détriment de la justice sociale et de l'équilibre des comptes publics, a fait tenir, tant bien que mal, le socle électoral constitué autour du projet d'Emmanuel Macron. Son effritement avancé ne doit pas être le prétexte à une inversion des valeurs et des peurs.

Le RN se prétend protecteur avec ses électeurs, rassurant avec les possédants, impitoyable avec les immigrés et les étrangers. Cette équation politique et économique est une mystification, qui se retournera contre celles et ceux aspirant, de façon légitime, à davantage de services publics, de proximité et de considération. Quelles que soient ses contradictions et ses ambiguïtés, qu'il convient de surveiller et de clarifier comme dans toute alliance politique, le Nouveau Front populaire est la seule alternative crédible pour éviter que se referme sur nous le piège de la coalition des peurs. ■

Nicolas Delalande est professeur au Centre d'histoire de Sciences Po

Le vote RN, un effet retard des attentats djihadistes

ANALYSE

Le but des attentats djihadistes n'est pas de vaincre et de soumettre les sociétés occidentales par l'arme de la terreur. Il est d'utiliser la terreur pour instiller la peur, imposer sa vision d'un monde binaire et provoquer à terme un affrontement généralisé interne aux sociétés visées. En clair, provoquer la guerre civile entre non-musulmans et musulmans afin de pousser ces derniers dans les bras des radicaux. Il ne faut jamais oublier cet axiome lorsqu'on analyse les effets du terrorisme djihadiste. Et si ce dernier ne figure plus en tête de liste des motivations du vote des électeurs français, on ne peut s'empêcher d'observer dans la séquence électorale en cours les effets délétères et à long terme de la vague d'attentats que la France a connus ces dix dernières années.

Aucun pays occidental n'a été aussi durement frappé par la violence djihadiste durant la dernière décennie. La France, qui compte la plus importante communauté d'origine arabo-musulmane d'Europe – ainsi que la première communauté juive en Europe – a été la cible privilégiée des organisations djihadistes, qu'il s'agisse d'Al-Qaida ou de l'Etat islamique. Cette focalisation des groupes djihadistes sur la France a plusieurs raisons. La première est sans doute la conception française de la laïcité qui a conduit à l'interdiction du voile islamique à l'école en 2004 puis du niqab dans l'espace public en 2009. Une vision de la laïcité

qui a aussi été à l'origine de la diffusion des caricatures du prophète Mahomet, érigées en « baromètre » du niveau de tolérance de la société française. Une laïcité, enfin, qui n'a cessé de se raidir au point de devenir une forme d'idéologie de combat, au risque de séparer plus que de rassembler.

Fractures à exploiter

La France a également été ciblée en raison de son rôle d'ex-puissance coloniale, en particulier au Maghreb, mais aussi en Afrique. Un statut qui l'a amenée à intervenir militairement au Sahel, au Levant mais aussi en Afghanistan, sur des terres musulmanes. Les échos indicibles du passé colonial – en particulier les atrocités de la guerre d'Algérie – dans une population immigrée socialement reléguée dans des banlieues défavorisées ainsi que le ressentiment latent des rapatriés de 1962 – dont bon nombre de juifs orientaux chassés d'une terre sur laquelle ils avaient une présence millénaire – forment des fractures que les organisations terroristes djihadistes n'ont pas manqué d'exploiter. Cette politique de recrutement a porté ses fruits.

La vague d'attentats djihadistes qui a frappé la France a débuté avec les attaques de Mohammed Merah en 2012, elle a culminé entre 2015 et 2018 et se poursuit à ce jour avec des attentats isolés mais spectaculaires et à fort écho médiatique comme les assassinats des professeurs Samuel Paty en 2020 et Dominique Bernard en 2023. Si la France n'a pas cédé à la panique – et les Français à la tentation de la

vengeance –, elle est en proie à une crispation croissante envers l'islam en général. Les dizaines d'attentats – une quarantaine d'attaques d'inspiration djihadiste, ont causé plus de 260 victimes depuis 2012 – ont obtenu l'effet désiré : une stigmatisation de l'islam comme religion et des musulmans par l'extrême droite et la droite conservatrice, ainsi qu'une partie du centre et de la gauche dite laïque.

Il ne faut pas sous-estimer, dans ce glissement vers une conception identitaire de la citoyenneté française, le rôle joué par les médias de la sphère Bolloré ainsi que l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, qui ont réussi à imposer leurs thématiques au-delà de l'extrême droite, alors même que la violence djihadiste a connu une très nette décrue depuis 2019. Emmanuel Macron, grand adepte de la triangulation, n'a pas échappé à cette tendance qu'il a pensé longtemps contrôler à son profit. Elu à la présidentielle de 2017 avec l'image d'un libéral adepte d'une laïcité « ouverte », le président de la République a opéré un net glissement à droite sur ce thème.

La loi du 24 août 2021 confortant les principes de la République, annoncée par le discours des Mureaux du 2 octobre 2020 de M. Macron, a marqué un tournant en la matière. Le volet « égalité des chances », conçu comme le pendant à une reprise en main des « territoires perdus de la République », a été complètement oublié. Sous la seule houlette de Gérald Darmanin au ministère de l'intérieur, la politique mise en œuvre ne s'est concentrée que sur les aspects sécuritaires et

identitaires (fermetures d'associations, de lieux de culte, expulsions d'imams, etc.) pour oublier tout traitement social.

Les banlieues ont été abandonnées par l'exécutif à l'électoratisme communautaire de La France insoumise, qui n'a eu de cesse, durant la campagne pour les européennes du 9 juin, d'appeler à la mobilisation de « la jeunesse des quartiers » sur le seul thème de la guerre à Gaza, attisant un antisémitisme latent dans un contexte devenu hautement inflammable depuis les violentes émeutes de juin et de juillet 2023 puis à la suite des massacres commis par le Hamas le 7 octobre en Israël et de la guerre contre Gaza qui s'est ensuivie.

Avec la possible arrivée au pouvoir du Rassemblement national, le processus infernal enclenché par les attentats arrive à maturité. Comme l'avait annoncé au début des années 2000 le politologue Gilles Kepel, cette stratégie, pensée par le théoricien proche d'Al-Qaida Abou Moussab Al-Souri, donne la priorité au combat en Occident à travers l'instrumentalisation de la jeunesse musulmane immigrée : en commettant des attentats en Occident, les organisations djihadistes précipitent la stigmatisation des musulmans et provoquent des mouvements de rejet qui les poussent ainsi dans les bras de ces mêmes mouvements djihadistes aimant à se présenter comme les seuls véritables musulmans. Dans ce domaine aussi, le macronisme a échoué, faute de rester fidèle à sa promesse originelle de rassemblement et non de dissension. ■

CHRISTOPHE AYAD



CHRONIQUE

PAR ALEXANDRE PIQUARD

Fin de l'ère Macron pour la « start-up nation »

Rarement un secteur économique aura autant été associé à une personnalité politique : l'écosystème de la tech française est lié à l'image d'Emmanuel Macron, auto-proclamé très tôt candidat puis président de la « start-up nation ». « Une "start-up nation" est une nation où chacun peut se dire qu'il pourra créer une start-up. Je veux que la France en soit une », prophétisait-il en avril 2017, empruntant un slogan parfois employé pour désigner Israël. Pour le secteur numérique, les législatives anticipées avec le Rassemblement national (RN) en tête des sondages sont un choc.

La « start-up nation » se prépare à la fin de l'époque Macron. « Il y a un trauma. On vivait une période très stable. Macron, avec sa dissolution [de l'Assemblée nationale], donne une claque à tout le monde. C'est la fin d'une époque », raconte sous le couvert d'anonymat le fondateur d'une start-up d'intelligence artificielle (IA) croisé à un cocktail de l'association French Tech, le 24 juin. « Partie prenante de la "start-up nation" », cet « archétype de l'électeur de centre gauche », soutien de Macron en 2017 et déçu depuis 2022, craint qu'une alternance remette en cause les mécanismes de soutien financier public mis en place pour la tech depuis 2017.

« Je sens du pragmatisme »

L'association des start-up France Digitale a publié dans *Les Echos* une tribune mettant en garde contre « le retour du nationalisme, la tentation des extrêmes ou du repli sur soi ». Et plaide pour le maintien de l'ouverture aux capitaux et aux salariés étrangers. Vladimir Spalaïkovitch, fondateur de la start-up FitSize, raconte ainsi que la dissolution a « tout de suite généré une appréhension, voire une peur chez les développeurs qui travaillent pour nous en "offshoring", c'est-à-dire en Tunisie ». Alexandre Pham, de MisterTemp, confie avoir organisé une réunion d'« analyse d'impact » du scrutin, s'interrogeant sur l'avenir des 14 % d'étrangers non européens employés dans son réseau d'agences d'intérim franchisées.

« Au mieux nous ferons du surplace, au pire nous reculerons », analyse Olivier Martret, de la société de capital-risque Serena Capital, cité par *L'Usine digitale*.

En parallèle de ce concert d'inquiétudes, on sent aussi dans le secteur de la tech une certaine prudence, voire un attentisme et une résignation à pouvoir s'accommoder du RN, si ce dernier devait gouverner. De nombreux acteurs et lobbys ne souhaitent pas s'exprimer publiquement. « Je sens du pragmatisme. Les gens sont déchirés entre leur moi économique et leur moi démocratique : il y a un programme qui est mieux d'un point de vue économique mais qui est problématique démocratiquement », explique anonymement un professionnel de la tech, résumant l'idée – déjà entendue chez des patrons d'autres secteurs – selon laquelle le programme du RN serait préférable pour les entreprises à celui du Nouveau Front populaire et ses « hausses d'impôts ». « Les gens du secteur se disent aussi que la raison du terrain et les garde-fous démocratiques feront peut-être qu'une arrivée du RN ne générerait pas tant de changements que cela », poursuit-il. « Nous sommes plus inquiets de l'arrivée de l'extrême gauche au pouvoir que de celle de l'extrême droite, car le RN est pro-industrie », estime un lobbyiste dans les semi-conducteurs cité par *Contexte*.

Si le RN ne fait pas figure de repoussoir politique absolu aux yeux de certains dans la tech, c'est aussi parce qu'il s'est employé, ces dernières années, à séduire le secteur, notamment sous l'impulsion du député sortant Aurélien Lopez-Liguori. Jordan Bardella a – notamment en juin 2023 – fait l'éloge de l'IA, dénoncé la régulation jugée excessive du texte européen AI Act pour les entreprises du secteur et appelé de ses vœux une politique publique européenne en la matière... un discours aux accents technophiles rappelant celui d'Emmanuel Macron.

Des figures sortent même du bois pour se déclarer compatibles avec le RN, comme le patron « souverainiste » de Whaller, Thomas Fauré, souhaitant une politique plus stricte sur la souveraineté des données et l'orientation de la commande publique vers les entreprises européennes... une vieille revendication des start-up françaises. Si elle se targue parfois d'agir pour le bien commun et d'avoir une culture d'entreprise singulière, la tech est peut-être un secteur économique pas si différent des autres. ■

ISRAËL-HAMAS, LE JOUR D'APRÈS

HORS-SÉRIE



40 CARTES POUR COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAËL-PALESTINE
Hors-série du « Monde », 114 p., 12,50 €

Le jour d'avant. Le 6 octobre 2023, Israël s'endort. Le problème palestinien n'est plus à l'agenda diplomatique international. L'esprit des accords d'Abraham, signés en 2020 entre Israël et certains Etats arabes, suit son cours et démontre que les régimes en place sont davantage préoccupés par leur sort que par celui des Palestiniens. L'Arabie saoudite ne les a pas signés, mais elle négocie avec les Israéliens. De son côté, Benjamin Netanyahu est à la tête d'une coalition qui comprend des ministres ouvertement racistes, partisans de la colonisation à outrance de la Cisjordanie, et fait l'objet d'un vaste mouvement de contestation contre ses réformes politiques. Le Hamas, replié sur les 363 kilomètres carrés de la bande de Gaza, gagne en popularité en Cisjordanie, jusqu'à la bastion d'une Autorité palestinienne à la peine.

7 octobre 2023. Israël se réveille dans l'horreur. Du nord au sud de la bande de Gaza, des militants armés du Hamas déferlent sur le ter-

ritoire israélien, malgré la barrière de protection réputée infranchissable. Les forces de sécurité israéliennes sont inefficaces face à des terroristes qui massacrent 1152 personnes dans un pogrom d'une violence insensée et en enlèvent 251 autres. Israël riposte aussitôt, son armée se lance dans une opération de représailles.

Comprendre l'autre

Le jour d'après. La bande de Gaza est en grande partie détruite. En neuf mois, près de 40 000 civils gazaouis ont été tués, mais l'objectif de détruire le Hamas terré dans les tunnels n'est pas atteint. Et le gouvernement israélien est obligé de négocier, même indirectement, avec lui, son pire ennemi, la libération des otages au moment où son premier ministre, Benjamin Netanyahu, est de plus en plus l'objet de critiques, jusqu'à une inculpation par la Cour pénale internationale, en mai. Et, surtout, aucun plan ne se dessine pour le jour d'après. Quelle sortie de guerre? Quelle résolution du conflit? Quelle reconstruction? Qui administrera

la bande de Gaza? Quel avenir pour la Cisjordanie?

Histoire, idéologie et religion tissent le récit de ce vieux conflit entre deux identités, deux causes, deux peuples condamnés à vivre côte à côte. Ces trois variables doivent servir d'aide-mémoire pour mieux comprendre la tragédie qui se déroule sous nos yeux depuis des décennies. Sortir des histoires fables, des idéologies meurtrières et des religions instrumentalisées constitue le premier réflexe à adopter pour comprendre l'autre. Car, tant que l'on ne verra pas l'autre tel qu'il est, rien n'avancera, trop de réflexes identitaires aiguisant l'exclusion et la haine.

Pour aborder ce sujet qui provoque tant d'anathèmes, ce hors-série du *Monde* utilise la cartographie. Pourquoi? Parce que les cartes ne caricaturent pas, elles explicitent. Elles ne vocifèrent pas, elles suggèrent. Ce parcours cartographique du conflit, éclairé par une série d'entretiens, a pour objectif de remettre le problème israélo-palestinien sur la table de la raison. ■

MICHEL LEFEBVRE

Ukraine, une page se tourne | PAR SERGUEÏ



LE RN S'EST EMPLOYÉ, CES DERNIÈRES ANNÉES, À SÉDUIRE LE SECTEUR DE LA TECH



INTERNATIONAL | CHRONIQUE
PAR PHILIPPE RICARD

Les dangers de la cohabitation

Un conseil européen qui tombe à pic pour oublier les turpitudes de la dissolution de l'Assemblée nationale ? Rien n'est moins sûr pour Emmanuel Macron à trois jours du premier tour des élections législatives. Jeudi 27 et vendredi 28 juin à Bruxelles, le chef de l'Etat devait retrouver ses homologues des Vingt-Sept, à l'heure où les convulsions de la vie politique française les préoccupent au plus haut degré, tout comme l'éventualité d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche, à l'issue de la présidentielle américaine de novembre. Comme si de rien n'était, chefs d'Etat et de gouvernement européens vont affirmer une nouvelle fois leur soutien à l'Ukraine face à la Russie, en présence de Volodymyr Zelensky. Dans la foulée du scrutin européen, ils doivent aussi désigner les dirigeants des instances communautaires pour les cinq prochaines années, dont Ursula von der Leyen, qui devrait être reconduite à la tête de la Commission. Presque la routine, sauf pour le président français.

Emmanuel Macron le sait : ce sommet est peut-être le dernier avant une éventuelle cohabitation avec la majorité qui sortira des urnes le 7 juillet. A moins d'un succès, improbable, du camp présidentiel, ou d'une « chambre introuvable », c'est-à-dire dépourvue de majorité claire, les marges de manœuvre d'Emmanuel Macron sur le terrain européen, comme international, risquent de se réduire, surtout dans l'hypothèse d'une victoire du Rassemblement national (RN). Un scénario redouté par les dirigeants européens, qui ont bien raison de s'inquiéter tant la cohabitation avec le parti d'extrême droite risque d'être tendue, pour une triple raison, institutionnelle, politique et idéologique.

«Divergences trop flagrantes» Institutionnelle, d'abord. L'Assemblée nationale à peine dissoute, Emmanuel Macron s'est évertué à défendre le « domaine réservé » qui serait le sien en cas de cohabitation. Au sommet du G7, dans les Pouilles italiennes, il affirme, le 14 juin, que ses interlocuteurs « connaissent notre Constitution » et « savent quelles sont les compétences et le rôle d'un président en France sur les sujets internationaux et de défense ».

De fait, les précédents épisodes de cohabitation incitent à penser que le président aura toujours voix au chapitre, en dépit des tensions qui ont pu exister alors entre François Mitterrand et Jacques Chirac (1986-1988), puis Edouard Balladur (1993-1995). A la différence du tandem constitué par Jacques Chirac et Lionel Jospin, entre 1997 et 2002, M. Macron devrait toujours pouvoir venir seul au Conseil européen, où chaque Etat ne dispose désormais que d'un unique siège.

Cependant, le RN, dont les membres ou alliés représenteraient la France aux conseils des ministres thématiques, risque de contester les prérogatives européennes du président. Jordan Bardella prétend ainsi que la dési-

LES MARGES DE MANŒUVRE DE MACRON SUR LE TERRAIN EUROPÉEN RISQUENT DE SE RÉDUIRE

gnation du prochain commissaire français sera l'affaire du premier ministre, quand l'Elysée assure qu'elle reviendra, comme de coutume, au chef de l'Etat.

La nomination des ambassadeurs est potentiellement plus conflictuelle encore : le président décide sur proposition de son ministre des affaires étrangères, qui contresigne son choix. Dans le domaine de la défense, si l'article 15 de la Constitution stipule que le président est le « chef des armées », l'article 21 stipule que le premier ministre est « responsable de la défense nationale » et « nomme aux emplois civils et militaires ». En clair, le président peut avoir la main sur les grands arbitrages, mais doit composer avec le premier ministre dès lors que des dépenses sont engagées.

La politique, ensuite. « La cohabitation, c'est un peu de Constitution et beaucoup de rapports de force », observe François Heisbourg, conseiller spécial à l'International Institute for Strategic Studies de Londres, pour bien signifier que rien n'est sanctuarisé. Or les « rapports de force » seront sans doute défavorables au chef de l'Etat face à un premier ministre victorieux. Nul doute que le locataire de l'Elysée sera affaibli par l'échec probable de son camp, lui-même pris de court par la dissolution.

A la différence de François Mitterrand à la fin de son premier mandat, puis de Jacques Chirac en 2002, Emmanuel Macron ne pourra pas se représenter dans trois ans. Ce qui le prive d'un précieux levier face au chef du gouvernement, dont la formation partira en position de force pour le prochain vote présidentiel, en 2027. « Il faudra voir si Jordan Bardella ménage le président, dans l'optique d'une arrivée à l'Elysée de Marine Le Pen, afin de ne pas réduire à néant le "domaine réservé" », observe un diplomate.

La tension entre les deux têtes de l'exécutif risque, enfin, d'être d'autant plus forte que tout oppose le RN au chef de l'Etat sur le plan idéologique, alors que les sujets européens et internationaux constituent des marqueurs forts pour chacun. « Chirac et Jospin avaient la même grammaire des relations internationales, mais les divergences sont trop flagrantes entre le RN et le pro-européen Macron », observe Thomas Gomart, le directeur de l'Institut français des relations internationales.

Longtemps proche de Vladimir Poutine, le RN reste en retrait des positions du président de la République au sujet de l'appui à l'Ukraine. L'Elysée prétend que les travaux continuent sur la livraison de Mirage 2000-5 à Kiev, mais sera-t-il possible pour Emmanuel Macron de prendre d'autres initiatives, alors que le RN appelle à des négociations avec la Russie ? Par ailleurs, que fera le chef de l'Etat si son potentiel premier ministre de cohabitation réclame, comme il le promet, la réduction de 2 milliards d'euros par an de la contribution française versée au budget de l'UE ? La requête risque d'être le premier contentieux entre Bruxelles et Paris. Et un test grandeur nature pour les protagonistes de la cohabitation. ■

NOUVELLE-CALÉDONIE, LE SCÉNARIO DU PIRE

ÉDITORIAL

Réléguée au second plan de l'actualité en raison de la campagne des élections législatives, la situation en Nouvelle-Calédonie reste éminemment préoccupante. L'archipel, qui vit sous un déploiement policier massif depuis le déclenchement des émeutes à la mi-mai, qui ont fait neuf morts et entraîné des dégâts matériels considérables, connaît depuis quelques jours un nouvel accès de violence.

Le calme très relatif auquel chacun s'était engagé a été rompu dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 juin après que onze militants indépendantistes ont été mis en examen et sept d'entre eux immédiatement transférés dans l'Hexagone pour y être incarcérés. Parmi eux figure Christian Tein, le leader de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), un collectif informel soupçonné d'avoir organisé le soulèvement

et commandité ses violences en réaction au vote à Paris de la réforme du corps électoral que la population autochtone kanak contestait. A l'annonce de ce transfert, les troubles sur l'île ont repris et ont pour la première fois gagné tout le territoire. La CCAT, qui dénonce les « tactiques coloniales » de la France, exige désormais « la libération et le retour immédiat » de ses militants pour qu'ils soient « jugés sur leur terre ».

Dans le climat d'extrême tension qui règne sur le « Caillou », il était acquis que le transfert à 17 000 kilomètres de l'archipel, au risque d'enfreindre les règles du procès équitable, de ces sept hommes et femmes répartis dans sept établissements pénitentiaires différents, enclencherait un nouvel épisode de violence. Il faut remonter à la tragédie d'Ouvéa, en 1988, pour retrouver pareille décision : les Kanak accusés d'avoir pris en otage des gendarmes et tué quatre d'entre eux avaient été incarcérés en métropole avant de bénéficier d'une procédure d'amnistie.

Le procureur à l'origine de la décision prise samedi 22 juin invoque la nécessité de poursuivre les investigations « hors de toute pression ou concertation frauduleuse ». La procédure relève de la lutte contre la « criminalité organisée » et comporte parmi les chefs d'accusation celui de « complicité de tentative de meurtre » en raison de tirs sur les forces de l'ordre.

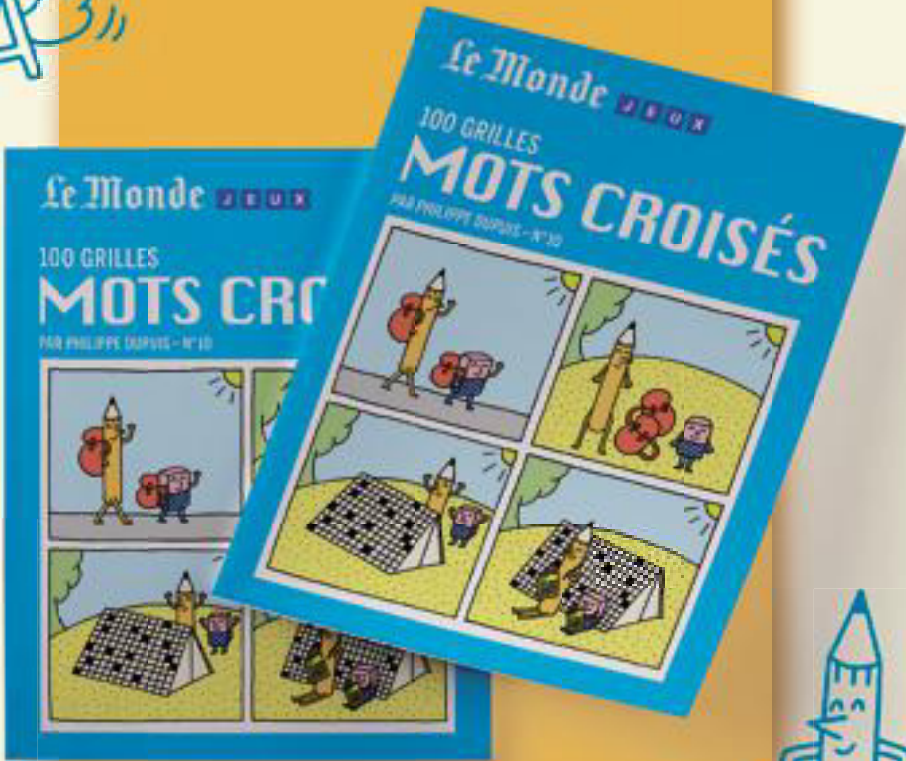
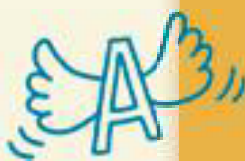
Stupéfaits de n'avoir été avisés du transfertement de leur client qu'à la toute fin des

audiences, alors que l'avion était déjà prêt à partir, les avocats des mis en détention s'indignent en retour de la brutalité et de la disproportion de la décision puisque aucune qualification terroriste ou de crime de sang n'a été retenue. Ils s'indignent en particulier du cas de Brenda Wanabo, chargée de la communication de la CCAT, qui a été éloignée à Dijon alors qu'elle est mère de trois enfants, dont un en bas âge. Tout, à leurs yeux, accrédite l'existence d'une justice d'exception, d'une justice politique.

Plutôt que d'expliquer, la chancellerie s'est murée dans le silence, renvoyant à une « décision prise par un magistrat du siège, totalement indépendant ». Le contentieux, sur place, est d'autant plus lourd qu'il s'inscrit dans le cadre d'une gestion du dossier calédonien délibérément tendue : plutôt que de favoriser les palabres entre Kanak et loyalistes pour tenter d'esquisser un chemin après l'expiration des accords de Nouméa de 1998, Emmanuel Macron n'a cessé de brusquer les étapes, en cherchant à nouer d'impossibles deals entre les courants les plus extrêmes, ce qui a conduit à une situation de préguerre civile. Marginalisés, les modérés ne peuvent que constater l'étendue des dégâts. Mercredi 26 juin, le Conseil des chefs coutumiers kanak de Nouvelle-Calédonie a, à son tour, déploré « une justice à deux vitesses » en pointant les membres des « milices » loyalistes qui ne sont pas inquiétés. Comment, dans un tel climat, ne pas redouter le pire ? ■

Le Monde

À la croisée des mots



Pour les passionnés de mots croisés, **Le Monde** a réuni 100 grilles de Philippe Dupuis. Amusez-vous de ses définitions espiègles et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique - 7,50 € - 120 pages.

LA COHABITATION AVEC LE RN RISQUE D'ÊTRE TENDUE, POUR UNE TRIPLE RAISON, INSTITUTIONNELLE, POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE

Baudelaire Ténébreuse et profonde unité

Dans une nouvelle « Pléiade », les « Œuvres complètes » du poète et critique sont livrées dans un ordre strictement chronologique. Une cohérence inédite se fait ainsi jour



Autoportrait et croquis de Charles Baudelaire (vers 1848). FONDS GEOFFROY-DECHAUME/CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE/MMF

NICOLAS WEILL

Avec Charles Baudelaire (1821-1867), jamais le dernier mot ne peut être prononcé, tant sa lecture déconcerte. Il y a toujours du divers et du nouveau, même dans la nouvelle édition, la troisième, des *Œuvres complètes* du poète qui paraît dans « La Pléiade » sous la direction de deux spécialistes du XIX^e siècle, André Guyaux et Andrea Schellino.

Baudelaire inaugura d'ailleurs la collection créée par Jacques Schiffrin en 1931, avant même qu'elle soit intégrée à Gallimard, deux ans plus tard. Une deuxième « Pléiade », orchestrée par Claude Pichois, suivit en 1975, précédée par deux tomes de correspondance en 1973. Si le corpus

baudelairien établi par Eugène Crépet (1827-1892), éditeur et admirateur de l'auteur des *Fleurs du mal* dès la fin du XIX^e siècle, reste inchangé – seules d'autres lettres pourraient encore surgir de collections privées –, le parti pris de la nouvelle édition offre à l'amateur un regard rafraîchi sur une œuvre qui se lit aujourd'hui à travers le monde entier.

Les éditeurs ont opté en effet pour un classement strictement chronologique des publications et des textes posthumes, depuis les vers latins du collégien de Louis-le-Grand jusqu'aux célèbres exercices de détestation d'une Belgique dont l'accueil l'avait déçu, peu avant la fin de sa courte existence. Ne plus regrouper les textes par genre (poésie, critique, etc.) contribue à mettre en relief la pensée et la poésie baudelairiennes, leur développement, leur logique et leur cohérence. Les œuvres lyriques alternent avec la critique. Même les connaisseurs seront désormais davantage en mesure d'appréhender l'œuvre comme un tout.

Grâce à l'exercice proposé par cette édition (l'œuvre s'éclairant par elle-même, et le poème par l'essai), l'extrême simplicité de certains vers (« *Ange plein de beauté...* », « *Nos péchés sont têtus, nos repentirs sont lâches* »), la naïveté de certaines tournures (« *A la très chère, à la très belle* », « *Je n'ai pas oublié, voisine de la ville, / Notre blanche maison, petite mais tranquille* ») prennent une tout autre épaisseur. Leur auteur ne les a nullement choisis à titre de « *bibelots d'inanité sonore* », selon l'expression du fervent disciple que fut Stéphane Mallarmé (1842-1898). Au contraire, en parcourant Baudelaire au rythme de ses travaux et de ses jours se dégage un système philosophique en mouvement, qui jette une lumière nouvelle sur des mots apparemment anodins : « *Comme de longs échos qui de loin se confondent, / Dans une ténébreuse et profonde unité* ».

Par exemple, les derniers vers de *L'Héautontimorouménos* (« *châtié par lui-même* », en grec) – « *Je suis de mon*

cœur le vampire, / – Un de ces grands abandonnés / Au rire éternel condamnés, / Et qui ne peuvent plus sourire ! » – ne sont pas qu'une allitération belle mais creuse. Pour comprendre cette antithèse, on peut se référer à un écrit de 1855, *De l'essence du rire et généralement du comique dans les arts plastiques*, ici reproduit, où Baudelaire déploie, sous l'inspiration de Thomas Hobbes (1588-1679) et de Ralph Waldo Emerson (1803-1882), une théorie sophistiquée du rire caractéristique du monde d'après la chute d'Adam. Le rire deviendrait pour l'homme, dans un univers livré au mal, le substitut de la dent du lion, avec laquelle celui-ci mord un environnement hostile. « *Le comique, résume Baudelaire, est un des plus clairs signes sataniques de l'homme* ». Il l'oppose au rire des enfants, qui, lui, témoigne de « *la joie de respirer, la joie de s'ouvrir, la joie de contempler, de vivre et de grandir. C'est une joie de plante. Aussi généralement est-ce plutôt le sourire, quelque chose d'analogue au balancement de la queue des chiens ou au ronron des chats* ».

De fait, l'idée de la chute et du mal s'impose comme la pierre angulaire de la sombre théologie baudelairienne, qui se

Le poète déploie
une théorie sophistiquée
du rire caractéristique
du monde d'après
la chute d'Adam

passé d'ailleurs de Dieu. C'est ce « *soleil noir* » qui alimente sa vision de l'amour, de la sensualité, mais aussi la colère sourdant des fragments inaccomplis de *Fusées*, de *Mon cœur mis à nu* ou de *La Belgique déshabillée*. Baudelaire règle brutalement ses comptes avec la modernité (il est l'un des promoteurs du terme), avec le progrès, lent suicide que l'humanité s'inflige à elle-même, pense-t-il, mais aussi avec l'humanitarisme de Victor Hugo (1802-1885)... Fanal du romantisme tardif, Baudelaire a rejeté l'utopisme propre à la révolution de 1848, à laquelle il a pourtant pris part. Sous l'inspiration d'un de ses maîtres à penser, qui compte autant qu'Edgar Poe (1809-1849), le monarchiste Joseph de Maistre (1753-1821), il se convulse face à la marche en avant d'une démocratie pour eux de moins en moins habitable.

Toutefois, ce partisan de l'aristocratie et de la peine de mort n'est pas toujours où on l'attend. « *Etant enfant, confie-t-il dans Mon cœur mis à nu, je voulais être tantôt pape, mais pape militaire, tantôt comédien* ». Ces deux volumes de « La Pléiade » le montrent : antimoderne ou poète condamné pour immoralité, Baudelaire est toujours « *bizarre* » avec génie. ■

ŒUVRES COMPLÈTES.
TOMES I ET II,
de Charles Baudelaire,
édité sous la direction
d'André Guyaux et Andrea Schellino,
Gallimard,
« Bibliothèque de la Pléiade »,
1760 p. et 1792 p.,
75 € chacun.

2 C'EST D'ACTUALITÉ

► ENQUÊTE

Le lancement du portail Internet « Lire l'Ukraine » par l'Institut ukrainien en France

3 MOTS DE PASSE

► J. L. Austin repense le langage



4|5 LITTÉRATURE

► Raymonde Vincent, Francesca Pollock, Peter Handke, Erri De Luca



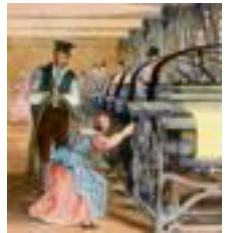
Raymonde Vincent.

6 HISTOIRE D'UN LIVRE

► « Le Barman du Ritz », de Philippe Collin

7 ESSAIS

► Flora Tristan à la lettre



8 CHRONIQUES

► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu le recueil de textes de l'artiste Robert Filliou

9 HISTOIRE LITTÉRAIRE

► Deux livres sur la poète Renée Vivien

10 RENCONTRE

► Stéphanie Roza, fidèle aux Lumières



Un festival atlantiste

Festival America, onzième ! La manifestation consacrée aux « littératures et cultures d'Amérique du Nord », créée en 2002, qui se tient tous les deux ans à Vincennes (Val-de-Marne), aura lieu du 26 au 29 septembre, en partenariat avec « Le Monde des livres ». Et, cette fois, il y sera question autant d'Amérique que d'Europe, autour du thème « *le monde en commun* ». Parmi les auteurs invités, citons, côté américain, Dan Chaon, Dahlia De la Cerda, Hernan Diaz, James Ellroy, Seth Greenland, Lauren Groff, Aleksandar Hemon, Nathan Hill, Colson Whitehead ; et, de ce côté-ci de l'Atlantique : Naomi Alderman, Cristina Comencini, Erri De Luca, Víctor del Arbo, Andreï Kourkov, Sara Mesa...

“ La nouvelle, c’est l’implicite et le camouflé, c’est le silence et l’interstice. Ce n’est pas tant sa brièveté qui me plaît que son architecture.”

VÉRONIQUE OVALDÉ

L’écrivaine participe au dossier que la revue *Décapage* (Flammarion, 172 pages, 16 euros) consacre à la forme courte. Tout juste récompensée du prix Goncourt de la nouvelle pour son recueil *A nos vies imparfaites* (Flammarion), elle y côtoie Colombe Boncenne, Belinda Cannone, Arnaud Cathrine, Julia Kerninon, Nathalie Kuperman, Maria Pourchet, Bernard Quiriny... A découvrir également dans ce numéro, la « *panoplie littéraire* » d’Eric Reinhardt.

Défection

Entrée au jury du prix Femina en juin 2021, Scholastique Mukasonga a décidé de le quitter « pour des raisons personnelles », ont fait savoir les autres jurées par un communiqué, le vendredi 21 juin. Née en 1956 au Rwanda, l’écrivaine a reçu le prix Renaudot en 2012 pour *Notre-Dame du Nil* (Gallimard).

Nouvelle irruption de Crichton

A croire que les auteurs de best-sellers ne disparaissent jamais tout à fait. Mort en 2008, Michael Crichton avait déjà publié depuis son trépas quatre livres posthumes, dont deux ont été cosignés avec d’autres écrivains, Richard Preston et Daniel H. Wilson. *Eruption*, le blockbuster livresque américain de l’été 2024, porte encore une fois sur sa couverture le nom de Crichton, et celui d’un autre habitué des classements de meilleures ventes, James Patterson, qui a terminé ce manuscrit inachevé du premier, un thriller sur fond d’éruption volcanique à Hawaï.

Le portail Internet « Lire l’Ukraine », lancé en mai, est un acte de résistance à la guerre que la Russie mène contre la culture ukrainienne

Quand l’Ukraine s’offre aux lecteurs français

ENQUÊTE

FLORENT GEORGESCO

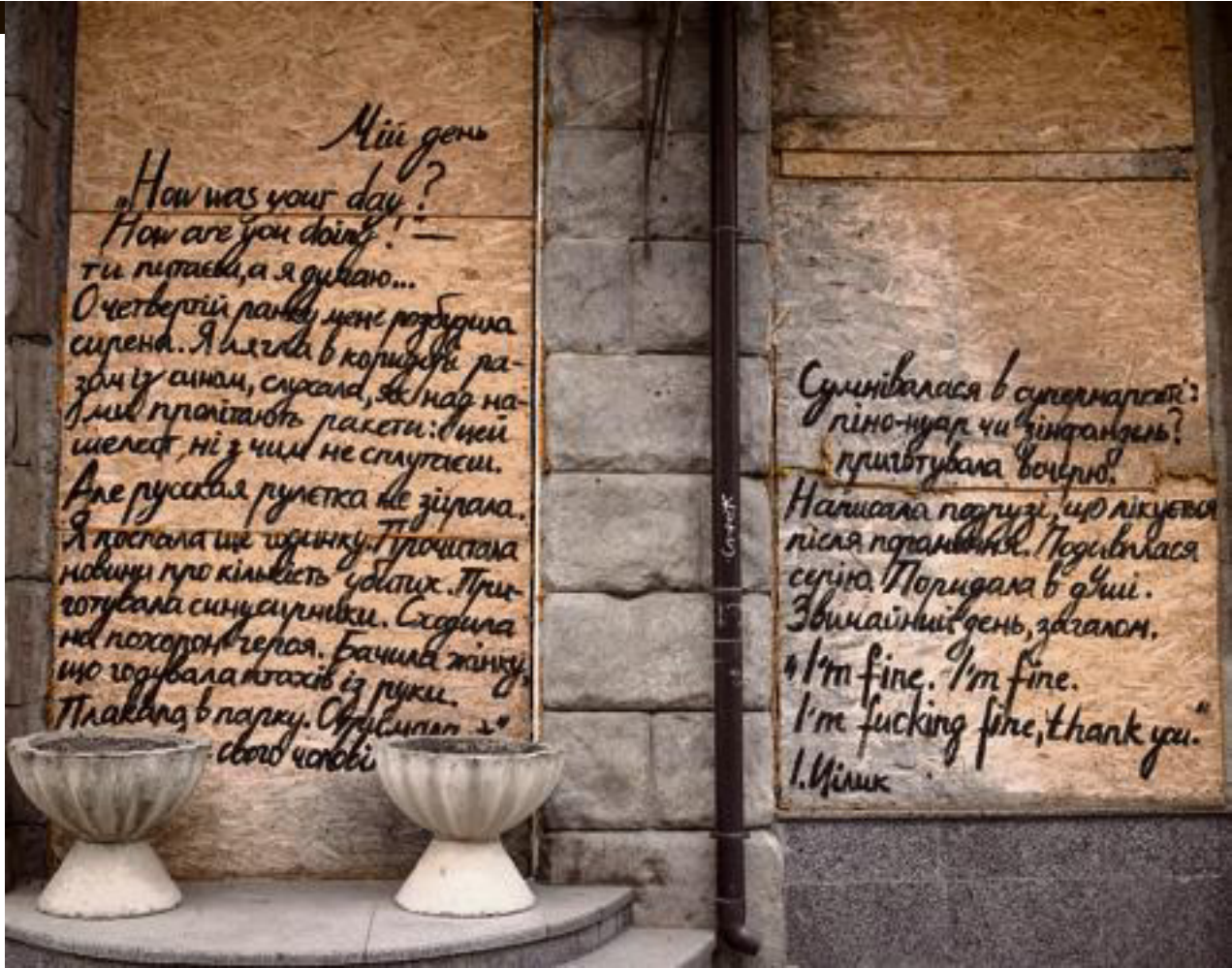
Le 9 novembre 2023, la Gaité-Lyrique, à Paris, recevait l’épouse du président Volodymyr Zelensky, venue inaugurer la deuxième implantation de l’Institut ukrainien à l’étranger, après Berlin en mars. « *Heureusement, l’Institut ukrainien en France n’aura pas besoin d’un abri antiaérien. Cependant, aujourd’hui, les sirènes d’alerte aérienne retentissent au sein de toute la culture ukrainienne* », déclarait Olena Zelenska, en rappelant que depuis le début de l’agression russe sept cents lieux culturels avaient été détruits en Ukraine. Elle ajoutait : « *Notre culture atteste que nous existions, que nous existons et que nous existerons toujours.* »

L’Institut ukrainien, dont la mission est de faire connaître la culture ukrainienne et de créer des liens culturels avec d’autres pays, a été fondé à Kiev, au sein du ministère des affaires étrangères, en 2018. Il traduisait l’élan né de la révolution de Maidan, quatre ans plus tôt, et la nécessité de renforcer la résistance sur tous les plans, tandis que la Russie, après avoir annexé la Crimée, déstabilisait le Donbass et imposait, déjà, un affrontement militaire.

« *Bien sûr, raconte Natalya Guzenko Boudier, la directrice de sa branche française, quand la guerre totale a commencé, en 2022, nos collègues se sont demandé ce qu’il fallait faire. Heureusement, même si l’équipe a été dispersée, ils ont décidé de continuer le travail.* » C’est alors qu’est née, comme une évidence, l’idée d’implanter l’Institut dans des pays alliés. « *Poutine s’en prend à notre identité elle-même, dont il nie la réalité. Faire découvrir notre patrimoine et ce que créent aujourd’hui nos artistes, nos écrivains, est plus important que jamais.* »

Le lancement, fin mai, du portail « Lire l’Ukraine », sur le site Internet de l’Institut ukrainien en France (fr.ui.org.ua/lire-ukraine), répond à ce besoin. De plus en plus d’écrivains ukrainiens sont publiés en France, mais les connaissons-nous bien ? Natalya Guzenko Boudier cite le romancier et essayiste Artem Chapey, auteur de dix livres, dont les Français n’ont pu découvrir qu’un roman, *Loin d’ici, près de nulle part* (Bleu et Jaune, 2021), et le récit de son engagement volontaire dans l’armée, *Les gens ordinaires ne portent pas de mitraillettes* (Bayard, lire « *Le Monde des livres* » du 9 février). Ou l’écrivaine et philosophe féministe Oksana Zaboujko, « *qui est très importante dans notre culture* », mais dont les lecteurs français ne connaissent qu’un roman, *Explorations sur le terrain du sexe ukrainien* (Intervalles, 2015), sur une vingtaine de livres.

Chacun d’eux fait l’objet d’une longue notice biographique et d’une présentation des livres traduits, comme, à ce jour, une quinzaine d’autres, tels Sofia Andrukhovych, Lyubko Deresh, Lina Kostenko, Dzvinka Matiyash, Neda Nezhdana ou Nataalka Vorobjyt. Et, bien sûr, l’écrivain ukrainien contemporain le plus connu dans le monde, Andreï Kourkov. Mais, justement, commente



Un poème calligraphié sur des panneaux de contreplaqué remplaçant des vitres brisées lors d’un bombardements, à Kharkiv (Ukraine), le 10 mars. RAFAEL YAGHOZADEH POUR « LE MONDE »

Natalya Guzenko Boudier, « *quand on va dans une librairie française, souvent, on ne trouve que lui. C’est très bien qu’il y soit. C’est un grand écrivain, qui d’ailleurs fait beaucoup pour aider ses jeunes confrères à se faire connaître. Mais il y a tellement plus de livres !* »

D’où ce portail, qui ne cesse de s’enrichir. L’équipe de l’Institut ukrainien en France – trois personnes, rassemblées au dernier étage de la Gaité-Lyrique, dans un espace de travail partagé – recense les auteurs, prépare les notices. Elle ajoutera bientôt des écrivains qui ne sont pas encore traduits en français. « *Si ça peut*

« Poutine s’en prend à notre identité elle-même, dont il nie la réalité. Faire découvrir notre patrimoine et ce que créent aujourd’hui nos artistes, nos écrivains est plus important que jamais », explique Natalya Guzenko Boudier, directrice de l’Institut ukrainien en France

donner des idées à des éditeurs... », glisse la directrice. De plus, « Lire l’Ukraine » a d’ores et déjà donné naissance à deux ramifications, elles aussi destinées à croître rapidement.

« Je souligne ! » réunit ainsi de brèves citations d’auteurs ukrainiens choisis et commentées par un auteur français. C’est la romancière Blandine Rinkel qui inaugure ce projet, avec un extrait des

abricots du Donbas, de Luba Yakym-tchouk (Des femmes/Antoinette Fouque, 2023). « *Sans mots sur la guerre/Cent mots sur la guerre* », de son côté, collecte des textes d’écrivains ukrainiens – Oleksandr Mykhed et Ostap Slyvynsky, pour commencer – exprimant en une centaine de mots leur vision de la guerre.

L’idée de ce projet est née de ce qu’écrivait le président de Pen Ukraine, Volodymyr Yermolenko, dans le catalogue de l’exposition « Ukraine, vision(s) », qui s’est tenue de février à juin à la Gaité-Lyrique : « *La guerre est bruyante. Et pourtant, elle crée le silence. Le silence de ceux qui ne répondront jamais.* » Ceux qui le peuvent encore ont le devoir de parler, complète Natalya Guzenko Boudier. « *Les écrivains ukrainiens le ressentent très fortement.* »

Oksana Trypolska, directrice des programmes académiques et culturels à l’Institut ukrainien en France, souligne que ce sentiment est partagé par le public ukrainien et que la littérature joue un rôle majeur. « *Depuis février 2022, les librairies, les maisons d’édition souf-*

frent, mais elles tiennent, témoigne-t-elle. Il y en a même de nouvelles qui s’ouvrent. La demande est très forte. La poésie, par exemple, est un véritable art populaire en Ukraine. Certains poètes sont en train de devenir des rock stars. »

Elle raconte la lecture de l’un d’entre eux, Serhiy Jadan, également romancier et, précisément, chanteur du groupe de rock Zhadan i Sobaky. C’était fin mai,

au Palais des sports de Kiev, devant 1200 personnes. Il y a eu deux alertes. Deux fois, les 1200 spectateurs sont descendus dans les abris. Deux fois, ils sont remontés écouter Jadan, avec ferveur. Elle parle aussi de lectures organisées près du front, dans des abris, et des soldats en permission qui viennent y assister, en laissant leurs casques et leurs gilets pare-balles à l’entrée.

Oksana Trypolska insiste sur cette présence de la poésie partout dans l’Ukraine en guerre. Les écrivains n’ont parfois plus le temps ou la présence d’esprit nécessaires pour se lancer dans la construction de livres en prose. La poésie est nerveuse, rapide. Elle s’adapte au rythme de la guerre. « *Et puis, dit-elle, elle permet de transmettre une réalité extrêmement dure, extrêmement choquante, une réalité qui fait mal, en faisant en sorte qu’elle blesse moins. Montrer la réalité de la guerre de manière brute serait insoutenable. Il y a un besoin absolu d’ajouter de la forme, de l’imaginaire, de la fiction pour pouvoir en parler.* »

Toute la question, conclut Natalya Guzenko Boudier, est que, « *en face, il y ait des gens pour entendre nos écrivains. C’est le travail que nous menons, à Paris comme ailleurs : nous assurer qu’il y ait des oreilles qui écoutent, des yeux qui lisent* ». Elle ajoute, elle qui, comme sa consœur, a fait une partie de ses études en France : « *En Ukraine, nous lisons de la littérature française dès le plus jeune âge. J’ai lu Les Misérables quand j’étais une petite fille. La culture française fait partie de notre culture. Notre rêve, c’est qu’un jour la culture ukrainienne fasse partie de la culture française.* » ■

AGENDA

► **Du 19 juin au 21 juillet : Partir en livre, à travers toute la France**

Dixième édition de ce festival national, qui entend donner à tous les jeunes accès à la lecture, avec pour thème cette année « *sports et jeux* ». Au programme, quelque 5 000 événements, parmi lesquels bibliothébus, ateliers graphiques, balades contées et concerts dessinés, consultables sur la carte interactive du site. *Partir-en-livre.fr*

► **Les 29 et 30 juin : Festival du journal intime, à Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan)**

Au cœur d’un verger breton, l’unique Festival du journal intime accueille, entre autres, les actrices Michèle Rème, qui lira le *Journal* d’Hélène Berr, et Marie-Christine Barrault, celui de la compositrice Alma Mahler. La programmation tisse théâtre et musique, arts graphiques et écriture, avec ses ateliers destinés aux scolaires comme au grand public. Conférences et rencontres viennent couronner ces réflexions sur la description et la fiction de soi. *Festivaldujournalintime.fr*

► **Du 4 au 7 juillet et du 11 au 14 juillet : Ecrivains en bord de mer, à Noirmoutier (Vendée) et à La Baule (Loire-Atlantique)**

Ecrivains, universitaires et critiques, traducteurs et éditeurs dialoguent sur des questions de société « *en bord de mer* », à cheval entre l’île de Noirmoutier et La Baule. Cette 28^e édition prévoit des ateliers de traduction, des conférences sur la justice ou sur « *la traduction à l’heure de l’IA* », et de nombreux entretiens, avec notamment Marie Darrieussecq, Chloé Delaume, Erwan Desplanques, Maylis de Kerangal, Rebecca Lighieri, Claire Marin... *Ecrivainsenborddemer.fr*

► **Du 15 juillet au 10 août : Le Camion qui livre, du Touquet à Biarritz**

Le camion rouge sillonnera les côtes de la Manche et de l’Atlantique pour proposer conseils de lecture, ateliers d’écriture avec le Labo des histoires, et de nombreuses rencontres... *Lecamionquilivre. livedepeche.com*

► **Du 18 au 22 juillet : Lire le monde, dans l’Alta Rocca (Corse-du-Sud)**

Pour cette 9^e édition, la lecture ne se fera pas sans les expériences gustatives et sonores, les visions de l’espace, entre peinture et cinéma. « *La tête dans les étoiles #2* », célébration des vertiges sensoriels et métaphysiques, sera-t-elle gage d’inspiration ? Catherine Dufour, Boualem Sansal, Lisa Blumen et Louis-Philippe Dalember, récent Prix Goncourt de la poésie, participeront à cette constellation. *Altalegheje.com/lire-le-monde*

DAVID ZERBIB

Dans les domaines de la pensée, la voie de la philosophie n'est pas une route en ligne droite au bord de laquelle se trouveraient les hôtels des grands systèmes philosophiques, où s'arrêter comme en autant d'œuvres étapes vers l'accomplissement progressif de l'esprit. La nouvelle édition de *Quand dire, c'est faire*, célèbre recueil de conférences prononcées en 1955 à Harvard (Massachusetts) par le philosophe britannique John Langshaw Austin (1911-1960), rappelle que l'histoire de la philosophie est faite de voies plurielles, d'embranchements multiples, de tournants vertigineux et de surgissements fulgurants, y compris sur des chemins d'apparence modeste. Il y va ainsi de l'œuvre d'Austin, qui a traversé la philosophie comme un « météore », pour reprendre un mot qu'affectionne Bruno Ambroise, qui a traduit, édité et introduit le présent texte.

Mort à 48 ans sans avoir publié aucun livre de son vivant, J. L. Austin a lancé dans ses conférences des idées qui font du recueil *Quand dire, c'est faire* l'un des ouvrages de philosophie anglo-saxonne contemporaine les plus cités au monde. Engagé dans le « tournant linguistique » de la philosophie (voir ci-dessous), le professeur à Oxford se situe pourtant loin de la technicité des grands concepts philosophiques. Au cœur des paroles quotidiennes, ordinaires, il repère des usages qui reconfigurent totalement le rapport de notre langage à la réalité. Il montre ainsi que nos mots ne font pas que décrire le monde, mais y agissent. Nous comprenons alors avec Austin « comment faire des choses avec des mots ».

Performatif

Venu du verbe anglais *to perform* (« accomplir »), le néologisme « performatif » forgé par J. L. Austin désigne un type d'énoncé linguistique qui accomplit un acte, et que le philosophe distingue des énoncés « constatifs », qui décrivent une réalité. Par exemple, faire une promesse, dire « *je vous salue* » ou déclarer « *la séance est ouverte* », ou « *je te parie six pence qu'il pleuvra demain* », ou encore, écrit le philosophe anglais, « *je baptise ce bateau le Queen Elizabeth ! – tel qu'on l'énonce en lançant une bouteille contre la proue du navire* »... Dans tous ces cas, parler ne revient pas simplement à dire quelque chose, mais à faire quelque chose. En l'occurrence, donner sa parole, saluer, ouvrir la séance, parier, baptiser un bateau.

Mais attention (on notera que ce dernier mot ne décrit rien mais vise ici à attirer effectivement l'attention) : la performativité du langage découverte par Austin n'est pas une force magique attachée à la forme de certains énoncés. Elle dépend de certaines conditions, comme être autorisé à ouvrir la séance, avoir six pence en poche ou être le propriétaire du bateau, sans quoi ces énoncés performatifs échoueraient à accomplir quoi que ce soit. Ni vrai ni faux, le discours performatif est donc « heureux » ou « malheureux », il réussit ou il échoue, selon ses « conditions de félicité ». C'était d'ailleurs le sens de la critique faite par le sociologue Pierre Bourdieu (1930-2002) à une certaine lecture d'Austin : ce sont les conditions sociales qui confèrent du pouvoir aux mots, et non une forme linguistique. Soit, mais, sans cette forme d'acte de parole, ce pouvoir resterait lettre morte, et le *Queen Elizabeth* ne pourrait jamais naviguer.

Constatif

Les énoncés « constatifs » définissent, dans la philosophie du langage d'Austin, le type de discours qui, contrairement aux fameux « performatifs », peuvent être dits « vrais » ou « faux », comme lorsque, en regardant par la fenêtre, nous disons « *il pleut* ». La pluie qui tombe, effectivement ou non, permettra facilement de juger la valeur de vérité de l'énoncé. Les « constatifs » sont les parents pauvres de la théorie d'Austin, car ils renvoient à une philosophie du langage plus classique, qui l'envisage comme un reflet du monde dont la raison vérifierait l'adéquation à travers des critères de vérité.

Mais, dans son observation fine de nos usages ordinaires du langage, ce qu'il nomme sa « *phénoménologie linguistique* », J. L. Austin identifie un

problème dans un énoncé comme « *il pleut* » : dire cela, en effet, c'est encore accomplir un acte, c'est encore faire quelque chose. Non pas faire tomber la pluie, certes, mais à tout le moins accomplir un acte de parole, et engager une série de conséquences pratiques, comme par exemple prendre son parapluie. Inversement, un énoncé comme « *je suis désolé* », par lequel on s'excuse effectivement, décrit aussi un état du locuteur, rendant ce performatif ambigu. Voilà pourquoi, dans le dernier tiers de ses conférences, Austin opère un revirement radical à propos de la distinction entre performatifs et constatifs, le conduisant à « *abandonner l'opposition tranchée qui lui a servi de point de départ* », comme l'explique François Recanatì dans sa postface, afin d'« *élaborer une théorie générale de la parole comme action* ».



J. L. Austin, à l'université de Birmingham, en 1952. GEORGE DOUGLAS/GETTY IMAGES

J. L. Austin repense le langage

Le philosophe britannique, mort en 1960, a connu une immense postérité intellectuelle avec « *Quand dire, c'est faire* », analyse novatrice de la façon dont le langage façonne la réalité. Une nouvelle traduction permet de revisiter ses concepts-clés

Tournant linguistique

Lors de la première de ses célèbres conférences de 1955, J. L. Austin lâche, non sans ironie, à propos des facettes du langage qu'il a mises en évidence : « *Il ne fait aucun doute qu'elles sont en train de produire une révolution en philosophie*. » Et d'ajouter : « *La considérer comme la plus grande et la plus salutaire de son histoire n'aurait, à bien y réfléchir, rien d'une exagération*. » La performativité du langage introduit en effet un concept décisif. Mais la pensée d'Austin s'inscrit dans un processus déjà ouvert par ce qui sera appelé le « tournant linguistique » de la philosophie au XX^e siècle. Le philosophe autrichien Ludwig Wittgenstein (1889-1951), avec sa théorie des « *jeux de langage* », en a constitué un acteur majeur, bien qu'Austin se réclame peu de cette filiation.

Le tournant linguistique a consisté à faire de l'analyse du langage le terrain de clarification et d'élucidation des questions philosophiques. Cette méthode, qui est devenue dominante dans toute la philosophie anglo-saxonne, souhaitait produire un effet « *déflationniste* » vis-à-vis de la tradition européenne dite « continentale ». De ce point de vue, un certain nombre de spéculations métaphysiques devenaient vaines dès lors qu'on interrogeait prioritairement le langage utilisé pour les formuler. Contrairement à d'autres tendances philosophiques inscrites dans ce tournant, les concepts d'Austin ont très largement essaimé, dessinant de vastes détours au-delà de la ligne stricte du *linguistic turn*. ■

Une force agissante

LA NOUVELLE TRADUCTION du livre posthume du philosophe anglais J. L. Austin, paru en 1962 sous le titre *How to Do Things with Words* (littéralement « comment faire des choses avec des mots », ce qui est devenu, dès la première parution française en 1970, *Quand dire, c'est faire*), donne accès à une édition plus complète des notes laissées à sa disparition par le philosophe.

Elle permet également de prendre acte, près de soixante-dix ans après avoir été prononcées, de « *l'immense et diverse* » postérité intellectuelle des douze conférences qui composent ce livre, comme le montre dans son introduction Bruno Ambroise.

Mais d'où vient l'effet Austin ? Du fait que ce philosophe, ancien membre éminent des services de renseignement britanniques durant la seconde guerre mondiale et artisan de la réussite du débarquement en Normandie (comme l'atteste une biographie récente de M. W. Rowe, *J. L. Austin*.

Acte de parole

Traduction de *speech act*, qui a souvent été rendu par « acte de langage » avant, notamment, cette nouvelle traduction, l'« *acte de parole* » nomme la dimension pragmatique du langage ordinaire qui traverse la philosophie de J. L. Austin. La notion d'acte de parole suppose de concevoir le langage à travers la façon dont, en parlant, nous accomplissons des actes inscrits pragmatiquement dans certaines conditions d'énonciation, au-delà même de la distinction constatif-performatif. Mettant en pièces, comme il l'écrit, dans un écho presque nietzschéen, le « *fétiche vérité-fausseté* », la théorie d'Austin n'est pas pour autant un relativisme qui consisterait à renoncer à une connaissance vraie portant sur le monde, au profit d'interprétations et de constructions linguistiques. Les actes de parole, chez Austin, relèvent de ce que Bruno Ambroise et Sandra Laugier ont justement appelé, dans *Philosophie du langage* (Vrin, 2009-2011), un « *réalisme des usages* ».

Autrement dit, c'est par la pratique humaine du langage que la réalité se compose et se recompose, mais celle-ci n'est pas transparente, elle résiste et conditionne l'efficacité de ces recompositions et transformations. Accompagnant la fortune du concept de « *performativité* » du langage, la théorie des actes de parole a été systématiquement développée par un disciple d'Austin, l'Américain John Searle. D'autres philosophes, comme Jacques Derrida (1930-2004) ou Judith Butler, ont de leur côté ouvert des voies théoriques moins orthodoxes à partir des *speech acts* austiniens.

Philosopher and D-Day Intelligence Officer, non traduit), a su identifier dans les formes les plus banales du langage une force agissante, qui opère derrière un « camouflage », pour reprendre son terme.

En effet, certains de nos énoncés semblent être en apparence affirmatifs alors que rien de ce qu'ils énoncent ne pourrait être jugé vrai ou faux, sans pour autant les condamner au non-sens. Austin baptise ces énoncés « *performatifs* ». Le mot est lancé. Il a depuis conquis la philosophie, les sciences humaines et les arts, qui recourent au concept austinien chaque fois qu'il s'agit de rendre compte de la façon qu'à notre usage du langage de façonner la réalité. ■ D. Z.

QUAND DIRE, C'EST FAIRE
(*How to Do Things with Words*),
de J. L. Austin,
traduit de l'anglais et introduit par Bruno
Ambroise, postface de François Recanatì,
Seuil, « *L'ordre philosophique* »,
264 p., 23,50 €.

Les affres d’une adolescente en proie à un élan spirituel inexhaustible. « Elisabeth », de Raymonde Vincent, réédition d’un roman tragique de 1946

L’oraison des choses

JULIETTE EINHORN

À l’instar des fermiers de *Campagne*, premier roman de Raymonde Vincent (Stock, 1937 ; rééd. Le Passeur, 2023), Elisabeth, l’héroïne de son troisième, publié chez Stock en 1946, cherche sur les chemins, à travers les herbes, sous les touffes de bruyère, la vérité des choses. Dans le creux d’une haie, au pied d’un grand arbre, aux confins d’un bois ou dans un fossé, partout elle se cache, s’y blottit comme en enfer ou au paradis.

A l’instar de sa créatrice, qui quitta son Berry natal pour Paris en 1925, la jeune fille de 17 ans ne trouve en son âme, comme dans les sentiers, que de « *grands creux* », des « *déchirures qui lui donnent le vertige* ». Elle ne sait comment annoncer à son père qu’elle s’est fait renvoyer de son atelier de confection. Par quelle issue sortir de ce malentendu qui entrechoque sa pudeur brutale à lui, pour circonscrire la solennité de l’amour ébahi que lui inspire sa fille, et son emportement à elle, sa ferveur folâtre, qui passe pour de l’éparpillement coupable.

Cette tendresse contraire contamine tout, fièvre funeste d’un

roman précipice. Elisabeth déambule, liée tel un ressort récalcitrant à son père par la déception qu’elle lui cause en faisant de chacune de ses journées une échappée. Ils flottent, ensemble à l’intérieur de ce qui les sépare. Chacun est coincé à l’une de ces deux extrémités, qui s’intervertissent : celui qui cause le choc, celui qui le subit, tous deux traversés par le même tremblement. Frappée par la réplique du séisme dont elle est l’épicentre, la jeune fille partage la douleur qu’elle lui cause en une transsubstantiation affective.

Grand huit vertigineux

Affiliée au réalisme chrétien des *Cahiers du Rhône*, fondés en 1942 par le critique et traducteur Albert Béguin, qui fut son époux, Raymonde Vincent, dans le même geste, en contredit l’argument. Elisabeth, c’est vrai, est transportée par l’élan spirituel d’une « *adoration intérieure* » : dans l’église Saint-Martial de Châteauroux, où elle se réfugie pour pleurer ; par la Vierge de Lourdes, dans l’atelier de M^{lle} Bernard, qui lui offre une place de chemisière. Mais cette vision, « *image ineffable d’un jardin aux rosiers blancs* » qui s’insinue dans l’hiver, pénétration possible d’un monde dans l’autre, ne l’empêche pas de « *tomber dans le vide* », endolorie par une réalité trop petite pour elle.

Tout le roman, dès lors, est une oscillation violente, grand huit



Raymonde Vincent, près de Châteauroux, en 1978. ULF ANDERSEN/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

vertigineux entre vagabondages exaltés et désespoirs voraces. Paradoxale, la foi d’Elisabeth est une échappatoire à sa soif de « *liberté suprême* », intensité supplémentaire où exercer sa relation aux autres pour faire de la révélation un stupéfiant. Une façon d’exhausser le monde. Des fonts baptismaux où jeter son mal-être. Mais, si son rapport à Dieu est une subversion, c’est aussi une aporie. Trop absolu pour être humain, son amour est aussi trop épanché, trop sensitif pour être religieux. Il restera inentendu.

Elisabeth est donc, aussi, un trompe-l’œil. Un roman symboliste, provocateur et lyrique, qui détourne le roman catholique à la Charles Péguy ou Léon Bloy pour le faire implorer. Ce que la jeune fille fait trébucher sur les sentiers de traverse, c’est son désir furieux, éperdu, son besoin viscéral d’entrer dans les choses. La nécessité de les faire exister deux fois pour s’en emparer. En provoquer de nouveau le surgissement. Pénétrer en leur cœur profond et s’y promener à sa guise.

C’est en laissant son père derrière elle, allant poursuivre sa quête à Paris, qu’Elisabeth trans-

formera le silence dans lequel il l’a avalée pour en faire une aventure intérieure. Une oraison funèbre aussi prégnante que sa vision, « *si réelle qu’on croi[t] être dedans* », sous le charme de cette double réalité. Elle y est aidée par une longue chaîne de femmes auxquelles elle est reliée : les défuntées de sa famille, ses tantes, dont elle se sent la fille, sa mère morte, « *qui n’est pas une personne, mais un appel* ». Sainte Anne, sainte Solange, la patronne du Berry, qui s’inscrivent dans ce sillage. Ces liens, chapelet affectif, invisible, forment un passage souterrain entre les âmes.

C’est à ce noyau irréductible que touche l’écriture de Raymonde Vincent, pour faire chanter la résonance tragique d’une invite qui ne trouve pas de répondant. Son roman irradie d’une aura opaque. L’exercice douloureux du pardon qui vient trop tard. Une main tendue qui retombe. ■

ÉLISABETH, SUIVI DE « LE PÈRE », de Raymonde Vincent, préface de Renan Prévot, Le Passeur, « Les pages oubliées », 242 p., 19 €.



Lutter contre son ombre

C’est sur son lit de repos, après qu’un « *croquemort chauve* » lui a « *pété le genou lors d’un entraînement de boxe thaïlandaise* », que Léo Lebrun, auteur et narrateur de *La Bagarre !*, son premier roman, s’arme de ses carnets, de ses médailles et photographies de famille pour un nouveau combat. Face à l’immobilité, l’écriture est la seule énergie qui le porte encore. Tout juste remis de son opération des ligaments croisés, il reprend, de pair avec l’écriture, le judo, qu’il n’a plus pratiqué depuis longtemps. Mais, à 34 ans, les entraînements abiment son corps, l’angoisse l’étouffe et le menace d’explosion.

Alors il vomit, ses tripes et ses mots. C’est que Léo est obsédé par la victoire, par l’idée d’arborer une ceinture noire comme son père, Frédéric Lebrun, un champion de 105 kilos. Au fil du récit, alors que les souvenirs s’emmêlent, ce père devient une ombre insaisissable. La voix du narrateur, cinglante et ironique à ses débuts, devient plus souple et sensible, pour révéler une lutte œdipienne particulièrement complexe. Léo est aux prises avec son enfance, avec l’absence de son père – mort prématurément en 2004.

Pour vivre avec cette mort, se « *débarasser de l’artefact agonistique, de l’illusion sportive, du père* », d’autres personnalités, plus fragiles, lui viennent en aide, telle sa sœur Lalou, en pleine crise existentielle, ou Fred, son compère poète. Si Léo trouve sa voie, entre divagations virilistes et réflexions poétiques, c’est en traçant un « *roman noir bonbon, avec du Picon sur les doigts* ». ■ SIDONIE BLAISE

► *La Bagarre !*, de Léo Lebrun, Le Passeur, 280 p., 19 €, numérique 14 €.



Léonie, libre de Victor

Dans son premier livre, *Le Signal* (Inculte, 2022), Sophie Poirier s’intéressait à un immeuble si proche de la mer que l’érosion du littoral le condamnait à être abandonné (il a été démoli en 2023). Le bâtiment, siège d’une utopie propre aux « trente glorieuses » – un logement abordable face à la mer –, s’imposait comme le monument d’une époque révolue. Dans *La Femme domino*, le monumental revient, sous la forme, encore, d’un artefact curieux, sinon encombrant. Le monument en question, c’est « *VH* » – Victor Hugo, cathédrale des lettres françaises à l’ombre de laquelle on retrouve Léonie d’Aunet (1820-1879), la « *femme domino* », dont la postérité a surtout retenu le nom, car elle fut l’amante malheureuse de l’écrivain, brièvement emprisonnée après que le couple clandestin fut pris en flagrant délit d’adultère. L’autrice n’essuie pas cet épisode. S’y restreindre, pourtant, ce serait enfermer Léonie d’Aunet une nouvelle fois. Pour la voir en liberté, il faut la suivre – ce qu’a fait Sophie Poirier en suivant le même trajet – jusqu’au Spitzberg, une île norvégienne de l’Arctique que Léonie d’Aunet fut « *la première femme* » à explorer. Le récit lui-même refuse le carcan du genre biographique et mêle les époques et les sujets de réflexion (le féminisme principalement ; les « gilets jaunes » affluent par endroits). C’est un texte domino : l’écrivaine cherche des similitudes pour mettre bout à bout l’histoire de Léonie et la sienne. ■

PIERRE-ÉDOUARD PEILLON
► *La Femme domino*, de Sophie Poirier, Inculte, 124 p., 14,50 €, numérique 11 €.

En des contrées inexplorées

Dans une tendre chronique intime, Francesca Pollock raconte son beau-fils lourdement handicapé

XAVIER HOUSSIN

Le *Carnaval d’Arlequin* est un tableau de Joan Miro du milieu des années 1920. Le peintre catalan y dynamite la scène de genre, éparpillant aux quatre coins de drôles de visages, des bestioles, des formes, des objets. Façon d’exprimer l’inquiétante étrangeté du monde. Mais, au-delà, ce qui emporte, c’est aussi la couleur, les couleurs. Elles rythment la toile, l’accentuent, la relèvent, donnant, dans leur mouvement, une sorte de reflet pris dans le miroir du titre. Comme si le personnage de la commedia dell’arte avait furtivement traversé la composition, abandonnant partout les pièces de son costume bariolé.

Ferdinand des possibles raconte les

aventures d’une sorte d’Arlequin. On y parle d’étrangeté et de couleurs, mais aussi d’esquisses et de signes, de bienveillance et d’amour. Francesca Pollock y trace, ligne à ligne, en pleins et déliés, et depuis l’enfance, le portrait de son beau-fils, découvert grand adolescent, jeune adulte, au moment où elle rencontrait son père (« *l’homme dont je me suis éprise* »).

Sans mots, sans sons, sans forces

Ferdinand, 32 ans aujourd’hui, est « *différent* ». Il est atteint du syndrome CHARGE, une maladie génétique rare qui rassemble une lourde palette de malformations et de déficits neurosensoriels. Sourd, muet, malade si souvent, perdant l’équilibre, il a grandi sans mots, sans sons, sans forces. Pour un peu, cela aurait été sans images aussi. Car, s’il voit très mal, il voit tout de même. Les médecins ne lui donnaient que quelques jours à vivre, mais c’est sa mère qui meurt, quand il a 2 ans, d’un cancer

détecté à sa naissance. Comment ne pas croire au mauvais sort, aux mauvaises fées des contes ?

Le livre de Francesca Pollock est une histoire de traverse, d’autre voie, d’autre chemin. De sentiers cachés, de franchissements de frontières. Avec Ferdinand, on réapprend à marcher, pas à pas. On avance dans des contrées inexplorées. Agrippé comme on peut au fil enchevêtré de pensées sans mots. Sans vrais mots. Au centre spécialisé qu’il fréquentait, chacun n’était pas loin de croire qu’il n’apprendrait rien, mais il y avait happé des bribes de la langue des signes, et, un jour, devant une boîte de crayons, il s’est mis à « *signer* » les couleurs. « *A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu* ». Petit Rimbaud sans parole. Le nuancier se déployait enfin. Le silence était devenu vivant et polychrome.

FERDINAND DES POSSIBLES, de Francesca Pollock, Verdier, 96 p., 8 €.

les couleurs. « A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu ». Petit Rimbaud sans parole. Le nuancier se déployait enfin. Le silence était devenu vivant et polychrome.

HÉDI KADDOUR
écrivain

Sous le titre *Dialogues intérieurs à la périphérie*. 2016-2021 paraît le plus récent volume des carnets que Peter Handke publie depuis une quarantaine d'années. Ces *Dialogues...* se présentent comme une suite de fragments à la datation allégée, en six parties, une par an. Le mot « fragment » ne rend d'ailleurs pas justice au rythme de cette écriture qui n'a rien de statique; il faudrait plutôt, pour la décrire, se servir du verbe allemand *läzen* – que l'auteur emprunte au *Willehalm*, un poème de Wolfram von Eschenbach, daté du XIII^e siècle – et qui signifie « faire siffler la flèche à partir de l'arc ».

Tandis qu'il fait siffler ses flèches, Handke travaille à un roman, *La Voleuse de fruits* (Gallimard, 2020), et à une pièce de théâtre. Quand il n'écrit pas, il lit le *Journal*, de Delacroix, le *Kyoto*, de Kawabata, ou les poèmes de Machado. Toujours, il a *Guerre et Paix* à portée de main. Dans ce roman monde, les personnages les plus intéressants à ses yeux sont aussi les moins « héroïques »: Pierre et Marie, « les maladroits ». Handke jalouse Tolstoï, qui a besoin de si peu pour donner à voir un personnage dans sa profondeur (« les pas lourds de la princesse Marie »). Il lit ses nouvelles, dont « Bonheur conjugal », qu'il nomme « évangile de la tristesse à deux ». Il revient toujours à Tolstoï, en se demandant si c'est parce qu'il « réveille l'orgue silencieux en [lui]... ou juste la guimbarde ancestrale ».

Papillons et pissenlits

Puis il referme ses livres et sort marcher dans la campagne. Il rate parfois le plus important d'une promenade: « Ah, j'ai manqué le premier vol de papillon citron! – Quand est le prochain vol? – Demain à la même heure. » Il se rabat sur le « jaune des fleurs de pissenlit: un jaune total ». Parfois, le seul adjectif de couleur lui paraît insuffisant: « Au lieu de "marron",



BERND WUSTNECK/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Un nouveau volume des carnets du Prix Nobel 2019 paraît, bréviaire de pensées aiguës et d'humour pince-sans-rire né de ses lectures et de ses promenades

Peter Handke,
tous sens en éveil

“vert” “jaune” dis de temps à autre, ici et là, “couleurs de mousse” », note-t-il, comme s'il se donnait un conseil à lui-même.

Au-delà des beautés conventionnelles, il s'intéresse aux araignées ou aux bourdons: « *Que veulent-ils donc, les pauvres bourdons, quand ils se cognent contre les fenêtres dans le froid du premier printemps, avant de tomber morts, gelés, dans l'herbe?* » Autre bruit, repéré par l'oreille très fine de l'auteur, celui du « pas soigneusement feutré de la factrice qui, dans quelques jours, fera sa “dernière tournée” avant de partir à la retraite ». Beaucoup d'objets sont

également à la retraite, comme, dans le jardin du voisin, « *les balançoires non balancées qui pendent. – Les enfants d'autrefois ne sont justement plus des enfants. – Oui, c'en est fini de se balancer.* ».

La griffe de l'ironiste

Mais Handke ne serait pas Handke si ses observations n'étaient empreintes de ce sens du « *komisch* » (« comique ») qui est sa marque de fabrique: « *L'homme qui s'est suicidé... comment, d'après les dires du raconteur du village, il reposait dans son cercueil avec un visage déçu.* » Une affiche dans une gare de banlieue peut prendre le relais de ce raconteur: « *En cas d'attaque terroriste, ne pas courir vers les forces de l'ordre!* » La griffe de l'ironiste peut également – de façon détournée – viser une cible bien plus vaste, à travers une citation de Goethe, qui, en 1770, dit du gouvernement de la France « *qu'il fait voir son énergie au mauvais endroit.* ».

Lorsqu'il en finit provisoirement avec le monde extérieur, Handke quitte la périphérie pour rentrer chez lui et reprendre ses

dialogues avec lui-même, dialogues qu'il pousse jusqu'à la contradiction: « *Contredis-toi toi-même plus résolument que ton prochain.* » Il ouvre Faulkner, *Lumière d'août* (Gallimard, 1935) et, de nouveau, il retrouve la contradiction, celle qui retient ici « *main dans la main la bonté fondamentale [de l'auteur] et la cruauté de son regard incisif.* ».

Enfin, Handke revient à ses pensées: « *Les pensées pâles, sans couleur, n'en sont pas – ne sont pas. Mais sitôt qu'elles se colorent, rougissent, bleussent, verdissent (elles deviennent de vraies pensées) même si, en dessous, elles noircissent et deviennent grises.* » Chez Proust, dans la cuisine de la grand-mère, c'étaient les odeurs qui devenaient visibles; Handke, lui, peut entendre ce qui est caché, « *la chute des dernières feuilles de tilleul sur la table du jardin* », et il le fait en aiguisant son regard. C'est aussi ce à quoi nous invitent ces *Dialogues...*: « *A vrai dire, on devrait regarder bien davantage.* » ■

DIALOGUES
INTÉRIEURS
À LA PÉRIPHÉRIE.
2016-2021
(*Innere Dialoge an den Rändern*),
de Peter Handke,
traduit de l'allemand
par Laurent
Margantin,
Verdier, 288 p., 22 €.



Hôsai, poète moderne

Né en 1885, Ozaki Hideo adopte à 23 ans le nom de plume d'Hôsai, « celui qui a lâché prise », avec un sens aigu de la prémonition. En effet, ce fils de bonne famille, brillant et promis à une carrière rémunératrice dans les assurances, tombe rapidement dans les excès – l'alcool surtout –, jusqu'à renoncer à son travail et à son mariage au début des années 1920. Devenu moine et poète errant, il meurt en 1926 des suites de la tuberculose, à 41 ans. C'est après sa mort qu'Hôsai connaît la célébrité. Tout en sobriété poétique, étonnamment moderne, il est l'un des auteurs de haïkus les plus traduits dans les anthologies contemporaines hors du Japon. De fait, il témoigne d'une époque de rupture dans la tradition du haïku japonais: il invente, avec d'autres, un haïku de forme libre, rejetant le rythme rigide et le nombre fixe de syllabes, ainsi que l'emploi du nom de saison supposé ancrer le poème dans le cycle de la nature. De ce point de vue, la sélection de Rikako Fujii et Dominique Chipot est particulièrement éclairante. Se déployant dans le sens chronologique, organisée autour des différentes époques de la vie du poète, elle met en relief l'évolution esthétique qui est la sienne autant que celle de son temps. Intelligemment présenté avec un code couleur et une transcription phonétique, servi par une traduction qui s'efforce d'être la plus fidèle possible à la signification, ce recueil se révèle aussi lumineux que poignant. ■ NILS C. AHL
► **Pèlerin des nuages et des eaux** (*Kumo to mizu no junrei-sha*), d'Hôsai, traduit du japonais et édité par Rikako Fujii et Dominique Chipot, édition bilingue, La Table Ronde, 288 p., 23 €.



Douce et amère Ceylan

Nous sommes dans les années 1960, avant la guerre civile (1983-2009). Dans un monde suspendu, sur une île que l'on appelle encore Ceylan, un domestique épris de gastronomie met son talent de cuisinier au service d'un notable, biologiste expert des récifs coralliens. Le jeune garçon, aux premières loges des amitiés et tourments amoureux de son maître, guette les « signes avant-coureurs de l'autoflagellation » qui bientôt frappera le pays d'« atrocités ahurissantes », tandis qu'il manie les casseroles avec dextérité, faisant naître sous ses doigts croquettes de mouton à la coriandre, poissons frits pimentés ou pâtisseries à la cardamome. Tout au long de *Récifs*, le romancier britannique Romesh Guneseekera, né à Ceylan en 1954, balance, par petites touches sensibles, entre plaisirs gastronomiques et bascule d'une société postcoloniale où se combattent « ceux qui expulsent, repoussent ou éliminent – possèdent, divisent et règnent –, et ceux qui gardent la petite flamme en vie, nuit après nuit, de bouche en bouche, élargissant le monde à chaque fois qu'ils remuent la langue ». Réédité dans une traduction revue, près de trente ans après sa parution française au Serpent à plumes, *Récifs* montre un Sri Lanka aujourd'hui disparu, tout en éclairant rétroactivement le chemin de réconciliation semé d'embûches emprunté depuis la fin du confit entre Cinghalais et Tamouls. ■
GUILLAUME DELACROIX
► **Récifs** (Reef), de Romesh Guneseekera, traduit de l'anglais par Marie-Odile Fortier-Masek, Zoé, 192 p., 19,50 €.

EXTRAIT

« Lors de cette première soirée à l'internat, âgé de 11 ans, est-ce que j'ai pour la première fois pleuré de vraies larmes? – Oui. – Et plus tard? Encore et toujours, mais plus sur moi. Autrefois, dans la sombre cour aux arcades, bruisante de pluie, j'ai pleuré sur moi-même pour la première fois, et (jusqu'à présent), pour la dernière fois.
J'ai raté tous les trains et les bus possibles, et en plus, pas une seule hirondelle dans le bleu du ciel (...) Incomparable: la façon incomparable d'un rouge-gorge de rentrer sa tête dans son cou. »

DIALOGUES INTÉRIEURS À LA PÉRIPHÉRIE, PAGE 44

La théorie du chaos d'Erri De Luca

Un vieil homme, une fugitive, et rien ne se passe comme on le croit. « Les Règles du mikado », sans trembler

FLORENCE NOIVILLE

Erri De Luca vient d'avoir 74 ans, et, si l'on en croit la liste « Du même auteur » qui accompagne *Les Règles du mikado*, ce court roman est son quarantième ouvrage. Il y médite, entre autres, sur la vieillesse. « *C'est comment d'être vieux?* », demande l'un des protagonistes, une jeune Tzigane, au personnage principal, un vieux campeur solitaire. « *C'est quand on te parle et qu'on glisse le mot "encore". Vous travaillez encore? Vous campez encore?* » « Encore » est devenu le mot préféré de l'homme: « *Si on me demande comment je vais, je réponds: "Encore, je suis encore là."* »

Voici donc Erri De Luca... encore. On retrouve dans ces pages l'admirable concision de style alliée à la sereine hauteur de

vue qu'on lui connaît. Rien de prévisible, pourtant, ici. Avec ses sujets de prédilection, les questions métaphysiques, le grand écrivain italien s'amuse. Jouant (encore) à surprendre son lecteur avec un, et même deux retournements de taille.

Tout commence comme dans une fable: le vieil homme et la fugitive. Aucun des deux n'a de nom. Elle, c'est une Gitane qui, pour échapper à un mariage arrangé, s'est enfuie de son campement. Lui: un loup solitaire, ancien horloger de profession, qui a établi le sien dans les montagnes italiennes, à la frontière de la Slovénie. Il la recueille, l'héberge sous sa tente, la sauve de son père venu la tuer pour venger l'honneur de son clan. Un dialogue s'installe.

Elle parle aux ours et lit dans les lignes de la main. Il l'initie au jeu du mikado, l'emmène à vélo vers l'Adriatique et lui fait découvrir la mer. Entre eux, il est question de rationalité et d'instincts, d'engagement ou de retrait. Il est question du temps qui passe et de ce que l'on

en fait: faut-il croire en la possibilité de forcer le destin ou vaut-il mieux se satisfaire d'être « un engrenage dans la machine du monde »?

Ce qui pourrait passer pour un aimable conte philosophique s'arrête là. Elle trouve du travail sur un bateau de pêche. Ils se séparent. Fin du premier acte. Les suivants sont deux coups de théâtre successifs. Et s'il avait caché son jeu? Et si elle n'avait pas été qui elle prétend être? « *En chaque personne, il existe un double-fond d'arrière-pensées. Pas forcément louches, mais aussi idéalistes, religieuses, comme en quête d'un salut* », écrit l'auteur.

L'intérêt de ce petit livre, c'est sa forme en trois temps. Par paliers, chaque type d'écriture nous fait pénétrer plus avant dans ce « double-fond d'arrière-pensées ». Ce sont d'abord des dialogues bruts, sans commentaire, comme si Erri De Luca avait posé un enregistreur entre ses personnages et le laissait tourner. Puis vient un carnet, une approche plus intime où

l'horloger explique sa passion du mikado – il le voit « comme un chaos à résoudre », un jeu dont il a transposé les règles dans son existence: « *agir doucement* », avec « *précision et concentration* », sans rien faire bouger d'autre que ce qui est visé. Porter « *attention aux moindres mouvements, faire avec intention, sans automatisme* ». Enfin, une lettre de la Tzigane vient clore le tout. En le rendant, ce tout, plus inattendu et inextricable encore. Comme si Erri De Luca décidait de semer la pagaille dans le mikado de son roman. On termine sur le mystère et l'indécidable. Comme si ce petit texte n'était qu'une illustration métaphorique du beau proverbe yiddish: « *L'homme pense, Dieu rit.* » ■

LES RÈGLES DU MIKADO
(*Le regole dello Shangai*),
d'Erri De Luca,
traduit de l'italien par Danièle Valin,
Gallimard, « Du monde entier »,
160 p., 18 €, numérique 13 €.

Entrer au Ritz, frayer avec le roman

Le bar du palace parisien, comme la littérature, ont pu longtemps intimider Philippe Collin. Jusqu’à ce qu’il se lance dans l’écriture du « Barman du Ritz »

RAPHAËLLE LEYRIS

En écoutant Philippe Collin raconter ce qui l’a amené à écrire son premier roman, *Le Barman du Ritz*, on relève des expressions familières aux auditeurs de ses émissions sur France Inter et de ses podcasts au spectaculaire succès, telles les séries sur Simone de Beauvoir ou Léon Blum. Par exemple : « *Ce qu’il faut bien avoir en tête, c’est que...* », cette cheville qui lui permet de ramasser les informations éclairant tel aspect de ses personnages. S’agissant du *Barman du Ritz*, s’il faut « *bien avoir en tête* » quelque chose, c’est notamment la proximité que l’auteur éprouve à l’égard de son modèle, Frank Meier (1884-1947), dont l’ont d’abord touché le parcours d’« *ascension sociale* », « *l’arrachement à des racines sociales, religieuses et géographiques pour s’accomplir* ».

Pour Philippe Collin, l’« arrachement » géographique a eu lieu quand, à 23 ans, il a quitté Brest, où il est né en 1975 dans un « *milieu modeste* » (son père est sous-marinier) et où il a soutenu une maîtrise d’histoire, pour la capitale. La lecture de *Paris est une fête*, d’Ernest Hemingway (Gallimard, 1964), a fait naître en lui une « *petite fascination* » pour le Ritz. Il n’ose y mettre les pieds que le jour où une raison professionnelle lui en donne la « *légitimité* » : en 2002, alors qu’il vient d’entrer à France Inter, il doit y interviewer la chanteuse Yoko Ono.

De ce jour, il revient régulièrement au Bar Hemingway. Le bartender Colin Field, en poste de 1994 à 2023, lui parle de son prédécesseur, Frank Meier, fondateur du bar de l’hôtel en 1921. « *Il avait créé là un monde extraordinaire d’élégance, de raffinement, de civilisation. Un endroit cosmopolite, où se retrouvaient des diplomates, des actrices, des écrivains...* »

Philippe Collin commence des recherches sur Meier, né en Autriche dans une famille juive venue de Pologne, parti pour New York en 1898 où il est devenu un célèbre barman, avant de rentrer en Europe, de se faire un nom à Paris, de s’engager dans la Légion étrangère en 1914, de sortir vivant des combats puis d’être embauché par le Ritz. « *Je me suis alors demandé ce qu’il avait fait entre 1940 et 1944.* » Là, il découvre que l’hôtel ne fut pas contraint à la fermeture, au nom de la neutralité suisse – nationalité des propriétaires. Pendant les quatre années de l’Occupation, Frank Meier, petit-fils de rabbin, tint donc le bar où se retrouvait l’élite nazie en poste à Paris, à commencer par Hermann Göring.

La curiosité de Philippe Collin s’aiguise encore. Il se met en



Frank Meier au Ritz, à Paris, en 1937. ROGER SCHALL/SCHALL COLLECTION

quête d’informations plus précises, plonge dans le dossier militaire de Meier, découvre que celui-ci a été l’objet de deux enquêtes de police pendant la guerre. Il lit aussi *The Artistry of Mixing Drinks*, ouvrage écrit par le barman, à l’instigation, dit-on, de Francis Scott Fitzgerald, et publié en 1936, à 1300 exemplaires numérotés et dedicacés. Meier y livre des recettes (« *mais pas ses dosages* »...) et évoque quelques marottes comme les courses hippiques – sa traduction, *L’Art du cocktail*, paraît pour la première fois en France (Albin Michel, 176 pages, 20 euros) en même temps que *Le Barman du Ritz*.

« Plus loin dans la psychologie »

Philippe Collin élargit ses recherches à la correspondance et aux journaux intimes des écrivains passés au Ritz avant ou pendant la guerre. Il est aiguillé par deux bons connaisseurs de l’histoire des barmans, Fernando Castellon et David Wondrich, ainsi que par Claude Roulet, ancien numéro deux de l’hôtel et « historien amateur » de celui-ci. Progressivement, à l’envie d’écrire une biographie de Frank Meier succède, autour de l’année 2017, celle d’« *essayer quelque chose qui irait plus loin dans la psychologie, les désirs, les pulsions, les tiraillements* » des êtres à cet endroit, durant cette période. Quelque chose, donc, qui

EXTRAIT

« Frank espérait une fin de soirée tranquille, mais vers 22 heures arrive la surprise annoncée par la Vieille : Arno Breker [1900-1991, sculpteur “officiel” du Reich] lui-même, avec sa tête d’intellectuel prétentieux, accompagné de sa femme, une Grecque très brune et longiligne, et d’Ernst Jünger [1895-1998, écrivain, alors dans la Wehrmacht]. Costume trois-pièces écossais, en tweed, pochette immaculée et regard enjôleur : la classe du capitaine Jünger est indéniable. A côté de lui, Breker paraît n’avoir que sa vanité à afficher. Frank a confié la fabrication des Bloody Mary à Luciano. Mais le sculpteur allemand et sa femme n’hésitent pas à les renvoyer. Ils exigent qu’ils soient réalisés “par le barman en personne”. Détestables. Le décor, en revanche, semble leur convenir. Breker, très à l’aise, parle de plus en plus fort. »

LE BARMAN DU RITZ, PAGE 187

fraierait dans les parages de la littérature, même si, un peu comme pour entrer au Ritz autrefois, le journaliste ne s’en sent pas tout à fait la légitimité. Mais il entreprend des recherches qui viennent nourrir les personnages entourant Frank, qu’il s’agisse de la direction du Ritz ou de sa clientèle où se mêlent nazis, collaborateurs, résistants, attentistes, aristocrates, artistes et voyous.

Alors seulement, il s’attelle à l’écriture de son « roman historique », à la première personne du singulier, du point de vue de Meier. Philippe Collin l’envoie à Anna Pavlowitch, qui dirige alors

les éditions Flammarion. Celle-ci se souvient d’avoir été frappée par « *le travail gigantesque que l’on sentait derrière* » et de lui avoir « *conseillé de redoser le ratio entre l’histoire et le roman, et d’oser vraiment le roman* ». Philippe Collin reprend son manuscrit à la troisième personne, s’autorise à inventer des dialogues et des personnages qui densifient l’intrigue et les protagonistes.

Cette deuxième version totalise huit cents pages. « *On y perdait un peu Frank* », se remémore Philippe Collin, qui travaille avec Anna Pavlowitch, passée chez Albin Michel, à en couper trois cents. Une autre éditrice de la maison, Louise Daunou, se penche alors sur le texte. Elle encourage l’auteur à écrire le journal intime de Frank : « *On verra ce qu’on en fera.* » Philippe Collin s’exécute, imagine « *trente à quarante pages* » de journal. Il convient ensuite avec Louise Daunou d’entre-couper le récit principal, constitué de chapitres à la troisième personne sur la vie du Ritz entre 1940 et 1944, de passages issus du journal de Frank. Ainsi est trouvée la forme de ce roman, dont « *il faut bien garder en tête* » qu’il raconte autant l’étonnante trajectoire d’un homme qu’il donne accès à un lieu privilégié pour observer les comportements durant l’Occupation. ■

L’impératrice négligée

Grâce notamment à Marguerite Yourcenar (1903-1987), qui reconstitua superbement ses Mémoires fictifs (*Mémoires d’Hadrien*, Gallimard, 1951), le lecteur connaît la vie de l’empereur romain qui succéda à Trajan et régna jusqu’en l’an 138. Mais il ignore tout de celle de son épouse, Sabine. La Néerlandaise Nynke Smits, professeure de lettres classiques, s’en empare ici. Se glissant à la première personne dans la peau de l’impératrice, elle analyse en particulier le malaise que crée chez elle la relation de son mari avec Antinoüs, un garçon dont « *l’agilité et la beauté ont tapé dans l’œil de l’empereur* » et qui s’affiche partout en public avec eux. « *Nous formons un monstre à trois têtes* », écrit-elle. Élégant, très documenté tout en restant fluide, ce journal imaginaire constitue un ouvrage séduisant que la grande Marguerite elle-même n’aurait pas renié. ■

FLORENCE NOIVILLE

► **Mémoire de Sabine, épouse d’Hadrien. Une histoire d’amour hors norme** (Sabina. Vrouw van Hadrianus), de Nynke Smits, traduit du néerlandais par Daniel Cunin, Gallimard, 424 p., 23 €, numérique 17 €.

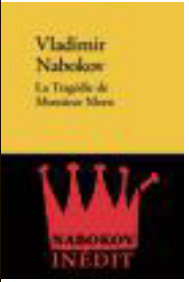


Nabokov en chrysalide

Composé en 1924, jamais publié du vivant de l’auteur, ce drame politico-passionnel du jeune Vladimir Nabokov (1899-1977) se nourrit d’un traumatisme personnel (le meurtre de son père, à Berlin, en 1923) et de l’expérience de la révolution de 1917, qui le contraignit à l’exil. Même si sa démarche est encore tâtonnante, on distingue déjà des traits qui deviendront sa marque de fabrique : un mélange de dérision et de pathos, une désinvolture ludique, le motif obsédant du double et des reflets de miroir se multipliant à l’infini. Les évidents accents shakespeariens sont mâtinés de clins d’œil à la littérature russe – encore une caractéristique destinée à durer. Cette pièce de jeunesse est une chrysalide, une promesse du papillon nabokovien qui bientôt déploiera ses ailes moirées, d’abord en russe, puis en anglais. ■

ELENA BALZAMO

► **La Tragédie de Monsieur Morn** (Tragedia gospodina Morna), de Vladimir Nabokov, traduit du russe par Sophie Bernard-Léger et Daria Sinichkina, Verdier, 190 p., 19,50 €.



Qui dit vrai ?

En apparence, il n’y a pas tromperie sur la marchandise. *Deux courts romans de dames*, promet le titre. De fait, le nouveau livre de Jacques Jouet réunit deux longues nouvelles piquantes, centrées l’une et l’autre sur des femmes pleines d’audace et d’imagination. Vexée qu’on croie qu’elle n’a pas besoin de psychanalyse, une certaine Valentine en commence trois simultanées, et peine à garder en tête les multiples versions de sa vie qu’elle livre à chacune de ses « *trois marraines* ». Dans la seconde fiction, la narratrice se fait passer pour une femme de ménage afin de pénétrer chez une voisine et de percer ses secrets. Mais qui dit vrai, qui fabule ? Qui berne, qui est berné ? Membre de l’Oulipo, Jacques Jouet tire les ficelles de ce petit théâtre avec un délicieux humour pince-sans-rire, et laisse le lecteur aussi

ravi que désarçonné. Car tout n’est qu’apparence, et le genre même des héroïnes pourrait bien être remis en cause. ■

DENIS COSNARD

► **Deux romans courts de dames**, de Jacques Jouet, P.O.L., 174 p., 18 €, numérique 13 €.



Le sang-froid de Frank Meier



oublier les questions de préséance, et un sang-froid de diplomate pour gérer les situations délicates – l’ivresse d’un hôte de marque, l’inimitié entre des habitués... Frank Meier (1884-1947) a tant fait preuve des unes et des autres à New York puis à Paris, où il a créé le bar de

AU RANG DES QUALITÉS d’un barman de palace, il y a, outre l’indispensable savoir-faire « mixologique », la science d’écouter et celle de se taire. Sans

l’Hôtel Ritz, qu’il a acquis la réputation de meilleur barman du monde.

Mais l’épreuve du feu, cet Autrichien juif devenu français pour avoir combattu dans la Légion étrangère durant la première guerre mondiale va la traverser entre 1940 et 1944. Derrière son comptoir se pressent dignitaires nazis, collaborateurs zélés, cyniques en tout genre. A l’intérieur, où règnent faste et confort, tous ou presque se comportent comme si les portes du bar n’ouvraient pas sur le « monde du dehors, celui de la faim, du froid et de l’humiliation ». Attaché à préserver ses secrets, au premier rang desquels sa

judéité, Meier joue la comédie du flegme en se méfiant de chacun, cependant que s’aiguisent, au fil des mois, ses interrogations sur son propre comportement.

La sobre narration au présent précipite le lecteur au cœur des scènes vécues par Frank Meier, toujours sur ses gardes, et les passages tirés de son journal (fictif), qui reviennent sur sa vie, contribuent à lui donner une belle épaisseur romanesque. ■ R. L.

LE BARMAN DU RITZ, de Philippe Collin, Albin Michel, 416 p., 21,90 €, numérique 15 €.

Les notes de la militante socialiste prises durant son tour de la France ouvrière, en 1844, paraissent enfin dans une édition fidèle au manuscrit. Une révélation

La plume féroce de Flora Tristan

PIERRE KARILA-COHEN

Si vous aimez l'énergie, le sens de la justice, l'esprit de révolte, l'intelligence ironique d'une plume qui sait décrire la médiocrité mais aussi louer le dévouement, ce livre est fait pour vous ! La nouvelle édition du *Tour de France* de la militante socialiste Flora Tristan (1803-1844), qui paraît sous le titre *Autour de la France*, est, de page en page, un régal de lecture.

Contrairement aux précédentes éditions, celle-ci repose sur le manuscrit original et non sur le tapuscrit qu'en avait tiré l'historien socialiste Jules Puech (1879-1957) au début du XX^e siècle. La façon dont le rôle de Flora Tristan dans le mouvement ouvrier a été injustement oublié après sa mort, le destin du manuscrit, le rôle de Puech dans la redécouverte de l'une et l'autre font l'objet d'une introduction brève mais éclairante de Michèle Audin, spécialiste du socialisme, qui s'est battue avec chaque page de ces notes griffonnées à la hâte pour proposer un texte fidèle, annoté et doté d'un précieux index des noms propres.

Celui-ci est bien utile étant donné le nombre considérable de rencontres que Flora Tristan a pu faire durant ces quelques mois de 1844. Convaincue que les ouvriers devaient s'unir sans distinction de métiers pour améliorer leur sort et prendre conscience d'eux-mêmes en tant que classe, l'infatigable militante a animé des dizaines de réunions, d'Auxerre à Lyon puis d'Avignon à Toulouse, en remontant ensuite à Bordeaux, où elle meurt épuisée, à 41 ans. Son affaiblissement d'étape en étape à partir du milieu du voyage constitue d'ailleurs involontairement l'un des ressorts dramatiques de l'ouvrage.

Ce que l'on a sous les yeux, ce sont les notes que Flora Tristan couchait le soir afin de préparer un livre qu'elle n'a jamais pu écrire, de même qu'elle n'a pu terminer son voyage. Le propos y gagne une liberté étonnante. L'autrice étrille les bourgeois,



Dans une usine textile, gravure de 1834. GRANGER/HISTORICAL PICTURE ARCHIVE/ALAMY BANQUE D'IMAGES

mais aussi les ouvriers, souvent jugés stupides, incapables de comprendre la cause qu'elle souhaite leur faire épouser, à l'exception de ceux de Lyon, où les ouvriers de la soie lisent, s'organisent et combattent.

Ses jugements sont définitifs, sur la laideur physique de telle ou telle personne, crayonnée en quelques phrases assassines, celle de certaines villes aussi, liquidées en un mot : Auxerre, par

Partout, l'autrice relève des détails significatifs, un regard, une attitude : on est véritablement en présence d'une portraitiste hors pair

exemple, est un « trou ». *Autour de la France* est un grand livre féroce, où l'on rigole aux éclats, comme lorsque l'autrice décrit, à la manière d'un Stendhal ou d'un Flaubert, la rhétorique creuse d'un procureur ou les embarras d'un sergent de ville qui ne sait

pas très bien s'il doit interdire la réunion qu'elle préside.

Mais ce n'est pas tout. Au récit passionnant d'un voyage au cours duquel Flora Tristan, constamment surveillée, passe d'une ville à l'autre en bateau ou en diligence et loge dans d'inconfortables hôtels s'ajoute bien entendu la description minutieuse de la condition ouvrière au cœur du siècle. L'autrice visite les ateliers et force la porte des patrons pour obtenir des explications. La description qu'elle donne de l'Hôtel-Dieu de Lyon, où s'entassent les malades les plus pauvres, est saisissante, forte d'une lourde colère.

Partout, elle relève des détails significatifs, un regard, une attitude : on est véritablement en présence d'une portraitiste hors pair, qui ne cesse de s'inclure dans le tableau, ce qui n'est pas le moins intéressant. Flora Tristan vante en effet en permanence sa capacité à remplir sa mission, mais cette autosatisfaction un peu naïve a un sens. Il faut imaginer ce que représente en 1844 cette prise de parole publique d'une femme qui

vient faire la leçon à des hommes à Avallon, Roanne ou Agen. La description des militaires qui, avachis dans un café de bon matin, à Saint-Etienne, l'observent d'un regard lourd, fait partie, à cet égard, de ces instants que l'autrice sait rendre avec talent. Les républicains et les socialistes de tous poils ne sont pas en reste, tant certains ont du mal à la prendre au sérieux.

Ainsi, le voyage de Flora Tristan agit comme un révélateur, mais il lui donne aussi l'occasion de rentrer en elle-même, comme lorsqu'elle récupère une montre abandonnée dans une chambre d'hôtel et que, écrasée par la culpabilité de ce qui pourrait être un vol, elle cherche à explorer son propre rapport à la propriété. Cette femme qui, au fil de l'écriture, perdit peu à peu la vie nous saisit aux tripes : elle réveillerait des morts. ■

AUTOUR DE LA FRANCE. ÉTAT ACTUEL DE LA CLASSE OUVRIÈRE SOUS L'ASPECT MORAL, INTELLECTUEL ET MATÉRIEL, de Flora Tristan, édité et préfacé par Michèle Audin, *Libertalia*, « Poche », inédit, 656 p., 13 €. Signalons, de la même autrice, la parution de *L'Emancipation de la femme ou le Testament de la paria*, *La République des lettres*, 94 p., 10 €, numérique 7 €.

FLORENT GEORGESCO

► *Le Siège de Leningrad. Septembre 1941-janvier 1944*, de Sarah Gruszk, préface de Nicolas Werth, Tallandier, 348 p., 22,90 €, numérique 17 €.



Espérer et se rassembler

« Un vade-mecum politique et spirituel. » Haïm Korsia, grand rabbin de France, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, définit en ces termes son septième livre. Il y scrute les diverses formes de colère et de violence qui trament notre actualité, des « gilets jaunes » à l'éco-anxiété, en passant par les guerres en cours. Mais il refuse de désespérer, car « il n'y a pas de fatalité ». Du fin fond de l'obscurité la plus noire sourd de nouveau la lumière, comme dans les tableaux de Soulages. A la violence destructrice de la haine, Haïm Korsia oppose l'obstination constructive de l'espoir. Cette violence d'un autre type est célébrée par le vers d'Apollinaire qui donne son titre à cet essai sensible et mesuré. Conjuguant poètes et prophètes, crises présentes et perspectives d'avenir, il tente de tracer sereinement, dans une langue limpide, un chemin de crête entre les affrontements de l'heure et l'éternité. Sans ignorer la complexité des conflits, il plaide, entre gravité et humour, pour un monde où ce qui rassemble puisse l'emporter, peu à peu, sur ce qui divise. Sa maxime centrale pourrait être cet autre vers d'Apollinaire, dans *Les Mamelles de Tirésias* (1917) : « Il est grand temps de rallumer les étoiles. » ■ ROGER-POL DROIT
► *Comme l'espérance est violente*, de Haïm Korsia, Flammarion, 206 p., 20 €, numérique 15 €. Signalons également, du même auteur, « Aider à vivre. Pour des vies dignes d'être vécues jusqu'au bout », Gallimard, « Tracts », 48 p., 3,90 €, numérique 3,50 €.

Un drame ordinaire en Cisjordanie occupée

Le journaliste Nathan Thrall brosse un tableau dense et complexe des conditions de vie faites aux Palestiniens

VALENTINE FAURE

Un matin de février 2012, Milad, un petit Palestinien âgé de 5 ans, montait dans un bus pour une sortie scolaire. Il existe des aires de jeu non loin de son école d'Anata, en Cisjordanie, mais elles sont situées de l'autre côté du mur, dans une colonie israélienne de Jérusalem-Est, et les enfants d'Anata n'y ont pas accès.

Pour rejoindre la base de loisir dans laquelle ils sont autorisés, le bus doit emprunter un long détour par la route de Jaba. Quelques heures plus tard, le père de Milad, Abed Salama, reçoit un appel : il y a eu un grave accident impliquant un bus scolaire. Commence alors la quête insoutenable qui sert de trame narrative à *Une journée dans la vie d'Abed Salama*, récit dense et complexe de Nathan Thrall.

Partant de ce fait divers banalement tragique où trouveront la mort un adulte et six enfants, parmi lesquels, comme on le redoute au long du livre, le petit Milad, le journaliste américain remonte la chaîne des causalités, et dessine l'ample tableau d'une société palestinienne dysfonctionnelle et rendue impuissante à protéger ses enfants. Il fait résonner l'injustice du destin avec une autre, celle-là fabriquée par des hommes. Ainsi, Abed Salama est titulaire d'une carte d'identité qui ne lui permet qu'une circulation limitée, et ne peut accéder à certains hôpitaux où se trouve peut-être son fils.

Quant à la route de Jaba, elle a été construite pour permettre aux colons de se rendre à Jérusalem sans avoir à passer par Ramallah, afin de créer l'« illusion d'une présence juive continue de la ville aux colonies ». Après qu'Israël a créé de nouvelles autoroutes pour les colons, elle n'est plus guère utilisée que par les Palestiniens, et mal entretenue. On l'appelle la « route de la mort » : les embouteillages causés par les checkpoints amènent les conducteurs à doubler en

accélérant sur la voie opposée. Le jour de l'accident, ce sont encore ces embouteillages qui ont ralenti les secouristes palestiniens.

« Si, au lieu d'un accident, deux gamins palestiniens s'étaient soudain mis à lancer des pierres sur la route, des militaires se seraient rués sur place en l'espace de quelques secondes », note Thrall. Dans cette zone de Cisjordanie sous le contrôle d'Israël, les secours israéliens ne sont arrivés qu'après que les enfants ont été emmenés par les gens présents sur place.

Autour du site du drame convergent un réseau de personnages, secouristes, chauffeur du bus, ou des Israéliens comme Dany Tirza, le colonel de réserve de l'armée israélienne responsable de cette « infrastructure de la ségrégation » – clôtures, checkpoints, mur de séparation... – qui mutile le quotidien de tous ceux qui y sont soumis. A travers eux, c'est la longue histoire d'un enfermement que Thrall raconte : « Un univers de souffrance auquel pratiquement aucun foyer palestinien n'échapp[e]. » Ni

sentimental ni manichéen, il rend compte des mille manières dont des choix politiques iniques viennent affecter tous les aspects de la vie, jusqu'au plus intime.

Le livre, qui vient d'obtenir le prix Pulitzer de non-fiction, est sorti aux Etats-Unis quelques jours avant le 7 octobre 2023. Vu d'aujourd'hui, cet accident de la route pourrait paraître dérisoire. Le récit produit l'effet inverse : c'est conscient du sort qui attend d'autres enfants, d'autres parents, qu'on lit le récit de ce quotidien déjà terrible, qui devient le préambule à une tragédie plus grande encore. ■

UNE JOURNÉE DANS LA VIE D'ABED SALAMA. ANATOMIE D'UNE TRAGÉDIE À JÉRUSALEM (*A Day in the Life of Abed Salama*), de Nathan Thrall, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Frédéric Joly, Gallimard, « NRF essais », 336 p., 25 €, numérique 18 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

Ecrits nomades



TOM HAUGOMAT

«L'ART EST CE QUI REND LA VIE PLUS INTÉRESSANTE QUE L'ART»; «Eclairez-vous au poème»: Robert Filliou (1926-1987) a le sens de la formule. Les rares personnes qui le connaissent aujourd'hui l'associent au monde de l'art contemporain de la seconde moitié du XX^e siècle, pas forcément à la littérature. Or, s'il a produit des installations et des œuvres conceptuelles, Filliou a surtout beaucoup écrit: des pièces de théâtre, des contes, des poèmes, des proverbes, des chansons. Il a écrit sur toutes formes de support, la plupart du temps à la main, attentif aux propriétés plastiques de l'écriture, accrochant ses textes dans des galeries ou les dispersant à tous vents. Cette écriture hors du livre, artisanale, éloignée des circuits éditoriaux et de l'institution littéraire est difficilement accessible: les performances sonores ne sont pas toutes archivées, les cartes postales, les boîtes, les papiers d'emballage, les microéditions à quelques exemplaires de certains textes se trouvent chez des collectionneurs ou des amis morts. En rassemblant une sélection de ces écrits en un volume publié, Emma Gazano met à disposition une œuvre invisible, totalement dispersée et enfouie.

«L'art est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art»: c'est peut-être ce qui

rend la vie de Robert Filliou aussi intéressante, faite de départs spectaculaires et de grands renoncements. A 17 ans, il gagne la Résistance dans le maquis cévenol. Il étudie ensuite l'économie aux Etats-Unis, où il est allé rejoindre un père qu'il ne connaissait pas, études qui le conduisent à travailler pour l'ONU, en Corée et au Japon. Il démissionne des Nations unies en 1954, pour devenir artiste. Au passage, il a appris le japonais et découvert le bouddhisme, qui sera l'occasion de sa dernière grande rupture: une retraite de plusieurs années au centre bouddhiste tibétain de Chanteloube, à Saint-Léon-sur-Vézère (Dordogne), dont il ne sortira que pour mourir.

Entre-temps, il a rencontré des artistes d'avant-garde, avec lesquels il va créer et proposer des actions individuelles ou collectives: Daniel Spoerri, John Cage, Emmett Williams, George Brecht, Joseph Beuys. Il se produit un peu partout en Europe, avec des manifestes comme *L'Autrisme (manifeste-action)*, des poèmes comme *Kabou'inema*, où il fait résonner les noms de quelques célébrités traduits en japonais, des actions comme *La Création permanente*, *La Galerie Légitime*, une exposition itinérante contenue dans une casquette, où Filliou présente ses créations ou celles d'autres artistes. Dans les années 1960-1970, il est pleinement inté-

gré à l'avant-garde artistique. Il y promeut un art pauvre, fait de récup et de bouts de ficelle, adapté à l'indigence dans laquelle il vit. Pour cela, l'écriture est souveraine, car elle n'a pas besoin de grand-chose.

Qu'est-ce qui distingue un artiste écrivain et un écrivain artiste? Henri Michaux a produit quantité de dessins, Marguerite Duras a fait des films, mais ils sont d'abord des écrivains. Sophie Calle rend inséparable l'écriture et la photographie, des livres accompagnent toujours ses installations, mais elle reste avant tout une artiste. Est-ce une décision des créateurs eux-mêmes ou bien des circuits de production et de diffusion dans lesquels ils ou elles s'inscrivent? Les deux, sans doute, mais ces briseurs de frontières entre les arts font bouger les cadres et invitent à réfléchir au statut de l'écrit dans l'art, à se demander si quelque chose distingue l'écriture d'un artiste de celle d'un écrivain une fois qu'elle se retrouve publiée de façon traditionnelle dans un livre. Plonger dans *Poèmes scénarios chansons*, de Robert Filliou, n'est pas une expérience différente de celle que nous faisons avec n'importe quel livre. On doit en conclure que le mode de production est déterminant pour le statut d'une œuvre.

Comme Robert Filliou a toujours refusé les assignations, ces questions de cases n'ont aucune importance. Ses textes insistent sur la nécessité de renoncer aux évaluations, à l'autorité de la norme, au sérieux de la littérature ou de l'art. D'où la part accordée au jeu, à l'esprit d'enfance, à l'éducation à rebours, respectant la spontanéité, la boîte à outils, la fidélité à certaines propositions surréalistes (par exemple dans les poèmes à compléter ou à terminer soi-même, les poèmes collectifs qui appellent les *Cent mille milliards de poèmes*, de Raymond Queneau – Gallimard, 1961). Le goût de Filliou pour la pédagogie transparaît dans ses contes pour enfant, en parti-

Les textes de Robert Filliou insistent sur la nécessité de renoncer aux évaluations, à l'autorité de la norme, au sérieux de la littérature ou de l'art

culier dans le magnifique *Monsieur Bleu*, écrit pour sa fille. Les franchissements de frontière entre l'art et la littérature, entre l'art et la vie, se manifestent aussi dans l'écriture bilingue, jamais installée dans une seule langue, qui pose aussi des problèmes d'édition et de lisibilité. Cette poétique nomade est marquée par les principes bouddhiques du kôan, du non-agir et par une spiritualité intense. Elle met hors jeu certains principes de la rationalité, comme le sens, la non-contradiction, et elle tend vers le vide, ce qui défait les hiérarchies entre les sujets, conduit à prôner une éthique de l'attention fondée sur le fugace et la ténuité, une certaine douceur. ■



FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

Sagesse 2024: cabane ou canapé?

TOUT VA CHAQUE JOUR PLUS MAL, à tous points de vue, et ce n'est qu'un début. Ce funeste mantra, copie inversée de la vieille méthode Coué, gagnant chaque jour du terrain, il serait temps de fuir. A mesure que s'accroissent éco-anxiété, crainte du chaos et déprimés rêvent de se soustraire à l'agitation permanente. Ils s'échinent donc à décrire un ermitage, un refuge, un lieu ultime où paix, bonheur et oisiveté se tiendraient, enfin, définitivement la main. En ce début d'été, ces sages pour rire (quoique...) butent sur un vrai dilemme: cabane

MA CABANE SANS PEINE, d'Alain Guyard, Le Dilettante, 222 p., 19 €, numérique 9,50 €.

PHILOSOPHIE DU CANAPÉ. COMMENT VIVRE UNE VIE DÉTENDUE (Filosofia da divano), de Stefano Scrima, traduit de l'italien par Philippe Audegean, Rivages, «Bibliothèque», 128 p., 16 €, numérique 12 €.

ou canapé? Des deux, quel est donc le meilleur rempart contre la folie des hommes?

Sans hésiter, Alain Guyard opte pour la cabane. Ce philosophe truculent et gouailleur, auteur de plusieurs essais provocants publiés par Le Dilettante, a bien compris que la «littérature de cabanon» fait florès. Quelques pierres loin de tout, sans eau courante ni électricité, si possible sans toilettes ni voisins, voilà de quoi préparer une bonne fusion redemptrice avec le grand tout. Ajoutez à la tisane bio,

impérativement savourée à petites gorgées à la belle étoile, un zeste de Tao, une illumination zen ou quelques sauvages extases, et vous avez de quoi rédiger un récit vendeur. *Ma cabane sans peine* moque ce travers du temps. Son style vachard et drolatique fustige tour à tour l'abandon de la lutte des classes au profit des mandalas, la «hutte» d'un «bavasseur pédant et prétentieux» nommé Heidegger, ou l'obscène candeur des Walt Whitman, Henry David Thoreau et compagnie qui, au XIX^e siècle, s'extasiaient face à la pure nature du Nouveau Continent, oubliant parfois qu'elle est en train d'être «purifiée» des autochtones qu'il peuplent avant eux.

L'essayiste Stefano Scrima, lui, ne jure que par le canapé. Il n'hésite pas à en faire «la plus grande invention de tous les temps». A l'opposé du lit, bêtement destiné à dormir, et de la chaise, vouée au travail, cet objet métaphysique, divin divan, incarnerait l'idéal absolu d'une vie oisive, physiquement immobile et spirituellement flâneuse. Assis, avachi, étendu, détendu, lisant ou rêvant à son gré, entre musique, poésie ou érotisme, le sage «canapé-

phile» aurait cette illumination: «L'oisiveté est la mère de toutes les vertus.»

Philosophie du canapé le proclame donc sans ambages: «Toute la sagesse du monde consiste à savoir rester assis ou allongé sur un canapé à ne rien faire.» N'allez pas croire que cette ode au non-agir célèbre une misérable esquivé de toute action. Le dithyrambe de la paresse se drape dans la subversion. Le canapé du sage se transforme en barricade. Son inactivité devient paradoxale insurrection: «Le véritable acte subversif pourrait être de rien faire, absolument rien.»

Emallées de références multiples, ces plaisanteries bien tournées célèbrent à leur manière une forme de «gai savoir» qui se veut corrosif. Comparé au flamboiement de Nietzsche, ce ne sont que bricoles et pacotilles. Mais comme personne n'est tenu de mettre la barre si haut, apporter cabane ou canapé à la plage n'est pas impossible. Avec en tête une idée simple: de même qu'il y a mille façons d'être peintre, musicien, acteur ou romancier, les manières d'être philosophe sont fort diverses. Et la dérision est toujours moins simple qu'on ne le croit. ■



LES YEUX DANS LES POCHES
FRANÇOIS ANGELIER

ON N'ADMIRERA JAMAIS ASSEZ le volontarisme et la naïveté de la République fédérale d'Allemagne, des industriels autrichiens et de la municipalité de Brême, qui, ayant tenu mordicus, dans les années 1960, à couronner Thomas Bernhard (1931-1989), insistèrent pour qu'il agrémente la remise de ses lauriers de quelques mots choisis. Le résultat fut à la hauteur de l'audace: le monde est remercié par Bernhard, mais comme on congédie un démarcheur, bannit un chien galeux.

Aux Brémois, Bernhard lance, en 1965: «La vie n'est plus que science, science tirée des sciences, nous voilà tout à coup dissous dans la nature... Tout sera froid, d'un froid toujours plus effrayant.» L'industrie autrichienne n'attendra pas en vain 1967, écopant d'aussi roboratifs propos: «Et c'est en rappelant que tout, en effet, a à voir avec la mort, que tout est la mort, la vie tout entière n'est rien d'autre que la mort, que je vais vous souhaiter une bonne, voire une mémorable soirée.» Le ministre de la culture allemand recevra comme viatique: «Nous peuplons un traumatisme... nous voyons déjà, à l'arrière-plan, les géants de l'angoisse.» A chaque ligne, Bernhard bloque les issues de secours, colmate les fenêtres, interdisant toute fuite intérieure, tout itinéraire de déstégate philosophique. Avec lui, au long du formidable recueil de textes, discours et entretien *Ténèbres*, l'homme mâche sa mort, que ce soit dans ses «Trois jours» autobiographiques ou dans ce long entretien de 1979 qui fait soudain de Samuel Beckett un optimiste jofflu. Thomas Bernhard ou l'«entrepreneur de démolitions» (Bloy)...



«QUAND J'ENTENDS LE MOT "CULTURE", JE SORS MON REVOLVER!» A la célèbre réplique, légèrement modifiée par l'usage, de la pièce *Schlageter* (1933), dédiée par le dramaturge allemand nazi Hans Johst (1890-1978) à un héros de la cause nationaliste, le lecteur de *Contre la barbarie* pourrait rétorquer sans trembler: «... Moi, quand j'entends le mot "nazi", je dégaine mon Klaus Mann [1906-1949]», tant *Contre la barbarie*, recueil d'articles du fils aîné de Thomas Mann, auteur de *Mephisto* et du *Toumant*, offre, aux questions suscitées par l'arrivée au pouvoir d'une clique terroriste dictatoriale



muée en parti de masse, tous les thèmes et toutes les réponses aux urgences de l'heure.

D'abord, doucher de mots drus et glaçants ceux qui s'abandonnent à des conciliations aveuglées – Stefan Zweig, qui voyait dans le nazisme, en 1931, une juvénile «révolte contre la lenteur». Puis juger sans appel les ralliés, comme ce fut le cas du poète-médecin Gottfried Benn (1886-1956), saisi en 1933-1934 d'un irrationalisme nazi, mythique et biologique. Un Klaus Mann impitoyable confronte le poète à son passé de grand nom de l'expressionnisme lyrique, de grand poète dégradé dans le nazisme, «cette honte absolument diabolique d'une histoire bimillénaire». Un autre article démonte pièce à pièce, ou plutôt exhibe le vide de contenu de l'expression «bolchevisme culturel», pointant les créateurs nazifiés avant d'être, comme le note Mann, rattrapés par le modernisme de leurs œuvres et ravalés au rang de promoteurs de l'«art dégénéré».



► *Ténèbres*, de Thomas Bernhard, traduit de l'allemand (Autriche) et présenté par Claude Porcell, éd. Maurice Nadeau, «Poche», 132 p., 9,90 €.

► *Contre la barbarie. 1925-1948*, de Klaus Mann, traduit de l'allemand par Dominique Laure Miermont-Grente et Corinna Gepner, préface de Michel Crépu, Libretto, 448 p., 12 €.

► *Double vie* (Doppelleben. Zwei Selbstdarstellungen), de Gottfried Benn, traduit de l'allemand par Alexandre Vialatte, postface de Jean-Michel Palmier, Allia, 224 p., 15 €.

Renée Vivien, unique en son genre

Un essai de Camille Islert et une fiction de Géraldine Barbe rappellent la place singulière de la poète (1877-1909) dans la mémoire littéraire

SOPHIE BENARD

Longtemps ignorée par l'histoire littéraire, Renée Vivien (1877-1909) serait désormais, selon Camille Islert, « *en passe de devenir une figure reconnue de la littérature française* ». De l'exhumation progressive de son œuvre témoigne par exemple la récente parution de *Poèmes choisis* (Points, 2018). Mais cette reconnaissance tardive fait courir à la poète le risque d'être soumise aux « *grilles de lecture pétrifiantes* » dans lesquelles, note l'universitaire, la critique enferme encore parfois les autrices.

C'est pour éviter ces raccourcis qu'elle lui a consacré sa thèse de doctorat, dont résulte *Renée Vivien : une poétique sous influence ?* Sans jamais « *fétichiser* » les déterminations qui pèsent sur l'autrice – femme,

lesbienne... –, ni renoncer à contextualiser et à historiciser sa production, la professeure en études littéraires de genre à l'Ecole normale supérieure de Lyon fait émerger la singularité de l'œuvre de Vivien, qu'elle considère comme une véritable « *anomalie dans le paysage littéraire* ».

Car si la Belle Epoque fut un moment privilégié de « *foisonnement de la poésie féminine* », cette opportunité relève aussi d'une forme de « *piège* ». Selon Camille Islert, en effet, la place des femmes en poésie reste alors conditionnée par l'existence d'« *un cadre esthétique valorisant le naturel et le monde sensible* », et leurs écrits ne sont acceptés que « *dans la mesure où ils corroborent l'ordre social* ».

Or l'œuvre de Renée Vivien échappe à la mode du vitalisme par sa tonalité « réso-

L'œuvre de la poète détonne par sa manière de travailler la diversité des féminités et de faire émerger une subjectivité lesbienne

lument fin de siècle », autant qu'elle détonne par sa manière de travailler la diversité des féminités, et de faire émerger une subjectivité lesbienne, voire un véritable « *sujet politique lesbien* ». Dès lors, « *son œuvre résiste à une dissolution dans la catégorie de la poésie féminine, sans céder pour autant à la valorisation d'une virilité poétique* ».

Par l'étude de la réception de l'œuvre, Camille Islert expose les ambivalences critiques face à la production littéraire des femmes, faisant apparaître le « *discours marginalisant* » qui a poursuivi une Renée Vivien enfermée dans le mythe réducteur de la « *femme damnée* ». Mais l'autrice traque aussi les lectures qui faisaient de la poète une simple imitatrice – de Baudelaire ou de Rimbaud, entre autres –, pour soutenir que l'œuvre de Renée Vivien peut se lire comme une réflexion métalittéraire en acte, au sein de laquelle l'influence, loin de l'imitation passive, se fait véritable travail d'appropriation et de redéfinition du canon.

Et si l'histoire littéraire semble s'être empressée d'effacer le nom de Renée Vivien, c'est indéniable, il a toujours persisté dans certaines œuvres de femmes. Un long chapitre d'un livre de Colette (1873-1954), *Le Pur et l'Impur* (Calmann-Lévy, 1941), lui est par exemple consacré. Les deux femmes se sont en effet connues, trois ou quatre ans durant, comme le rappelle l'autrice et traductrice Géraldine Barbe, qui s'est glissée dans cet espace pour raconter, « *par le biais de la fiction, ou de l'appropriation* », sa propre

découverte de l'œuvre de Renée Vivien, grâce à Colette.

La Pure et l'Impure part ainsi sur les traces d'une poète « *désespérée, intransigeante, de mauvaise foi, généreuse, amoureuse, courageuse* », et de son œuvre vibrante « *de peur, de tristesse, d'amour, d'angoisse, de déglincue* ». D'une plume libre et passionnée, Géraldine Barbe entremêle les destins de Renée Vivien et de Colette à sa propre sensibilité et aux écrits d'autrices contemporaines.

Le recours à la fiction ainsi que la liberté de ton qu'elle s'autorise lui permettent d'explorer des dimensions que Camille Islert passe sous silence. L'écrivaine se demande par exemple si la saveur douce-amère du chapitre de Colette ne serait pas due au fait que cette dernière a toujours eu besoin de gagner sa vie quand Vivien, elle, était rentière. Mais on retrouve aussi en filigrane dans ce récit l'ampleur du travail poétique de Vivien, un travail que Camille Islert qualifie de « *redéfinition textuelle, esthétique et métaphysique du lyrisme traditionnel* », et qui confirme son poids dans l'histoire littéraire. ■

RENÉE VIVIEN :
UNE POÉTIQUE SOUS INFLUENCE ?,
de Camille Islert,
PUL, « *Des deux sexes et autres* », 624 p., 30 €.

LA PURE ET L'IMPURE.
RENÉE VIVIEN DÉROUTE COLETTE,
de Géraldine Barbe,
Page à Page, 216 p., 18 €.

L'excellence d'Italo Calvino

LE CENTENAIRE DE L'ITALIEN ITALO CALVINO (1923-1985) a beau être tout juste passé, les hommages à son œuvre immense continuent à paraître aujourd'hui avec ce *Cahier de L'Herne* dirigé par ses traducteurs français, Christophe Mileschi et Martin Rueff (304 pages, 37 euros, numérique 26 euros). Après une légère occultation au début des années 2000, le corpus calvinien s'impose pour ce qu'il est, une référence incontournable parmi les classiques de la modernité au XX^e siècle.

Parce qu'il est surtout connu pour sa trilogie historico-fantastique *Le Vicomte pourfendu*, *Le Baron perché* et *Le Chevalier inexistant* (retraduit par Martin Rueff, Gallimard, 2018), ce *Cahier*, auquel ont participé les écrivains Yannick Haenel et Hervé Le Tellier (de l'Oulipo, comme le fut Calvino), mais aussi l'historien Carlo Ginzburg ou le philosophe Giorgio Agamben, s'efforce d'« *enchâsser rigoureusement* [l'écrivain] dans le siècle ».

Cela signifie moins le réduire à son contexte et à ses influences que mettre en pleine lumière pour le public français la diversité de ses domaines d'intervention, son intérêt actif pour son temps et pour la politique troublée de l'Italie postfasciste.

Comme un Rousseau de son époque, Calvino excella dans de nombreux genres, allant de la littérature au journalisme, au commentaire toujours rigoureux et précis – comme sa fiction – de l'actualité ou du cinéma. Les écrits inédits (comme le sont bien des textes de ce recueil) tournant autour de Pasolini et de son film inspiré par Sade, *Salo ou les cent vingt journées de Sodome* (1975), le montrent. Calvino reproche à Pasolini de placer sur le même plan la violence littéraire et fantasmatique de Sade et les atrocités bien réelles du fascisme, tout en négligeant le rôle décisif de l'argent dans la rêverie sadienne de « *prostitution universelle* ».

D'amis, Pasolini et Calvino étaient devenus adversaires, le premier de plus en plus sceptique sur les « *certitudes laïques, rationnelles, démocratiques, progressistes* », le second craignant de voir l'Italie « *devenir pendant au moins cinquante ans une périphérie coloniale, un énorme faubourg au chômage et violent* ». Mais, ajoutait Calvino en une leçon toujours à méditer, « *il ne faut jamais être cynique, même pour rire* ». ■ NICOLAS WEILL

Mettre en pleine lumière pour le public français la diversité des domaines d'intervention de l'écrivain

Tous les effondrements imaginables

Dans leur essai « *Near Chaos* », Simon Bréan et Guillaume Bridet caractérisent les nombreux romans récents fondés sur ce que le présent promet de pire



NEAR CHAOS.
QUAND LA
LITTÉRATURE NOUS
PRÉPARE AU PIRE,
de Simon Bréan
et Guillaume Bridet,
Hermann, « *Savoir
lettres* », 312 p., 25 €,
numérique 17 €.

Il est rare de baptiser un nouveau genre littéraire. « *Near Chaos* » (« *au bord du chaos* ») est le terme sous lequel Simon Bréan et Guillaume Bridet, professeurs à la Sorbonne-Nouvelle, regroupent une cinquantaine de romans parus au XXI^e siècle et dont l'action se situe dans un avenir proche. Prise de pouvoir par des extrémistes, guérilla urbaine, catastrophe écologique... : toutes les angoisses sociales de notre temps y sont poussées à leur extrême.

Dans *Tu crèveras comme les autres*, de Denis Cheynet (Rue Fromentin, 2018), c'est tout le système social qui s'effondre : la nourriture et l'eau viennent à manquer et l'anarchie s'installe. En réalité, les ressources naturelles étaient déjà épuisées ; la « *grande débâcle* » n'a fait qu'amplifier une situation – la nôtre – rendue dramatique du fait de la financiarisation de l'économie, du consumérisme abrutissant ou de l'incurie de l'Etat... Ici, pas de monde sauvé par un quidam, comme à Hollywood. Le « *chacun pour soi* » règne et ne subsiste qu'une certitude : « *Ton tour viendra aussi*. »

Genre à la fois « *diagnostique* »

et « *prophétique* », le roman de *Near Chaos* a pour horizon la fin : fin de la démocratie, de nos institutions, du modèle techno-scientifique... Fin, surtout, de toute solidarité. Pas tout à fait néanmoins car, s'il n'y a plus rien à attendre des autorités, de nouvelles formes de communauté apparaissent, comme dans *Après le monde*, d'Antoinette Rychner (Buchet-Chastel, 2020).

A la débâcle généralisée, certains personnages opposent, en

Le chaos promis est tel que les fonctions traditionnelles du roman réaliste s'en trouvent brouillées

l'idéal d'une démocratie directe et (quasi) égalitaire y paraît atteignable et les métiers du soin, des êtres humains comme de la nature, y acquièrent toute leur importance. Toutefois, la famine menaçant, le groupe se voit exclu et retourne à son errance.

Les récits de Jérôme Leroy ou de Michel Houellebecq ne sont ni des romans d'anticipation – aucune invention scientifique nous projetant dans le futur –, ni des romans à thèse : face à la catastrophe en cours, aucune utopie ne résiste. Tous se situent dans une sorte de présent étendu, hypertrophié, et où la question se pose de savoir s'il n'est pas déjà trop tard. S'agit-il d'alerter, de dénoncer ou même d'exorciser ? Le chaos promis est tel que les fonctions traditionnelles du roman réaliste s'en trouvent brouillées.

Comment interpréter, dès lors, hormis chez des romancières (Wendy Delorme par exemple), que si peu d'alternatives vivables soient avancées ? Là encore, selon les auteurs de cet essai, c'est dans le présent que s'en trouve la raison : l'épuisement, dans nos sociétés, de tout espoir politique. ■

JEAN-LOUIS JEANNELLE



PARIS EN
LETTRES ARABES,
de Coline
Houssais,
Actes Sud,
« *Sindbad* »,
256 p., 23,80 €,
numérique 18 €.

HISTOIRE

L'image de Paris dans l'imaginaire arabe

COLINE HOUSSAIS ENTREPREND LE PARI UN PEU FOU de résumer en moins de 300 pages près de quinze siècles d'histoire de la présence arabe en France, et singulièrement à Paris, de l'émergence de l'empire arabe, au VII^e siècle, à nos jours. Interprètes, marchands, prêtres ou ambassadeurs ont précédé les écrivains, artistes et penseurs qui, depuis Rifaa Al-Tahtawi (1801-1873), ont façonné l'image de Paris dans l'imaginaire arabe. Au fil des pages, on croise à peu près tous les grands noms des lettres arabes – et d'autres moins connus, mais dont le rôle de médiateur a souvent été déterminant. Pourtant, au contraire de tant de leurs pairs européens ou nord-américains passés par Paris, ils ont laissé peu de traces dans notre imaginaire. Un livre à lire avant ou après avoir visité la très riche exposition « *Présences arabes* », au Musée d'art moderne de Paris (jusqu'au 25 août), qui est le pendant pictural, pour le XX^e siècle, de cette somme aussi érudite que plaisante à lire. ■ RICHARD JACQUEMOND



UN ÉTÉ AVEC
DON QUICHOTTE,
de William Marx,
Equateurs/
France Inter,
« *Parallèles* »,
240 p., 14,50 €,
numérique 11 €.

PÉDAGOGIE

Cahin-caha avec don Quichotte

« *SI CHACUN DE NOUS est tenté de se projeter librement dans Don Quichotte, c'est qu'il s'agit de l'œuvre qui, par excellence, nous permet de faire face à un monde privé de signification, sans espoir et sans illusion*. » C'est ce que postule William Marx dans la préface de *Un été avec don Quichotte*, reprise de la série proposée à l'été 2023 par le professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Littératures comparées, sur France Inter, consacrée à l'œuvre de Cervantès, à sa richesse toujours renouvelée, en prise avec toutes les époques, au secours qu'elle peut représenter en toutes circonstances ou presque. Quarante-quatre épisodes tout de savoir malicieux et d'allant pédagogique, pour se promener aux côtés de don Quichotte et de Sancho Pança, ces « *deux corps qui dialoguent, deux silhouettes imprimées au fond de la rétine, le grand et le maigre, le petit et le gros, l'insomniaque et le gros dormeur, celui qui va à cheval et celui qui monte à dos d'âne, tous les deux cheminant cahin-caha sur les chemins de notre mémoire, éternellement* ». ■ RAPHAËLE LEYRIS



DICKENS
(Charles Dickens),
de G. K.
Chesterton,
traduit de
l'anglais par
Achille Laurent
et Louis Martin-
Dupont, préface
de François
Rivière,
Plon, 256 p., 21 €,
numérique 15 €.

BIOGRAPHIE

Dickens, mythologue

LE ROMANCIER ET JOURNALISTE G. K. CHESTER-TON (1874-1936) affirmait que la grandeur d'un homme ne se dessine qu'à mesure que le temps nous sépare davantage de lui. Cela vaut pour Charles Dickens (1812-1870), dont il était un fervent lecteur, mais aussi pour l'ouvrage qu'il lui consacre : paru en 1906, il est aujourd'hui réédité, à l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance du biographe.

Dans ce livre ponctué de réflexions sur la place de l'artiste dans l'Angleterre du XIX^e siècle, au cours duquel se répand le libéralisme, Chesterton fait de Dickens non pas tant un romancier qu'un « *mythologue* » : Dickens sublimait l'ennui des manufactures, faisait déborder la vie de ses personnages hors du roman, et renouait avec le regard optimiste de l'enfant.

Mais, au-delà de ses personnages mémorables, tel David Copperfield, ce sont ses atmosphères qui nous imprègnent, avance Chesterton : « *Ses histoires avaient toujours pour point de départ quelque souvenir de la rue*. » C'est peut-être ainsi que Dickens fait « *frémir la chair* » de ses lecteurs, entre rire et horreur. ■ SIDONIE BLAISE

Stéphanie Roza

Fidèle aux Lumières

La philosophe, spécialiste des idées sociales et politiques, est viscéralement de gauche – de cette gauche rationaliste et universaliste, vulnérable ces jours-ci. Elle publie « Le marxisme est un humanisme », qui réévalue les apports de Jean-Paul Sartre et de Georg Lukacs

SERGE AUDIER

Savante ou politique? Sans doute la philosophe Stéphanie Roza est-elle les deux à la fois, mais pas toujours en même temps. Viscéralement de gauche, cette spécialiste des idées sociales et politiques, chargée de recherche au CNRS, se veut non moins fidèle à une déontologie de rigueur scientifique, comme le confirme son nouvel ouvrage, *Le marxisme est un humanisme*, consacré aux apports du marxiste hétérodoxe Georg Lukacs (1885-1971) et de Jean-Paul Sartre (1905-1980).

Or, déplore-t-elle, nous traversons une « période de grande confusion », tant est diffuse l'idée que tout savoir est militant. Sans rêver d'une « neutralité pure et parfaite », elle considère que cette inéliminable subjectivité devrait rendre les chercheurs encore plus vigilants dans leur quête de vérité. Inversement, la recherche peut nous rendre « plus exigeants vis-à-vis de nos convictions politiques ».

Peut-être n'est-il donc pas fortuit que Stéphanie Roza nous ait fixé rendez-vous à Paris dans le café La Méthode, située dans la rue qui porte le nom de Descartes, héros philosophique d'une certaine gauche rationaliste et universaliste. Car c'est bien de là qu'elle vient : issue d'une famille juive polonaise marquée par le traumatisme de la Shoah et inquiète de « ce qui pouvait toujours finir par nous tomber dessus », la philosophe se définit aussi comme appartenant à la génération du bicentenaire de la Révolution française.

Petite fille, elle communie avec les héros de la Révolution, et découvre ce

qu'elle appelle désormais « la culture des droits de l'homme », c'est-à-dire « la première culture de l'histoire humaine qui permette aux membres des minorités d'appartenir pleinement à la communauté nationale sur la base de droits et de devoirs partagés, sans être obligés pour autant de renoncer à toute spécificité spirituelle ou philosophique ».

Jeune adulte, elle poursuit ses lectures, en particulier philosophiques, tout en militant une quinzaine d'années dans un parti trotskiste, Lutte ouvrière. Ce moment est « très formateur », lui permettant la fréquentation des classiques du marxisme et la rencontre des milieux populaires. Mais il est non moins « déformateur » : le stalinisme paradoxal de cette organisation sectaire la déçoit.

Barnave ou Babeuf

La rupture devient inéluctable : son choix de la philosophie correspond à un désir d'autonomie et de réflexivité critique, qui accompagne sa fidélité aux Lumières. Bientôt, son intérêt se porte sur les « utopistes » et présocialistes du XVIII^e siècle : « J'ai voulu montrer comment leurs idées égalitaires, loin de se réduire à des rêveries littéraires, se sont converties, avec la Révolution, en programme politique. » Depuis sa thèse, son travail atypique privilégie des auteurs ne relevant pas du « canon » des grands philosophes, mais qui sont plutôt des penseurs engagés, ou des acteurs politiques soucieux d'élucider et de divulguer leur action – tels le révolutionnaire Antoine Barnave (1761-1793) ou le pionnier du communisme Gracchus Babeuf (1760-1797).

Son « cœur de métier » au CNRS consiste à étudier et éditer des sources avec tout l'appareil scientifique, pour un public de chercheurs et de curieux : tel est l'esprit qui préside à son travail en cours sur la première édition des œuvres complètes de Babeuf. Sa recherche interdisciplinaire aboutit aussi à des coéditions de colloques, notamment sur le « Républicanisme social » français, ou à la monumentale *Histoire globale des socialismes. XIX^e-XXI^e siècle*, qu'elle a codirigée avec Jean-Numa Ducange et Razmig Keucheyan (PUF, 2021) : « Je préfère le travail collectif à l'autopromotion narcissique et aux polémiques sur les réseaux sociaux », dit-elle.

Pour la philosophe, l'universalisme des Lumières est la véritable matrice de la gauche par-delà sa grande diversité, des libéraux aux socialistes et communistes. Bien sûr, « d'infinis débats » traversent cette famille, en particulier sur la propriété privée, « mais les Lumières présentent des traits communs : le choix du rationalisme et de la critique, l'espoir dans les progrès, les droits fondamentaux ». Dans *Lumières de la gauche* (Editions de la Sorbonne, 2022), elle montre aussi que bien des combats socialistes et anarchistes, mais également féministes et anticoloniaux, se situent dans le prolongement, fût-il critique, des idéaux inachevés de la Révolution.



Stéphanie Roza, en 2019. CÉLINE NIESZAWER/LEEXTRA VIA OPALE.PHOTO

Plus engagé, son essai *La Gauche contre les Lumières ?* (Fayard, 2020) évoque les thèses de Zeev Sternhell dans *Les Anti-Lumières* (Fayard, 2006) : elle repère la continuité d'une tradition réactionnaire hostile aux droits humains, qui aurait débouché sur le fascisme, le nazisme et le régime de Vichy. Mais son angle contemporain diffère : tandis que l'historien israélien visait les libéraux de la guerre froide et autres néoconservateurs, Stéphanie Roza préfère appuyer sur les points douloureux des confusions de sa propre famille, la gauche.

Il y aurait ainsi, d'un côté, les pamphlétaires conservateurs, adules des droites identitaires, tel Jean-Claude Michéa, qui entretiennent la haine du libéralisme juridique et du progrès, au nom d'un « socialisme originel » fantasmé ; et, de l'autre, les courants dits « postmodernistes » et décoloniaux radicaux, qui ne veulent voir dans l'Occident que les crimes et écoides perpétrés au nom d'un universalisme jugé par essence mortifère.

Dérives identitaires

Dans notre conversation, Stéphanie Roza s'attarde en particulier sur les dérives identitaires et racistes cataloguées « de gauche ». Interrogée sur l'actualité, elle s'indigne devant le double « déni » de l'islamisme et de l'antisémitisme : nous serions « passés à la vitesse supérieure », à

Parcours

1979 Stéphanie Roza naît à Paris.

1994-2009 Elle est engagée dans le mouvement trotskiste Lutte ouvrière.

2016 Elle entre au CNRS.

2020 *La Gauche contre les Lumières ?* (Fayard).

2021 Elle codirige *Histoire globale des socialismes. XIX^e-XXI^e siècle*, avec Jean-Numa Ducange et Razmig Keucheyan (PUF).

un point aussi « terrifiant » qu'inimaginable. Et de déplore qu'il lui faudrait maintenant rédiger non plus *La Gauche contre les Lumières ?*, mais peut-être « la gauche contre les juifs ? ». Pas toute la gauche, bien entendu, mais, « depuis le 7 octobre, un certain nombre d'intellectuels et politiques ont excusé voire approuvé les terroristes du Hamas et minimisé l'antisémitisme ».

Le problème, pour Stéphanie Roza, n'est pas la dénonciation absolue du

gouvernement Nétanyahou, mais le refus de condamner les attaques antijuives. Aussi a-t-elle été parmi les rares intellectuels de gauche à critiquer les « dérapages » de Jean-Luc Mélenchon, selon elle indéniablement antisémites. Au reste, La France insoumise détruirait toutes les valeurs historiques des Lumières, et donc de la gauche : « Ce mouvement antidémocratique s'enferme dans la tactique du pugilat permanent, sur fond d'opportunisme radical, d'irrationalisme et de violence des passions. » En rejetant les repères du libéralisme politique, du pluralisme et du débat démocratique, certains segments de la gauche sont ainsi tombés là où ils penchaient – dans la complaisance envers des régimes autoritaires et des organisations théocratiques.

En tout cas, on pourra difficilement disqualifier cette analyse comme « sociale-libérale » : *Le marxisme est un humanisme* défend une synthèse entre matérialisme communiste et philosophie de la liberté ; et son essai à paraître à la rentrée, *Marx contre les GAFAM*, déploiera une critique, qui prolongera là encore le marxisme de Lukacs, des nouvelles formes d'aliénation, de réification et de manipulation propres au capitalisme de plates-formes. Autant dire que son chagrin est bien de gauche, tout comme son espoir : celui que l'ensemble de sa famille politique rompe avec les passions tristes des anti-Lumières, pour réinventer enfin sa boussole universaliste. ■

EXTRAIT

« La critique de l'aliénation correspond à la critique de la dimension subjective de l'exploitation, mais pas seulement, car Georg Lukacs estime que celle-ci s'étend à d'autres domaines de la vie sociale (...); il considère également, comme Marx, qu'elle est un phénomène universel qui touche toutes les classes de la société (...). Les sociétés de classe, particulièrement la société capitaliste, mais également les sociétés socialistes déformées par le stalinisme, engendrent ainsi une essentielle altération de l'existence individuelle. L'aliénation est globalement comprise comme la contradiction qui se révèle entre le développement des aptitudes et des possibilités humaines, croissant dans l'histoire, et les exigences de la personnalité qui demeurent insatisfaites. »

LE MARXISME EST UN HUMANISME, PAGE 454

Comment concilier matérialisme et liberté

UN DES COURANTS MAJEURS de la philosophie sociale et politique du XX^e siècle relève du « marxisme humaniste ». C'est ce que montre le nouvel ouvrage de Stéphanie Roza, en retraçant sa genèse, des années 1920, quand sont exhumés les *Manuscrits de 1844* du jeune Marx, aux années 1950-1970, dans le contexte de l'impasse du « socialisme réel ». C'est alors que s'élaborent deux grands édifices théoriques, celui de Jean-Paul Sartre, qui, dans la *Critique de la raison dialectique* (Gallimard, 1960), s'efforce de concilier existentialisme et marxisme, et celui de Georg

Lukacs, dont la somme ultime, *Ontologie de l'être social* (1985-1986 ; Delga, 2011-2012), tente aussi de concilier matérialisme et liberté. Cependant, les deux philosophes ne s'appréciaient guère – le Hongrois reprochant au Français une conception abstraite de la subjectivité humaine, trop détachée de la nature et du travail. Au cours de cette confrontation, Stéphanie Roza suggère que Lukacs touche en partie juste concernant la fragilité de la synthèse sartrienne. Elle réévalue en outre son ouvrage controversé *La Destruction de la raison* (1954 ; Delga, 2006-2017), qui dresse une généa-

logie intellectuelle de l'irrationalisme et du fascisme contemporains. Le portrait de Sartre est non moins empathique, mais davantage critique, notamment à propos de certains textes anticoloniaux qui font l'apologie de la violence comme constitutive de l'émancipation : « Ici, ce sont les tendances non humanistes, voire nihilistes, qui l'emportent. » ■ S. A.U.

LE MARXISME EST UN HUMANISME. JEAN-PAUL SARTRE ET GEORG LUKACS : DEUX PHILOSOPHIES POUR L'HUMANITÉ (1923-1975), de Stéphanie Roza, PUF, 454 p., 27 €, numérique 21 €.